TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 10 123 | 20 PAGES | — MERCREDI 17 AOUT 1977

Madrid pourrait rétablir la Généralité en Catalogne avant le 11 septembre

LIRE PAGE 20



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 1,20 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,65; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 ris; Italie, 350 L.; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 15 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Menaces pour Mme Gandhi

La période d'incertitude qui a suivi l'arrivée au pouvoir à New-Delhi, il y a cinq mois, pour la première fois depuis trente ans, d'une coalition à dominante conservatrice et nationaliste vient brusquement de s'achever. Le gouvernement semblait jusqu'alors faire preuve de mansuétude, en ne faisant incarcérer aucun des dirigeants de l'ancien régime, dont les abus de pouvoir, notamment sous l'état d'urgence, de juin 1975 à mars 1977, étaient pourtant manifestes. Sous la pression de la nouvelle majorité parlementaire, il avait cependant chargé la justice de passer au crible les activités de l'entourage de l'ancien premier ministre, Mme Gandhi. Les charges qui pèsent aujourd'hui sur l'équipe désavouée par le corps électoral reprennent les accusations largement exposées dans une presse maintenant libre.

Dix personnalités, dont trois collaborateurs immédiats de l'ancien chef de gouvernement, ont été arrêtées lundi et accusées de malversation. Il semble que la police — qui, il y a quelques mois seulement, était encore à leurs ordres — ait accumulé suffisamment de preuves de leur culpabilité. Cette affaire, lourde de conséquences politiques, éclate tandis que l'étau se resserre autour de Mme Gandhi. Demain, le fils de l'ancien premier ministre, Sanjay, contre lequel les charges sont déjà très lourdes, et deux anciens ministres auront sans doute à répondre, devant une justice désormais indépendante, d'abus commis au cours de leur rapide et désastreux passage au pouvoir.

Ce ne sont pas les fautes proprement politiques des anciens dirigeants — répression, stérilisation autoritaire, expulsion d'habitants de bidonvilles — qui vont être dans un premier temps jugées et peut-être sanctionnées. On leur reproche d'abord d'avoir profité de leurs fonctions officielles pour s'enrichir, alors qu'ils prêchaient la morale.

Mme Gandhi a fait, depuis plusieurs semaines, de grands efforts pour éviter une situation sans précédent dans l'histoire contemporaine du pays, en tentant désespérément de revenir sur le devant de la scène politique. L'ancien premier ministre est allé jusqu'à rencontrer son principal adversaire, M. J.-P. Narayan, « conscience » hier de l'opposition et aujourd'hui du gouvernement, mais n'en a pas pour autant retrouvé son crédit, notamment auprès de sa formation, le Congrès. Les responsables du parti, dont elle avait favorisé la désignation, lui refusent maintenant l'accès à la direction. Prenant conscience des conséquences funestes qu'ont eues les dernières années de sa gestion, ils souhaitent éviter à tout prix un retour de Mme Gandhi « aux affaires ».

La fille de Nehru, pour se gagner des sympathies, a rendu récemment visite à une communauté d'intouchables — déshérités dont le Congrès défend traditionnellement les droits, — qui venait d'être victime de la répression de propriétaires terriens enhardis par le triomphe de la droite aux élections. Cette initiative a suscité une rapide réplique gouvernementale. M. Desai vient de déclarer qu'il fallait créer un climat dans lequel les parias puissent vivre sans crainte et jouir de l'égalité des droits. Il s'est montré résolu à œuvrer dans ce sens.

Désireux également de donner l'exemple, le nouveau président indien, M. S. Reddy, a décidé de renoncer, afin d'éviter « l'ostentation vulgaire et la pompe inutile », à 70 % de son indemnité et à sa résidence de fonction.

Ces gestes, pas plus que l'arrestation de dirigeants de l'ancien régime, ne suffisent pas à définir une politique. Dans tous les domaines, c'est pourtant ce dont aurait le plus besoin le nouveau régime indien.

(Lire nos informations page 3.)

Un entretien avec M. Edmond Maire

• La C.F.D.T. reste hostile à la force de dissuasion nucléaire
• On ne sortira pas de la crise en se limitant à des nationalisations et à des mesures sociales

La controverse sur l'actualisation du programme commun entre le parti communiste et le parti socialiste se poursuit avec de nouveaux commentaires de « l'Humanité » sur les dernières déclarations de M. Mitterrand. Dans l'interview que nous publions ci-dessous, M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., juge sévèrement cette controverse, non pour son contenu mais pour ce qu'elle laisse de côté. « Il apparaît aux syndicalistes que nous sommes que la controverse actuelle fait l'impasse sur les problèmes essentiels », affirme-t-il.

M. Edmond Maire reproche aux dirigeants de la gauche « leur glissement » vers l'acceptation de la dissuasion nucléaire. Ce rappel de l'hostilité à la force de frappe ne peut manquer de préoccuper le P.S., dont nombre de militants sont proches de la C.F.D.T.

Le secrétaire général de la C.F.D.T. mentionne certaines propositions de sa centrale sur lesquelles les partis du programme commun gardent, à son avis, le mutisme : ponctions très importantes sur les hauts revenus, réduction massive de la durée du travail, pouvoirs d'intervention des salariés et des citoyens. La C.F.D.T. n'entend pas se laisser aller à « un sentiment d'impuissance » pendant la période pré-électorale et développera ses thèmes d'action dans les entreprises et les branches professionnelles. M. Maire ne pense pas que la crédibilité de la gauche soit atteinte par ses polémiques internes.

Un sondage de l'institut Louis-Harris-France, publié par « le Matin » et effectué entre le 6 et le 9 août en métropole, indique que les intentions de vote en faveur des partis — et non des candidats — se répartissent comme suit : P.S.U. et extrême gauche 3 % ; P.C. 21 % ; P.S. et M.R.G. 30 %, soit 54 % pour l'ensemble de la gauche. C.D.S. et parti radical 6 % ; parti républicain 19 % ; R.P.R. 21 %, soit 46 % pour l'ensemble de l'actuelle majorité. 52 % des personnes interrogées pensent que la gauche est plus divisée qu'il y a quelques mois et 36 % considèrent que ses chances de succès se sont réduites.

Le sondage indique encore que 47 % (contre 33 %) des personnes interrogées sont pour la force de dissuasion et que 51 % sont favorables à un référendum sur cette question, idée lancée, on le sait, par M. Mitterrand.

« Que pensez-vous des polémiques actuelles entre les communistes et les socialistes ? Ne craignez-vous pas qu'elles entament la crédibilité de l'union de la gauche aux yeux des travailleurs et qu'elles remettent en cause une victoire électorale que beaucoup jugeaient probable il y a quelques mois ?

— Je ne crois pas qu'un débat public entre partenaires porte atteinte automatiquement à la crédibilité de leur union. Dans une démocratie, l'expression publique et même vigoureuse des convictions des uns et des autres peut même entraîner une certaine dynamique, s'il y a recherche de synthèse. Par contre, pour dire les choses franchement, il apparaît aux syndicalistes que nous sommes que la controverse actuelle fait l'impasse sur des problèmes essentiels. Non pas que les trois thèmes de divergences actuelles entre les partis de gauche soient quantité négligeable.

— Les trois thèmes, c'est-à-dire ?

— La défense nationale, le volume des mesures sociales et le champ des nationalisations. Mais, y compris sur ces trois thèmes, le débat reste limité. Pour la défense nationale, par exemple, il porte sur la manière de comprendre « la maintenance de l'arme nucléaire » et non pas sur le principe même de l'arme nucléaire.

— Mais sur le principe tous les partis, de gauche comme de droite, sont désormais d'accord ?

— Pas la C.F.D.T., qui n'a pas changé de position. Nous considérons que le glissement progressif de la gauche politique française, qui est passé du refus de la force de frappe à sa « maintenance », c'est-à-dire à sa modernisation relative pour lui conserver une certaine efficacité, comporte l'acceptation du risque d'un affrontement nucléaire. Nous ne nous y résignons pas. Au surplus, qui dit qu'une telle attitude ne conduira pas demain la gauche politique à d'autres glissements et à l'acceptation, par exemple, de la bombe à neutrons qu'elle dénonce aujourd'hui vigoureusement. Nous, nous ne croyons pas que l'on combat réellement la course aux armements menée par les superpuissances en cherchant à rester dans le peloton de queue de ceux qui participent à cette course.

» A quoi sert-il de parler de désarmement atomique si c'est pour en renvoyer la réalisation à un lointain « plus tard » ? Quand les partis nous disent : l'analyse réaliste des rapports de forces internationaux doit nous conduire à maintenir la bombe atomique, nous, nous répondons : l'analyse réaliste de l'état actuel de sous-développement économique et social d'une grande partie du monde doit nous conduire à baser la défense de la France à l'intérieur, sur une volonté populaire et sur la plus grande indépendance économique possible ; à l'extérieur, sur de nouveaux rapports égalitaires de coopération entre les peuples, meilleur moyen de désamorcer les conflits possibles. Nous ne pouvons accepter que les dirigeants de la gauche se réclament de la dissuasion nucléaire, c'est-à-dire soient prêts à appuyer les premiers sur le bouton de l'arme atomique (car, sans cette détermination, il n'y a pas de dissuasion). Quant à appuyer les seconds, encore faudrait-il qu'il reste un bouton...

» Nous considérons que ce type d'attitude est très loin de correspondre au sentiment populaire et aux impératifs de notre époque. La grandeur d'un pays ne se mesure pas au nombre de ses bombes atomiques, mais à son apport au progrès de l'humanité.

Propos recueillis par
JEAN-MARIE DUPONT.

(Lire la suite page 17.)

Les réactions en Corse après le rassemblement de Furiani

Les réactions et les prises de position restent vives en Corse après l'attentat commis dans la nuit du 12 au 13 août contre le relais de télévision de Serra-di-Pigno et à la suite des propos tenus, le dimanche 14 août, par M. Edmond Simeoni lors du rassemblement de Furiani.

La municipalité d'Ajaccio et le parti bonapartiste dénoncent dans un communiqué commun des « criminels irresponsables ». M. Alexandre Sanguinetti, membre du comité central du R.P.R., s'étonne du silence des partis, à l'exception du P.C.

De leur côté, plusieurs membres du Front de libération national corse, mouvement qui a revendiqué l'attentat de Serra-di-Pigno, ont réuni une conférence de presse en plein maquis, dans la région de Bastia, au cours de la nuit de lundi à mardi. Notre envoyé spécial Jacques de Barrin avait été invité par le F.L.N.C. à assister à cette réunion clandestine.

Une nuit chez les « dinamiteros »

De notre envoyé spécial

Bastia. — Il est des conférences de presse qui ressemblent à des jeux de piste. Ainsi de la « sortie » qu'a organisée, le lundi soir 15 août, sur les hauteurs de Bastia, le Front de libération nationale (F.L.N.) à l'intention de douze journalistes insulaires et continentaux.

Tout le tapage fait autour du rassemblement autonomiste de Furiani a franchement exaspéré les nationalistes. En outre, la population n'a, semble-t-il, pas compris le sens et la portée du récent dynamitage du relais de télévision de Pigno di Serra. Il s'agit sans plus tarder de tirer les choses au clair. Malgré les risques de l'entreprise.

Ce soir, aux commandes d'une « 250 » pétaradante, un « motard » du F.L.N. vient cueillir, en plein cœur de Bastia, les visiteurs de la nuit. Il ouvre la voie à un cortège de trois voitures. En un quart d'heure, l'étrange convoi gagne les hauteurs de la ville.

Dans un bois d'oliviers, chacun met pied à terre. Sans mot dire, comme pour épaissir inutilement le mystère, quelques « cagoulards » bandent les yeux de leurs hôtes avant de les pousser dans une fourgonnette. C'est le silence. « *Taisez-vous* », lance un accompagnateur pour couper court à tout commentaire. Un quart d'heure de route. On abandonne le véhicule. Marche en file indienne dans le maquis.

Une halte, bandeau enlevé. Au pied de la colline, Bastia endormie. bois éclairé par quatre bougies Les grillons chantent. Des chiens aboient et se répondent. Des étoiles filantes traversent le ciel. L'air est doux. Le vrai été méditerranéen. Dieu que la Corse est belle !

Le lieu de la réunion : un sous-bois éclairé par quatre bougies. Posées sur des pierres, des planches servent de bancs. On entend couler une source. Sept à huit militants en armes sont tapis dans l'ombre. Trois membres du bureau politique siègent derrière une table de fortune. « *Merci d'avoir répondu à notre invitation*, entame l'un d'eux. *Vous comprendrez que nous ne nous présentions pas !* » Chaque journaliste, en revanche, décline son identité. Un avertissement : « *Pas de magnéto, pas de photo.* »

D'une voix jeune, mal assurée, le « conférencier » évoque l'attentat de Pigno. « *Nous savions que cela serait péniblement ressenti par de nombreuses personnes âgées ou isolées*, admet-il. *Mais il ne faut pas avoir peur d'aller à contre-courant.* » Comprenons-nous : la télévision française ne diffusait qu' « *une information truquée et mensongère ne donnant la parole qu'aux chefs de clans, aux ministres en vacances, aux promoteurs* ». Et d'inviter le gouvernement à ne pas reconstruire cette station relais : « *Ce serait une dépense inutile, car on recommencerait.* »

Le responsable du F.L.N. dénonce ensuite le « one man show » d'Edmont Simeoni au rassemblement de Furiani et le « happening » de son frère Max. « *Les autonomistes ont érigé le double jeu en stratégie*, note-t-il. *Aleria et Aghione n'ont été que des pare-feu. Il leur faut des exutoires qui devient le sens du combat.* »

JACQUES DE BARRIN.

(Lire la suite page 5.)

LE COMPLEXE DE DAMOCLÈS

par
GASTON BOUTHOUL (*)

La paix vit dans la fascination de la guerre, fascination ambivalente mêlée de nostalgie, car les nations qui se trouvent dans l'impossibilité de faire la guerre se sentent frustrées de ce suprême recours et *déchues du privilège de faire l'histoire*.

Autour des événements historiques se créent des légendes. On expliquait la morosité de ce que l'on appelait sous Louis-Philippe « les enfants du siècle » par une sorte de sentiment d'infériorité résumé dans une phrase que Stendhal mit dans la bouche de l'un de ses héros : « *A notre âge, nos pères avaient parcouru toute l'Europe à cheval, tandis que nous...* » D'où la nostalgie des temps historiques et de revivre les sentiments extrêmes qui les accompagnent, la geste épique et la grande aventure.

La frustration d'une génération sans guerre prend une autre forme : elle est privée désormais de l'illusion que les tragiques bouleversements qui accompagnent les hostilités permettent de résoudre les conflits et d'instaurer de nouveaux équilibres plus stables.

Durant certaines périodes de paix demeurent latents les antagonismes, les griefs et les revendications. Certains traités de paix — ceux de Vienne ou de Versailles, par exemple, — contiennent un véritable inventaire de tous les motifs de querelles qui les ont précédés. Ils proposent ou imposent des solutions pour chacun d'eux. Ils créent ainsi indirectement une nouvelle hiérarchie des Etats et des Nations.

Depuis la dernière décennie, la fascination de la guerre a pris des formes inédites. Le premier point de vue refuse de croire à l'accalmie qui dure depuis 1945. Ses tenants sont persuadés que les hostilités ne se sont pas arrêtées et que la guerre a continué par d'autres moyens pour aboutir à l'un de ces grands traités qui ont vu s'affronter des coalitions d'adversaires, tels les traités de Westphalie, de Vienne ou de Versailles.

Les auteurs de ces traités ont voulu trancher les différends et faire sa place à chacune des ambitions. Il en est résulté chaque fois des découpages territoriaux, des annexions et des zones d'influence. C'est le rôle joué par les accords de Yalta, accords de paix à l'échelle mondiale. De même que le traité de Berlin a procédé à un véritable partage déguisé de l'Afrique, la conférence de Yalta a infligé un traitement semblable à l'Europe, désormais partagée en protectorats, en Etats satellites et en zones à souveraineté indéterminée, ouvertes aux expéditions punitives de leurs suzerains, telles celles de Prague ou de Budapest.

La situation géopolitique et stratégique de certains Etats-nations leur vaut le triste privilège d'une vocation au rôle de champ de bataille.

De son côté, on peut dire que l'Europe a subi une régression qui l'a ramenée aux temps et aux pratiques du Saint Empire et de la guerre de Trente Ans.

Un deuxième point de vue consiste à croire qu'une grande guerre, c'est-à-dire mondiale, est inévitable.

Un troisième repose sur des anticipations prospectives qui consistent à extrapoler les antinomies et les contradictions actuelles qu'engendre le développement démo-économique des nations. Ces antinomies résultent surtout d'une croissance désordonnée, génératrice de conflits. Parmi ces inégalités de développement, certaines paraissent particulièrement dangereuses pour la paix.

(Lire la suite page 4.)

(*) Fondateur de l'Institut français de polémologie.

AU JOUR LE JOUR

Entre nous

Le fameux Kappler, qui s'était fait un nom de guerre il y a trente-trois ans en fusillant des otages aux fosses ardéatines, s'est donc échappé de sa prison italienne plié en deux dans une valise portée par son épouse. Et, s'il est réfugié en Allemagne fédérale, il en sera difficilement extradé vers l'Italie où on le réclame. C'est peut-être regrettable, mais c'est presque toujours comme cela : les lois protègent aussi bien les braves gens que les crapules.

Cela dit, en apprenant une telle nouvelle on ne peut s'empêcher de rêver que ce serait formidable si tous les types dans le genre de Kappler, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest, du Nord ou du Sud, en étaient réduits à circuler pliés en deux dans une valise portée par leur femme.

BERNARD CHAPUIS.

DES CLASSIQUES RÉÉDITÉS

Où puiser le goût de l'histoire ?

Les éditeurs d'histoire recèlent en leurs fonds des trésors oubliés qui dépassent souvent de loin, en qualité, les « nouveautés ». Deux maisons d'édition ont décidé de les exhumer. Jules Tallandier lance deux collections où reparaissent ses classiques : « La bibliothèque napoléonienne » et « Figure de proue » ; la Librairie académique Perrin réédite G. Lenotre.

Un récent livre de Jean Tulard sur Napoléon a montré quelle exorbitante prolifération d'œuvres avait suscitée l'épopée du Corse, dans le monde entier. « La bibliothèque napoléonienne » se voue à ressortir quelques classiques du genre et commence avec deux volumes qui ont en commun d'unir le sérieux de l'information au plaisant dans l'exposition.

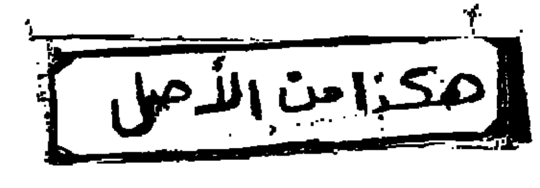
En retraçant la carrière des « *Maréchaux de Napoléon* », Louis Chardigny donne une monographie des vingt-six hommes ainsi distingués de 1804 à 1815, Grouchy inclus qui, promu *deux mois* avant Waterloo, dut attendre la monarchie de Juillet pour voir confirmer son titre ; mais c'est toute l'histoire de l'Empire dans ses structures sociales qui se trouve ainsi dessinée à travers les rapports du chef avec ses officiers d'élite, du maître avec ses courtisans en uniforme, de ces hommes entre eux, à la ville, au combat et, enfin, avec leurs troupes.

« Les Soldats de Napoléon », de J. Lucas Lubreton, nous promène, à travers l'Europe, en compagnie des gros bonnets et de la piétaille ; mais nous apprenons surtout beaucoup de choses sur les officiers de second rang, les uns cruels, comme Habert, d'autres pittoresque, comme Macard, qui se battait demi-nu, « aussi velu qu'un ours » et poussant des cris terrifiants, presque tous héroïques, tel le petit Sainte-Croix, beau comme une femme, qui traversa dix-sept fois le Danube à la nage, à Wagram, avant de se faire couper en deux par un boulet, sur les rives du Tage.

On se réjouit que dans la collection « Figures de proue » le cinquième centenaire de la mort de Charles le Téméraire ait fait surgir de l'ombre le beau et riche portrait du dernier duc de Bourgogne, peint naguère par Marcel Brion. Deux philosophies du pouvoir s'affrontent en même temps que deux cousins, aussi différents que possible l'un de l'autre et déjà rivaux lorsqu'ils n'étaient que le fils de Charles VII et le comte de Charolais. Charles avait le génie d'entreprendre, non de conserver ; « l'araigne », celui de prendre et de tenir : l'issue de la lutte, longtemps douteuse, était fatale.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

(Lire la suite page 6.)



EUROPE

Grande-Bretagne

Après Londres
Birmingham connaît à son tour des scènes d'émeutes

Les émeutes du samedi 13 août à Londres (« le Monde » du 16 août) se sont renouvelées lundi à Birmingham, le grand centre industriel des Midlands. Lundi, le premier ministre, M. James Callaghan, a tenu une conférence ministérielle pour étudier les mesures destinées à endiguer la violence raciale. Au début de septembre, en effet, a lieu le traditionnel carnaval antillais de Notting-Hill, un faubourg de Londres à forte population de couleur, qui a été, il y a un an, le théâtre de scènes de violence au cours desquelles plusieurs dizaines de personnes ont été blessées.

De notre correspondant

Londres. — Après Londres, samedi, Birmingham a été, lundi 15 août, le théâtre de violentes scènes d'émeutes entre groupes d'extrême droite et d'extrême gauche.

Tout a commencé par une manifestation de plusieurs centaines de jeunes gens appartenant à deux petites formations gauchistes, le Socialist Workers' Party et le Socialist Unity Party, décidés à empêcher une réunion électorale du Front national dans une école de la circonscription de Ladywood.

Les forces de police, non armées, comme d'habitude, sont intervenues sous une pluie de projectiles divers : bouteilles, pierres, briques. La tension a encore monté à la tombée de la nuit, quand la foule grossissante des manifestants, guidée par un membre du Socialist Workers' Party en chemise rouge, un micro à la main, grimpé sur un mini-bus, s'est dirigé au pas de course vers le poste de police local. Les bagarres se sont poursuivies pendant plusieurs heures entre les manifestants de droite et de gauche et la police. Une dizaine de personnes ont été arrêtées. Il y a une quinzaine de blessés parmi les forces de police, et de nombreux dégâts.

Depuis plusieurs jours, le quartier de Ladywood, à Birmingham, à forte population émigrée, connaît une certaine agitation, en prévision de l'élection partielle qui y a lieu le 18 août. Le scrutin s'annonce très serré. Le Labour avait obtenu une confortable majorité en 1974, mais il n'a pas su faire face aux graves problèmes de logements de la circonscription. C'est la population d'émigrés — pour la plupart des Asiatiques — qui fera le choix entre les dix candidats, dont trois sont des non-Blancs, et un appartient au Front national. — *(Intérim.)*

Union soviétique

La visite du président Tito a une portée plus symbolique que politique

Le président Tito était attendu, ce mardi 16 août, à 14 heures, à Moscou. Le chef de l'Etat yougoslave devait être accueilli par M. Brejnev, spécialement rentré de Crimée pour cette occasion. Le maréchal Tito doit passer trois ou quatre jours dans la capitale soviétique. Il se rendra ensuite dans la région d'Irkoutsk, au bord du lac Baïkal, avant de poursuivre un voyage qui le conduira d'abord à Pyongyang puis à Pékin.

De notre correspondant

Moscou. — En interrompant spécialement ses vacances en Crimée, M. Leonid Brejnev a voulu sans doute marquer toute l'importance qu'il attache à la visite du président Tito. Il n'était pas question pour le chef de l'Etat yougoslave de faire, comme les numéros un allemand, bulgare, hongrois, polonais, roumain, mongol et tchécoslovaque, le déplacement au bord de la mer Noire. Et si cette idée a pu être évoquée à un moment ou à un autre du côté soviétique, elle a été rapidement abandonnée. D'ailleurs n'est-il pas normal qu'un homme de soixante et onze ans aille en accueillir un autre de quatre-vingt-cinq ans ?

Cette « *visite officielle d'amitié* », comme la qualifie l'agence Tass, intervient neuf mois après celle que M. Brejnev a effectuée à Belgrade. On peut se demander si elle aurait eu lieu si Moscou ne se trouvait pas sur le chemin de Pyongyang et de Pékin. Détail significatif, la presse soviétique n'a jamais mentionné les étapes ultérieures du voyage du chef de l'Etat yougoslave. Autre détail : dans la *Pravda* de ce mercredi matin qui publie sur presque un quart de page une biographie du maréchal Tito, celui-ci est présenté comme le président de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, puis comme président de la Ligue des communistes yougoslaves alors que la coutume locale met toujours en avant le parti.

Le présidium du Soviet suprême a décerné au maréchal Tito, à l'occasion de son quatre-vingt-cinquième anniversaire, l'ordre de la révolution d'Octobre « *pour sa contribution exceptionnelle à la lutte pour la victoire des idéaux du grand Octobre* ». Cette décoration lui sera remise solennellement au Kremlin, ce qui confirme que le chef de l'Etat yougoslave ne compte pas revenir en Union soviétique au moment des grandes festivités du soixantième anniversaire, en novembre prochain.

La *Pravda* de ce mardi 16 août écrit, à propos de cette visite : « *Les Soviétiques saluent Josip Broz Tito, éminent dirigeant des communistes et de tous les travailleurs de Yougoslavie, militant exemplaire du mouvement communiste et ouvrier international, et se déclarent persuadés que cette visite en U.R.S.S. constituera une nouvelle contribution à la consolidation de l'amitié et de la coopération entre nos partis et pays.* »

Mais les dirigeants du Kremlin ne se font guère d'illusion. Autant les relations entre les Etats et avant tout les relations économiques se développent rapidement et favorablement, autant les relations entre les partis communistes n'ont pas profondément évolué ces derniers temps. Aussi bien lors de la préparation des conférences d'Helsinki et de Belgrade que de celle de la conférence des partis communistes européens de Berlin-Est, les Yougoslaves se sont montrés extrêmement fermes sur les principes de « *l'indépendance, la souveraineté, l'égalité, la non-ingérence et le respect des différences dans les voies du développement interne et les particularités des positions internationales des deux pays et des deux partis* ». Des principes qu'officiellement le parti communiste soviétique ne rejette pas, mais auxquels il préfère substituer ceux de l'« *internationalisme prolétarien* », et de l'« *intégration poussée de la communauté socialiste* ». Il paraît peu probable que la visite du président Tito à Moscou et les entretiens qu'il aura avec M. Brejnev permettent de dépasser ces divergences, ou convainquent le parti yougoslave de s'associer à la protestation des vingt-huit P.C. contre la « bombe à neutrons ». — *(Intérim.)*

Italie

L'évasion de l'ancien SS Herbert Kappler suscite une vive indignation à Rome

De notre correspondant

Rome. — Le criminel de guerre allemand Herbert Kappler, qui fut condamné en 1948 à la prison à vie pour le massacre, en mars 1944, à Rome, de trois cent trente-cinq civils italiens, en majorité des Juifs et des communistes, s'est évadé, lundi 15 août, de l'hôpital militaire du Celio, dans la capitale, avec la complicité de sa femme. La facilité avec laquelle l'ancien colonel SS a pu s'enfuir et gagner l'aéroport a aussitôt suscité de vives réactions d'indignation à Rome, où l'on s'interroge sur d'éventuelles complicités. Kappler avait ordonné le « *massacre des fosses ardéatines* » en représailles de la mort de trente militaires allemands.

L'évasion a eu lieu lundi, à 1 heure du matin, lorsque la femme de Kappler, Anneliese, une infirmière allemande qu'il avait épousée en prison en 1972, est venue lui rendre visite. Mme Anneliese Kappler bénéficiait, « *pour des raisons humanitaires* », dit-on officiellement, d'un libre accès permanent à la chambre de son mari.

Elle a quitté la chambre de son mari une grosse valise à la main, peu après 1 heure du matin, laissant sur la porte un mot : « *Ne pas déranger avant 10 heures.* » Le planton a vu Mme Kappler s'éloigner, traînant la lourde valise. Il n'en a pas vérifié le contenu. Après avoir franchi sans encombre la porte de l'hôpital militaire, la femme de l'ancien colonel SS chargea la valise dans le coffre d'une Fiat rouge louée le 8 août à l'aéroport de Rome. Dans la chambre d'Herbert Kappler, un mannequin avait été mis à la place du criminel de guerre.

Le commandement général de l'arme des carabiniers, dont dépendait la garde de Kappler, ne devait être prévenu qu'à 11 h. 10 de l'évasion, et le ministre de la défense à 11 h. 30. Il semble, en revanche, que la nouvelle ait été connue plus tôt dans certains milieux : à 9 h. 10, le président de l'Association nationale des partisans italiens (A.N.P.I.) s'était présenté à la porte de l'hôpital militaire pour avoir confirmation de la fuite de Kappler, mais il se heurta à un barrage.

C'est au ministre de la défense, M. Vito Lattanzio, qu'est revenue la délicate mission d'annoncer cette déconcertante évasion. A un journaliste qui lui demandait si, à son avis « *une femme seule était de force à emporter son mari dans une valise* », M. Lattanzio répondit : « *Je ne connais pas personnellement Mme Kappler, mais on me l'a présentée comme une femme solide. Kappler, qui est très malade, ne pèse que 48 kilos. Malgré tout cela paraît lourd pour une femme.* »

M. Vito Lattanzio devait préciser qu'il n'avait jamais donné l'ordre de relâcher la surveillance assurée vingt-quatre heures sur vingt-quatre, autour de l'ancien colonel SS, par douze carabiniers qui se relayaient : « *L'enquête devra établir si mes instructions ont été respectées ou non* », a dit le ministre.

Atteint d'un cancer à l'intestin, Kappler ne s'était pas levé depuis plusieurs mois. Son évasion paraissait physiquement impossible. Le président du conseil italien, M. Andreotti, a affirmé que tout serait mis en œuvre pour récupérer Kappler. Il a estimé qu'« *aux sentiments humanitaires des Italiens* », le criminel « *a répondu par la fuite* ».

Devant l'hôpital militaire du Celio et à la synagogue, des israélites et des anciens combattants indignés, sont venus protester lundi soir. M. Aldo Tortorella, membre de la direction du parti communiste italien, a qualifié l'événement d'« *offense aux victimes de Kappler* » et il a réclamé « *des sanctions immédiates contre ceux qui ont favorisé une si incroyable fuite* ».

Le gouvernement de Rome entend réagir fermement et très rapidement : « *Nous n'avons jamais accordé la clémence à Kappler* », a rappelé M. Andreotti, qui a fait parvenir à Bonn une demande d'extradition dès lundi soir au cas où Kappler se serait réfugié dans son pays d'origine, comme l'affirme sa femme. Le chef du gouvernement aura en tout cas un sujet de discussions imprévu lors de sa rencontre avec le chancelier Schmidt, le 19 août, à Vérone.

(Intérim.)

LE MASSACRE DES FOSSES ARDÉATINES

Rome. — Le « massacre des fosses Ardéatines », pour lequel le colonel Herbert Kappler fut condamné, eut lieu le 24 mars 1944 : trois cent trente-cinq civils italiens furent fusillés en représailles après un attentat qui avait coûté la vie à trente officiers allemands dans le centre de Rome. Kappler avait fait exécuter quinze otages de plus que n'en avait réclamé Hitler.

L'ancien colonel SS, qui s'était constitué prisonnier le 6 mai 1945, avait été condamné à la prison à vie le 20 juillet 1948. Après vingt ans passés à la prison de Gaete (à 180 kilomètres au sud de Rome), il avait été transféré l'an dernier à l'hôpital militaire de Rome. Son avocat avait demandé sa libération. La requête avait été favorablement accueillie, en novembre 1976, par le tribunal militaire de la capitale, comme la loi l'y autorisait, Kappler ayant purgé plus de vingt-trois ans de prison et étant gravement malade. L'annonce de la prochaine remise en liberté de Kappler avait cependant soulevé de très vives protestations à Rome. En appel, le tribunal était revenu sur son jugement. — (Intérim.)

PROCHE-ORIENT

Israël

M. Allon dénonce la décision du gouvernement de faire bénéficier les habitants de Cisjordanie et de Gaza des services publics israéliens

La décision du gouvernement de M. Begin de faire bénéficier la population palestinienne de Cisjordanie et de Gaza des services publics israéliens a suscité des réactions hostiles dans la plupart des pays arabes. Le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Mahmoud Riad, a adressé un message de protestation à M. Kurt Waldheim, lui demandant d'intervenir afin de mettre fin aux mesures arbitraires d'Israël « allant à l'encontre de la charte des Nations unies ».

● A AMMAN, un porte-parole jordanien a estimé que cette mesure constituait « *une nouvelle infraction aux législations internationales et montre que l'Etat hébreu cherche à faire échouer les efforts de paix dans la région* ». M. Arafat, pour sa part, a estimé qu'il s'agissait là d'une « *nouvelle étape vers l'annexion* ». L'agence d'information palestinienne Wafa ajoute, en outre, que cette initiative est « *conforme à la thèse israélienne selon laquelle la rive occidentale du Jourdain et la bande de Gaza sont des territoires israéliens libérés* » et signifie « *que tout effort de paix, et notamment toute discussion sur l'amendement de la résolution 242 du Conseil de sécurité, est vain* ».

● A MOSCOU, l'agence Tass a qualifié la décision de Jérusalem de « *farce* » et de « *nouveau pas dans la voie de l'annexion des territoires arabes occupés* ». « *Israël ne se serait pas montré aussi sûr de lui pour appliquer sa politique d'expansion et d'annexion s'il n'avait bénéficié du soutien de Washington* », poursuit l'agence soviétique, qui ajoute : « *Les milieux impérialistes voudraient habituer le monde aux prétentions d'Israël sur les territoires arabes occupés afin de refuser au peuple palestinien la possibilité de créer son propre Etat, dont la fondation est une des conditions du règlement juste et pacifique au Proche-Orient.* »

● A WASHINGTON, en revanche, le département d'Etat américain s'est montré très prudent. « *Nous avons vu les informations publiées à ce sujet. Nous n'avons pas de position particulière* », s'est borné à déclarer le porte-parole, M. Hodding Carter, qui a refusé de dire si Washington considérait cette mesure comme un signe de la volonté d'Israël d'annexer la Cisjordanie et Gaza.

● A GAZA, la municipalité, réunie lundi en séance extraordinaire, a rejeté la décision du gouvernement Begin, qui constitue, selon elle, « *une violation des accords de Genève sur l'administration des territoires occupés* ». La municipalité a lancé un appel au président Carter pour qu'« *il prenne ses responsabilités et utilise toute l'influence des Etats-Unis pour assurer une paix juste et durable dans cette région* ». De son côté, le maire d'Hébron, M. Kawasmeh, a déclaré lundi que, si « *la décision du gouvernement israélien n'avait pour objet que d'élever le niveau des services publics* » accordés aux Cisjordanien, mais qu'il « *s'opposerait totalement à toute mesure de ce genre si elle devait être annonciatrice d'une politique d'annexion* ».

● EN ISRAEL même, M. Ygal Allon, ancien ministre travailliste des affaires étrangères, a violemment critiqué la décision du gouvernement. Parlant au cours du débat de politique étrangère demandé par l'opposition à la suite de la visite de M. Vance en Israël, il a déclaré : « *C'est la manière dont la chose a été annoncée et l'heure choisie pour le faire que nous reprochons de M. Begin, qui a libéré les Etats-*mesures « *feront naître des soupçons sur les intentions d'Israël et provoqueront des réactions hostiles. La décision est d'autant plus intempestive que personne ne nous dit par quels moyens le gouvernement s'y prendra, où il trouvera les sources de financement d'extension des services publics qu'il projette d'améliorer et quel sera l'impact de cette politique sur la scène internationale* ».

« La politique de M. Begin a libéré les États-Unis de tout engagement envers Israël »

Ouvrant le débat de politique étrangère, M. Ygal Allon avait dénoncé auparavant « *la politique M Begin, cette tradition a été Unis de tout engagement envers Israël* ». « *Il s'agit là*, avait-il souligné, *d'un changement fondamental et il est pour le pire. Si le gouvernement continue dans cette voie, notre position ne cessera de se détériorer et elle deviendra catastrophique lorsque, inévitablement, l'heure de discuter des vrais problèmes sonnera enfin. Aujourd'hui, par la faute de M. Begin, cette tradition a été rompue. Auparavant, nos relations avec les Etats-Unis étaient fondées sur le dialogue, mais, maintenant, chacune des deux parties agit à sa guise. C'est parce que nous voulons d'un Etat juif et démocratique que nous sommes en faveur d'une solution du problème palestinien qui sera raisonnable.* »

M. Begin, quant à lui, a vivement critiqué le parti travailliste. « *Il a toujours été entendu*, a-t-il déclaré, *qu'il existe un consensus national sur au moins deux points : refus d'avoir l'O.L.P. comme interlocuteur valable, et refus d'accepter la création d'un Etat palestinien. Je me demande si le parti travailliste a l'intention de ne plus respecter cette entente qui unissait tous les grands partis du pays. Nos n'avons jamais nié nos divergences de vues avec les Etats-Unis, mais elles ne nous empêcheront pas d'aller de l'avant avec une politique correspondant aux intérêts les mieux compris d'Israël. Dans certaines questions d'intérêt national, notre politique ne diffère pas de celle des anciens gouvernements travaillistes. Seule la méthode et le style diffèrent. Pendant dix ans vous avez essayé d'obtenir le consentement des Etats-Unis pour l'application du plan Allon. Tous vos efforts ont été vains. Votre politique n'a pas été endossée par Washington.* » — *(A.F.P.)*

OCÉAN INDIEN

CORRESPONDANCE

La Banque des Comores et le pouvoir populaire

M. Hubert Martin, directeur général de la Banque de Madagascar et des Comores, nous écrit à propos d'une information rapportée par notre envoyé spécial aux Comores (le Monde *du 6 août)* :

Votre envoyé spécial écrit : « *Des employés de la Banque des Comores ont dû ouvrir ses coffres à des jeunes membres du pouvoir populaire repartis les poches pleines sans laisser le moindre reçu.* »

Je ne sais où M. Pomonti a puisé cette information, mais elle n'est en rien fondée. La Banque des Comores n'a subi de pression ni de prélèvements de fonds de quiconque et ses rapports avec toutes les autorités comoriennes ont toujours été et sont toujours parfaits.

ASIE

Japon

Tokyo entend améliorer ses relations avec les États d'Indochine

De notre correspondant

Tokyo. — Dans un souci d'équilibre, le Japon, qui vient de participer au « sommet » des pays membres de l'ASEAN à Kuala-Lumpur, entend désormais améliorer ses relations avec l'Indochine, et, en particulier, avec le Vietnam. A la veille du départ du premier ministre, M. Fukuda, pour la Malaisie, l'Indonésie et Singapour, Tokyo avait déjà annoncé la visite à Hanoï, en septembre, de M. Kimura, ancien ministre des affaires étrangères et l'une des personnalités du parti libéral démocrate qui souhaitent un renforcement des liens entre le Japon et les pays socialistes d'Asie. M. Kimura devra exposer la nouvelle politique asiatique de son pays aux Vietnamiens, apparemment inquiets pour l'instant du renforcement de l'influence nippone dans la région.

En achevant sa tournée dans le Sud-Est asiatique, le 18 août, à Manille, le premier ministre japonais énoncera ce que l'on appelle déjà à Tokyo la « *doctrine Fukuda* » pour l'Asie, dont les deux grands axes sont un renforcement du rôle du Japon dans l'ASEAN et une amélioration des relations de Tokyo avec les pays d'Indochine.

En ce qui concerne le Vietnam, en particulier, on précise dans les milieux diplomatiques nippons que Tokyo serait prêt à « passer l'éponge » d'une certaine manière, sur la dette de 16,4 milliards de yens contractée auprès du Japon par le régime Thieu. Cette dette, dont le règlement est réclamé par les Japonais, est l'un des principaux obstacles au développement des relations économiques entre les deux pays. Les Vietnamiens, en effet, ne reconnaissent pas les dettes de l'ancien régime.

Le Japon, pour tenter de débloquer la situation, vient de faire savoir à Hanoï qu'il était disposé à accorder au Vietnam un prêt du même montant que la dette de Saigon, qui serait ainsi éteinte. Dès que cette question sera réglée, Tokyo entend offrir de nouveaux prêts aux Vietnamiens, conformément aux demandes formulées par ces derniers. Tout le problème, pour les Japonais, est de savoir si Hanoï acceptera, même formellement, de prendre en charge la dette de l'ancien Vietnam du Sud.

Les Japonais, qui avaient rapidement normalisé leurs relations avec le nouveau Vietnam à la suite de la chute de Saigon, avaient espéré que cette question serait résolue le mois dernier, dans la foulée de l'accord intervenu récemment entre Hanoï et Paris sur la question des anciennes créances et de la future aide (*le Monde* des 24 et 25 avril 1977). Leur attente a été déçue.

Les hommes d'affaires japonais pressent d'autant plus le gouvernement de parvenir à une solution qu'ils estiment que leurs concurrents européens sont mieux placés sur le marché vietnamien. Hanoï, qui a récemment refusé l'offre du « keidanren » (patronat japonais) d'envoyer une mission au Vietnam, entend apparemment tenir la dragée haute aux Japonais. A cette déconvenue s'est ajoutée en effet la réduction des commandes vietnamiennes d'acier japonais pour la seconde moitié de 1977 : les Japonais, qui espéraient en livrer 200 000 tonnes, ne pourront en vendre que 80 000 tonnes.

Tokyo essaie d'amadouer Hanoï par le biais de la Banque asiatique de développement (BAD), sur laquelle les Japonais ont la haute main. La BAD avait, en 1974, accordé 44 millions de dollars en prêts au Vietnam du Sud pour neuf projets. La plus grande partie de la somme, soit 39 millions de dollars, est encore à verser. Selon les Japonais, la BAD, après avoir envoyé une mission au Vietnam, serait désormais disposée à débloquer une partie de ces crédits (20 millions) en faveur d'Hanoï qui a repris à la BAD le siège occupé autrefois par le représentant de Saigon.

Un « lobby birman »

Afin de ne pas placer exclusivement sa tournée asiatique sous le signe de l'A.S.E.A.N., M. Fukuda y a ajouté la Birmanie. Le Japon entretient avec Rangoon des liens sentimentaux qui datent de la guerre. Les contacts entre les militaires birmans et les dirigeants japonais sont apparemment excellents, comme en témoigne l'existence à Tokyo d'un véritable « *lobby birman* » dans les rangs des conservateurs. La Birmanie fut le premier pays à signer en 1954 avec Tokyo un accord de réparations. Le Japon, qui fut l'une des rares sources de financement pour la Birmanie au cours de la période d'isolement qu'elle traversa, est aujourd'hui son premier partenaire commercial : en 1976, les échanges se sont élevés à 95 millions de dollars. Lors de son passage à Rangoon, le 11 août, M. Fukuda a promis au gouvernement Ne Win un prêt en yens d'une valeur de 600 millions. En juin déjà, Tokyo avait signé un accord pour des crédits de 26 milliards de yens destinés au financement de quatre projets industriels.

PHILIPPE PONS.

Inde

PLUSIEURS ANCIENS COLLABORATEURS DE Mme GANDHI SONT ARRÊTÉS ET ACCUSÉS DE CORRUPTION

New-Delhi (*A.F.P., A.P., Reuter*). — Dix personnalités, dont trois anciens collaborateurs de Mme Gandhi, lorsqu'elle était premier ministre, ont été arrêtées, lundi 15 août. Elles sont accusées de corruption. Il s'agit de MM. R.K. Dhawan, ex-secrétaire particulier de Mme Gandhi, P.C. Sethi, ancien chef du gouvernement de l'Etat du Madhya Pradesch, puis ministre dans le gouvernement fédérale, Yashpal Kapoor, parlementaire déjà mis en cause, en 1975, lorsque Mme Gandhi avait été condamnée pour irrégularité électorale, K.L. Dhawan, frère de R.K. Dawan, de leur père, R. Dhawan, de K. Singh, ancienne personnalité gouvernementale, et de quatre hommes d'affaires dont les identités n'ont pas été révélées.

Selon l'agence Samachar, les arrestations ont été faites par le bureau central des enquêtes et font suite aux investigations ordonnées par le gouvernement de M. Desai, et réclamées par le Parlement, sur les activités de l'entourage de l'ancien premier ministre ces dernières années. La police aurait établi la preuve que les personnes arrêtées auraient procédé à des transactions malhonnêtes portant sur des sommes énormes, et auraient acquis d'importants intérêts à l'étranger en mettant à profit pour la plupart leur position officielle.

Une enquête est, d'autre part, en cours sur les activités du fils de Mme Gandhi sous l'état d'urgence, et de MM. Bansi Lal, ancien ministre de la défense, et V.C. Shukla, ancien ministre de l'information.

AMÉRIQUES

États-Unis

Le président pourrait être amené à se séparer d'un de ses plus proches conseillers

De notre correspondant

Washington. — La famille « politique » du président Carter lui cause actuellement des soucis. L'affaire Lance rebondit, malgré le témoignage de confiance donné par la commission sénatoriale intéressée, concluant il y a trois semaines que les activités financières personnelles du banquier Robert Lance, aujourd'hui directeur du budget (en réalité l'*Office of Management and Budget* — O.M.B. — créé en 1970, a des compétences qui s'étendent au-delà de celles d'un ministère ordinaire), ne prêtaient pas à la critique. Les autorités administratives n'en poursuivent pas moins discrètement leur enquête sur certaines opérations menées par M. Lance avant sa nomination, alors qu'il était directeur de la Banque nationale de Georgie, ainsi que sur les transactions réalisées par sa famille et ses amis. M. Lance, appuyé par ses collègues « georgiens » de la Maison Blanche, affirme n'avoir rien commis d'illégal ni de contraire à l'éthique professionnelle.

Des indications données par M. Lance lui-même, il est clair, cependant, que le banquier georgien menait rondement ses affaires, de « manière dynamique » disent certains, ne s'embarrassait pas de scrupules exagérés pour jouer de son influence politique, de ses relations, tirant parti de toutes les ambiguïtés de la législation en vigueur pour réaliser des transactions avantageuses mais douteuses, même si, techniquement parlant, elles ne tombaient pas sous le coup de la loi.

M. Lance, intime, et de longue date, du président, passe pour être son conseiller personnel le plus écouté en matière économique, l'instigateur de la politique de conservatisme fiscal menée par le gouvernement et dénoncée par les syndicats et les démocrates libéraux. De nombreux observateurs pensent qu'il devra se résigner à offrir sa démission à bref délai.

En annonçant, la semaine dernière, que, désormais, et pendant la durée de l'enquête en cours, il s'abstiendrait de tout commentaire public ou privé sur les activités passées de M. Lance, le président a incontestablement pris ses distances.

HENRI PIERRE.

AFRIQUE

A LUSAKA

M. de Guiringaud a reçu des dirigeants des mouvements nationalistes d'Afrique australe

Après les conversations de Londres sur la mise au point du plan de règlement anglo-américain (« le Monde » du 16 août), le président Nyerere de Tanzanie a déclaré, le lundi 15 août, à Dar-Es-Salaam, qu'il tentait d'obtenir de la Grande-Bretagne des « éclaircissements » sur des positions « quelque peu confuses ». Le ministre des affaires étrangères de l'Afrique du Sud, qui avait assisté aux conversations, a informé le même jour M. Vorster de leur teneur. Le conseil des ministres, réuni ce mardi à Pretoria, doit examiner les suggestions britanniques. Pour sa part, M. Nkomo, coprésident du Front patriotique du Zimbabwe (Rhodésie), qui s'est entretenu lundi avec le secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, à Washington, a rappelé que « seule la guerre peut fournir la base d'un règlement » et que dans ces conditions la mise au point d'une Constitution est actuellement « prématurée ».

De notre envoyé spécial

Lusaka. — M. de Guiringaud, qui est l'hôte à déjeuner ce mardi 16 août du président Kaunda, a presque entièrement consacré à l'Afrique australe son séjour à Lusaka. Sur un ton où la passion se mêlait à l'angoisse, le premier ministre zambien, M. Chona, et le ministre des affaires étrangères, M. Mwale, lui ont prédit les pires catastrophes si les Blancs prétendaient perpétuer leur domination en Afrique australe avec l'aide directe ou indirecte de l'Occident. La veille, le président zambien avait donné le ton en déclarant devant un groupe d'Américains que l'explosion, qui se produirait « *inévitablement* » faute d'un changement radical du comportement des Blancs, ferait apparaître la Révolution française « *comme une partie de campagne* ».

Le plan britannique pour ménager les étapes vers un système majoritaire en Rhodésie n'a aucune chance de succès, estiment les Zambiens. Le recours aux armes est la seule ressource des mouvements de libération. Les nationalistes « raisonnables », ceux qui acceptent volontiers la coexistence des communautés, risquent d'être débordés. Faute d'appuis occidentaux, force leur est de se tourner vers les pays de l'Est.

Selon les interlocuteurs de M. de Guiringaud, le régime blanc de Rhodésie ne subsiste que parce que l'Occident lui fournit du pétrole. Supprimez cet approvisionnement, et le gouvernement de M. Ian Smith s'écroule. Or, la France participe à cet approvisionnement par répondu que Total, en Rhodésie, point, le ministre français a répondu que Total en Rhodésie n'était plus une firme française et ne fournissait d'ailleurs que 20 % du pétrole consommé sur le territoire, le reste étant livré par des firmes britanniques. M. de Guiringaud répéta solennellement que la France ne livre plus d'armes à l'Afrique du Sud et que les centrales nucléaires qu'elle y construit n'ont aucun caractère militaire. Le commerce français avec l'Afrique du Sud, a-t-il dit encore, ne représente qu'un peu plus de 10 % des échanges de ce pays avec la Grande-Bretagne.

A cela, les Zambiens ont répondu que la France devait mieux accorder ses paroles et ses actes. Si elle veut apparaître comme généreuse, elle ne peut — assurent-ils — se retrancher derrière les méfaits des autres.

Dans la soirée, M. de Guiringaud a reçu certains dirigeants, mais non ceux de premier plan, qui ne sont pas actuellement à Lusaka, des mouvements nationalistes de Namibie (SWAPO) et de Rhodésie (ZANU et ZAPU). La conversation aurait été assez amicale. Les dirigeants noirs ont demandé des secours en vivres, médicaments et véhicules ainsi que des bourses d'études. M. de Guiringaud leur a répondu que la France poursuivrait l'aide qu'elle leur fournit déjà sous cette forme. Il a ensuite invité M. Sam Nujoma, président de la SWAPO, à se rendre à Paris. Cette visite aura sans doute lieu avant la fin de l'année.

MAURICE DELARUE.

Le conflit somalo-éthiopien

MOGADISCIO ASSURE A NOUVEAU QUE SON ARMÉE N'EST PAS ENGAGÉE DANS L'OGADEN

L'agence somalienne de presse a assuré, lundi 15 août, en réponse à la « *déclaration autorisée* » diffusée par l'agence Tass et appelant Mogadiscio et Addis-Abeba à « *mettre immédiatement un terme au conflit militaire* » (*le Monde* du 16 août), que « *les troupes somaliennes ne participent aucunement aux combats entre le F.L.S.O. et les forces éthiopiennes* ».

Plusieurs tentatives de médiation sont en cours dans le conflit entre l'Ethiopie et la Somalie. Une mission malgache, conduite par le président de l'Assemblée nationale populaire et comportant le ministre des affaires étrangères, a quitté Tananarive pour Addis-Abeba et Mogadiscio. Le ministre des affaires étrangères du Yemen du Sud, M. Mohamed Saleh Mutea, s'est entretenu, lundi 15 août, avec son collègue somalien. Il avait rencontré, la semaine précédente, le chef du régime éthiopien.

M. Feleke Gelde Giorgis, ministre éthiopien des affaires étrangères, a déclaré, à son retour de Libreville, que les travaux du « *comité de médiation* » de l'O.U.A., réuni dans la capitale gabonaise, et qui s'étaient conclus sur un appel au respect de l'inviolabilité des frontières, marquaient une « *prise de position décisive et claire* » et mettaient en échec la « *propagande de la clique fasciste au pouvoir en Somalie* ». Le secrétaire général du Front de libération de la Somalie occidentale, M. Abdoulaye Hassan Mahmoud, a déclaré le même jour, dans une interview à l'A.F.P., que « *la charte de l'O.U.A. devrait être révisée pour coller à la réalité* », le principe de l'inviolabilité des frontières étant « *dépassé et à courte vue* ». — (*A.F.P., Reuter*).

République Sud-Africaine

LES TROIS FÉDÉRATIONS RACIALES D'ATHLÉTISME SONT UNIFIÉES

Johannesburg (*A.F.P.*). — Les trois fédérations sud-africaines qui régissaient l'athlétisme pour les Blancs, les métis et les Noirs, ont été unifiées, le 13 août, à Johannesburg. M. Gert Le Roux, secrétaire général de la nouvelle Union sud-africaine d'athlétisme amateur, a qualifié cette décision de « *grand pas en avant* ». L'unification a été décidée à l'unanimité des représentants des trois anciennes fédérations.

Cette décision est assortie d'une déclaration autorisant l'intégration raciale au sein de tous les clubs d'athlétisme et la participation d'athlètes de toutes races à toutes les compétitions. Les autorités gouvernementales n'ont pas encore commenté officiellement cette intégration sportive au niveau des clubs et des compétitions.

Le Dr Piet Koornhof, ministre des sports, connu pour ses opinions libérales, s'était déclaré favorable à cette intégration dans la revue *Panorama*. Il avait aussitôt été désavoué par le Dr Connie Mulder, ministre de l'intérieur et de l'information, qui affirmait que cette intégration n'était pas « *dans la ligne de la politique du parti national au pouvoir* ».

Cette décision s'inscrit dans une politique visant à faire sortir Pretoria de son isolement dans le monde sportif et qui a donné lieu à des interprétations et initiatives contradictoires (*le Monde* du 29 mars 1977).

[Au Comité international olympique, à Lausanne, on considère que le commentaire de cette décision relève de la Fédération internationale d'athlétisme amateur.]

Centrafrique

PRISONNIER DE L'EMPEREUR

Le journaliste de l'Associated Press Michael Goldsmith, détenu à Bangui depuis un mois, a été libéré et est arrivé le lundi 15 août à Londres. Accusé d'« espionnage » et d'« injure à l'empereur Bokassa Ier », il avait passé sa détention seul dans une cellule de la prison de Bangui. M. Goldsmith n'a fait aucune déclaration. Le « Washington Post » vient de publier le récit d'un de ses collaborateurs, M. Jonathan Randal, qui avait connu la même mésaventure et s'était abstenu de la révéler pour ne pas compromettre les chances d'élargissement de son confrère.

Libéré le 21 juillet dernier, M. Randal dit « avoir été arrêté à minuit, tenu dans un isolement total et jamais interrogé ». « J'ai été exhibé en grande pompe, raconte-t-il, au corps diplomatique et aux deux gouvernements de l'Empire (l'un s'occupe des affaires courantes et l'autre des « affaires de la cour »). Pieds nus, non rasé et menottes aux poignets j'ai été présenté aux Excellences assemblées à cet effet à la cour impériale de Berengo. Sa Majesté impériale, en tenue sport de couleur sombre, agitait une clochette comme un enfant de chœur, tout en m'accusant d'espionnage et en assurant que les Etats-Unis étaient la cause de tous les malheurs de l'Afrique. Photographié et filmé, j'ai ensuite été remis au chargé d'affaires américain et expulsé. »

A propos de l'incarcération de M. Goldsmith, M. Randal estime que son confrère, « ayant commis l'erreur de préparer sur place un article sur le couronnement de l'Empereur en décembre prochain », a été accusé d'avoir « violé » une loi de 1975 qui enjoignait à tout journaliste de déposer entre les mains du chef de la police une somme de 400 dollars, dont 80 seulement sont remboursés à l'issue du séjour.

Soudan

NOMINATION D'UN NOUVEAU VICE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Khartoum (*A.F.P.*). — Le président soudanais, M. Gaafar el Nemeiry, a relevé lundi 15 août de ses fonctions de premier vice-président de la République soudanaise M. Mohamed el Bakr Ahmed, « *pour raisons de santé* », et l'a remplacé par le commandant Aboul Gassim Mohamed Ibrahim. Ce dernier cumulera son nouveau poste avec celui de secrétaire général de l'Union socialiste soudanaise (parti unique du pays), qu'il occupe actuellement.

[Cette nomination confirme l'ascension du commandant Aboul Gassim Mohamed. Officier parachutiste de trente-huit ans, il était tombé en disgrâce à la suite du putsch manqué de 1971, qu'il n'avait pas su éviter en tant que ministre de l'intérieur. Il était resté cependant l'un des plus fidèles partisans du président Nemeiry et avait joué un rôle de premier plan dans la répression du coup d'Etat mahdiste du 5 septembre 1975.]

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

● LES AVOCATS DES MEMBRES actuellement détenus de la Fraction armée rouge, plus connue sous le nom de groupe Baader-Meinhof, jugent « *inquiétant* » l'état de santé de leurs clients. Ceux-ci mènent, depuis une semaine, une grève de la faim et de la soif. Ils réclament d'être rassemblés par groupes de quinze par prison et de participer aux réunions communes des détenus. Les autorités, qui reconnaissent que l'état de santé d'une partie des quelque quarante extrémistes de gauche enfermés dans diverses prisons de la R.F.A. est « *sérieux* », affirment toutefois que leurs jours ne sont pas en danger. Elles affirment ne pas vouloir céder aux exigences des détenus. — (*A.F.P.*)

Cambodge

● RECTIFICATIF. — Une coupure a déformé le second paragraphe d'une information sur les affrontements entre le Cambodge et ses voisins (*le Monde* du 16 août). Il fallait lire : « *Les heurts entre le Cambodge et le Vietnam ont commencé le 18 mai...* »

Suisse

● LA MILITANTE ITALIENNE D'EXTRÊME GAUCHE PETRA KRAUSE a été extradée le lundi 15 août de Suisse, où elle était en détention préventive depuis vingt-huit mois. La mesure d'extradition prise à son encontre est provisoire. La militante, qui se trouve dans un état de santé grave, devra être renvoyée aux autorités helvétiques pour son procès, prévu le 19 septembre prochain. Petra Krause, d'origine allemande, est inculpée en Suisse de vols et de détention d'armes et d'explosifs. Elle fait l'objet, en Italie, d'un mandat d'arrêt de la magistrature de Naples pour sa participation présumée à deux attentats commis dans ce pays en 1974. — (*A.F.P.*)

Transkei

● M. HECTOR NCOKAZI, dirigeant du parti démocratique d'opposition du Transkei, le premier Bantoustan africain noir déclaré « *indépendant* », a été arrêté. Le chef de la police du Transkei, M. Marting Ngceba, a déclaré que M. Ncokazi avait été arrêté en vertu d'une loi selon laquelle le fait de refuser de reconnaître l'indépendance du Transkei, ou de dire qu'elle devrait être remise en question, constitue un délit.

Union soviétique

● UN PROCUREUR DE BAKOU (Azerbaïdjan soviétique) a été condamné à quinze ans de camp à régime sévère pour avoir extorqué des pots de vin à des directeurs de garages, annonce le *Bakinski Rabotchi*. De son côté, le *Kommunist* d'Arménie signale la condamnation de trois magistrats pour corruption. Des peines de treize, huit et dix ans de privation de liberté ont été infligées à un procureur, son adjoint et à un juge d'instruction. — (*A.F.P.*)

Vietnam

● LES AUTORITÉS DE HANOI ont déclaré aux Vietnamiens qui avaient l'intention de quitter le pays qu'ils étaient passibles de la peine de mort, rapporte à Hong-Kong le quotidien anglais *South China Morning Post*. Selon le même journal, une dizaine de personnes, qui avaient tenté de quitter le Vietnam, auraient été exécutées au début du mois d'août.

POLITIQUE

Libres opinions

Lassitude

par PIERRE MARCILHACY (*)

A quelques mois d'une consultation électorale, dont on nous rebat les oreilles, affirmant, à droite comme à gauche, que « ça va changer, mais qu'il faut que ça change dans le bon sens », oubliant parfois, surtout à droite, de préciser le sens du changement, le sentiment qui pèse sur la France est celui de la lassitude.

Bien plus que de phénomènes économiques, dont ils comprennent certaines causes et ressentent tous les effets, les gens sont las d'entendre « le meilleur économiste de notre temps ». J'ai nommé M. Raymond Barre, affirmer qu'il est en train de maîtriser ces phénomènes, alors que l'observation quotidienne lui donne chaque jour des démentis. Encore faut-il rendre cette justice à M. Barre qu'il donne moins dans l'optimisme béat que le président de la République, lequel voit la fin de la crise à une portée de calendrier.

Les gens sont las d'entendre le chef de l'Etat affirmer la permanence de son rôle constitutionnel quels que puissent être les avatars électoraux et, dans le même temps, soutenir non une politique, ce qui est dans sa mission, mais un clan et une caste politiques en plein désarroi à la perspective des nouvelles orientations de la vie nationale qui écarteront d'eux les joies et voluptés du pouvoir.

Les gens sont las de se sentir, à ce point, des objets de convoitise. Ils acceptent que la politique soit un jeu, mais ils voudraient en connaître les règles, et que celles-ci soient appliquées. Ils ne comprennent pas le parti communiste, qui, au sein de l'union de la gauche, manœuvre en retraite chaque fois qu'il pense que la victoire est proche et, surtout, que le parti socialiste et M. François Mitterrand ne peuvent plus être contestés comme leaders. Ils sont las de tous ces jeux de cirque, et je pense que, sans méchanceté, mais par lassitude, il y a des gens qui rêvent de luttes politiques avec mises à mort comme dans les jeux de la Rome antique.

Les gens sont las d'entendre parler de tant d'injustices, de drames et d'inégalités en France et dans le monde, et de voir que l'on agit si peu pour sauver des vies en Indochine, s'opposer à la barbarie en Ethiopie, au ridicule sanglant en Ouganda, à la dictature vénale en Iran, aux crimes de Pinochet au Chili.

Ils savent, car ils sont beaucoup moins bêtes que certains le croient, que tous ces renoncements, ces platitudes, ces regards détournés, n'ont d'autre cause que le souci de l'argent sous toutes ses formes, depuis le prix du travail et du pain quotidien jusqu'au prix du confort, du luxe et du superluxe, en passant par le cours des changes et de la Bourse, sans oublier les OPA de toute nature. Ils savent et ils en sont las, même s'ils participent aux joies de l'argent.

Parce qu'il faut autre chose pour vivre et espérer que des parades de music-hall ou des manœuvres tordues, les gens veulent qu'on leur offre d'autres perspectives. Ils veulent que cela change et que changent les hommes, les clans et les castes, et c'est la chance de la gauche. Ils veulent aussi que la gauche leur apporte non des miracles mais une profonde novation des rapports de forces au sein de l'Etat, un peu de pureté et de clarté dans ses actes, d'espoir dans ses vues à long terme. C'est pour cela que la gauche non communiste doit faire très attention à ne pas copier le régime qui agonise. Celui-ci aura toujours pour le représenter M. Chirac et les démons qu'il a réveillés.

Fasse le ciel que, pour sortir de sa lassitude, la France ne soit pas dans l'obligation de se mettre en colère à seule fin de défendre son droit de vivre en paix, ses libertés, sa soif de justice et d'égalité.

(*) Sénateur de la Charente (non inscrit).

L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN

L'issue du débat est trop importante pour qu'il soit traité à la légère

répond « l'Humanité » à M. Mitterrand

Commentant les déclarations faites par M. François Mitterrand au cours de l'interview diffusée dimanche soir 14 août par TF 1 (*le Monde* du 16 août), *l'Humanité* du mardi 16 août, sous la plume d'Henri Alleg, écrit notamment à propos des travaux d'actualisation du programme commun de la gauche :

« Si nous voulons ce débat clair et public, c'est parce que son issue est trop importante pour qu'il soit traité à la légère ou qu'on tolère qu'il finisse en queue de poisson. On peut craindre que c'est ce qui se passerait si on suivait la pente vers laquelle incline François Mitterrand quand il laisse entendre que, disposant d'un « bon document », *la réunion pour l'actualisation du programme commun de la mi-septembre n'aura, somme toute, qu'à entériner un travail pratiquement achevé. »*

L'éditorialiste du quotidien du parti communiste ajoute :

« Le premier secrétaire du parti socialiste donne ainsi une interprétation plutôt « large » de la réalité. Le communiqué signé par les représentants du P.C., du P.S. et des radicaux de gauche le 30 juillet dernier indique en effet que, si sur un « nombre » appréciable de problèmes, des » positions communes ont été » dégagées, toutefois, sur certai- » nes questions, des divergences » subsistent ».

Henri Alleg conclut :

« Si nous insistons si fortement sur la nécessité de dialogue franc et ouvert, ce n'est pas, comme le suggère encore François Mitterrand, parce que nous manquerions de « respect pour nos » partenaires » (*) *Bien au contraire. Car notre respect, s'il va à ceux-ci, s'étend à tous les travailleurs, à tous les Français.*

» Et le respect qu'on leur doit veut qu'ils soient très précisément informés de ce que fera la gauche au pouvoir. Il exige aussi qu'on leur donne la garantie que les promesses faites seront respectées.

» C'est le sens des discussions autour de l'actualisation du programme commun. »

[(*) M. François Mitterrand, reprenant ses déclarations à TF 1, avait ajouté lundi 15 août, au micro de R.T.L. : *« Je suis un homme politique qui sait que cela n'est jamais facile, qu'il faut toujours essayer d'expliquer, de convaincre sans relâche, que l'union de la gauche n'est pas une construction si aisée en raison même de l'histoire, qu'il me faut être sans arrêt plein de vigilance, d'attention, de respect pour les autres... Et c'est ce respect pour les autres qui a trop souvent manqué au cours des dernières semaines. Le parti socialiste a été l'objet d'une série d'agressions qui ne s'expliquent pas autrement que par le manque de respect pour les autres. »*] —

M. HERNU : la gauche n'a pas encore gagné

M. Charles Hernu, membre du comité directeur du parti socialiste, maire de Villeurbanne, a déclaré le 16 août : *« On aurait tort de considérer que la gauche a gagné les élections. Il y a encore beaucoup à faire, à expliquer, à convaincre. Dans l'union de la gauche, socialistes et radicaux de gauche tiennent le contrat qu'ils avaient prévu. Si le parti communiste arrêtait de se prendre pour le redresseur de torts de l'union de la gauche — torts qu'il est d'ailleurs le seul à imaginer — nul doute que les sondages seraient encore meilleurs et la volonté de gouverner ensemble davantage affirmée. Au sein du parti socialiste le temps est sans doute venu d'une nouvelle dynamique pour entraîner avec nous cinquante mille adhérents nouveaux. Pour cela il faut que les tendances internes, figées, démodées, laissent place à une vie démocratique de courant plus souple, plus cohérente, plus ouverte à la fois aux aspirations des jeunes, des femmes, de tout ce qui constitue le front de classe pour l'union et le programme commun. »*

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

M. Edgar Faure candidat dans le dix-septième arrondissement de Paris

M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, nous a confirmé sa décision de se présenter aux élections législatives de mars 1978 dans la vingt-deuxième circonscription de Paris (dix-septième arrondissement, au siège laissé vacant par Bernard Lafay, décédé le 13 février dernier.

M. Edgar Faure renonce ainsi à briguer de nouveau le mandat de député de la troisième circonscription du Doubs, qu'il détenait depuis mars 1967. Président du conseil régional de Franche-Comté depuis 1974, M. Edgar Faure est aussi conseiller général de Pontarlier. Depuis 1971, il était maire de cette ville, mais aux élections municipales de mars 1977 le président de l'Assemblée nationale n'avait été réélu que de justesse avec seulement quatre de ses colistiers, et l'opposition, gagnant vingt-deux sièges sur vingt-sept, lui ravissait le titre de maire. Déjà, aux élections législatives de 1973, bien que réélu au premier tour, M. Edgar Faure avait vu baisser le nombre de ses suffrages par rapport aux deux scrutins précédents. En décidant de se présenter dans le dix-septième arrondissement de Paris, le président de l'Assemblée nationale choisit une circonscription dont Bernard Lafay avait fait un véritable fief : il en était à la fois le député depuis 1967 (après l'avoir été de 1951 à 1958) et le conseiller municipal depuis 1945 jusqu'à sa mort.

M. Edgar Faure, qui a informé de son projet de candidature MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac, a l'intention de choisir comme suppléant le docteur Philippe Lafay, fils de l'ancien député, qui a été élu en mars dernier conseiller municipal de Paris à la tête de la liste Union pour Paris (comprenant des R.P.R.) de cet arrondissement. M. Philippe Lafay n'a jusqu'à présent fait aucune déclaration à ce sujet. En revanche, M. Henri Estingoy, directeur général de l'Institut national de la consommation, a annoncé qu'il serait candidat et qu'il bénéficierait du soutien du parti républicain (*le Monde* du 4 août). Aucune investiture n'étant encore officiellement accordée par la majorité, le parti républicain n'a pas confirmé ce choix. M. Edgar Faure, qui était député apparenté au groupe R.P.R., avait donné sa démission de celui-ci lors du dernier congrès du parti radical (*le Monde* du 17 mai) pour n'être que député non inscrit. Mais cette décision n'a pas encore été officiellement publiée au « feuilleton » de l'Assemblée nationale.

M. HENRI HOPPENOT EST MORT

Nous apprenons la mort de M. Henri Hoppenot, ambassadeur de France, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Né le 28 octobre 1891 à Paris, Henri Hoppenot, licencié en droit et en lettres, diplômé des sciences politiques, était entré au ministère des affaires étrangères en 1914, après être passé par Oxford. Il avait été successivement en poste à Berne, à Rio-de-Janeiro, à Téhéran, à Santiago-du-Chili, à Berlin, à Damas, à Pékin, avant de devenir sous-directeur d'Asie puis d'Europe.

Ministre à Montevideo en 1940, il démissionne en 1942 pour rallier la France libre et est aussitôt révoqué par Vichy. De Gaulle en fait le chef de la délégation du comité de libération nationale aux Antilles, puis son délégué aux Etats-Unis. Ambassadeur de France depuis 1945, il est nommé successivement à Berne (1946) et aux Nations unies (1951). En 1955, il remplace le général Ely comme commissaire général de France en Indochine. Conseiller d'Etat en 1956, il est notamment chargé de présider, en 1958, la commission centrale de contrôle du référendum, puis les élections en Algérie. De 1959 à 1961, il préside la Cour arbitrale de la Communauté, puis devient membre du haut tribunal militaire. On le trouve également à la présidence de la commission pour l'équipement culturel des IVe et Ve Plans et au conseil supérieur de l'Agence France-Presse.

Ce grand bourgeois libéral et raffiné, amateur d'art moderne et d'exotisme, poète et écrivain à ses heures, était un homme de caractère, viscéralement gaulliste. Il avait pu apprécier ès qualités, comme il l'écrivit un jour dans le Monde, « ce qui différenciait une politique française indépendante et loyale d'une politique d'acquiescement quasi inconditionnel à la tutelle américaine », *et il en avait tiré les conséquences.*

A. F.

IDÉES

LE COMPLEXE DE DAMOCLÈS

(Suite de la première page.)

Leur connaissance répandue dans l'opinion publique renforce le *complexe de Damoclès* sous la forme obsédante de la peur d'une inévitable troisième guerre mondiale.

Lignes de fracture et fronts d'agressivité

Les chercheurs de l'Institut français de polémologie ont mis en œuvre une méthode originale d'investigations géo-politiques, après avoir recensé, codé et mis sur ordinateur les trois cent soixante-dix-sept derniers conflits armés (1).

Cette méthode consiste à tracer sur la planisphère des lignes et des zones autour desquelles se préparent et mûrissent les conflits armés, les haines inexpiables, les traditions d'hostilité et de répulsion. Les unes sont des *lignes de fracture* qui partagent et répartissent les terres, les hommes, les civilisations et les cultures. Ainsi les déserts, tels le Sahara ou le Gobi, les chaînes de montagnes, les grands fleuves et les bras de mer : l'Himalaya, le Tibet et l'Oural séparent la civilisation chinoise de l'indienne et de l'occidentale ; le Sahara sépare l'Afrique blanche du Nord et l'Europe de l'Afrique noire ; les plateaux de l'Asie centrale séparent la race blanche indo-européenne de la race mongolique ; la Méditerranée, depuis les Croisades, sépare les civilisations chrétienne et musulmane. En un mot, ces lignes sillonnent l'univers humain, celui de la géographie humaine et de la géopolitique, comme les failles de l'écorce terrestre. Celles-ci sont entourées de volcans et de zones de secousses sismiques où se concentrent les troubles et les perturbations telluriques. Ainsi l'agressivité collective vient-elle refluer périodiquement sur ces lignes de fracture.

A côté de ces divisions stables qui enveloppent de vastes territoires et de grandes portions d'humanité, il est des lignes d'affrontement, celles où naissent et se déroulent les hostilités. Au cours des siècles passés, ces *« fronts d'agressivité mondiale »* ont été :

— Soit orientés nord-sud, suivant les lignes privilégiées (fleuves, montagnes et plateaux) cloisonnant les grandes plaines de migration et d'invasion de l'espace eurasiatique (lignes du Rhin, de la Vistule, de la Volga, Alpes, Pyrénées, Oural) ;

— Soit orientés est-ouest dans les affrontements nord-sud qu'a connus l'histoire (avec les poussées des peuples vers des terres méridionales ou septentrionales aux ressources complémentaires).

Les nombreuses guerres qui se sont déroulées autour de ces lignes ont abouti à l'équilibre relativement stable dont résulte la paix actuelle. Mais cet équilibre est loin de satisfaire les populations intéressées. Un nouveau fossé nord-sud s'est surajouté aux précédentes lignes de partage géopolitique. C'est la distinction entre pays industrialisés et tiers-monde.

Une guerre de subsistance

Le fossé semble d'une particulière gravité, car les précédents fronts d'agressivité étaient surtout alimentés par des rivalités politiques et des guerres de prestige. Aujourd'hui, elles tendent à être remplacées par des conflits quasi biologiques. Ils sont d'ordre démo-économique. Déjà, la seconde guerre mondiale avait pour motifs avoués des querelles d'*espace vital*. Aujourd'hui, la querelle immédiate se situe au niveau alimentaire, la plupart des pays du tiers-monde ayant une économie caractérisée par une croissance démographique élevée et une production agricole insuffisante.

Si l'on recherche les caractéristiques de cette situation, on constate qu'elle se pose dans les termes exprimés par Malthus lui-même qui formule ses « lois » selon lesquelles la multiplication des bouches à nourrir dépasse toujours, et de loin, la production alimentaire.

Cette situation est grosse de dangers, car elle risque de dégénérer en *guerre de subsistance*. Si l'on veut grouper les pays du tiers-monde les plus pauvres, menacés de famine, et les pays industrialisés, riches et prospères, on constate qu'ils se répartissent autour des fronts d'agressivité dont nous parlions plus haut.

L'impression ressentie par les nouvelles générations est que l'arrêt des hostilités après la deuxième guerre mondiale et celles qui ont suivi n'a rien résolu. Tout est à refaire. La fascination de la guerre demeure et s'est exprimée dans plusieurs ouvrages nouveaux au cours de ces dernières années.

Citons un livre important qui décrit et analyse l'obsession de la troisième guerre mondiale qui nous menace, œuvre du général major Werner, directeur du centre de sociologie de la guerre à l'université de Bruxelles, et intitulé *la Grande Peur, la Troisième Guerre mondiale ?* (2). Pour l'auteur, cette grande peur rappelle, par son universalité, les grandes peurs médiévales comme celles de l'an mil, échéance attendue pour la fin du monde et dont l'approche couvrait les routes de pèlerins et l'Occident de chantiers de cathédrales.

M. Werner intitule la première partie de son livre : *Si la troisième guerre mondiale éclatait ?* La description qu'il fait de l'état de l'univers habité après une année de guerre générale nucléaire est tellement épouvantable qu'il en conclut que la guerre est devenue impossible. A juste raison, semble-t-il. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler que l'auteur prévoit dans la première année des hostilités une *série de raz de marée* provoqués par des bombes immergées et télécommandées. Le résultat serait le déferlement de vagues de 30 à 40 mètres de haut, ravageant les côtes et les rivages et noyant les plaines et les vallées.

La paix impossible

Mais d'avoir prévu la guerre impossible due à cette insupportable perspective, qui est d'ailleurs le fondement de l'*équilibre de la terreur*, ne fait pas que la grande peur d'une troisième guerre mondiale soit dépourvue de bien-fondé. Tout porte à croire que la paix aussi est *impossible*.

Car toutes les victimes et les dévastations des deux grandes guerres mondiales précédentes n'ont abouti nulle part à une véritable paix, c'est-à-dire une *paix positive* qui soit un état stable et non un arrêt aléatoire des combats, un cessez-le-feu précaire.

Le mot « paix » lui-même vient du latin *pascisci* : conclure un pacte, c'est-à-dire substituer un état de droit conventionnel, un traité, à la seul evïolence.

Le sort de l'humanité, semble-t-il, est aujourd'hui de vivre écartelée entre la *guerre impossible* et la *paix impossible*.

Après avoir analysé tous les projets de traités de paix, et même les plans de paix proposés par les politologues, les philosophes, les théoriciens et les chefs d'Etat, M. Werner les juge inefficaces et inopérants, et se déclare déçu.

Rien d'ailleurs ne peut nous donner au moins l'illusion que les conflits issus des deux premières guerres mondiales soient définitivement apaisés. De plus, les terribles guerres civiles ont ravagé nombre de pays jadis prospères, tel le Liban. L'impression domine que tout peut recommencer à chaque instant.

La seule énumération de quelques dates-repères (1814, 1918 notamment) semble montrer que l'histoire se déroule *au rythme d'une guerre mondiale par siècle*. Cette attente angoissée explique pourquoi l'humanité moderne est en proie au *complexe de Damoclès* et attend les bras ballants la catastrophe.

En parlant de la grande peur qui obsède aujourd'hui l'humanité, M. Werner recherche quels seraient les moyens d'écarter la menace et de fonder les bases d'un *pacifisme scientifique. « Pour cela,* dit-il, *le rôle des chercheurs en sociologie de la guerre, autrement dit en polémologie, est d'essayer d'intégrer les acquis scientifiques de toutes les branches du savoir humain, pour arriver à une* connaissance approfondie des structures belligènes. *Il faut donc constituer des équipes de chercheurs qui, en raison de leurs formations spécialisées, pourraient s'éclairer mutuellement.*

» Nous croyons donc qu'il est urgent que ces centres de recherche sur la paix et la guerre soient créés dans toutes les universités. Si nous étudions la guerre avant d'étudier la paix, c'est que nous la considérons comme une maladie sociale, *qui ne peut être combattue que dans la mesure où nous en avons une connaissance précise. » ... « Pour comprendre la guerre, il faut l'étudier, et pour cela faire appel aux chercheurs du monde entier, de même,* ajoute l'auteur avec une ironie cinglante, *que sont activement poussées dans les laboratoires les recherches pour perfectionner le génocide qui se prépare en améliorant les armements. »*

Rappelons la conclusion de M. Werner : *« Chaque fois que l'humanité a été menacée d'une catastrophe, les hommes ont pu se sauver* en utilisant leur intelligence. *Ils ont réussi déjà à se débarrasser du canibalisme, de l'esclavage et des épidémies. Rien ne prouve qu'en mobilisant toutes les ressources de leur intelligence, ils ne parviendront pas à maîtriser le phénomène d'auto-destruction qu'est la guerre pour l'empêcher d'éclater. L'enjeu en est la survie de l'humanité. »*

GASTON BOUTHOUL.

(1) Cette série de recherches a été publiée sous le titre *le Défi de la guerre 1740-1974*. Ed. Presses universitaires de France, Paris, 1975.

(2) Ed. Rossel, Bruxelles, 1976.

AÉRONAUTIQUE

BOEING PROPOSE A LA BRITISH AEROSPACE LA CONSTRUCTION EN COMMUN D'UN MOYEN-COURRIER

Londres (*A.F.P.*). — La firme Boeing vient de proposer à la société British Aerospace (fruit du regroupement récent de la British Aircraft Corporation et de Hawker Siddeley) l'étude en commun d'une nouvelle version du Boeing-737 capable de transporter cent cinquante passagers au lieu de cent vingt actuellement.

Selon le projet, la British Aerospace serait chargée de la conception et de la construction des ailes, du train d'atterrissage et de l'empennage. Boeing se réserverait la cabine de pilotage et le fuselage.

[La proposition de Boeing pourrait compromettre les projets européens d'un nouvel avion civil moyen-courrier et notamment l'appareil que la France étudie avec la Grande-Bretagne. Cet appareil comporterait une version de cent vingt places et une version de cent soixante-dix places. C'est entre ces deux avions que s'intercale l'appareil proposé par Boeing à la British Aerospace.]

POLITIQUE

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Une plage d'actualité

La semaine du 15 août est souvent l'une des moins riches de l'année en événements. A l'heure où l'actualité semble un peu en sommeil, les hebdomadaires en profitent pour prendre un peu de recul avec l'immédiat, et trouvent dans un passé tout récent matière à réflexion.

C'est ainsi que le nucléaire retient cette semaine encore l'attention de nombreux commentateurs. Par exemple, celle de Georges Montaron, dans *HEBDO-T.C.-TEMOIGNAGE CHRETIEN*, qui écrit : « *En cet été où l'actualité politique tente de se placer au devant de la scène à coups de déclarations définitives et de polémiques en tous genres, les vrais problèmes de notre avenir sont révélés par les affrontements qui opposent, à l'ombre inquiétante de Super-Phénix, une jeune société, maladroite parce qu'assoiffée de vrai bonheur, et une autre société dominée par l'argent et qui, parce qu'elle crève de peur, ne maintient sa domination que par la violence.* »

Evoquant les manifestations de Creys-Malville, de Naussac, du Larzac, Jean-Pierre Dubois-Dumée note dans *LA VIE*, hebdomadaire chrétien d'actualité, que « *quelque chose de profond est en train de changer dans nos mentalités (...) qui dépasse la simple prise de conscience « écologique* ». Il poursuit : « *Dans les pays dits avancés, voici que l'homme commence à s'interroger sur les pouvoirs qu'il détient et sur ceux qu'il va détenir, plus grands encore. Il a le sentiment, apprenti sorcier, de perdre peu à peu le contrôle de la machine qu'il a mise en route. De se couper de la nature. De gaspiller des ressources qui ont mis des millions d'années à se constituer et qui ne sont probablement pas inépuisables. De détruire des équilibres, des cycles, des rythmes, des espèces. De mettre en question l'existence même de l'humanité. Que ce soit par jeu, par orgueil ou par volonté de puissance, une puissance qui pourrait bien s'avérer la pire des impuissances.* »

Dans *REFORME*, André Dumas s'interroge sur les « *pratiques démocratiques* ». En ce qui concerne le nucléaire, il juge « *salutaire que le parti socialiste envisage d'user* [du référendum] *dans la plus pure tradition gaulliste, pour faire endosser par la nation elle-même un choix, quel qu'il soit, ayant le mérite de la clarté et de la résolution* ». Après avoir relevé que « *le nucléaire est entré subrepticement par deux fois dans notre vie nationale, une fois militairement (...), une seconde fois civilement* », André Dumas interroge :

« *Est-on bien sûr que la possession de la force de frappe soit la garantie efficace d'une indépendance, somme toute relative ? Faut-il civilement prendre les risques d'un avenir nucléaire, qui ne sera ni techniquement infini, ni financièrement partout réalisable, ou faut-il prendre occasion de ce goulet d'étranglement de l'énergie pour nous obliger à réviser notre gaspillage énergétique et du coup envisager vers quel autre type de société à la fois la technique et la morale pourraient conduire nos choix ?* »

Un référendum serait, considère Michel Fromentoux dans *ASPECTS DE LA FRANCE*, « *une farce* ». Il explique : « *Dans un domaine qui requiert des connaissances immenses et un sens très aigu des risques et des responsabilités, le jeu des propagandes n'aboutirait qu'à fausser encore plus les données. La démocratie n'a pas sa place ici.* »

Arthur, dans *LA GUEULE OUVERTE - COMBAT NON VIOLENT*, hebdomadaire d'écologie politique et de désobéissance civile, assure : « *Nous avons gagné la bataille de l'information. L'État voulait nous ignorer. Le silence était sa tactique. Il a perdu. Rien n'arrêtera l'information. Et les gens bientôt oublieront les « violences » pour s'interroger sur les centrales nucléaires et finalement l'ensemble de la question écologique. A nous d'éviter les pièges du « septaculaire », dont le premier est la schématisation grossière des problèmes.* »

Pour Serge Depaquit, dans *TRIBUNE SOCIALISTE*, hebdomadaire du P.S.U. : « *L'heure n'est pas au repli sur soi, ni à la fuite en avant dans les actions minorisantes. Un puissant mouvement doit maintenant se développer pour le moratoire nucléaire et le refus de l'arme atomique (française... ou atlantique). Des objectifs plus limités peuvent être mis en avant et notamment : l'arrêt de tout nouvel investissement pour les installations nucléaires industrielles ; l'abandon de la filière des surrégénérateurs (dont Creys-Malville). A partir de ceux-ci, des actions à bases politiques larges devraient pouvoir être engagées. Car, en dépit des manœuvres, « l'été antinucléaire » a tenu ses promesses et la situation politique de la rentrée en sera largement modifiée.* »

L'ETINCELLE, hebdomadaire communiste révolutionnaire, souligne : « *Les visées électoralistes du P.C. et du P.S. même repeintes en vert écologique ou antinucléaire, ont une borne, une limite qu'ils ne franchiront pas : la remise en cause de notre société, l'aspiration à vivre vraiment autrement, l'espoir d'en finir avec ce système qui nous exploite, nous opprime ou nous tue.* »

Maurice Goldring indique dans *FRANCE-NOUVELLE*, hebdomadaire du parti communiste : « *Croire qu'on peut obtenir la majorité en taisant les problèmes est une leurre. A moins de viser une majorité pour un gouvernement qui ne changera rien — et qui dans la gauche le prétend ? — il faut obtenir un majorité sur des objectifs clairs et précis.* » Et il ajoute : « *Alors, c'est entendu, les communistes sont agressifs chaque fois qu'ils portent de vraies questions sur la place publique. Je dis qu'ils font ainsi preuve d'esprit démocratique. Il y a là les prémisses d'un style de gouvernement où les grandes questions seront discutées au grand jour, où les citoyens pourront intervenir parce qu'ils seront juges en toute connaissance de cause.* »

Avant d'affirmer que toute l'ambition du P.C. est d'accéder au gouvernement, Lucienne Plain considère, dans *LUTTE OUVRIERE*, trotskiste : « *Ce n'est que dans la mesure où il existe un parti socialiste suffisamment fort pour représenter un contrepoids à l'influence du P.C.F., pour le maintenir dans un rôle de second plan, que la bourgeoisie peut envisager sans trop de crainte la venue de la gauche au gouvernement. On pourrait même dire que c'est la grande chance du P.C.F. que cette présence d'un parti socialiste puissant électoralement et capable de jouer — lui à qui la bourgeoisie peut faire entièrement confiance à cause de tout son passé — le premier rôle dans l'union de la gauche.* »

Michel Bosquet analyse, dans *LE NOUVEL OBSERVATEUR*, le rapport des experts américains dont les arguments ont convaincu M. Jimmy Carter de ne pas construire de surrégénérateurs aux Etats-Unis. Il note que les « *calculs prévisionnels* » établis par les experts américains « *mériteraient pour le moins d'être discutés au fond et publiquement* [en France]. *Le gouvernement s'y refuse*, constate-t-il, *au nom d'un vague « impératif national » et se retranche derrière la compétence des experts (français).* » Il poursuit : « *L'impératif national et les experts (français) nous ont déjà donné la ligne Maginot, le paquebot France, les abattoirs de La Villette, le Concorde et autres monstruosités économiques. L'Etat confond son autorité avec son droit aux erreurs monumentales.* »

L'EXPRESS a choisi le thème des vacances pour « faire » sa couverture. Sous le titre « *L'anarchie des prix* », Gilles Longin, à partir d'enquêtes réalisées par plusieurs corespondants de l'hebdomadaire, en province, écrit : « *Comme la plupart des Français, les prix se sont mis en vacances le temps d'un été. Partout, c'est l'anarchie. Les mesures conjoncturelles semblent ne rien changer à l'affaire. Ignoré, souvent tourné, parfois bafoué, le plan Barre paraît lui aussi, avoir pris le grand large pour quelques semaines. Et n'être plus qu'un souvenir pour bon nombre de touristes qui regardent, résignés, la valse des étiquettes.* »

ANNE CHAUSSEBOURG.

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Corse

Une nuit chez les « dinamiteros »

(Suite de la première page.)

En réalité, « *le mouvement autonomiste veut instaurer en Corse un Etat bourgeois, expression du désir de quelques-uns d'aménager le colonialisme à leur profit* ». Il ne faut donc pas se laisser abuser par les mots qu'utilisent ces gens-là et les initiatives qu'ils prennent. La création d'une carte d'identé corse, la constitution d'un « gouvernement » autonome ? « *De la verroterie* » tout simplement.

Le fait est là : « *De trop nombreux nationalistes sincères continuent d'être bernés par les autonomistes de l'Union du peuple corse.* » Le F.L.N. ne doute pas que ces brebis égarées rejoignent un jour le bercail, « *car ils sont Corses et ce sont des travailleurs* ».

Après cet exposé, le bureau politique se prête au jeu des questions. Les réponses sont brèves. Un péremptoire : « C'est tout » clôt presque invariablement le propos. Les Corses feraient-ils leurs la doctrine et la tactique du F.L.N. ? « *Nous n'avons pas constaté de mobilisation contre notre organisation* », remarque un de ses porte-parole. Le F.L.N. a conscience « *de représenter les profondes aspirations populaires d'être en Corse comme un poisson dans l'eau* ». Un exemple ? Le dynamitage du relais de Pigno. « *L'unité « militaire » qui a investi la station a trouvé sur place trois techniciens insulaires. S'ils nous haïssaient vraiment, croyez-vous qu'ils auraient offert si peu de résistance ?* »

Maintenant qu'il est parvenu à une « *maturité militaire suffisante* », le F.L.N. entend développer son action politique, davantage expliquer où il veut en venir. A cet effet, il envisage « *de renforcer et de diversifier* » presse régulier pour faire passer ses idées, en attendant que soient réunies les conditions qui permettent à ses militants de sortir de la clandestinité. Entre temps, le F.L.N. envisage de « *renforcer et de diversifier* » ses actions sur le terrain « *aussi bien contre les installations que contre les hommes* ».

Une précision qui a son importance : « *Nous avons toujours cherché à protéger la vie de nos compatriotes et nous continuerons de le faire* », affirme un membre du bureau politique. « *Quant à nos ennemis, nous apprécierons cas par cas leur degré de responsabilité, les circonstances dicteront notre conduite.* »

Que l'on ne compte pas sur les nationalistes pour « *livrer aux troupes d'occupation* » une bataille rangée dans la plaine du Golo. Malgré tout, « *nous saurons désorganiser sérieusement l'appareil policier pour amener les conditions de la négociation politique* ». De toute façon, « *le problème du calendrier importe peu dans une guerre de libération* », conclut le F.L.N.

La réunion de presse a duré une petite heure. Les « *impératifs de la sécurité* » imposent d'y mettre un terme. Une photo de famille avant de se séparer ? « *Non* », dit la troïka du bureau politique. Les journalistes insistent. Conciliabules. Finalement, ce sera oui. Les flashes crépitent sur les *dinamiteros*.

Alors qu'à la lumière des lampes torches la colonne des journalistes se reforme, un membre du service d'ordre hasarde une question : « *Alors, vous n'avez pas été trop déçus ?* » La réponse se perd dans la nuit.

JACQUES DE BARRIN.

[Rappelons que le Front de libération nationale de la Corse, qui prône l'indépendance de l'île et la lutte armée pour y parvenir, est né le 5 mai 1976 de la fusion de plusieurs mouvements nationalistes clandestins. Un an jour pour jour après sa création, il avait organisé une réunion de presse dans l'ancien couvent Saint-Antoine de Casabianca. Seuls trois journalistes corses y avaient assisté.]

La reconstruction du relais de Bastia durera de douze à dix-huit mois

La reconstruction du relais de télévision de Bastia-Serra-di-Pigno, qu'un attentat revendiqué par le Front de libération nationale (F.L.N.) a endommagé dans la nuit de vendredi à samedi (*le Monde* daté 14-15 août) durera de douze à dix-huit mois. C'est ce qu'a déclaré, dans un communiqué publié le 13 août, la direction de Télé-Diffusion de France. Celle-ci, qui a la charge des émetteurs de radio et de télévision sur le territoire national, a d'autre part précisé que la réparation coûtera de 25 à 30 millions de francs (1). Elle a ajouté que cela « *posera un difficile problème de financement qui devra être résolu avant que les travaux de remise en état ne soient lancés* ». M. Maurice Rémy, directeur général de T.D.F., a indiqué que si les dégâts devaient être payés par les téléspectateurs, la redevance pourrait être augmentée de 2 F.

Le plasticage des installations de Bastia a mis hors d'usage les émetteurs des trois chaînes de télévision, ceux de radio à modulation de fréquence et en ondes moyennes, ainsi que les liaisons hertziennes entre la Corse et le continent. Le département de la Haute-Corse est complètement privé de radio et de télévision nationales. Les habitants de la côte orientale peuvent toutefois capter sur un autre récepteur les émissions italiennes. Le département de la Corse du Sud, qui dispose de ses propres installations, est seulement privée de la troisième chaîne mais continue à recevoir les deux autres chaînes, même si la qualité des images est médiocre.

D'autre part, le personnel technique de T.D.F. affecté en Haute-Corse a déclaré lundi 15 août : « *La destruction totale des importantes installations techniques, payées par les téléspectateurs et les auditeurs, apparaît comme un acte irresponsable dès lors que le seul et tangible résultat est de priver la majorité des habitants du département de toute émission. Le personnel, dont dix-sept années de travail ont été anéanties, se déclare prêt à fournir le maximum pour que les émissions soient rétablies.* »

(1) Rappelons que la réparation de l'émetteur de Roc-Trédudon (Finistère), détruit en février 1974 par des militants de l'ex-F.L.B.-A.R.B. (Front de libération de la Bretagne-Armée républicaine bretonne) avait coûté dix millions de francs et duré un peu plus d'un an. Une antenne provisoire avait permis, trois mois après l'attentat, d'assurer la desserte de la zone touchée.

M. ALEXANDRE SANGUINETTI : tôt ou tard nous le paierons

Interrogé sur les antennes d'Europe 1, le lundi 15 août dans la soirée, M. Alexandre Sanguinetti, membre du comité central du R.P.R., a notamment déclaré : « *Ce que j'aurais voulu, et cela les communistes l'ont fait, c'est que les mouvements politiques français, à commencer par le mien, prennent position et affirment l'unité française, l'indépendance française et l'intégrité française. Il est maintenant possible de dire ce que l'on veut, n'importe où, n'importe comment, quelles qu'en soient les conséquences. Tôt ou tard, nous le paierons. C'est la démocratie qui est en cause, la liberté qui est en cause, puisqu'il n'y a plus que les contestataires qui aient le droit de parler, eux qui, faisant constamment appel à la non-violence, sont en réalité les plus violents.* »

Interrogé sur l'« autonomie » corse, M. Sanguinetti a affirmé : « *Il n'y a pas de différence entre l'autonomie et l'indépendance. Et quand j'entends M. Edmond Simeoni dire qu'il veut rester dans le sein de la République française et en même temps engager des pourparlers pour poser la question corse sur le plan international, ou bien il ne sait pas ce qu'il dit, ce qui est possible, ou bien il se moque du monde, ce qui est encore plus probable.* »

LA MUNICIPALITÉ D'AJACCIO ET LE PARTI BONAPARTISTE : des criminels irresponsables

La municipalité d'Ajaccio et le parti bonapartiste dénoncent, dans un communiqué conjoint, le « *nouveau pas qui vient d'être franchi par des criminels irresponsables* ».

Revenant sur la journée de Furiani, ils déclarent : « *L'U.P.C. envisage, en désespoir de cause, d'internationaliser la lutte, de constituer un gouvernement de la Corse autonome et de délivrer des cartes d'identité corse. En d'autres termes, conscients de ne représenter qu'une infime minorité d'insulaires, ils voudraient, par des pressions étrangères, imposer un gouvernement dont ils seraient évidemment les bénéficiaires. Cette démarche correspond très exactement à la définition du fascisme.* »

« *Pour les Corses qui refusent catégoriquement l'aventure de l'autonomie* », la municipalité d'Ajaccio et le parti bonapartiste renouvellent leur proposition d'organiser prochainement une manifestation.

EQUIPEMENT

TOURISME

DE LA COSTA DEL SOL A CADIX

La situation reste confuse dans l'hôtellerie espagnole

De notre envoyé spécial

Madrid. — La grève de l'hôtellerie commence à se résorber en Espagne, du moins dans quelques-unes des régions affectées. C'est le cas de la Costa del Sol, qui accueille actuellement un demi-million de touristes. La situation tend à se normaliser, surtout à Malaga et à Marbella, encore qu'elle reste confuse.

Lundi matin 15 août, patrons et syndicats sont parvenus à un accord après avoir négocié toute la nuit. Les employés obtiendraient une augmentation uniforme de 5 000 pesetas (300 F) au lieu des 8 000 demandés au départ. Les négociations salariales reprendraient au printemps prochain. Les hôteliers s'engageraient à ne pas exercer de représailles. Enfin, le gouverneur civil accepterait de relâcher la centaine de grévistes arrêtés dimanche, quand la police est intervenue pour disperser des piquets de grève, et a provoqué des heurts violents, principalement à Marbella.

L'Union générale du travail (centrale socialiste) et les commissions ouvrières (communistes) ont insisté auprès de leurs adhérents pour qu'ils acceptent un tel accord et pour les inciter à retourner au travail. Mais d'autres syndicats, comme le C.N.T. (anarchiste) ont manifesté leur mécontentement faute d'avoir obtenu tout ce qui était exigé au départ. Des votes ont eu lieu dans de nombreux établissements. Lundi après-midi, cinq mille travailleurs se sont réunis à Torremolinos, où la reprise du travail est loin d'être complète. Une manifestation dans les rues de la station a ensuite été dispersée par la police.

A Lloret del Mar, l'une des principales stations de la Costa Brava, la majorité des hôtels fonctionnent normalement. Dimanche, un millier d'employés environ, sur les dix mille que compte le centre balnéaire, s'étaient mis en grève. Le personnel se plaint de faire deux fois plus d'heures que prévu, sans compensation de salaire et de ne pas bénéficier de la journée et demie de repos hebdomadaire exigée par la loi.

En revanche, aucun accord n'est en vue dans la région de Cadix par suite de l'intransigeance patronale. Bars, restaurants et cafétérias restent fermés, y compris dans les hôtels. Huit mille employés environ ont cessé leur service. Même situation à Saragosse, qui en est à son onzième jour de grève et où les négociations patrons-ouvriers devaient reprendre ce mardi 16 août. La grève continue également en Galice, principalement à La Corogne, El Ferrol et St-Jacques-de-Compostelle où trois cents employés viennent d'être licenciés. Aux Asturies, la situation est encore plus sérieuse : à la grève de l'hôtellerie s'ajoute, en effet, une grève des camionneurs. — C. V.

TRANSPORTS

SIX COMPAGNIES AÉRIENNES ABAISSENT LEURS TARIFS SUR L'ATLANTIQUE-NORD

Pour faire pièce aux bas tarifs du « train du ciel » de la compagnie britannique Laker Airways, les compagnies réunies au sein de l'Association du transport aérien international (IATA), ont décidé, le 12 août à Genève, de présenter à leurs clients de nouveaux tarifs promotionnels sur l'Atlantique nord entre Londres et New-York.

En effet, Laker Airways propose aux voyageurs un billet Londres-New-York pour 59 livres (500 F) à condition qu'ils acceptent de faire la queue à l'aéroport pour prendre leur place et qu'ils se passent de repas, de film et d'hôtesses au cours du voyage. L'aller-retour Londres - New-York - Londres coûte 139 livres (1 180 F).

● LA FORMULE DU « BILLET ECONOMIQUE » permet au passager de retenir sa place trois semaines avant son départ ; la compagnie lui précisera le jour exact du vol dix jours avant la semaine du voyage. Le prix de l'aller simple au départ de New-York sera de 146 dollars (700 F) et celui de l'aller-retour de 256 dollars (1 250 F). Au départ de Londres, l'aller simple coûtera 64 livres (550 F) et l'aller-retour 149 livres (1 260 F).

● LA FORMULE DU BILLET « LISTE D'ATTENTE » oblige le passager à se rendre à l'aéroport quelques heures avant l'envol pour savoir s'il reste des places à bord de l'avion. Les prix seraient identiques à ceux du « billet économique ».

[La compagnie Air France est moins concernée par ces modifications tarifaires puisqu'il s'agit, pour les membres de l'IATA, de résister à la concurrence de Laker Airways, principalement au départ de Londres. Toutefois les tarifs APEX d'Air France sur le trajet Paris-New-York seront abaissés, à partir du 1er octobre et jusqu'au 31 mars, de 1 910 F à 1 730 F, afin d'éviter une évasion du trafic vers les aérodromes britanniques.]

LA LIBYE TROUBLE-FÊTE

I. - La « sainte alliance » contre le colonel Kadhafi

Tripoli. — Perché sur une estrade décorée aux couleurs des Etats-Unis et d'Israël, un président Sadate hilare, la pipe à la bouche, rectifie la carte de l'Egypte en transférant le Sinaï de la frontière israélienne à celle de la Libye, pour montrer que désormais l'ennemi principal de son régime est à Tripoli. Les nombreuses caricatures — dont certaines d'un goût douteux — qui emplissent la presse libyenne depuis le début de la crise veulent prouver immanquablement que la *« conspiration »* contre le pays est conduite par trois forces indissociables : l'impérialisme américain, le sionisme et la *« réaction arabe »*, dont Sadate est *« l'instrument »*.

Les responsables libyens ne manquent jamais d'établir un parallèle entre l'attaque égyptienne du 21 juillet et l'*« agression tripartite »* contre Suez en 1956. A l'époque, disent-ils, le régime à abattre était l'Egypte nassérienne. Il s'agit maintenant de se défaire de la Libye révolutionnaire dont le chef, le colonel Kadhafi poursuit l'œuvre du Raïs disparu. Le culte de Gamal Abdel Nasser est, en effet, plus vivant que jamais à Tripoli, où ses portraits côtoient ceux du colonel Kadhafi et où ses *« phrases historiques »* sont inscrites sur les murs auprès des slogans de la *« révolution culturelle »* libyenne. Les extraits de ses discours les plus connus sont diffusés tous les soirs à l'intention du peuple égyptien sur les ondes de la radio libyenne « La voix de la liberté et du socialisme », qui a pris la relève de « La voix des Arabes » *« muselée par Sadate sur les instructions de la C.I.A. »*.

Une main-d'œuvre précieuse

Si la radio libyenne est particulièrement violente à l'égard du président Sadate et de son régime, elle a en revanche, depuis les premières heures de la crise, tenu à rassurer les quelque deux cent cinquante mille Egyptiens travaillant en Libye (1). Elle a appelé la population à ne pas tenir rigueur aux *« frères Egyptiens »* des *« agissements »* de leurs dirigeants. Tous les Egyptiens que nous avons pu rencontrer à Tripoli nous ont assuré que le comportement des Libyens avaient été exemplaire et qu'ils n'avaient fait l'objet d'aucune mesure vexatoire. Les quelques marches de protestation contre le bureau des relations égyptiennes — qui assure la représentation des intérêts du Caire — se sont déroulées dans l'ordre, et la plupart des manifestants étaient des Egyptiens opposés au régime actuel de leur pays.

Il n'en reste pas moins qu'une sourde inquiétude s'est installée chez les travailleurs égyptiens. Bon nombre d'entre eux sont restés terrés dans leurs appartements au cours des premiers jours de la crise, et certains envisagent de regagner l'Egypte si la situation ne s'améliore pas rapidement. Déjà, en avril dernier, un subit regain de tension entre Le Caire et Tripoli avait provoqué le départ de soixante mille à quatre-vingt-dix mille travailleurs. Le problème de la main-d'œuvre égyptienne avait même été soumis, au début de mai, aux comités populaires de base qui quadrillent aujourd'hui le pays. En juin, cent cinquante d'entre eux s'étaient prononcés pour le départ des Egyptiens contre trente et un pour leur maintien. Dans les débats houleux, certains orateurs avaient dénoncé dans les immigrés des *« outils de subversion et d'espionnage au service de Sadate »*. M. Abdel Ati Abeidi, premier secrétaire du comité général du peuple, dont les fonctions sont équivalentes à celles du premier ministre — avait soutenu à cette occasion que la Libye pouvait trouver facilement des remplaçants à l'étranger.

La recommandation des comités populaires de base a été transmise pour décision au Congrès du peuple (instance suprême du régime). En même temps, le « numéro deux » libyen, M. Abdel Salam Jalloud, entreprenait une tournée en Yougoslavie, Italie, Bulgarie, Turquie et Roumanie, à la recherche de main-d'œuvre de substitution, mais il ne semble pas qu'il ait réussi à la recruter. En privé, les dirigeants libyens reconnaissent que les travailleurs égyptiens sont pratiquement irremplaçables : laborieux, peu exigeants, connaissant la langue du pays, proches de la population, ils sont à même, de par leur diversité et leur nombre, d'assurer les travaux les plus pénibles (terrassiers, ouvriers agricoles) aussi bien que d'exercer les professions libérales (avocats, médecins, professeurs d'université).

Les Libyens ont eu déjà des déboires avec des travailleurs turcs et nord-africains récemment engagés, et qui ont préféré regagner leur pays, ne pouvant s'habituer à la façon de vivre et aux conditions de travail locales.

Il est donc fort probable que le Congrès du peuple n'entérinera pas la recommandation des comités de base populaires d'expulser les travailleurs égyptiens. Une telle mesure, qui serait fatale à l'économie libyenne, serait d'ailleurs en contradiction avec la politique officielle d'amitié avec le peuple voisin et le souci des dirigeants libyens de rejeter la responsabilité de la crise actuelle sur le seul régime du Caire, aidé par le Soudan du général Nemeiry. C'est ainsi que le nom de l'Arabie Saoudite n'a pas été prononcé officiellement, même si, en privé, nombre de responsables libyens reconnaissent que, sans le feu vert donné par Ryad, rien ne se serait passé à la frontière égypto-libyenne. Ils ajoutent aussitôt : *« Pourquoi créer des complications diplomatiques supplémentaires et jeter de l'huile sur le feu, n'avons-nous pas déjà suffisamment de difficultés ? »*

Pour les dirigeants de Tripoli, l'« agression » a commencé à Jeddah (Arabie Saoudite), à la mi-juillet 1976. Personne n'a oublié, ici, que, après la tentative de coup d'Etat qui, à Khartoum, dans la nuit du 1ᵉʳ au 2 juillet, avait failli coûter la vie au général Nemeiry, l'Egypte et le Soudan ont créé un conseil de défense et un commandement communs. Les chefs d'Etat soudanais et égyptien s'étaient alors rendus à Jeddah et avaient obtenu la bénédiction du roi Khaled pour la création d'une *« sainte alliance »*, dont l'objectif était de *« ramener Kadhafi à la raison »*. L'Arabie Saoudite aurait, à cette occasion, promis de contribuer financièrement à un changement de régime en Libye. Les trois pays, selon les termes du communiqué, avaient mis sur pied des organes spéciaux *« chargés de la coordination sur le plan militaire et de la sécurité nationale »*. C'est à cette époque que les premiers renforts égyptiens avaient été signalés près de la frontière.

La radio libyenne avait alors qualifié le traité de défense égypto - soudano - saoudien de *« première étape de l'agression »*. L'ambassadeur de Tripoli avait été chargé de demander des explications au gouvernement saoudien. Le colonel Kadhafi a-t-il reçu des apaisements de Ryad ? Les Libyens observent à ce sujet la plus grande discrétion. Rivales, les deux capitales de l'Islam intégriste évitent la polémique et s'affrontent à fleuret moucheté. Dans le discours qu'il a prononcé, le 8 mai dernier, à Tripoli à la suite de la proclamation du *« pouvoir populaire »*, le colonel Kadhafi avait, sans prononcer le nom de l'Arabie Saoudite, dénoncé *« ces royaumes réactionnaires qui se disent musulmans »* et *« tremblent depuis que le Coran a été proclamé loi de la société libyenne, là où a surgi, grâce à l'effort révolutionnaire, le véritable Islam »*.

Le colonel Kadhafi, selon ses collaborateurs, n'a jamais sous-estimé la gravité de la menace militaire pesant sur son régime, accusé, naguère, par le président Ford de fomenter le terrorisme international et encore considéré en janvier 1977 par le Pentagone comme l'un des *« ennemis potentiels »* des Etats-Unis immédiatement après l'U.R.S.S. et la Chine. C'est pourquoi, dit-on ici, le chef de l'Etat libyen a souhaité régler son contentieux avec un voisin dont personne à Tripoli, malgré les rodomontades de la propagande officielle, ne méconnaît l'écrasante supériorité militaire. *« Toutes nos démarches sont restées vaines*, assure un responsable du ministère de l'information, *le président Sadate a rejeté toutes les propositions du colonel Kadhafi de le rencontrer personnellement en pays neutre en vue de régler le différend opposant les deux régimes. »* Il aurait même assorti ce refus de considérations insultantes sur le chef de l'Etat libyen *« vil serviteur de ses maîtres Soviétiques et Cubains »*.

A ce propos, on assure à Tripoli que si les liens se sont resserrés entre la Libye et l'U.R.S.S., les menaces égyptiennes, l'hostilité des Etats-Unis et l'*« indifférence de l'Europe »* sont pour beaucoup dans ce rapprochement. Il est vrai que l'importance de l'aide militaire soviétique à Tripoli a été délibérément grossie par le Caire et que la présence de *« volontaires cubains »* en Libye relève du mythe. De même, il ne semble pas qu'une base navale ait été mise à la disposition de la flotte soviétique, contrairement à ce que soutiennent les Egyptiens. Les Libyens rappellent à ce propos les sacrifices consentis après la révolution de septembre 1969.

Sur le plan politique, l'entente est loin d'être parfaite entre Moscou et Tripoli. Les divergences demeurent considérables quant aux modalités d'un règlement du conflit du Proche-Orient, sans parler des sentiments que peut inspirer aux idéologues soviétiques la *« troisième voie »* chère au colonel Kadhafi entre le *« capitalisme réactionnaire »* et le *« communisme totalitaire »*. On ne manque pas, enfin, de souligner ici que le chef de l'Etat libyen a, en juin dernier, cherché, mais en vain, à normaliser les relations avec les Etats-Unis. Ceux-ci, depuis 1972, ne sont représentés à Tripoli que par un chargé d'affaires.

Avec l'Egypte, un début de rapprochement s'était amorcé il y a deux mois. Il avait alors été fortement question d'une rencontre entre M. Mamdouh Salem, premier ministre égyptien et son collègue libyen M. Abel Ati Abeidi. Le 8 juillet, à Lomé, le général Eyadema réussissait à obtenir de M. Triki, chef de la diplomatie libyenne et de M. Mohamed Riad, secrétaire d'Etat égyptien aux affaires étrangères, l'engagement qu'ils *« normaliseraient la situation entre les deux pays »*.

Trois jours plus tard, tout était remis en cause à la suite du voyage impromptu du vice-président égyptien le général Hosny Moubarak et de son chef d'état-major à Khartoum et N'Djamena afin d'y examiner les moyens de s'opposer aux *« menaces du colonel Kadhafi contre le Tchad »*. La Libye a vu là un prétexte pour resserrer l'étau autour de Tripoli et relancer la tension à la frontière égypto-libyenne.

Il est évident que le colonel Kadhafi, par l'aide qu'il fournit à l'Ethiopie révolutionnaire conjointement avec l'U.R.S.S., gêne au plus haut point la nouvelle politique africaine du président Sadate, menée avec la bénédiction des Etats-Unis. Le Raïs a-t-il voulu éliminer *« le fou de Libye »* en assénant un coup de boutoir à sa frontière ? Dans une interview accordée au début d'août à la chaîne de télévision américaine A.B.C., le président Sadate assurait que *« la chute de Kadhafi serait à l'avantage non seulement du peuple arabe, mais du monde entier »*. Mais si tel était l'objectif, pourquoi l'Egypte a-t-elle volontairement limité l'ampleur de son attaque ? Espérait-elle susciter en Libye une opposition contraignant le colonel Kadhafi à abandonner le pouvoir ? C'eût été bien mal connaître la situation intérieure du pays « frère ».

(Samedi 13 août.)

(1) En tenant compte des Egyptiens en situation irrégulière, ce chiffre serait plus important et se situerait autour de quatre cent mille.

II. – L'« État des masses »

De notre envoyé spécial JEAN GUEYRAS

Tripoli. — Huit ans de révolution ont transformé de fond en comble la capitale libyenne, qui n'a jamais semblé aussi prospère et florissante. L'ancien aéroport, battu par les vagues successives de voyageurs provenant de tous les coins du monde, va laisser place à un bâtiment ultra-moderne. Les bidonvilles qui bordaient la route de l'aéroport ont été remplacés par des logements populaires spacieux aux couleurs pastel, des hôpitaux modernes, des espaces verts et des écoles. Dans la capitale, les embouteillages n'ont rien à envier à ceux des grandes métropoles. Le port, agrandi aux dépens de la magnifique plage que pouvaient contempler les promeneurs de la corniche, est engorgé de navires qui déversent pêle-mêle leurs cargaisons sur les quais. Au large, une centaine de cargos attendent leur tour.

Seuls quelques paras au béret rouge aux points stratégiques et des groupes de miliciens de la résistance populaire au chapeau kaki montent la garde autour des bâtiments publics et rappellent au visiteur que le pays vient de traverser des moments difficiles aux confins égypto-libyens. Même aux heures chaudes de la crise, les blindés n'ont pas fait leur apparitions dans les rues de la capitale. C'est bien la preuve, dit-on ici, que les *« arrières du régime sont assurés. Pourquoi d'ailleurs les Libyens s'en prendraient-ils à un régime qui leur a permis de quitter les bidonvilles, leur a fourni des logements confortables et à bas prix, des écoles et des hôpitaux gratuits, une assurance sociale généreuse ? »*

Ce sont, en effet, les franges les plus défavorisées de la population (bédouins, travailleurs urbains et jeunes) qui ont tiré le plus grand bénéfice de la révolution du 1ᵉʳ septembre 1969 et sont les alliés naturels du régime. En revanche, les classes moyennes et les commerçants nourrissent des réserves à l'égard de certains aspects de la politique du colonel Kadhafi. Ils déplorent souvent le caractère puritain marqué par la stricte application de la loi coranique et le carcan idéologique de la *« révolution culturelle »*. Les commerçants, naguère encouragés à s'enrichir, se plaignent en catimini de l'austérité d'une ville où on a depuis belle lurette fermé les cabarets et autres lieux de distraction. Dès dix heures du soir, Tripoli est plongé dans une morne torpeur, les restaurants sont fermés. L'alcool est strictement interdit et une bouteille de whisky coûte, au marché noir, environ 500 francs.

Les milieux traditionnels et religieux de droite déplorent pour leur part le prosélytisme révolutionnaire du régime dans le domaine extérieur, le *« gaspillage »* des richesses du pays, en *« encouragements matériels »* prodigués sans compter aux mouvements de libération de par le monde et en dépenses militaires *« exorbitantes »*. Ils regrettent que son *« militantisme »* ait conduit le pays à l'isolement au sein du monde arabe et africain et à un rapprochement avec le bloc soviétique.

Ces motifs divers de mécontentement ont créé dans le pays une opposition potentielle. Celle-ci n'est cependant pas organisée car l'augmentation constante du niveau de vie ne facilite guère des entreprises que, au demeurant, une police politique discrète, mais omniprésente, saurait décourager. L'armée, principal pilier du régime, n'est pas demeurée à l'abri de cette contestation diffuse, tout comme le Conseil du commandement de la révolution (C.C.R.) groupant les plus proches collaborateurs du colonel Kadhafi, ceux-là mêmes qui ont fait avec lui la révolution du 1ᵉʳ septembre. L'alerte la plus chaude fut, en août 1975, le complot du commandant Omar el Meheichi, l'un des représentants les plus brillants des *« officiers libres »* libyens. A l'époque, le colonel Kadhafi dénonça dans les conspirateurs des *« félons fascistes »* et menaça de ses foudres *« tous ceux qui seraient tentés de vouloir introduire des changements par la force en Libye »*.

Le C.C.R., qui à l'origine comptait douze membres, ne comprenait plus au début de 1977 que cinq des dirigeants *« historiques »* de la révolution. La plupart des anciens membres ont, apparemment abandonné toute activité politique. Un seul d'entre eux, le commandant Omar el Meheichi est désormais, selon les mots du colonel Kadhafi, *« celui qui a quitté le peuple et est devenu un chien aboyant à l'aube »*.

Désormais, le commandant, qui est devenu un des porte-parole de l'Egypte où il s'est réfugié, paraît n'avoir guère de crédit auprès de l'opinion libyenne. Jusque vers la fin de 1976 il aurait cependant disposé de certains appuis au sein de l'armée. Au début de décembre dernier, près de soixante-dix arrestations — pour la plupart des militaires — ont suivi la découverte d'une conspiration. Les inculpés, dont les liens avec le commandant Meheichi n'ont pas été clairement établis, appartenaient de toute évidence au courant d'opinion qui réclame un régime moderne, moins personnel, l'assouplissement des mesures d'austérité et la fin d'une politique étrangère « aventuriste ». Ils furent jugés à huis clos fin décembre. Un certain nombre d'entre eux — vingt-deux selon Amnesty International — ont été exécutés au début d'avril. Si les autorités ont gardé le silence sur ces condamnations à mort, elles ont, en revanche, accordé une large publicité à l'exécution le 7 avril, de cinq civils — dont un Egyptien, reconnus coupables de l'incendie d'une église et de deux attentats à Benghazi, l'un au port, l'autre contre une statue de Nasser.

Cette double série d'exécutions, qui a suscité une vive émotion dans le pays, a été interprétée comme un coup de semonce. Pour la première fois depuis dix-huit ans, des adversaires du régime étaient mis à mort. En outre, le colonel Kadhafi avait tenu personnellement à aggraver certaines des sentences du tribunal. On n'a pas manqué également de noter que les peines de mort prononcées fin décembre n'ont été exécutées qu'en avril, après que le chef de l'Etat eut consolidé les assises de son régime en faisant adopter par le Congrès populaire général, réuni à Sebha du 28 février au 2 mars, le *« pouvoir populaire direct »*.

Le gouvernement n'existe plus

Le colonel Kadhafi avait rendu public son projet en novembre 1976. L'idée simple, sinon naïve, fait songer à une démocratie directe à l'helvétique, mise au goût du jour : le peuple est l'unique détenteur du pouvoir. Il l'exerce au moyen des *« congrès populaires de base »* (auxquels chaque citoyen appartient automatiquement), des *« comités populaires de base »* qui en sont les organes exécutifs, enfin des syndicats et des associations professionnelles

Pendant les deux mois qui ont précédé la réunion de Sebha, ces organismes se sont réunis au niveau des quartiers et des entreprises pour discuter des modalités de la réforme proposée et pour désigner leurs délégués au Congrès populaire général, instance suprême, sommet de la pyramide imaginée par le colonel Kadhafi. Une intense campagne d'explication a été organisée autour du thème central du *« pouvoir populaire »*.

Aux yeux du colonel Kadhafi, il s'agit là de rien de moins que de la *« première véritable démocratie depuis Athènes »*. La Libye est devenue *« la Jamahariya »*, néologisme arabe qui peut se traduire par *« l'Etat des masses »*. Désormais la révolution est la responsabilité directe des *« masses populaires »* et l'ancienne structure du pouvoir, qui comportait un conseil de commandement de la révolution et un gouvernement, a été abolie.

Dans le discours qu'il a prononcé le 8 mars 1977 à Tripoli, à l'occasion de l'instauration *« du pouvoir du peuple »*, le *« chef de la Jamahariya »* a résumé ses conceptions en quelques formules : *« Le C.C.R., qui dirigeait la révolution, s'est élargi au peuple libyen tout entier... Tous les Libyens et toutes les Libyennes sont membres du C.C.R., les masses sont chargées des prérogatives qui étaient les siennes... La responsabilité de la défense nationale incombe désormais à tous les Libyens et à toutes les Libyennes. Nous armerons le peuple afin que la défense de la Jamahariya arabe libyenne populaire et socialiste* (nouveau nom du pays choisi par le congrès de Sebha) *ne soit pas la responsabilité d'un groupe de Libyens. De quel droit pouvons-nous demander à tel groupe de mourir pour nous tous ? Pour la première fois dans le monde, le pouvoir est entre les mains des masses... Cela veut dire que les acquis matériels appartiennent aux masses populaires... Le gouvernement n'existe plus. La Libye est devenue un comité populaire général, construit sur les ruines des gouvernements et des présidences de République... Quant au comité populaire général qui a succédé au conseil des ministres, il sera responsable devant vous. Vous le maintiendrez ou vous le supprimerez. Cela ne dépend que de vous ! »*

Les sceptiques — ils sont nombreux — qui ne se laissent pas impressionner par ce flot de rhétorique populiste, répondent qu'en fait seuls les noms ont changé : les cinq derniers membres du C.C.R. font maintenant partie du *« secrétariat général du Congrès populaire général »* dont le président est toujours le colonel Kadhafi. Le gouvernement est toujours là mais s'appelle comité général populaire. Ses membres ne sont plus des *« ministres »*, mais des *« secrétaires »* et son chef porte désormais le titre longuet de *« secrétaire général du comité général populaire »*.

Le nouveau *« pouvoir populaire »* instauré en Libye constitue-t-il un pas décisif vers l'*« ère des masses »*, ou un artifice de vocabulaire ? Il semble être parvenu à intéresser les *« masses »* aux affaires du pays et à populariser certaines des conceptions chères au colonel Kadhafi. Les innombrables assemblées à tous les échelons et les débats publics que cette réforme suscite ont incontestablement donné un coup de fouet à la révolution du 1ᵉʳ septembre qui vers la fin de 1976 montrait des signes d'essoufflement.

Logiquement, la phase suivante de cette révolution devrait être sociale. Le colonel Kadhafi l'a annoncé dans son discours du 8 mars dernier en affirmant qu'en Libye il n'y avait plus de *« salariés »* mais des *« associés »* et que *« tous les hommes étant égaux, aucun ne devait exploiter son semblable »*. Il avait à cette occasion mis en garde les *« ennemis des masses et des transformations sociales que va maintenant connaître la Libye »*.

Rien n'est venu jusqu'à présent étayer les craintes que ces propos avaient suscitées chez les possédants, persuadés un moment que le colonel Kadhafi allait déclencher un processus de socialisation du commerce. Le pouvoir s'est contenté de la création de quelques coopératives de consommation et de la nationalisation des agences de voyages. Les promesses faites n'en ont pas moins contribué à asseoir la popularité du régime.

Paradoxalement, l'attaque égyptienne du 21 juillet a servi le colonel Kadhafi. Elle a renforcé son prestige en provoquant une réaction nationaliste jusque dans les milieux les moins portés à l'enthousiasme à l'égard de sa « révolution »

Les points d'interrogation demeurent cependant. L'armée, tenue en main par le colonel Kadhafi en personne, saura-t-elle garder l'unité retrouvée dans le feu de l'action ? Quelle sera l'attitude des étudiants qui, malgré la campagne de « politisation des universités » lancée par le chef de l'Etat en avril dernier, restent, dans l'ensemble, indifférents à l'égard de la révolution culturelle ? Enfin, dans quelle mesure les tensions traditionnelles entre la Tripolitaine et la Cyrénaïque, historiquement tournée vers l'Egypte, ont-elles été réduites ? Le climat d'euphorie suscité par la mobilisation nationale a relégué ces problèmes à l'arrière-plan. Ils n'ont pas disparu pour autant.

FIN

(Lundi 15 août.)

M. de Guiringaud réplique vertement à des accusations soviétiques sur l'aide nucléaire à Pretoria

De notre envoyé spécial

Lusaka. — L'article publié dimanche 14 août par l'agence Tass, sous la signature d'Alexandre Bokhondo, indiquant que, grâce au contrat nucléaire conclu avec la société française Framatom, l'Afrique du Sud allait produire du plutonium et *« fabriquer cent bombes atomiques d'ici un an »*, a provoqué une très vive réaction de M. de Guiringaud à son arrivée à Lusaka. Le ministre des affaires étrangères déclara immédiatement aux journalistes qu'une dépêche similaire diffusée par Tass le 9 août avait fait l'objet d'une démarche de l'ambassade de France à Moscou pour protester contre cette « manœuvre diffamatoire » à l'égard de la politique française. Les autorités soviétiques, ajouta le ministre, ne peuvent pas ignorer que les affirmations de l'agence Tass sont dénuées de fondement. D'abord, les centrales électro-nucléaires commandées à la France par l'Afrique du Sud ne commenceront à fonctionner qu'en 1982. En outre, le contrat Framatom prévoit expressément — et les autorités soviétiques le savent — que le combustible usé sera retraité en France et que le plutonium ne sera pas restitué à l'Afrique du Sud.

On remarque la vigueur du vocabulaire du ministre français et son insistance à mettre en cause les autorités soviétiques elles-mêmes. Les circonstances qui entourent la publication de l'article de l'agence Tass ne permettent pas de douter que les Soviétiques ont lancé une campagne contre la politique française en Afrique. Le 9 août, Tass annonçait que l'Afrique du Sud allait fabriquer des bombes atomiques. L'ambassadeur de l'U.R.S.S. en France, M. Tchervonenko, a personnellement attiré l'attention de M. de Guiringaud sur cette « information ». Les ambassadeurs soviétiques ont fait les mêmes démarches à Bonn, Londres et Washington. Le même jour, un commentateur de l'agence Tass mettait en cause, en termes assez vagues, le contrat Framatom, mais son article passa inaperçu. Aussi l'agence soviétique a-t-elle cru nécessaire de donner, le jour où M. de Guiringaud arrivait dans un des pays d'Afrique de la « ligne de front » (c'est-à-dire frontalier d'un des régimes blancs d'Afrique australe), des précisions d'un caractère sensationnel destinées à frapper l'opinion africaine.

Cet incident marque une sérieuse détérioration des relations franco-soviétiques quelques semaines après la visite de M. Brejnev à Paris.

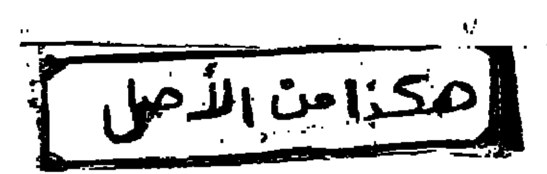
Pourquoi l'U.R.S.S. attaque-t-elle sur ce terrain la France avec laquelle elle proclame par ailleurs sa volonté d'entretenir les meilleures relations ? Probablement parce que la France est aujourd'hui la puissance occidentale qui s'emploie le plus activement à contrôler la politique soviétique en Afrique. On l'a vu il y a quelques semaines au Zaïre ; on le voit actuellement dans la « Corne de l'Afrique »

Le 14 août en partant pour Lusaka, M. de Guiringaud a rencontré sur l'aérodrome de Nairobi le ministre éthiopien des affaires étrangères, le colonel Ghiorgis. Fortuite ou non (le ministre éthiopien rentrait à Addis-Abeba venant de Libreville), la rencontre a eu lieu en présence du ministre kényan des affaires étrangères, M. Waiyakai. M. Ghiorgis a bien entendu demandé à M. de Guiringaud, comme l'avait fait précédemment son collègue kényan, si la France se disposait à vendre des armes à la Somalie. Le ministre français a répondu, comme il l'avait fait aux dirigeants de Nairobi, que rien n'était décidé, que la France n'étudiait qu'un dixième de la demande d'armement somalienne et ne livrerait éventuellement que des armes défensives.

M. Ghiorgis aurait confirmé pour sa part que son pays avait reçu des armes soviétiques. M. de Guiringaud lui ayant demandé s'il savait que l'U.R.S.S. avait débarqué, il y a environ une semaine, quelque soixante-dix chars à Berbera (Somalie), le ministre éthiopien aurait indiqué qu'il était au courant. Interrogé par le ministre français sur les relations entre l'Ethiopie et la nouvelle République de Djibouti, M. Ghiorgis s'en est déclaré satisfait, tout en soulignant que le trafic entre les deux pays était nul.

MAURICE DELARUE.

(Mardi 16 août.)



Le ramadan dans le Maghreb : tradition et entorses

LE 15 AOUT A LOURDES

Une fête pas comme les autres

De notre envoyé spécial

Lourdes. — Lourdes, le 15 août, c'est le 14 juillet à Paris : promiscuité, embouteillages, terrasses de cafés bondées, éclats de rire tard dans la nuit ; en un mot, c'est la fête. Mais c'est aussi la prière, le silence, les cantiques, les processions aux flambeaux. Une fête pas comme les autres.

A vrai dire, il y a deux Lourdes. La ville bruyante et commerçante remplie de touristes ; puis le domaine recueilli et austère, assailli de pèlerins venus prier.

Mais la vie n'a que faire de ces distinctions académiques. Les touristes se trouvent mêlés malgré eux aux défilés de malades emmenés sur leurs petites voitures par les brancardiers vers les piscines ; ils se sentent attirés irrésistiblement vers la grotte, tandis que les pèlerins se lancent à la chasse aux « reliques » — vierges en plastique qui s'allument et chantent *Ave Maria*, pastilles « *garanties à l'eau de la* source *miraculeuse* », médailles et chapelets qui seront comme le gage, une fois rentrés, du devoir accompli.

Lourdes fait recette. On a beau parler de déchristianisation, de sécularisation, de protestantisation, la cité mariale tient bon. Les fidèles de la Vierge se multiplient même, puisqu'on constate une augmentation d'année en année. Pour la première quinzaine d'août, il y eut soixante-deux mille cent soixante-dix pèlerins inscrits, contre cinquante-quatre mille sept cent vingt-trois l'année dernière, soit une augmentation de 13,5 %. Pour la seule journée du 15 août — apogée de la saison, — on avait enregistré, en 1976, soixante-deux mille passages, record battu cette année.

Qui vient à Lourdes ? Monsieur-tout-le-monde et sa famille, mais surtout des Français. Pendant la première quinzaine d'août, il y eut quinze pèlerinages français (48 %), six pèlerinages belges (24,5 %), six italiens (17 %), un irlandais (3,5 %), et des groupes allemand, anglais, espagnol et suisse (7 %). Mais, en dehors des pèlerinages officiels, les visiteurs de passage, touristes ou pèlerins, arrivent du monde entier.

Le cent quatrième pèlerinage national français, qui a eu lieu du 12 au 16 août sous la présidence de Mgr Robert Coffy, archevêque d'Albi, a rassemblé douze mille pèlerins, dont mille deux cents malades et un important groupe de jeunes. Les seules ombres au tableau cette année : la bombe qui a explosé à la basilique souterraine Saint-Pie X (*le Monde* du 16 août) et la présence, en marge du pèlerinage national, du groupe traditionaliste Les Croisés du Sacré-Cœur, qui n'étaient que deux cent cinquante au lieu des six mille escomptés. L'attentat n'a pas été revendiqué, et le docteur Doubliet-Vilette, jeune leader (trente-cinq ans) du mouvement, est catégorique : « *Nous sommes venus à Lourdes sans haine ni violence, mais pour prier, et seulement prier. Nos consignes sont : prière et pénitence, silence et calme.* »

Les Croisés du Sacré-Cœur se sont contentés de dédoubler les cérémonies officielles — messes, chapelets, processions — selon leur rite et en latin, ajoutant à la confusion.

Cette agitation n'a pas pu cacher le vrai visage de Lourdes dissimulé derrière son masque de festivité : sa raison d'être profonde qui est la survie des malades. Le véritable message de Lourdes n'est pas à chercher dans ces rassemblements folkloriques, et encore moins chez les marchands de superstition. Pour le trouver, il suffit d'assister au dialogue émerveillé entre un malade et son jeune brancardier à la découverte, chez le premier, de sa valeur humaine et de son utilité, et chez le second, du mystère de la souffrance.

ALAIN WOODROW.

LE PAPE FAIT ALLUSION A LA FIN DE SA « VIE TERRESTRE »

Castelgandolfo (*A.F.P., A.P.*). — « *Je vois s'approcher la fin de ma vie terrestre. Vieux comme je suis, qui sait si je pourrai fêter l'Assomption l'année prochaine* », a déclaré, lundi 15 août, Paul VI, au cours de la messe qu'il célébrait sur le bord du lac d'Albano devant quelque deux mille fidèles.

Ce n'est pas la première fois que le pape fait allusion à sa mort. Il l'avait déjà fait en septembre 1974, en déclarant devant le synode des évêques : « *La vieillesse est elle-même une maladie.* »

Le pape, qui aura quatre-vingts ans le 26 septembre prochain, souffre d'arthrose. Sauf dans des cas exceptionnels, il n'accorde plus d'audience depuis quelque temps. Le mercredi et les jours fériés, il accueille, avec un bref discours de bienvenue et de courts « saluts spéciaux », les pèlerins italiens et étrangers qui viennent à Castelgandolfo.

A Strasbourg

TROIS CENTS SOCIOLOGUES DES RELIGIONS VONT ÉTUDIER LE THÈME DU SYMBOLISME

Trois cents sociologues des religions appartenant à trente-cinq nations se retrouveront à Strasbourg du 28 août au 1er septembre pour leur quatorzième conférence internationale. Le thème choisi est : Symbolisme religieux, séculier et social. Les professeurs André Isambert, Gillian Lindt, Paul Ricœur et David R. Starkey apporteront notamment leur contribution.

Les actes du colloque sont envoyés aux personnes qui seront inscrites (1). A noter dans le volume des actes d'intéressantes statistiques sur la religion dans les pays socialistes de l'Est.

(1) Droit d'inscription 320 F et 220 F pour les étudiants avec pièce justificative. Paiement par chèque. Secrétariat du C.I.S.R., 30, rue de la Monnaie, 59042 Lille Cedex.

Au Puy

DES MILLIERS DE PÈLERINS ONT CÉLÉBRÉ LA VIERGE NOIRE

(*De notre correspondant.*)

Le Puy. — La fête du 15 août, avec la procession à la Vierge noire, a rassemblé plusieurs milliers de pèlerins et de touristes dans la capitale du Velay.

Placées sous le thème « Construire ensemble », les cérémonies étaient présidées par Mgr Paul Vignancour, archevêque de Bourges, assisté de N.N.S.S. Bontems, archevêque de Chambéry, Rousset, évêque de Saint-Etienne, Dozolme, évêque du Puy, qui organisait son dernier pèlerinage, puisque sa démission pour raison de santé a été acceptée par le pape.

Dans son homélie, l'archevêque de Chambéry, reprenant le thème de la journée, a rappelé qu'il s'agissait de construire le royaume de Dieu selon la volonté exprimée dans tous les chapitres de Vatican II, en prenant la Vierge pour modèle. Condamnant alors certaines attitudes, Mgr Bontems devait notamment déclarer : « *Vous devinez bien que les déchirures intérieures de notre Eglise, comme nos divisions, sont actuellement une épreuve désolante qui la paralyse et mine sa santé et compromet sa mission. C'est déjà très grave que depuis des siècles, surtout depuis quatre siècles, les chrétiens soient divisés en catholiques, protestants, anglicans, orthodoxes ; et maintenant que la division s'est établie au sein même de l'Eglise catholique, quelle souffrance ! Je ne pense pas que nous pourrions honnêtement vivre un pèlerinage à Notre-Dame du Puy et repartir chez nous sans avoir pris la résolution claire et ferme de tout faire là où nous sommes pour recréer l'unité, pour construire vraiment ensemble.* »

ABONNEMENTS DE VACANCES

Les dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux trop éloignés d'une agglomération d'être assurés de lire le Monde, *nous acceptons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :*

FRANCE :

Quinze jours	22 F
Trois semaines	30 F
Un mois	39 F
Un mois et demi	57 F
Deux mois	74 F

ETRANGER (voie normale) :

Quinze jours	37 F
Trois semaines	52 F
Un mois	69 F
Un mois et demi	102 F
Deux mois	134 F

EUROPE (avion) :

Quinze jours	46 F
Trois semaines	65 F
Un mois	87 F
Un mois et demi	128 F
Deux mois	170 F

Dans ces *tarifs sont compris les frais fixes d'installation d'un abonnement, le montant des numéros demandés et l'affranchissement. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés du règlement correspondant une semaine au moins avant leur départ, en rédigeant les noms et adresses en lettres majuscules.*

PRÊTRES DE CAMPAGNE ET CAMPAGNE SANS PRÊTRES

II. - Les assemblées dominicales de laïcs, solution d'avenir ?

De notre envoyé spécial HENRI FESQUET

Dans un premier article (« le Monde » du 16 août), Alain Woodrow a montré l'évolution du statut du prêtre de campagne, « une race en voie de disparition » qui ouvre la voie à une nouvelle liturgie.

Saint-Rémy. — Une femme au presbytère de Saint-Rémy-Boscrocourt, petit village de la vallée de la Bresle, à la frontière de la Seine-Maritime et de la Somme. Depuis 1974, le curé est parti. Brigitte habite seule, plus seule encore que son prédecesseur, qui bénéficiait sans doute d'une aide ménagère. La cinquantaine environ ; des yeux pétillant de malice ; elle porte pantalon et une chemisette saumon. Pourtant, c'est une religieuse, membre de la congrégation des Filles de Jésus. Pendant près d'un an, elle s'est fait rabrouer par des chrétiens du village, déroutés par cette tenue de laïque ne rappelant en rien les vêtements amidonnés de jadis, et vexés qu'une inconnue leur soit envoyée au lieu et place d'un curé.

Brigitte est bretonne. Elle a pris son poste au sérieux. L'évêque lui a confié la responsabilité de dix paroisses rurales, et plus exactement des équipes d'animation de ces localités qui ne disposent en tout et pour tout que d'un seul curé.

Brigitte tient table ouverte. C'est une maîtresse de maison experte et expéditive. Elle a mieux à faire que de remplacer le papier mural fleurdelisé de l'entrée et les chimères héraldiques de la salle à manger qui témoignent encore des penchants de l'ancien curé. Elle ne pense qu'à l'avenir, déplorant par exemple que les minces effectifs des prêtres de la région ne soient pas plus équitablement répartis. « *Pourquoi*, dit-elle, *d'un côté, une messe toutes les trois semaines seulement pour dix paroisses et, de l'autre, trois messes par mois pour sept paroisses ?* » Il est facile de deviner que, dès que l'évolution des mentalités le permettra, Brigitte, à force d'obstination souriante, obtiendra satisfaction.

Pour l'instant, nécessité fait loi : deux dimanches sur trois, dans ce secteur, les paroissiens assurent eux-mêmes à l'église des assemblées dominicales sans prêtre.

A Epalonnes (deux cent soixante habitants) ou à Baromesnil (six cent quarante habitants), si vous poussez la porte de l'église, vous découvrez un culte un peu singulier qui, à se fier aux apparences, pourrait paraître protestant. Des laïcs habillés comme on l'est le dimanche à la campagne vont et viennent autour de l'autel et de l'ambon. Une jeune fille, légèrement ébouriffée, lit avec application un passage de Saint-Paul. Dignement cravaté, un menuisier prononce l'homélie ; il souligne au passage la profession de charpentier de Jésus de Nazareth, etc.

« Le corps du Christ »

Le moment venu de la communion, une mère de famille s'avance vers le tabernacle, ouvre la porte, fait une génuflexion avant de prendre le ciboire plein d'hosties et de les distribuer aux fidèles, en prononçant les paroles d'usage : « *Le corps du Christ.* » Selon les semaines, les membres de l'équipe intervertissent plus ou moins leurs rôles. L'office n'est plus l'affaire d'un seul, mais d'une communauté.

Deux notes traditionnelles qui détonnent un peu : des enfants de chœur, en aube blanche, beaucoup plus sages que du temps du curé, rappellent les messes d'antan. Et ce dimanche-là — puisque c'est la fête du village — des pompiers occupent les trois premières rangées, embouchent brusquement leurs trompettes dans un vacarme assourdissant. Anachronisme ? Ce n'est pas tellement sûr ; simplement, cela s'est toujours fait... Pourquoi refuserait-on ce plaisir à des catholiques auxquels on a demandé, voici trois ans, de bousculer tant d'autres habitudes ?

Ce genre de célébration, entièrement animées par des laïcs élus par leurs pairs, est loin d'être exceptionnel en France. On en trouve régulièrement dans soixante-deux diocèses et, exceptionnellement, dans seize. Pour le moment neuf diocèses seulement ne connaissent pas ce type d'assemblées officiellement appelées — remarquez la nuance — assemblées dominicales en l'absence de prêtre (ADAP). Même à Cayenne et à Saint-Denis-de-la-Réunion, les ADAP sont connues.

Le diocèse de Poitiers vient en tête, avec plus de quarante-deux paroisses. Derrière lui, Arras, avec trente-six, et Nancy, avec trente et une. Non seulement les évêques sont d'accord, mais ils encouragent cette formule, dont l'initiative n'est pas toujours partie de la base. Le temps n'est plus où, lorsque le curé venait à faire défaut, l'évêque recommandait aux villageois de se déplacer pour aller à la messe dans une commune voisine. Cette politique de décentralisation permettant aux chrétiens de prendre eux-mêmes en charge leur vie religieuse a prévalu.

« Incomplétude »

Mgr Pailler, évêque de Rouen, a écrit : « *Il est urgent que toute communauté chrétienne soit capable, en l'absence de prêtre, d'organiser une célébration dominicale, et il est souhaitable qu'elle le fasse de temps en temps. Ces célébrations ne peuvent être regardées comme une solution de facilité, au contraire (...). Elles exigent une conversion de mentalité.* »

A y regarder de près, il ne s'agit pas de remplacer la messe. A la différence de ce qui s'est passé dans les Eglises issues de la Réforme, les laïcs ne peuvent célébrer l'Eucharistie, consacrer le pain et le vin (1). Les fidèles qui communient aux ADAP utilisent des hosties provenant de la réserve du tabernacle. Les ADAP sont donc tributaires en ce sens des messes antérieures. Elles ne seraient autonomes que dans la mesure où l'on n'y distribuerait pas la communion, ce qui serait ressenti comme une importante lacune. « *La référence au sacrifice eucharistique*, écrit Mgr Rozier, évêque de Poitiers, *est en quelque sorte attestée en creux. L'ADAP garde une incomplétude.* »

Les fidèles interrogés en Normandie et dans le Poitou ont été unanimes à nous dire que, pour eux, la messe reste irremplaçable. D'ailleurs, dans la quasi totalité des cas, des prêtres viennent à intervalles réguliers célébrer l'Eucharistie de toujours.

Le problème se pose différemment là où, par manque de clergé, on ne peut célébrer la messe que de temps à autre : peu à peu, la communauté chrétienne s'étiole et risque de mourir. L'ADAP est un précieux stimulant. Des équipes se réunissent régulièrement pour préparer eux-mêmes les offices. Ils étudient la Bible, choisissent les textes, élaborent les sermons. Au lieu d'un prêtre « parachuté », forcément pressé, qui a tendance à presque tout faire par lui-même, ce sont des gens du pays que tout le monde connaît et apprécie, qui font prier les leurs et leur tiennent un langage adapté à leurs besoins. Quoi d'étonnant, dans ces conditions, que les villageois s'attachent vite aux ADAP et s'y sentent plus à l'aise qu'à une messe passe-partout.

La grand-mère

Les équipes d'animation sont composées de personnes de tous âges. A Usseau-sur-Mignon (Deux-Sèvres), par exemple, on y trouve un conseiller municipal qui lance un foyer rural, un couple d'agriculteurs de vingt-cinq à trente ans, une jeune fille de vingt-cinq ans fille d'un athée, un ancien « pied-noir », un ex-séminariste aujourd'hui marié et sa femme, et même une grand-mère de soixante-seize ans. « *C'est la plus dynamique de tous* », explique un jeune « non-violent ». « *Il lui arrive de nous dire : « Si j'avais vécu au temps de la » Réforme, j'aurais été protes- » tante. » Elle est en train de créer un club pour le troisième âge. Pour nous, jeunes, il est très important d'être soutenus par l'ancienne génération. Cela nous donne confiance.* »

Pourtant, les ADAP ne sont pas une panacée. Elle ne résolvent guère le problème posé par un catholicisme en perte de vitesse, et notamment par la diminution progressive de la pratique. Nous avons compté six hommes dans une assistance d'une soixantaine de personnes. Si les enfants sont encore nombreux dans le secteur de la Bresle en Seine-Maritime, on n'en voit guère dans la région de Beauvoir-sur-Niort. Une mère de famille de dix enfants le contaste, désabusée : « *A supposer qu'on puisse les forcer à venir, cela serait-il pédagogique ? Deux enfants sur les sept que j'avais au catéchisme de quatrième année sont allés à la messe de Pâques. Les parents laissent faire.* »

Messe ou ADAP, dans un cas comme dans l'autre, l'assistance est à peu près de même importance.

Pourtant on ne peut que se réjouir de voir se combler de plus en plus le fossé entre les prêtres et les laïcs. A force d'avoir des occupations culturelles, les laïcs acquièrent des réflexes différents, approfondissent leur foi, complètent leur culture religieuse. Ils ne peuvent pas ne pas se dire : « *Pourquoi, en fin de compte, ne serai-je pas un jour ordonné ?* » Curieuse époque ! Les prêtres ne pensent qu'à ressembler à des laïcs et à faire les mêmes métiers qu'eux (nous avons déjeuné en Seine-Maritime avec un curé courtier en assurances), tandis que les laïcs rêvent de jouer le rôle d'un prêtre !

Ainsi peuvent s'éveiller des vocations. Côté hiérarchie, l'idée de l'ordination de laïcs, mariés ou non, fait son chemin tout naturellement. Elle prend corps à partir de cas précis, vécus. A cet égard, les ADAP jouent un rôle indéniable d'accélérateur.

Tout le monde sait bien, d'autre part, sans guère se l'avouer, que, dans dix ou quinze ans, les effectifs du clergé auront très sensiblement diminué. Si l'on veut regarder la réalité en face, les ADAP, encore relativement peu nombreuses, deviendront courantes.

Les protestants considèrent les ADAP avec un intérêt teinté de commisération. N'ont-ils pas inventé de telles assemblées voici quatre siècles, à cette différence — essentielle — que tout protestant est prêtre, c'est-à-dire que le clergé a disparu dans cette confession, et que l'Eucharistie est célébrée par tous ?

« *Avec les ADAP*, rétorquent les intégristes catholiques, *l'Eglise romaine a mis le doigt dans l'engrenage du protestantisme. Le corps entier y passera.* » Des réflexions de ce genre, passablement injustes, font bondir les évêques. Ceux-ci se savent pris entre deux feux : laisser mourir un nombre toujours plus grand de communautés chrétiennes ou bien les inviter à prendre leur destin en main et à se conduire en adultes. Ils ont choisi la deuxième solution en connaissance de cause...

Quoi qu'on puisse penser des bienfaits ou des risques plus ou moins imaginaires des ADAP, on se heurte encore pour l'instant à des hésitations et à des maladresses. La formule est toute récente. Les catholiques étaient mal préparés à prendre ce genre d'initiative. Il faut les aider à comprendre les vertus de la coresponsabilité et à s'instruire. Les femmes y ont parfois moins de mal que les hommes. Une fille de gar le-barrière de la vallée de la Bresle nous a dit avec assurance : « *Moi, quand je prépare une homélie, je n'ai pas besoin d'aller chercher des modèles de sermons comme on en trouve dans certaines publications. Je commente l'Evangile avec des mots et des réflexions de mon propre cru. J'improvise. Je ne dis pas de bêtises.* »

Faut-il regretter que cette bonne volonté et ces capacités soient accaparées par des objectifs cultuels ? La mission du chrétien ne se réduit pas à cet aspect des choses. Le pape s'en est expliqué. Les tâches de l'Action catholique, l'animation des villages, l'organisation des loisirs, les activités sociales, civiques et politiques, sont, chrétiennement parlant, essentielles. Transformer les laïcs en « super-sacristains », serait dommage. On s'est aperçu par exemple que les quêtes du denier du culte avaient doublé depuis que les laïcs s'en occupaient eux-mêmes. Ce n'est sûrement pas négligeable, mais ces tâches ne sauraient être faites au détriment d'autres, plus importantes.

En conclusion, les ADAP apparaissent bien, malgré leurs lacunes, comme un progrès : « *La penurie du clergé est en un sens providentielle*, disait naguère un curé de paroisse de la banlieue romaine, *elle nous oblige à revoir nos méthodes, à tuer le cléricalisme, à promouvoir les laïcs.* »

Une occasion à ne pas rater.

FIN

(1) Le théologien catholique suisse Hans Küng estime que dans des cas limites des laïcs pourraient célébrer l'Eucharistie. En France, l'abbé Henri Denis, vicaire épiscopal à Lyon, pense, de son côté, que l'évêque pourrait, à titre exceptionnel, et dans des circonstances précises, déléguer un laïc de son choix pour célébrer la messe. Il s'agit là de positions de pointe qui ne sont pas partagées par la hiérarchie.

Paul VI : avancer avec discernement

Monseigneur Joseph Rozier, évêque de Poitiers, qui est un des premiers à avoir lancé les ADAP dans son diocèse, n'hésite pas à dire que celles-ci sont « *pour l'Eglise d'aujourd'hui, un test significatif, et pour l'Eglise de demain, un enjeu décisif* ».

S'adressant, en mars dernier, aux évêques de la région Centre en visite *ad limina*, Paul VI leur a dit :

« *Vous abordez la question des assemblées dominicales sans prêtre, dans les secteurs ruraux où le village forme une certaine unité naturelle pour la vie comme pour la prière, qu'il serait périlleux d'abandonner ou de disperser. Nous en saisissons bien la raison, et les avantages qu'on peut en tirer pour la responsabilité des participants et la vitalité du village. Le monde actuel préfère ces communautés à taille humaine, à condition évidemment qu'elles soient suffisamment étoffées, vivantes et loin de l'esprit de ghetto. Nous vous disons donc : avancez avec discernement, mais sans multiplier ce type de rassemblement, comme si c'était la meilleure solution et la dernière chance !*

» *D'abord, vous êtes très convaincus de la nécessité de choisir judicieusement et de préparer les animateurs, laïcs ou religieux, et, déjà à ce niveau, le rôle du prêtre apparaît capital. D'autre part, l'objectif doit demeurer la célébration du sacrifice de la messe, seule vraie réalisation de la Pâque du Seigneur. Et surtout, pensons bien que ces assemblées du dimanche ne pourront suffire à rebâtir des communautés vivantes et rayonnantes, dans un contexte de populations peu chrétiennes, ou en voie de laisser tomber la pratique dominicale. Il faudrait créer, en même temps, d'autres rencontres, d'amitié et de réflexion, des groupes de concours de prêtres et de laïcs plus formés, qui aideraient leur entourage immédiat à tisser des liens de charité et à mieux prendre en charge leurs responsabilités familiales, éducatives, professionnelles, spirituelles.* »

Pas de « messe-frigo »

D'autre part, dans un rapport d'ensemble sur les ADAP, publié dans le numéro 130 de *la Maison-Dieu*, revue du Centre national de pastorale liturgique (édition du Cerf), on lit : « *Ces assemblées ne doivent pas être un simple recopiage de la messe dont serait exclue la prière eucharistique (...), un danger est bien perçu : se contenter d'une certaine forme de messe-frigo.* »

Le Monde de L'ÉTÉ

DE LA CORSE... AUX P.T.T.

La tentation d'Oscar le berger

DANS la châtaigneraie, le sous-bois de fougères, de bruyère et d'arbousiers se fait plus rare. « *Nous allons attendre les chèvres ici* », dit Oscar le berger. On descend les quatre enfants qui avaient fait la montée depuis le village sur le dos de l'âne, déjà chargé de deux grands bidons de lait. On s'installe au mieux pour apprécier, en cette fin d'après-midi, l'ombrage des châtaigniers séculaires de la Castagniccia. Les enfants s'affairent autour d'une ruine. Le plus jeune — deux ans — perd l'équilibre et tombe dans les bogues. Pleurs, soins et consolations.

Mais voici qu'à l'orée du chemin, dans une trouée de verdure nimbée de soleil, les chèvres apparaissent, précédées d'un chien. Méfiant, l'animal : il ne nous connaît pas. Les clochettes des chèvres tintinnabulent, mais les choses en restent là. Enfin le chien avance lentement d'une cinquantaine de mètres et se couche dans les fougères.

A l'orée du chemin, dans une lumière à faire se précipiter tous les admirateurs de David Hamilton sur leur appareil photo, les chèvres se décident. Une à une, à la queue leu leu, elle empruntent le petit chemin qui va les mener à la bergerie. Le défilé durera longtemps car le troupeau compte trois cents têtes : pas question de déranger Oscar.

Les chèvres alpines, brunes au poil court et à l'échine noire, succèdent aux chèvres corses, au poil long et aux coloris variés; elles vont la tête haute, le pas mesuré. Puis les intervalles de plus en plus longs espacent de petits groupes. Le gros du troupeau est passé.

« *Il en manque encore* », dit Oscar. Nous attendons. Quelques groupuscules hésitent devant notre inhabituel rassemblement — cinq adultes et quatre enfants, — puis sautent le pas. « *Il y en a trois que je n'ai pas encore vues* », constate le berger. « *Ce sont les retardataires habituelles, une mère et ses deux filles* », explique-t-il modestement. Ça ne rate pas : elles ferment la marche du troupeau. « *C'est complet maintenant?* », demande-t-on au berger. Il hésite : « *Mon père vous le dirait. Il peut dire laquelle manque, quand il en manque une. Il se met au milieu du troupeau, dans la bergerie, et il regarde.* »

« Il n'y a plus personne »

On remet les enfants sur l'âne. « *Za!* » C'est le « *hue!* » pratiqué ici. « *Za! Za!* » Sous de grandes claques sur la croupe, l'âne se met en marche. On prend un chemin un peu plus abrupt sur lequel le maquis se resserre davantage. Le pas sûr, le bourricot grimpe l'étroite sente, au milieu des pierres roulantes. Les deux chiens du berger qui nous suivent depuis le village ferment la marche.

Accident de parcours : quelques chèvres, ayant aperçu une branche de châtaignier au ras du sol, se précipitent. Elles sont immédiatement rejointes par une trentaine d'autres. C'est l'assaut ! Juchées sur leurs pattes postérieures, les dernières arrivées attaquent la branche toujours plus haut. Les chiens viennent mettre fin au festin. A la suite des bêtes, nous arrivons à la bergerie. Oscar ferme l'enclos, se promène quelques instants au milieu de son troupeau, puis, rassuré, décroche un seau d'un clou planté dans un gigantesque châtaignier.

La traite commence. Sur les trois cents têtes du troupeau, il en faut traire la moitié. Comment fait-il ? Mystère. Il a sûrement un truc. Mais en un peu plus d'une heure tout est fini. Entre la traite du matin et celle du soir, cela représente 90 litres (qui seront transformés en une quinzaine de fromages). On verse la traite, seau après seau, dans les deux bidons. Les Parisiens goûtent le lait frais. « *Ça ne sent pas tellement la chèvre, finalement.* » « *Venez*, dit Oscar, *je vais vous montrer notre source.* » Un bout de tuyau sort de la roche. L'eau coule, fraîche et pure. On se régale un instant, avant d'arrimer les bidons pleins sur l'âne.

« *C'est vrai, Oscar, ce qu'on dit ? Vous ne voulez plus être berger ? Pour entrer dans les P.T.T. ?*

— *Eh ouais !...* », dit le petit berger. »

Il explique que se lever à 6 heures tous les matins pour monter à la bergerie, et refaire ça le soir, par n'importe quel temps, été comme hiver, « *tous les jours, tous les jours* », ça n'est vraiment pas drôle. Et puis, en hiver, les chèvres « *ne donnent* » presque plus... Et les P.T.T., c'est une paye qui tombe quoi qu'il arrive, et cela signifie aussi des jours où l'on peut se reposer...

« *Vous*, nous dit-il avec son bel accent, *vous voyez le village en été. Il y a du monde, il y a des jeunes filles. Mais en hiver, Chiatra, ça ne fait pas cent habitants. Il n'y a plus personne.* » (1)

Le développement touristique de la côte orientale corse ne touche pas Chiatra-di-Verde, près de Cervione, village à peine distant de 10 kilomètres par la route, d'à peine 5 kilomètres à vol d'oiseau. La « montagne » n'intéresse pas les touristes, et ne procure donc pas les moyens de subsister à tout le monde. Et les filles ne veulent pas rester...

Oscar, le jeune berger qui donne son père en exemple, mais possède déjà, à dix-sept ans, une expérience certaine, deviendra donc employé des P.T.T. Peut-être distribuera-t-il le courrier dans une de nos cités grises de la région parisienne, du Nord ou de l'Est... « *L'ennui*, dit Oscar, *c'est qu'avant il faut avoir fait son régiment. Il va falloir que je m'engage volontaire...* »

Sur le petit chemin qui redescend vers le village, l'âne a toujours le pas aussi sûr. Deux chiens ferment la marche. Le troisième reste dans la montagne, pour veiller sur les chèvres. Il y a quelques années, Chiatra comptait trois troupeaux. Existera-t-il encore, ce troupeau — le dernier, — quand Oscar sera devenu continental, quasiment « *pinzuttu* » ?

JEAN FRIDRICI.

(1) *Economie corse*, revue bimestrielle consacrait, dans son numéro de mai-juin 1977, un article à la population de la Corse. La commune de Chiatra compte sur une superficie de 8,22 kilomètres carrés, 250 habitants recensés. Si, entre 1962 et 1968, on enregistrait 20 naissances et 18 décès (solde positif : + 2), entre 1968 et 1975 on enregistrait 13 naissances et 26 décès (solde négatif : — 13 !). L'école ne compte plus que trois élèves.

LES GENDARMES DE BANON

ONZE heures trente : au Café des Voyageurs, sur la place de Banon, les estivants prennent leur première consommation de la journée.

L'Estafette bleue de la gendarmerie stoppe : « Est-ce qu'une Citroën GX de couleur marron est passée par ici ? » A demande péremptoire réponses molles. Déçu, le gendarme repart, non sans avoir souligné l'événement : « Elle a forcé un barrage. » Deux heures plus tard, le conducteur de la GX, qui avait commis le matin un hold-up à main armée à Apt, est tué en tentant de franchir un autre barrage.

« C'est logique, dit le cafetier de Banon. Quand on vous fonce dedans, on se défend. De toute façon, un voleur est un assassin en puissance. » Du Luberon à la montagne de Lure, tout le monde en parle, la plupart du temps avec passivité, comme s'il était dans l'ordre qu'un voleur dévalise une banque revolver au poing et que des gendarmes le tuent aussitôt après. Quelques intellectuels en vacances dans la région décident toutefois de ne plus mettre les pieds dans « la ville des gendarmes ».

Au pays du miel, du fromage et des lavandes, au pays de Jean Giono le pacifiste, les gendarmes poursuivent les voleurs pendant que les paysans font la sieste et les vacanciers boivent le pastis. « Il y a de plus en plus de violence, dit le cafetier, il nous faut un régime fort ; on y viendra, c'est inévitable. »

En attendant, l'ordre règne à Banon.

FRANÇOIS QUENIN.

Tourisme insolite

Suivez le guide... à la C.I.A.

WASHINGTON vient d'ajouter une nouvelle attraction touristique à celles qu'elle possédait déjà. Les visiteurs — américains et étrangers, — qui se contentaient jusqu'ici d'admirer la façade du Congrès, de faire le tour de la Maison Blanche et du monument à Lincoln, de parcourir les salles de la National Gallery, pourront désormais explorer aussi le quartier général de la... C.I.A.

Le nouveau directeur de la Central Intelligence Agency, l'amiral Stanfield Turner, puisant son inspiration dans le moralisme du président Carter et décidé de jouer cartes sur table, a ouvert aux touristes, tous les samedis, l'antre des barbouzes, le repaire des agents secrets, des espions, des techniciens des basses besognes, des experts en coups fourrés.

Les participants aux visites organisées de la C.I.A. ne sont pas conviés à une descente aux enfers, mais à une promenade le long de couloirs aérés bordés de plantes, de panneaux vitrés, de salles de conférences cossues et ultra-modernes : ils se croiraient dans un aéroport, dans une université argentée ou, mieux encore, dans un grand magasin. Tout respire la propreté, tout est net, ciré, astiqué, reluisant, lumineux, bien américain. Personne n'imaginerait que derrière les portes cloisonnées, dans des bureaux secrets, dans des laboratoires dissimulés aux regards se trament de sombres complots : renversements de régimes, expédition ad patres de dirigeants étrangers, « achats » de fonctionnaires et de syndicalistes alliés, opérations en trompe-l'œil, activités « spéciales », entreprises clandestines illégales, parfois criminelles...

Tout récemment encore le seul nom de la C.I.A. inspirait aux officiels, à Washington, une peur révérentielle. On utilisait des périphrases, des noms d'emprunt pour se référer à elle. « L'usine à cornichons », « nos amis », « la compagnie » étaient les expressions les plus courantes — car les murs ont des oreilles et même des yeux électroniques dans la capitale américaine — pour parler de la C.I.A., qui avait installé son quartier général en 1961 (coût : 46 millions de dollars) sur les hauteurs boisées de Langley, de l'autre côté du Potomac, à quelques kilomètres de Washington.

Sans doute les touristes ne sont autorisés qu'à voir une partie des installations de la C.I.A. Ils ne pénètrent pas dans le dédale des bureaux secrets, et ils ne croiseront pas d'agents au cours de leur visite. Les employés de la C.I.A. — de crainte sans doute d'être reconnus, plus tard, par les visiteurs, de par le vaste monde — ont l'ordre d'utiliser le samedi, d'autres galeries, d'autres ascenseurs, d'autres passages que les touristes.

Ce qui n'empêche nombre de vieux grognards de la C.I.A. — anciens de Saigon, de Santiago ou de Stockholm — de grogner, et Allen Dulles, le père fondateur de l'Agency, de se retourner sans doute dans sa tombe. Les centres de communications, les salles où sont « interprétées » les photos prises à partir des satellites, celles vouées au déchiffrement des codes, les laboratoires les plus exotiques, resteront cachés Mais le public sera invité à voir d'immenses coffres-forts, à visiter les salles où travaillent les « analystes », ceux qui recueillent les informations (TV, radio), certaines bibliothèques pas nécessairement roses, de curieuses poubelles en couleurs hermétiquement closes se mouvant électriquement le long des couloirs. La partie émergée de l'iceberg, en somme, mais pour beaucoup de hauts gradés — qui le disent ouvertement et qui ne veulent pas être considérés comme des « fonctionnaires comme les autres » — c'est déjà beaucoup trop. Mais M. Carter avait promis à ses compatriotes une « administration ouverte » et il a tenu sa promesse en entrebâillant les portes de la puissante et mystérieuse C.I.A. aux visiteurs des deux sexes, de tous les âges, de toutes les races et de toutes les affiliations politiques (les communistes sont les bienvenus).

A quand la visite du S.D.E.C.E. le mercredi après-midi ?

LOUIS WIZNITZER.

FEUILLETON N° 32 — 17 AOUT

LES ENVOÛTÉS

par Witold Gombrowicz

Après une nouvelle convocation de la présidente, Maya a accepté le poste de secrétaire chez un richissime américain désœuvré, Malinlak. Sa principale occupation consiste donc à attendre les ordres de cet excentrique, qui semble ne l'avoir engagée que pour exciter la jalousie d'une nièce qui vit près de lui. Pendant ces longues heures de solitude, Maya rêve et pense surtout au moyen de retrouver Waltchak.

SACHANT qu'allait bientôt avoir lieu le changement quotidien de serveurs, Maya se rendit sur la place pour attendre sous une porte cochère.

Elle fit le guet longtemps, plus d'une heure. Mais elle ne sentait pas la fatigue, seulement un étonnement croissant.

« Donc, je me suis précipitée ici et je l'attends comme une idiote ! »

Dès qu'elle se trouvait sous l'influence de Waltchak, elle agissait autrement qu'elle ne le voulait, devenait comme ivre sans jamais pouvoir comprendre. Comment avait-il réussi à l'envoûter, elle, Maya Okholowska ?

Elle gardait les yeux fiévreusement fixés sur le bar, se cachant au coin de la porte. Waltchak ne se montrait décidément pas. Quelqu'un d'autre apparut, une jeune fille qui portait une modeste veste bleu marine. Elle s'était arrêtée et, de toute évidence, elle aussi attendait quelqu'un.

Au début, Maya ne lui avait pas prêté attention, mais bientôt elle eut comme un pressentiment — était-ce possible ? Ça, elle n'y avait pas pensé ! Et si elle aussi attendait Waltchak ?

Soudain Waltchak sortit, s'approcha de l'inconnue, la prit par le bras, et tous deux s'éloignèrent à travers la place, en direction de la rue Krolewska.

* * *

Il osait donc ? Ah ! C'était ainsi !

Une affreuse humiliation la secoua, comme une décharge électrique. Comment aurait-elle pu prévoir ? Il en avait une autre ! L'idée ne lui en était jamais venue. Il lui semblait inconcevable qu'il pût s'intéresser à une autre femme. Elle les prit en filature à distance. A plusieurs reprises, Waltchat se retourna comme s'il craignait d'être suivi.

Dans la foule de Nowy Swiat, elle réduisit la distance, et c'est alors que commença pour elle une torture dont elle n'avait auparavant pas la moindre idée.

Waltchak, en veste claire et chapeau, avait l'air de quelqu'un du monde. Oui, son allure pouvait être celle d'un cousin de Maya ou de quelque hobereau. En le regardant de dos elle devina, ou plutôt elle eut la certitude, qu'effectivement ils se ressemblaient. S'il parlait, riait ou simplement penchait la tête, c'étaient tous ses gestes à elle, des mouvements qui lui étaient apparentés, liés et, en fait, destinés.

Et pourtant c'était cette autre femme qui l'accaparait, qui bénéficiait de sa présence, celle qui marchait à ses côtés, à son bras ! Maya apercevait de biais les yeux de l'autre quand elle tournait la tête : ils étaient grands et rieurs ; son profil exprimait la douceur. Mlle Okholowska considérait ces yeux avec étonnement et consternation.

Etait-il possible de regarder ainsi Waltchak ? D'un regard si tendre, si limpide, avec tant d'assurance, de sincérité, d'amitié ? Pour sa part, Maya ne s'en sentait pas capable ; son œil, quand il se posait sur lui, était toujours voilé de honte, comme palpitant, plein de violence et d'une dangereuse passion contenue : il n'exprimait que le mépris.

Waltchak et sa compagne tournèrent en direction du pont Poniatowski. Maya dut laisser des distances, car l'endroit était plus désert. Elle remarqua alors qu'elle n'était pas la seule à se livrer à ces manœuvres derrière le couple.

Un jeune homme brun, l'air d'un artisan ou de quelque chose de ce genre, tête nue, les vêtements usés comme s'il rentrait directement de son travail, s'était également engagé derrière eux dans l'allée et avait également ralenti le pas. Lui aussi, semble-t-il, avait remarqué Maya, car, à plusieurs reprises, il lui décocha des regards furtifs.

Les deux autres empruntèrent l'escalier qui menait sur la rive ; Maya doubla le pas, l'inconnu également. Soudain, Maya, qui était vraiment dans un état second, glissa, tomba et dégringola plus d'une dizaine de marches.

L'inconnu la rattrapa.

« Vous n'êtes pas blessée ? dit-il en l'aidant à se relever.

— Merci, je n'ai rien. Ça va.

— Il faut faire attention aux marches. »

Il ne semblait pas pressé de s'éloigner.

« On dirait que, l'un comme l'autre, nous faisons attention à autre chose », risqua finalement Maya, prenant l'initiative.

Il hésita pour avouer :

« Je le crois aussi.

— C'est elle qui vous intéresse ?

— Et vous, c'est lui ? »

Elle hocha la tête, il la regarda avec étonnement, mais... C'était peut-être une danseuse ? Qui sait ? Peut-être se produisait-elle au bar ?

« Alors, il vous trompe avec ma fiancée ?

— C'est votre fiancée ?

— Je pense bien ! Seulement, voilà, un moment j'ai fréquenté ailleurs et nous nous sommes disputés. Mais je ne leur ferai pas de cadeau, bon Dieu, ça fait deux jours que je les piste. S'il ne la laisse pas tranquille, je m'expliquerai avec lui ! Faudrait pas qu'elle se permette d'aller au bal avec lui !

— Au bal ?

— Bien sûr. Aujourd'hui, ils vont au bal de la « Sirène ». C'est sa tante qui me l'a dit. Il y a une fête au bénéfice de je ne sais quels cours, et un tas de serveurs y va. Vous feriez bien de l'asticoter un peu pour lui faire passer l'envie de se promener avec les fiancées des autres, sinon c'est moi qui vais leur dire deux mots ! Qu'il me fauche ma Julie, alors qu'il en a une comme vous... Le monde aujourd'hui, mon Dieu !... Attendez un instant, je vais juste faire un saut pour voir où ils sont allés et je reviens. Je suis là tout de suite ! »

Maya s'adossa au parapet.

« Maya ! Maya ! Maya ! »

Elle se retourna. Sur la chaussée s'était arrêtée une magnifique Buick décapotable, couleur crème, bourrée à craquer d'une joyeuse compagnie : Rose, Isa Krzyska, la présidente et deux messieurs dont elle avait fait la connaissance dans des boites.

L'un d'eux était Christian Krzewuski, l'autre, le propriétaire de l'auto, Szulk, un blond dégingandé, l'air d'une poule mouillée et qui parlait du nez.

« Que fais-tu ici ?

— Viens avec nous tuer une heure à Constantino. Nous sommes déjà allés sur la route de Lublin ; maintenant, nous allons à Constantino. Monte ! Faites-lui de la place !

— Mais il n'y a plus de place pour moi.

— Il y a tout ce qu'il faut pour vous, dit Krzewuski en s'insinuant le plus bizarrement du monde entre les sièges. Pour lui, la présence de Maya avait fait remonter de cent pour cent la valeur de la virée.

— Je viens, dit Maya en s'approchant.

— Si on allait boire quelque chose en arrivant à Constantino ? proposa Szulk.

— Allons danser, s'exclama Mlle Krzyska.

— Encore danser ? Ça ne vaut pas le coup. Que proposez-vous d'autre ?

— C'est vrai, ça : il n'y a rien d'autre à faire ! »

La misère de leurs divertissements leur apparaissait dans une lumière éclatante.

« Allons au bal de la « Sirène » ! proposa Maya.

— Où donc ? Où ça ?

— Ça se passe où ?

— La « Sirène », excellente idée !

— Nous y trouverons une foule de connaissances ! »

* * *

La musique leur parvint dès le vestiaire.

L'élégante compagnie fit son entrée dans la salle où, au milieu du brouhaha tout imprégné de musique, les couples tournoyaient sur un rythme de valse. A côté d'eux la foule se pressait, les conversations se croisaient. Des ballons d'enfant voguaient au-dessus des femmes.

« Oh, oh ! Quelle foule de connaissances ! s'écria Mlle Krzyska en apercevant bon nombre d'employés des restaurants et cafés qu'elle fréquentait.

— Evidemment, répartit Szulk. C'est une fête de bienfaisance au bénéfice de je ne sais quels cours pour serveurs, ou quelque chose de ce genre.

— Mais c'est un bal tout à fait normal », dit naïvement Mlle Krzyska. Elle trouvait étrange que des garçons de café pussent avoir si bon air.

Maya, les yeux écarquillés, suivait du regard ce spectacle inhabituel.

Elle aperçut une connaissance. Dans un coin, au milieu des spectateurs, se tenait le fiancé de Julie, qui promenait sans cesse son regard autour de lui. Maya, de nouveau, se sentit transpercée par le dard de la jalousie.

Szulk, las de son propre ennui, leur proposa d'aller s'asseoir dans la salle voisine. Les jeunes femmes le suivirent dans un froufrou de robes. Ils s'installèrent à une table près du buffet et se firent servir.

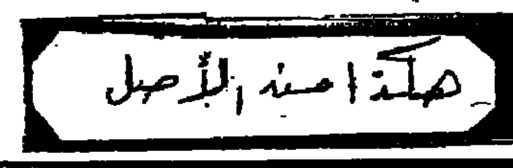
On les regardait. Manifestement, c'étaient des personnes qui étaient venues ici... comme ça... pour voir, peut-être même pour critiquer et se moquer. Quelques regards hostiles se portèrent sur eux, mais dans l'ensemble personne ne leur prêtait une attention excessive. On faisait comme s'ils n'étaient pas là.

« Où est Maya ? s'inquiétait la présidente, qui, comme d'habitude, surveillait attentivement son petit troupeau.

— Elle est partie admirer les danseurs. »

En effet, Maya se tenait sur le seuil et regardait. Sous l'effet du mouvement et de l'alcool, la foule commençait vraiment à se divertir. La salle était traversée par un grand souffle de joie. La puissante dynamique de la gaieté et de la folie, l'entrain de gens qui n'ont pas souvent l'occasion de s'amuser, imprégnaient l'assemblée et la soulevaient. Pour plus d'une couturière, c'était la nuit de ses rêves.

(A suivre.)



Tourisme insolite

Suivez le guide... à la C.I.A.



par Witold Gombrowicz

Le Monde DE LA MÉDECINE

ACCUEILLIR LES PERSONNES AGÉES

L'EFFORT des pouvoirs publics pour favoriser le maintien à domicile des personnes âgées a été rappelé lors d'un récent conseil des ministres par M. René Lenoir, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale. Les VI[e] et VII[e] Plans ont fait de cette politique un objectif prioritaire : désormais, 200 000 personnes âgées bénéficient de l'aide ménagère : 500 000 d'entre elles reçoivent l'allocation de logement, et 80 0000 places sont disponibles dans les foyers-logements. Ces mesures ont permis d'enrayer la progression du nombre des personnes âgées admises dans les hospices et maisons de retraite, privés ou publics. Résident, néanmoins, dans ces établissements encore près de 3 % de la population âgée de plus de soixante ans, souvent dans des installations très vétustes où le surpeuplement est dramatique.

Si le principe de la suppression, dans un délai de dix ans, des hospices publics a été posé par la loi de 1975, et si 20 000 lits de salles communes ont déjà été supprimés depuis 1974, de nombreuses difficultés demeurent pour définir les établissements les plus convenables pour recevoir des vieillards malades ou isolés. La séparation stricte du domaine sanitaire et du domaine social, à partir de la notion d'invalidité, qui a été à la base de la réglementation et de la politique d'équipement, semble être quelque peu remise en question : l'intérêt du maintien de certains invalides dans des établissements sociaux a, en effet, été également souligné lors du récent conseil des ministres.

De l'asile à la maison de cure médicale

UN accord à peu près général pour supprimer les hospices et les maisons de retraite, dont les conditions d'accueil précipitent souvent la déchéance des personnes âgées, existe actuellement. Nombreux sont encore les établissements qui, comme celui de Corentin-Celton (Paris), datent de la fin du siècle dernier, et sont restés pratiquement inchangés depuis : des kilomètres de couloirs gris, écaillés par l'usure du temps ou simplement par un chariot mal conduit ; des salles communes pour quelques dizaines de pensionnaires où les lits rouillés sont séparés à 1 mètre d'intervalle par des tables de nuit cahotantes ; des odeurs de tabac froid, d'urine et de dispensaire, porteuses d'une angoisse diffuse. Souvent, en outre, la pénurie de personnel le dispute à la vétusté des locaux. A Corentin-Celton, il y a, pour 1 045 personnes, dont l'âge moyen est de quatre-vingt-trois ans, cinq médecins, cinq internes et cinquante-six infirmières, soit une pour dix-neuf pensionnaires...

En application de la politique d'humanisation, ont été créées des « maisons de cure médicale » où sont admises des personnes âgées dont l'état d'invalidité ne nécessite pas une hospitalisation mais suppose un certain encadrement médical.

S'opposant au gigantisme des hospices traditionnels, ces établissements nouveaux sont, le plus souvent, de petite taille. Ainsi, ils peuvent être mieux répartis, les déplacements des pensionnaires en sont facilités et leur aspect extérieur permet de les assimiler plus à des « maisons » qu'à des hôpitaux. Les unités normalisées proposées par le ministère de la santé et de la Sécurité sociale (les V 120) n'excèdent pas cent vingt lits : cette formule a été adoptée notamment à Strasbourg, Rouen, Vitré et Dijon, juxtaposant, dans une même structure, des lits de long et de moyen séjour.

Un agent pour un malade

A Paris, l'Assistance publique tente de créer des maisons de cure médicale afin que les visites des familles et les liaisons avec les hôpitaux en soient facilitées. La qualité de l'encadrement suppose un personnel nombreux, puisque dans des établissements comme celui de La Rochefoucauld (Paris, 14[e]), on s'oriente vers des normes d'un agent pour un malade.

Disposant de plus de temps, les aides-soignantes et les infirmières manifestent à l'égard des pensionnaires de grandes capacités de dévouement et d'attention. A l'inverse, les conditions de travail très mauvaises qui existent dans de nombreux hospices expliquent largement certaines attitudes infantilisantes ou peu attentives vis-à-vis des personnes dont on a décidé, une fois pour toutes, qu' « *elles n'avaient pas toute leur tête* ».

Les nouvelles structures médicales répondent à des besoins certains, ne serait-ce qu'en raison des lacunes des services spécialisés en gériatrie dans les hôpitaux. La fille d'un malade âgé transféré l'année dernière à l'hôpital A.-Chenevier, spécialisé dans la rééducation fonctionnelle, affirme que « *s'il y a, effectivement dans cet hôpital, de la rééducation fonctionnelle, celle-ci est rendue dérisoire par le manque de personnel : plus de deux semaines d'attente avant la première entrevue avec le kinésithérapeute (en raison des fêtes de Noël) et sur deux mois d'hospitalisation, pas plus de huit séances de rééducation* ».

Mais il est très difficile d'évaluer avec exactitude les besoins médicaux du quatrième âge, comme l'a souligné M. Pierre Massé, inspecteur général des finances, dans un rapport qu'il vient d'élaborer sur ce sujet à la demande du ministère de la santé et de la Sécurité sociale.

Or, quelle que soit l'utilité de ces établissements il ne s'agit pas d'accueillir l'ensemble de la population du quatrième âge dans des établissements médicalisés. Les contraintes financières doivent être prises en compte et le financement de l'équipement pèse lourd sur le budget des collectivités locales. Les subventions du ministère de la santé ne dépassent pas 20 % du prix de la construction et sont absorbées en partie par le versement de la T.V.A. à l'Etat sur le montant des travaux. Le fonctionnement de ces unités est, lui aussi, coûteux : leur prix de journée est de l'ordre de 170 francs, soit près de trois fois plus que celui des hospices traditionnels.

Meubles et bibelots

Comme l'affirme M. Robert Clément, président de l'Union départementale d'aide aux personnes âgées de l'Aude, « *il faut certes donner les soins médicaux nécessaires, accidentels ou prolongés, mais, le plus souvent, les pensionnaires de long séjour demandent surtout un environnement pratique et affectif : c'est un maternage souvent qu'il faut donc envisager et non un traitement de choc* ». Dans ce cas-là, les exigences de propreté, de standardisation du matériel, de rigueur du règlement, apparaissent comme autant de contraintes injustifiées. Il s'agit de créer des institutions sociales comme l'a prévu la loi sociale de 1975 : les personnes âgées pourraient, sous certaines conditions, conserver meubles et bibelots comme dans certaines maisons de retraite actuelles et s'entraider, les plus valides rendant des services aux plus handicapées.

A l'évidence, des raisons d'ordre humain et économique militent en faveur d'une plus grande diversité des structures d'accueil : éviter toute rigidité dans les modes d'admission dans les divers établissements permet d'empêcher des transferts trop fréquents au moment où l'état de la personne âgée se dégrade : les plus forts taux de mortalité se produisent, en effet, dans les six premiers mois qui suivent l'entrée des vieillards dans un établissement de soins.

A cet égard, le décret instituant des sections de cure médicale dans des établissements de simple hébergement apparaît comme une initiative très utile : ces sections permettront, en effet, de médicaliser légèrement les foyers-logements ou les établissements sociaux. Il faut espérer, néanmoins, que ce texte, dans son souci d'éviter aux pensionnaires des transferts traumatisants, ne conduise pas à une dégradation des soins. Il est souhaitable, dans cette perspective, que la durée de séjour ne soit pas trop longue, le nombre de lits faible et que le personnel infirmier soit permanent (1).

Les structures nouvelles posent le problème de la prise en charge des prestations qui y sont fournies. Actuellement, les prix de journée des établissements non hospitaliers sont laissés entièrement à la charge des personnes âgées ou de l'aide sociale quand les ressources propres de l'intéressé ne permettent pas de financer des pensions (de l'ordre de 4 000 ou 5 000 francs par mois dans des maisons de cure médicale). Un décret examiné actuellement par le Conseil d'Etat devrait permettre une prise en charge forfaitaire par l'assurance-maladie des soins dispensés dans les institutions pour personnes âgées. La frontière entre les soins dispensés par la Sécurité sociale et l'hébergement laissé à la charge des pensionnaires sera certainement difficile à déterminer.

L'obligation alimentaire

Il ne semble pas, en revanche, que les pouvoirs publics soient bien déterminés à abroger l' « obligation alimentaire » qui permet aux bureaux d'aide sociale de faire appel à la solidarité familiale (petits-enfants compris). Une telle clause joue, en effet, d'après l'administration, un rôle dissuasif important auprès des familles qui se déchargeaient volontiers de leurs proches parents en les faisant entrer dans un établissement, sans que de tels placements soient réellement justifiés.

Dans ce domaine, étrangement, certaines préoccupations financières semblent servir les intérêts des personnes âgées et éviter la pire des ségrégations, la pire des démissions : des placements systématiques dans des structures trop médicales

NICOLAS BEAU.

(1) M. Louis Del Nizta, directeur de l'hôpital Pascal, de Houdan (Yvelines), insistait sur ces points dans le rapport qu'il a présenté au congrès de l'Union hospitalière de l'Ile-de-France, en mars 1977, sur « Les incidences de la loi du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales sur les établissements hospitaliers hébergeant des personnes âgées ».

Une « vitrine » de l'Assistance publique

UN beau jardin à la française dont les pelouses, les massifs et les bosquets soigneusement entretenus encadrent une gentilhommière du dix-huitième siècle qui fut aussi, un temps, un des pires hospices de la capitale, aujourd'hui entièrement restaurée et équipée de la façon la plus moderne : ainsi se présente en plein Paris, au cœur du quatorzième arrondissement, la maison de cure médicale La Rochefoucauld. Ni hôpital ni maison de retraite, mais un peu les deux tout de même et en même temps autre chose, c'est un établissement modèle dont on a pu dire qu'il était la « vitrine » de l'Assistance publique.

La Rochefoucauld accueille des personnes âgées qui, toutes, souffrent de quelque grave maladie chronique et dont l'état exige une surveillance médicale étroite et constante. A la différence de la maison de retraite qui évacue vers l'hôpital non seulement les grands malades ou victimes d'accidents, mais aussi les pensionnaires frappés d'affections bénignes et temporaires, on garde et soigne, ici, autant qu'il est possible, les malades même grabataires, incontinents ou confus. Alors un « mouroir » ? Non : d'abord parce que sa situation, en pleine ville, fait que la vie y pénètre sous mille formes, que les visites des familles en sont grandement facilitées, que la liaison est aisée avec l'hôpital Cochin tout proche, auquel La Rochefoucauld, qui y est rattaché, envoie uniquement les cas chirurgicaux, rompant l'isolement et évitant le bricolage médical qui caractérise trop de maisons d'invalides.

Ainsi, et c'est l'essentiel pour bon nombre des cent quinze personnes âgées hébergées ici, les pensionnaires peuvent avoir le sentiment, fût-il illusoire, qu'ils ne sont là que provisoirement, pour être soignés et surveillés, et quee, si leur état s'améliore, il leur sera possible, un jour peut-être, de rentrer chez eux ou dans leur famille pour y vivre et, l'heure venue, y mourir...

Il faut ajouter cependant que d'autres, au contraire, ont volontiers coupé les ponts derrière eux, soit pour obtenir que l'aide sociale comble la différence entre un prix de journée malgré tout élevé et leurs ressources propres, soit tout simplement parce qu'ils se sentent désormais en sécurité, protégés et pris en main à la moindre alerte ou lorsque leur état vient à se dégrader.

Cela suppose un encadrement médical et infirmier important, un matériel de réanimation, un service de kinésithérapie, etc. Les chambres à un, deux ou trois lits, sont fraîches et gaies, les repas adaptés — avec la possibilité de choisir chaque jour entre trois menus, — les télévisions nombreuses, les visites de l'animateur attendues, le personnel détendu et la directrice légitimement fière de son établissement.

170 F par jour...

Alors tout est pour le mieux, aucune critique ? En voici deux et, bien sûr, il y en aurait d'autres. D'abord, l'attente : il faut s'inscrire parfois plusieurs années à l'avance pour être admis à La Rochefoucauld, tant sont notoirement insuffisants les établissements de ce type (il n'en existe que trois à Paris, mais plusieurs autres sont en projet).

Ensuite le statut : puisqu'il ne s'agit pas d'un hôpital, la Sécurité sociale ne rembourse rien, pas même les frais médicaux et pharmaceutiques qui sont compris dans le forfait du « prix de journée » (1). Ce prix, qui atteint actuellement 170 francs par jour, est donc laissé entièrement à la charge des pensionnaires d'abord (et toutes leurs ressources, pensions, et retraites y passent) ; puis, au-delà, de leur famille, par le biais de l'obligation alimentaire (qui s'étend non seulement aux enfants, parfois eux-mêmes déjà retraités, mais aux petits-enfants) ; enfin, pour ce qui reste et à la condition d'être entièrement démuni, de l'aide sociale, vocable pudique qui dissimule, avec tout ce qu'elle entraîne de gêne, voire, pour certains, de honte, la charité publique.

(1) Un décret dont la parution est très prochaine a précisément pour objet de remédier à cette situation.

BIBLIOGRAPHIE

■ IL Y A TOUJOURS DES HOSPICES DE VIEUX, par Bernard Ennuyer et Michèle Troude. Stock, 163 p., 30 F.

On parle beaucoup des personnes âgées, mais trop souvent peut-être en leur nom. Le mérite du livre de Bernard Ennuyer et Michèle Troude est de donner la parole aux vieillards des hospices : leurs témoignages dénoncent, à partir de faits précis, quotidiens, les conditions de vie qui sont les leurs. L'indignation des auteurs, pour justifiée qu'elle puisse être, aurait eu peut-être plus de poids s'ils avaient souligné la difficulté, pour le personnel soignant et administratif, de vivre au contact quotidien de la solitude, de la maladie, de la mort. Cela n'excuse pas tous les comportements, mais en explique la plupart.

■ MATHUSALEM, revue bimestrielle (5 F). Pour rens. : boîte postale 202, 75866 Paris Cedex 18.

Acide, grinçante, pleine de poésie aussi, la revue « Mathusalem » est un peu le « Charlie-Hebdo » des vieux ; les collaborateurs de ce journal, qui travaillent pour la plupart dans des hospices et des foyers du troisième âge, ont voulu donner la parole aux personnes âgées : celles-ci disent leur dénuement, leur isolement, leur sexualité refoulée, leur peur de mourir. Au-delà de ces témoignages, « Mathusalem » dénonce tout ce qui a permis « de dénaturer et de truquer la retraite » avec une certaine violence et beaucoup d'humour.

Un portrait statistique des hospices et de leurs pensionnaires

PRES de 4 % des personnes âgées de soixante-cinq ans et plus et 11,6 % de celles de quatre-vingts ans et plus vivent en maison de retraite ou en hospice. Qui sont-elles ? Comment sont-elles hébergées, soignées ? Que font-elles ? De quels handicaps souffrent-elles ? A ces questions s'est efforcé de répondre le Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) (1) à partir d'une enquête portant sur un échantillon représentatif de quatre mille personnes âgées résidant en institution. L'intérêt de ce travail doit être souligné, en raison de l'insuffisance d'informations dont on disposait dans ce domaine.

Il existe dans ces établissements une prédominance de personnes du quatrième âge, puisque 72,3 % des pensionnaires ont plus de soixante-quinze ans. Les femmes, qui représentent 57,6 % de l'effectif total, sont nettement plus nombreuses que les hommes.

L'isolement est une des caractéristiques majeures de la population de ces institutions : 59,4 % des pensionnaires sont veufs et 28,8 % sont célibataires. De plus, près d'un pensionnaire sur deux n'a pas eu ou n'a plus d'enfant vivant, et les descendants, quand ils existent, habitent dans une autre agglomération que leur parent deux fois sur trois. Les femmes célibataires ou veuves sont moins souvent hébergées en institution que les hommes célibataires ou veufs du même âge,: seule leur longévité plus grande explique qu'elles soient « majoritaires » dans ces établissements.

Manger, s'habiller se laver

Les hommes sont le plus souvent d'anciens salariés agricoles (21,3 %), O.S., manœuvres (22 %) ou exploitants agricoles (10,8) ; les femmes n'ont jamais exercé d'activité professionnelle (32,6 %) ou sont d'anciens personnels de service (13,2 %) ou exploitantes agricoles (8 %). L'origine sociale des pensionnaires apparaît donc comme très modeste et assez fortement rurale. Corrélativement, 29 % au moins des pensionnaires bénéficient du Fonds national de solidarité, et l'aide sociale participe partiellement ou totalement au règlement des frais de séjour de 52,9 % des pensionnaires.

Les établissements publics accueillent près de 70 % des pensionnaires (près de deux fois sur trois dans une section d'hospice) et les établissements privés environ 30 % (dix-sept fois sur vingt dans un établissement à but non lucratif) ; 40 % des pensionnaires vivent en chambre individuelle ou par couple ; 45 % d'entre eux en chambre de deux, trois ou quatre lits ; 16 % vivent encore dans des dortoirs dont le quart seulement sont organisés en boxes.

La durée moyenne de présence est presque de cinq ans (quatre ans et dix mois) ; près de 20 % des pensionnaires sont entrés depuis moins d'un an, mais 5 % depuis plus de quatorze ans. Cette présence est très souvent continue : 81,5 % des pensionnaires n'ont pas quitté l'institution pour une absence de plus de quatre jours entre le 1[er] janvier 1976 et le 1[er] janvier 1977, et plus de la moitié de ces absences sont liées à des hospitalisations. Trois raisons expliquent notamment l'entrée des personnes âgées : si la détérioration de l'état de santé est la cause de près de 60 % des admissions, le fait de se retrouver seul après un décès ou un départ intervient dans 11 % des cas ; les difficultés de cohabitation sont à l'origine de 10 % des entrées.

Trois activités sont essentielles pour garantir l'autonomie personnelle dans la vie quotidienne : manger, s'habiller, se laver. Seulement 60 % des pensionnaires sont capables de le faire seuls et sans difficultés. Plus d'un tiers ont besoin d'aide pour la toilette et l'habillement. L'autonomie est plus grande en moyenne pour s'alimenter que pour se vêtir et faire sa toilette. Le lever du lit complète les critères d'autonomie choisis, et si 71,3 % des pensionnaires se lèvent seuls, 2,5 % ne sortent jamais de leur lit et 10,6 % ne peuvent le faire qu'avec une aide permanente ou une prise en charge totale.

L'univers spatial des pensionnaires est souvent fort réduit. En effet, 4,6 % passent toute ou souvent plus de la moitié de la journée dans leur chambre ou leur dortoir ; 47,4 % dans un fauteuil ; 10,3 % dans leur lit. Bien que, en grande majorité, les pensionnaires se lèvent sans difficulté, 43,2 % seulement sortent seuls et sans problèmes de l'établissement. Les capacités physiques des pensionnaires ne sont pas seules en cause, puisque 11,3 % de ceux qui sortent de l'établissement le font avec une aide permanente ou une prise en charge totale.

Au total, l'étude du CREDOC estime à près de 70 % le nombre de pensionnaires autonomes ou presque totalement autonomes : près de 2,9 % seraient totalement dépendants et 6,3 % presque totalement dépendants. On peut distinguer quatre types principaux de handicaps dont souffrent les pensionnaires de ces établissements (6,3 % d'entre eux seulement n'étant atteints d'aucune infirmité) :

— Sur le plan locomoteur et gestuel : 8,3 % des pensionnaires ne peuvent marcher, et 21,9 % ont des difficultés graves ou très graves pour marcher. Pour pallier ces déficiences, 40 % des pensionnaires s'aident d'appareils ou de prothèses. En outre, 65,3 % des pensionnaires ont de graves difficultés pour porter des objets lourds, 52,6 % pour monter ou descendre des escaliers, 19,3 % pour porter un verre d'eau et 15,4 % pour ouvrir une porte ou un robinet ;

— Sur le plan sensoriel, 14,5 % des pensionnaires souffrent de troubles graves de la vision et 13,1 % de l'audition ;

— Les troubles de la mémoire dont souffrent gravement 20,6 % des pensionnaires sont fortement liés à ceux de l'élocution et du comportement, et sont en général les premiers dont l'atteinte se fait sentir. 19,8 % des pensionnaires souffrent d'incontinence à des degrés divers ;

— Les troubles fréquents de la mastication (23,3 % des pensionnaires en souffrent gravement) entraînent qu'un pensionnaire sur cinq demande une alimentation particulière, au moins dans la présentation.

Les institutions ont, de plus en plus souvent, un équipement et du personnel médical permettant de prodiguer sur place au moins les soins indispensables ; 13 % au moins des pensionnaires ont néanmoins été hospitalisés depuis le début de l'année pour une durée moyenne de trente-deux jours.

N. B.

(1) CREDOC, 142, rue du Chevaleret, 75634 Paris Cedex 13. Tél. : 584-14-20

L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

Y a-t-il encore des explorateurs ?

LES FEMMES DE LAMU

Les océans couvrant 71 % de la surface de la Terre, la recherche sous la mer est une part essentielle de la géophysique. Dans un premier article (le Monde *du 10 août), nous avons fait le portrait de Xavier Le Pichon, géophysicien-océanographe. Nous présentons aujourd'hui une ethnologue.*

Lamu : une petite île plate sur la côte du Kenya, tout près de la frontière de la Somalie ; un petit monde mi-arabe mi-africain où un islam sunnite rigoureux isole le *monde des femmes. Autrefois,* les femmes d'un certain rang social ne sortaient que complètement cachées sous une tente portée par des esclaves. Après la guerre de 1914-1918, l'abolition de l'esclavage transforma la tente en une espèce de cloche que la femme portait elle-même. Bien que la taille de cette guérite ambulante ait alors diminué, la circulation des femmes dans les rues étroites de la petite ville de Lamu gênait encore les autres passants. L'usage de la tente-cloche-guérite a donc été interdit après la deuxième guerre mondiale. Et, *depuis lors, certaines* femmes, âgées maintenant, ne sont plus jamais sorties de chez elles, jugeant tout à fait insuffisant le voile noir qui, pourtant, les dissimulerait de la tête au pied.

La scolarisation a fait, depuis quelques *années,* de *grands progrès* à Lamu, même pour les petites filles. Mais la société des femmes constitue encore un monde clos. Elle vit hors du contact des hommes, excepté ceux de sa famille. Et c'est un monde petit puisque l'île ne compte guère que 8 000 ou 9 000 habitants dont 7 000 sont concentrés dans la ville de Lamu.

Yves et Françoise Coppens sont allés pour la première fois à Lamu en 1969. Après quatre mois de fouilles paléontologiques sur le site sec et poussiéreux de l'Omo (dans le sud de l'Ethiopie), *ils voulaient passer* quelques jours au bord de l'océan Indien. Logeant à l'unique hôtel de l'île, tenu par un Allemand et situé *sur une plage isolée, ils n'ont eu* aucun contact avec les habitants. Pourtant Françoise Le Guennec-Coppens commence à penser que la société des femmes de Lamu serait un bon sujet d'études. Depuis neuf ans, elle travaille avec son mari sur des sites de fouilles paléontologiques. Elle est ainsi allée au Tchad (c'est elle qui a repéré, dans un tas de déblais, une face complète d'hominien, *galamment baptisé par son* mari *Tchadanthropus uxoris),* en Ethiopie et au Kenya. Tous ces voyages lui ont donné l'occasion de *côtoyer des sociétés très diverses,* mais elle n'a pu qu'en soupçonner l'intérêt. Tout l'en sépare, le travail d'abord, la langue ensuite, l'ignorance des bases de l'ethnologie enfin. A trente ans, elle entreprend alors une maîtrise d'ethnologie. Et en 1973, elle revient à Lamu, toujours après une campagne de fouilles à l'Omo et toujours avec son mari.

Le clan du Prophète

En quatre ans, elle s'est informée sur Lamu. Il s'agit d'une société *non seulement musulmane mais* aussi très hiérarchisée. Tout en haut, les aristocrates « arabes » dont les ancêtres sont venus d'Arabie au septième ou au huitième siècle. Un peu moins haut, les « arabes » descendant de ceux qui sont venus au dix-neuvième siècle, pour aider à chasser les Portugais qui occupaient l'île et la côte est de l'Afrique depuis quatre siècles. Tout en bas, les *enfants et petits-enfants des esclaves* noirs. Mais, en dépit de cette hiérarchie sociale, toute la population est très métissée.

Pour arriver à connaître *le monde* des femmes, Françoise Le Guennec-Coppens doit être présentée d'abord à une femme de haut rang social. Si les premiers contacts sont pris avec des hommes, le monde des femmes, en effet, lui sera interdit. Si, pour commencer, elle entre en relation avec une femme de bas statut social, elle ne pourra connaître que les femmes de rang égal ou inférieur *à celui de la première. Au contraire,* si son introductrice est de statut social élevé, toutes les classes de la société, des plus hautes aux plus basses, *lui seront accessibles.*

Un historien anglais qui vit à Lamu depuis onze ans comprend fort bien le problème. Il lui fait connaître Khadija, une jeune institutrice descendant du clan du Prophète et mariée à Mohamed, le directeur de l'école. L'un et l'autre parlent anglais, ce qui est précieux dans une ville où la plupart des habitants ne parlent que le swahili (une langue du groupe bantou). Un swahili mâtiné, il est vrai, d'arabe, de portugais, de plus en plus d'anglais et, à l'occasion, de français. Ainsi « table » se *dit-elle « mesa », « cravate » « tai »* et « chemise » « chemisi ».

En 1974, Françoise Le Guennec-Coppens arrive seule à Lamu pour préparer une thèse de troisième cycle *et elle s'installe pour trois mois* chez Mohamed et Khadija. La maisonnée est nombreuse. Mohamed, qui n'a que trente-quatre ans, a eu quatre enfants d'un premier mariage. Deux de ceux-ci (une fille de treize ans et un garçon de neuf ans) vivent chez leur père (les deux autres ont été donnés — ce qui est fréquent — à un oncle). Mohamed et Khadija (qui a vingt-cinq ans) ont une fille de six *ans. En plus, deux frères* (dix-sept et dix-huit ans), une sœur (treize ans) et une cousine (sept ans) de Khadija vivent là.

La *journée débute* tôt, *à 6 heures,* puisque l'école commence à 7 h. 30. Tout le monde prend le petit déjeuner, souvent le reste du dîner de la veille : du riz cuit au lait de coco (la base de la nourriture), une soupe à la tomate et aux oignons avec de tout petits morceaux de viande ou de poisson. Le tout arrosé avec du thé au lait et très sucré.

Mohamed, Khadija et les enfants *partent pour l'école. Françoise* Le Guennec-Coppens met au propre ses notes de la veille ou sort observer la vie de Lamu. Vers 13 heures, tout *le monde est là pour le déjeuner,* assez semblable au petit déjeuner, avec parfois, en plus, des bananes vertes cuites, des pommes de terre, des beignets ou un gâteau très sucrés et très bons. Sieste : entre 14 heures et 16 heures, Lamu est une ville morte. A partir de 16 heures, les femmes font des visites ou reçoivent des visites d'autres *femmes.* Les hommes retournent à leur travail et *se retrouvent entre eux dehors.* Les enfants restent à la maison ou vont faire des courses pour leur mère. A 19 h. 30, dîner analogue au déjeuner, *en plus léger. Nouvelles visites,* conversations. A Lamu, on se couche tard.

La grande affaire du mariage

Khadija, tout à la fois curieuse de voir une Française, fière de recevoir *chez elle cette Européenne et de lui* faire connaître Lamu, flattée de l'intérêt d'une étrangère pour son île et sa culture, se révèle une amie très fidèle et très efficace. Elle introduit Françoise Le Guennec-Coppens dans le petit monde de ses relations et sert volontiers d'interprète. Les femmes font bon accueil à l'étrangère, lui reprochant tout au plus de porter des robes trop « convenables ». Elles-mêmes, en effet, sont voilées de noir lorsqu'elles sortent, mais, chez elles ou chez leurs amies, elles portent des robes très courtes, décolletées et très *colorées. « Fais comme nous, porte le voile. »* Mais elles n'invitent Françoise Le Guennec-Coppens ni à leurs pique-niques sur *une plage ni aux fêtes ou cérémonies* familiales.

Petit à petit, des relations se *nouent* et *lorsque Françoise* Le Guennec-Coppens revient en 1975 passer trois mois et demi chez Mohamed et Khadija, elle voit que la société féminine l'accepte. En outre, elle a suivi à Paris des cours de swahili et les communications directes sont déjà *plus faciles. Elle* est de toutes les fêtes et, grande marque d'amitié, deux femmes lui offrent un voile : l'une a acheté le tissu et l'autre l'a cousu.

Les choses changent au début de cette année. Mohamed a eu une promotion : *il dirige* une école plus importante à Malindi, une ville côtière située entre Lamu et Mombassa, et toute sa famille l'a suivi. Lorsque *Françoise Le Guennec-Coppens* revient passer près de quatre mois à Lamu en 1977, elle loue une chambre et une véranda. Immédiatement toutes les femmes viennent *la voir* et l'invitent à leur faire des visites. A Lamu, une femme ne peut rester seule, elle doit faire partie d'un réseau d'amitiés. On l'invite à toutes les fêtes, en particulier à un très grand mariage où, honneur insigne, elle est chargée, avec la marraine et la maquilleuse, de tenir compagnie à la mariée qui attend son mari.

Le mariage est la grande affaire des *femmes de Lamu,* qui parlent sans cesse entre elles de leurs problèmes les plus intimes avec la plus parfaite innocence. Voilées et souvent retirées *de l'école* dès leur puberté, les *filles* sont mariées à quatorze ou quinze ans. Si elles ne le sont pas à dix-neuf ou vingt ans, cela devient gêneux pour la famille. Souvent elles épousent leur cousin germain. Mais de toute façon, précise Françoise *Le Guennec-Coppens,* le mariage est arrangé par les parents bien que les grandes *fêtes religieuses* soient des occasions de plus en plus saisies de rencontres furtives.

Généralement, l'homme ne se marie guère avant vingt-cinq ans car il doit *avoir fait des économies pour constituer* la dot qu'il donnera à son beau-père : de 150 à 5 000 shillings (105 à 3 500 francs) selon son rang social et financier. Les dots les plus fortes sont données pour une jeune fille dont c'est le premier mariage : on divorce *facilement à Lamu.* Les dépenses du marié sont énormes. Françoise Le Guennec-Coppens plaint le prétendant : le salaire mensuel d'un instituteur est de 700 shillings (490 francs), et celui d'un des rares domestiques de 200 shillings (140 francs) ; or un jeune homme doit souvent faire vivre sa mère, ses frères et sœurs et des cousins, et, en plus de la dot, il doit payer une bonne partie des festi*vités se prolongeant pendant plusieurs* jours (et même une semaine lors de ce grand mariage évoqué plus haut). Il arrive encore, mais rarement, qu'un homme vieux, mais riche, épouse une gamine de douze ou treize ans.

Les familles de dix ou douze enfants ne sont pas rares — la moyenne est presque de sept enfants. Mais une vigoureuse campagne de *contrôle des naissances* a été entreprise cette année. Et, curieusement, ce sont les gens les plus pauvres qui ont été les plus réceptifs. Les aristocrates continuent à vouloir le plus d'enfants possible pour perpétuer leur famille.

Les femmes adorent aller voir des films d'amour indiens qui montrent toujours — Dieu seul sait pourquoi — un déraillement de chemin de fer juste avant l'entracte, mais elles ne se rendent jamais seules dans l'un ou l'autre cinéma de Lamu. Elles ne vont *jamais* dans les *innombrables* mosquées de la ville. Mais, de l'extérieur, elles participent aux plus grandes fêtes religieuses. Lors de la dernière *fête de l'anniversaire de la naissance* du Prophète, le Maulidi, plusieurs milliers de personnes s'étaient rassemblées sur le parvis de la grande mosquée, les femmes en noir au centre, entourées des hommes en blanc. Et, ce jour-là, Françoise Le *Guennec-Coppens* a *fait rire tout* Lamu. En quittant le parvis de la mosquée, elle a bien repris l'un de ses sabots noirs, mais à l'autre pied *elle a mis la grande chaussure* blanche d'une de ses voisines.

YVONNE REBEYROL.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
108 F	195 F	283 F	370 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
196 F	375 F	553 F	730 F
ETRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE			
135 F	250 F	365 F	480 F
II. — TUNISIE			
173 F	325 F	478 F	630 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

AUJOURD'HUI

Transports

Quatre organismes d'auto-stop se sont groupés en fédération

Les organismes d'auto-stop *qui mettent en relation* automobilistes et « stoppeurs » ont décidé de s'organiser. Quatre d'entre eux (Provoya, Allauto, Univoya et Stop-Voyage) ont fondé, le 5 juin, la Fédération nationale des associations d'auto-stop (FNASO). Désormais, tout adhérent de chacune de ces associations bénéficie des services des *trois autres pour une* cotisation unique.

Régis par la loi de 1901, les organismes d'auto-stop sont des associations à but non lucratif. Ils sont logés pour la plupart dans de petits bureaux où deux, parfois trois jeunes gens répondent au téléphone. Pour les automobilistes, la démarche est simple. Ils indiquent par téléphone leur destination, l'heure du départ *et le nombre de places disponibles.* En échange, on leur demande un numéro de téléphone et parfois celui de la carte d'identité *ou du permis* de conduire. Ils ne payent rien, mais ils ne doivent pas non plus demander à leur passager plus du quart du total des frais de route, même si la voiture n'est pas remplie.

Il faut savoir en outre que le stoppeur qui cause un accident au volant n'est pas couvert par l'assurance minimale obligatoire que doit contacter tout automobiliste, pas plus que n'est couvert le conducteur devenu passager. De même, s'il est prouvé que le passager a été transporté pour une somme excédant le simple partage des frais, ou qu'il a *accepté le risque* qui *a provoqué* l'accident (ivresse du conducteur, surcharge, faute de conduite...). *Pour le cas où l'assurance ne* joue plus, *Stop-voyage,* à Bordeaux, a constitué un « fonds de garantie », et *Viastop,* à Troyes, inclut dans son tarif d'abonnement une assurance individuelle.

Les associations ne peuvent pas garantir la moralité de leurs adhérents, mais elles relèvent leur identité. C'est une sécurité. Si l'automobiliste n'est pas au rendez-vous, le stoppeur peut se faire rembourser, mais si l'annulation *vient de lui, elle doit se faire* vingt-quatre heures à l'avance.

Il existe cinq associations d'auto-stop :

● PROVOYA : 14, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, tél. : (1) 246-00-66 et 3, rue Menentié, 13005 Marseille, tél. : (91) 48-01-70. Abonnement pour un nombre illimité de voyages : 45 F. Pour un seul voyage : 5 F de carte de membre et 15 F de frais administratifs.

● *ALLAUTO : 13,* rue Faidherbe, 59000 Lille, tél : (20) 52-96-69. Durant les mois d'été, Allauto est transféré à la librairie « le Furet *du Nord » : 11-13, place du Général-de-Gaulle,* 59000 Lille, tél. : (20) 93-75-71, poste 319, de 14 h à 19 h. Abonnement : 30 F. Un seul voyage : 5 F de carte de membre et 7 F de frais administratifs.

● STOP-VOYAGE : 15, rue Saint-François, 33000 Bordeaux ; tél. : (56) 92-76-12. Abonnement : 30 F. Un voyage : 10 F de carte de membre et 8 F de frais administratifs.

● UNIVOYA : 14, rue Térel, 34000 Montpellier ; tél. : (67) 72-22-27, du lundi au samedi, de 14 h à 20 h. Abonnement : 50 F. *Un voyage : 5 F de carte de membre* et 10 F de frais administratifs. Participation aux frais : un quart du total des frais.

● VIASTOP : 144, av. Pierre-Brossolette 10000 Troyes ; tél. : (25) 72-17-01 ; et 52, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris, tél. : (1) 246-55-78 et 246-53-54. Abonnement : 50 F pour le « stoppeur » et 20 F pour l'automobiliste.

Un certain nombre d'organismes, dont ce n'est pas l'activité principale, mettent aussi en relation automobilistes et « stoppeurs » :

● *R.T.L.,* émission « Les routiers sont sympa » ; Tél. : (1) 720-22-11, de 21 h. à 22 h.

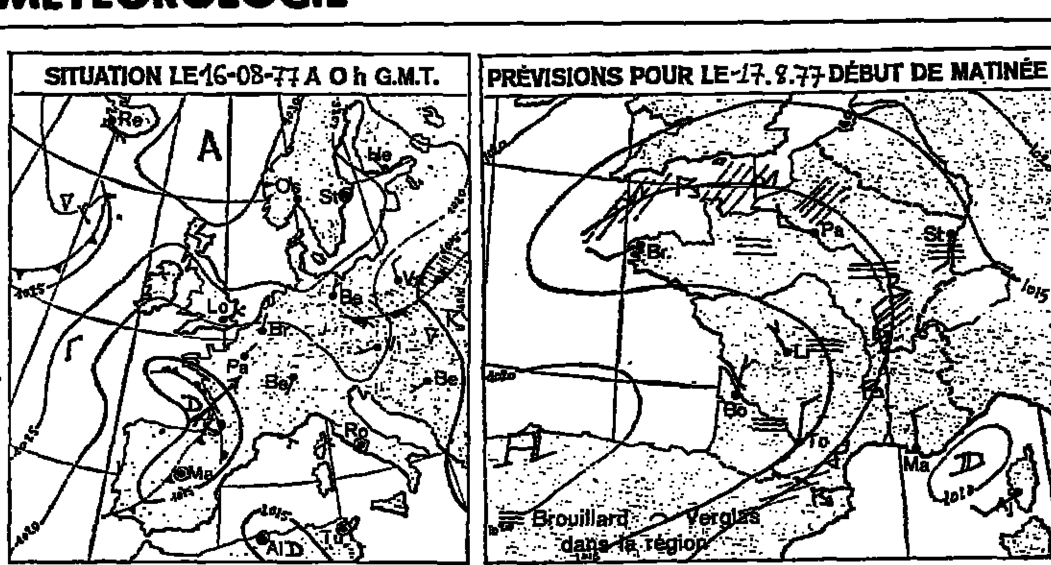
● *Centre d'information et de documentatioin jeunesse* (CIDJ) : 101, quai Branly, 75740 Paris Cedex 15 ; Tél. : (1) 566-40-20.

● *Centre information jeunesse de Grenoble* : 8, rue Pierre-Duclos, 38000 Grenoble ; Tél. : (76) 87-79-04, de 17 h. à 19 h.

Avion-stop

En 1976, *Provoya* a mis sur pied un système d'avion-stop — analogue à celui en vigueur pour les voyages en automobile — auquel ont déjà eu recours huit cents passagers et cent cinquante pilotes. Cotisation annuelle pour le passager : 5 F plus 25 F de frais administratifs par voyage. Se faire inscrire au moins dix jours à l'avance. Prix du voyage : 0,35 F le kilomètre pour un avion de trois places. Compter par exemple 450 F pour un voyage à Nice aller et retour. *Le transport avec participation* aux frais étant assimilé à un transport gratuit, les passagers sont, comme pour l'auto-stop, *couverts* automatiquement par l'assurance obligatoire du pilote.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 16 août à 0 heure et le mercredi 17 août à 24 heures :

Des masses d'air chaud, humide *et instable, vont évoluer lentement* en France dans une zone de vents faibles.

Mercredi 17 août, après des *orages nocturnes, le temps sera* souvent très brumeux le matin, sauf dans le Midi méditerranéen. Au cours de la journée, le ciel sera très variable : des éclaircies alter*neront avec des nuages d'instabilité,* qui donneront de nouveau des orages. Ceux-ci, nombreux et par*fois forts en montagne, seront plus* rares dans l'Ouest et le Sud-Ouest, le éclaircies devenant plus importantes, le soir, en Aquitaine.

Les températures subiront des *baisses locales sous les orages.*

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 août ; le second, le minimum de la nuit du *15 au 16) : Ajaccio, 26 et 16 degrés ;* Biarritz, 29 et 20 ; Bordeaux, 26 et 16 ; Brest, 23 et 16 ; Caen, 24 et 16 ; Cherbourg, 22 et 16 ; Clermont-Ferrand, 26 et 14 ; Dijon, 26 et 16 : *Grenoble, 27 et 14 ; Lille, 24 et 15 ;* Lyon, 27 et 16 ; Marseille, 28 et 19 ; Nancy, 25 et 10 ; Nantes, 28 et 18 : *Nice, 25 et 21 ; Paris - Le Bourget,* 25 et 14 : Pau, 29 et 19 ; Perpignan, 28 et 21 ; Rennes, 27 et 17 ; Strasbourg, 25 et 12 : Tours, 26 et 16 ; Toulouse, 30 et 18 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 32 et 20 degrés ; Amsterdam, 22 et 15 ; Athènes, 31 et 24 ; Berlin, 20 et 10 ; Bonn, 23 et 14 ; Bruxelles, 23 et 15 ; Iles Canaries, 26 et 21 ; Copenhague, 21 et 11 ; Genève, 26 et 14 ; Lisbonne, 29 et 18 ; Londres, 22 et 16 ; Madrid, 38 et 17 ; Moscou, 16 et 9 ; New-York, 25 et 21 ; Palma-de-Majorque, 35 et 15 ; Rome, 28 et 17 ; Stockholm, 19 et 6 ; Téhéran, 38 et 27.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 842

HORIZONTALEMENT

I. Politesse héroïque envers des invités raseurs. — II. Coule à flots à Chartes ; Serait sans doute heureux de pouvoir s'allonger un peu. — III. Il a une certaine allure. — IV. Une pièce dont on fait souvent l'éloge en la déchirant à belles dents ; Terme musical. — V. Sigle d'une administration ; Ont quelque chose d'irritant. — VI. Fin de participe ; Bien de ce monde ; D'un auxiliaire. — VII. Bruit. — VIII. Offre maintes fois l'occasion de se fendre. — IX. Epousent les formes. — X. Plaça ; Symbole. — XI. Ne se contentera pas de passer l'éponge.

VERTICALEMENT

1. Dégarnit le front ; Abréviation. — 2. Continent ; Fait de fréquentes apparitions dans le domaine des airs. — 3. Train rapide ; Résultats de la division d'une addition. — 4. Ses fils partirent un peu avant lui ; Fruit (epelé). — 5. Donnai, écoulai. — 6. Sans réaction apparente ; Possessif. — 7. Orientaliste allemand ; Point d'observation pour personnes indélicates. — 8. Du domaine des rêves ; Sa ligne est à éviter. — 9. Rumeur publique ; Familiers au chimistes, aux sportifs et aux littérateurs.

Solution du problème n° 1 841

Horizontalement

I. Négrier. — II. Egoïste. — III. OL ; Ecu. — IV. Livide ; On. — V. Osée ; Se. — VI. Ge ; Raies. — VII. Ventrus. — VIII. Ecossaise. — IX. RL. — X. Tuer ; Rêve. — XI. Berceuses.

Verticalement

1. Néologue : TB. — 2. Eglise : Crue. — 3. Go ; Vé ! ; Voler. — 4. *Rivières ; Rc.* — 5. *Is ;* Anse. — 6. Et : Evita ; Ru. — 7. Rée ; Erines. — 8. Cossus ; Ve. — 9. Prune (se déplacer pour des prunes) ; Semés.

GUY BROUTY.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde.*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437

Éducation

● *Inscriptions pour l'année scolaire 1977-1978.* — Les inscriptions pour la rentrée prochaine sont encore acceptées dans certaines écoles professionnelles (notariat, musique, électronique...). Elles sont recensées dans le bulletin d'information n° 284 de l'ONISEP (Office national d'information sur les enseignements et les professions). La liste des C.I.O. (centre d'informations et d'orientation) où cette brochure peut être *consultée* au mois d'août est disponible dans les délégations régionales de l'ONISEP. Pour Paris : service académique d'information et d'orientation, 20, rue Curial, 75009 Paris, tél. 200-67-46, poste 31-94.

● *Recrutement de professeurs pour l'enseignement technique.* — Le rectorat de l'académie de Versailles dispose, pour la rentrée prochaine, de cent cinquante postes d'enseignants auxi*liaires* dans diverses disciplines techniques. La qualification requise varie, suivant les disciplines et les catégories d'établissements, du C.A.P. avec *cinq* ans de pratique professionnelle, au diplôme d'ingénieur. Les candidatures sont reçues jusqu'au *10 septembre au rectorat de Ver*sailles, division du personnel enseignant, 45, avenue des Etats-Unis, 78011 Versailles Cedex.

Concours

● *Concours P.M.I.* — Un concours sur titres est ouvert à la préfecture de la Seine-Maritime en vue du recrutement de trois médecins de protection maternelle et infantile. Les candidatures sont à adresser, avant le 21 septembre, à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (premier bureau), préfecture, cours Clemenceau, 76 000 Rouen.

SOCIÉTÉ

Esclavage aux Nations unies ?

70 DOLLARS PAR MOIS

De notre correspondante

Genève. — La sous-commission des droits de l'homme des Nations unies, qui vient de se réunir au Palais des nations à Genève afin d'examiner principalement la situation des minorités, a été saisie d'une plainte déposée par la société anti-esclavagiste que dirige le colonel Patrick Montgomery contre des fonctionnaires de l'O.N.U. à New-York. Certains d'entre eux, ressortissants des pays du tiers-monde, auraient profité de leur statut diplomatique pour faire venir de leur pays d'origine des domestiques, et les auraient littéralement réduit en esclavage.

Ce personnel de maison n'avait aucune possibilité de trouver du travail en dehors de celui que fournissait leur employeur, et ne possédait pas, naturellement, de quoi s'acheter un billet de retour. Il dépendait donc de l'employeur, qui fixait, selon son bon vouloir, le salaire, les conditions de travail, sans qu'aucun contrôle pût être exercé.

Un groupe de travail de cette sous-commission, spécialement chargé de la répression de l'esclavage a, par la voix du colonel Montgomery, exposé entre autres cas celui d'une jeune fille recrutée par un fonctionnaire international au cours d'un séjour dans son pays d'origine, à qui il fut promis un salaire de 80 dollars par mois (minimum prévu par la législation américaine pour les gens de maison) aux termes d'un contrat exigé par le bureau d'immigration américain, rédigé en anglais, langue que l'intéressée ne comprenait pas.

Arrivée à New-York le 18 novembre 1963, la jeune fille a pris son service dès le lendemain. Elle a travaillé depuis sans un seul jour de repos, entre quatorze et dix-neuf heures par jour jusqu'à fin janvier 1976. Le nettoyage, la lessive, la cuisine et toutes les servitudes de la maison lui incombaient à elle seule, la réduisant, selon la plainte de la société anti-esclavagiste, *« à une condition de servitude involontaire, sous la menace d'emprisonnement et de privation d'emploi à l'avenir si elle tentait de s'échapper »*.

Elle n'avait droit, pour toute nourriture, qu'à des œufs et à des pommes de terre, à un peu de lait, et à un morceau de poulet par semaine. Atteinte d'un ulcère, probablement dû à l'excès de travail et à la malnutrition, elle ne fut autorisée à consulter qu'une seule fois un médecin. Ce dernier a été choisi par son employeur. Elle fut ensuite mise à une diète sévère. Elle eut droit pour seule médication à un calmant, qu'elle a d'ailleurs mal supporté. A aucun moment elle n'a pu toucher de salaire. Cependant, une somme de 70 dollars par mois (à peine 350 francs), amputée des frais de nourriture et de soins, fut versée sur un compte d'épargne dans une banque. Une partie des sommes ainsi déposées a été transférée par l'employeur à sa sœur, restée dans son pays.

Le colonel Montgomery a souligné la gravité de cette violation des droits de l'homme commise par des fonctionnaires des Nations unies chargés de donner un exemple au monde. Mais ses arguments se sont heurtés à une réticence toute bureaucratique de la part des experts de l'ONU, qui ne se sont pas estimés suffisamment compétents pour prendre une décision sur le problème des abus commis par des fonctionnaires internationaux.

ISABELLE VICHNIAC.

SERVEZ-VOUS...

Dans la plupart des cafés, le service des jus de fruits est un révélateur. Dans les modestes débits de boissons, on répond à une demane d'orange ou de citron pressé en apportant dans le verre la boisson toute prête. Plusieurs hypothèses alors : ou bien il s'agit vraiment d'un fruit pressé, ou bien d'un ersatz, ou bien d'un subtil mélange.

Dans quelques endroits, plus rares, un serveur s'empresse à extraire devant le client le jus des fruits. Point d'équivoque dans ce cas et... un cérémonial plus coûteux.

Un café parisien du boulevard des Italiens vient de dépasser cette alternative surannée. Le garçon apporte verre, carafe d'eau, fruits coupés et presse-citron et vous plante là. Inutile d'attendre qu'il revienne, il ne reviendra pas. Au client de s'épuiser à presser, ôter les pépins. Pour 6 francs, plus 15 % de service, on peut faire un effort.

Est-ce un début ? Les grands cafés seront-ils bientôt d'autant plus « in » qu'il y faudra, moyennant quelque supplément, laver son verre ou balayer un coin de terrasse avant de partir ?

On imagine aussi la vie exaltante du consommateur allant de boucherie, où il lui faudrait manier le tranchoir, en pâtisserie de luxe, où il mettrait la main à la pâte... — M. K.

Les tribulations d'un aveugle syndicaliste

« Cave canem ! »

« L'insertion sociale des handicapés » : on fait campagne avec cette idée-là Ils en parlent tous. Les politiques surtout, les gens des ministères intéressés...

M. Jean-Pierre Joly est aveugle. Il est, aussi, masseur-kinésithérapeute au Centre de réadaptation de l'enfance de Flavigny-sur-Moselle (Meurthe-et-Moselle). Pour faciliter ses déplacements, son « insertion », il a obtenu, auprès de la Fédération française des chiens-guides d'aveugles, une chienne, Véra. Mais la directrice de l'établissement de Flavigny, Mlle Daler, interdit à M. Joly d'être accompagné par son guide sur son lieu de travail. *« Un hendicapé ne demande pas la charité ou la pitié, mais une réelle place dans la société avec les moyens qui sont à sa disposition »*, proteste M Joly. Mais Mlle Daler ne veut en tenir aucun compte. Elle s'oppose à l'entrée de Véra dans le centre, voilà tout. Elle n'est pas la seule, le professeur Pierquin, directeur de la caisse d'assurance-maladie dont dépend Flavigny, « couvre » son refus.

« Ma décision est fondée, écrit à M. Joly ce professeur, *sur le fait que beaucoup d'enfants du centre sont très gravement handicapés et dans l'impossibilité d'avoir, vis-à-vis d'une chienne, une attitude positive et raisonnable. »* Cave canem ! M Joly ne comprend pas : *« Si Véra était méchante, je ne pourrais pas la garder. Les chiens-guides sont intelligents, bien dressés et très doux avec les enfants. Je veux bien lui mettre une muselière... Sans Véra, il me faudra quitter mon emploi. »* Inutile, ils ne veulent pas se laisser convaincre La fédération des chiens-guides a fourni une attestation : *« Nos chiens peuvent être amenés en tous lieux. »* Elle a donné l'adresse de plusieurs établissements où on les acceptait sans difficultés. Deux députés sont intervenus. Non c'est non.

« Ils m'ont conseillé de laisser Véra à la maison, mais je ne dois pas m'en séparer trop longtemps, sans quoi elle ne saura plus me guider. Véra m'est devenue indispensable. »

Parmi les raisons invoquées par le professeur Pierquin figure aussi celle-ci : « Etant donné, ajoute-t-il, *l'esprit de revendication qui règne actuellement, un incident quelconque risquerait de prendre une ampleur et d'avoir des proportions exagérés.* » C'est que M. Joly, décidément bien « inséré », est un militant syndicaliste en desaccord avec la direction sur les horaires de travail et les salaires L'insertion sociale des handicapés a tout de même des limites !

Chez les barbares, on arrachait les yeux de celui qui bravait le pouvoir du chef. Epoque bien lointaine et incomparable. M. Joly se heurte à l'autorité, on le prive seulement de son chien. Il a tout de même écrit au président de la République.

CHRISTIAN COLOMBANI.

A LA MAIRIE DE PARIS

L'étude des dossiers d'aide à l'enfance est retardée

Le groupe communiste du Conseil de Paris affirme, dans un communiqué, que trois mille dossiers concernant l'allocation d'aide à l'enfance sont en souffrance depuis l'élection de M. Chirac à la mairie de Paris, la commission chargée de les étudier au sein de l'ancien Conseil n'ayant pas été remplacée. Cette allocation, qui figure depuis 1948 au budget de la Ville, peut-être accordée, sur leur demande et sous certaines conditions, aux familles de revenus modestes ayant un ou plusieurs enfants à charge. Elle représente 300 à 600 F par famille.

Au mois de décembre, la commission d'aide à l'enfance du Conseil de Paris fixe les règles de répartition. Le BAS (Bureau d'aide sociale) recueille avant le 15 mai les demandes des familles, instruit les dossiers, puis les envoie à la mairie au cours du mois de juin. La commission *ad hoc* examine chaque cas à partir du mois de juillet jusqu'à l'automne. Ses propositions sont soumises aux délégations d'arrondissement du BAS, qui prennent la décision finale. La plupart des versements se font au mois d'octobre mais les premiers interviennent dès le mois d'août.

La mise en place de la nouvelle municipalité a effectivement provoqué quelques retards. Au secrétariat général du Conseil de Paris, on confirme qu'aucun dossier n'a été traité jusqu'à présent. La précédente commission a été dissoute en mars, et sa compétence n'a été transférée que le 1er août à un groupe de travail créé à cet effet au sein de la cinquième commission (affaires sociales) du Conseil de Paris. Ce groupe de travail ne pourra fonctionner avant que ses membres soient élus par les conseillers, ce qui, à cause des congés, reporte vraisemblablement l'étude des dossiers au début de septembre.

A la mairie de Paris comme au BAS, où on cite le chiffre de deux mille trois cents dossiers et non pas de trois mille, on déclare que ce retard n'aura pour ainsi dire pas d'influence sur la date des versements, les dossiers transmis au Conseil de Paris pour avis ayant été préalablement instruits par les services sociaux.

MOURIR A LA SUÉDOISE...

La Suède est un des pays du monde où le taux des suicides est le plus élevé. La dernière mode en la matière est de provoquer un accident de la circulation, ce qui n'est pas sans danger pour des gens qui n'ont aucune envie, eux, de mettre fin à leurs jours. Pour y remédier, un médecin de Stockholm, le docteur Ragnar Toss, a imaginé de suggérer, dans un article publié dans le Bulletin médical, *la création d'une clinique qui aiderait tous ceux qui ne veulent plus vivre à quitter la vie* « en paix et sans souffrir ».

Il y avait déjà des « mouroirs » pour ceux que la société abandonne à leur misère physiologique et morale. Va-t-on maintenant encourager et aider à accomplir leur geste, moyennant finances sans doute, au lieu d'essayer de les dissuader, les malheureux que hante l'idée du suicide ? Décidément, il manquait encore un chapitre au « meilleur des mondes ».

JUSTICE

A NICE

La nouvelle direction du Palais de la Méditerranée propose la mise en gérance libre du casino

De notre correspondant régional

Nice. — L'affaire du Palais de la Méditerranée, à Nice, est entrée, le samedi 13 août, dans une nouvelle phase, avec les positions prises par le conseil d'administration du casino en faveur d'une cession de certains éléments d'actifs et de la mise en gérance libre du fonds de commerce, pour faire face à une impasse de trésorerie évaluée à 15 millions de francs. Ces projets seront soumis pour approbation à une assemblée générale des actionnaires qui doit avoir lieu le 3 septembre. Le groupe, animé par M. Jean-Dominique Fratoni, président-directeur général du casino Ruhl, pourrait ainsi se rendre définitivement maître de la situation en devenant le principal actionnaire dans la société propriétaire des murs du Palais de la Méditerranée et en assumant, directement ou indirectement, la responsabilité effective de la gestion de l'établissement. L'ancien président-directeur général et principale actionnaire de la Société d'exploitation du casino, Mme Renée Le Roux, s'apprête cependant à engager de nouvelles actions en justice afin, notamment, d'obtenir la nomination d'un administrateur judiciaire — qui lui a été refusé en référé — et la nullité de l'assemblée générale du 30 juin, au cours de laquelle elle a perdu la majorité au sein du conseil d'administration (« le Monde » du 2 juillet). De leur côté, les employés de jeux ont reçu l'assurance que la plus grande partie des sommes restant dues sur leurs salaires de juin leur serait réglée mardi 16 août.

Le bilan financier etabli au 30 juin 1977 par l'expert comptable de la société fait apparaître un déficit de 8 828 521,83 francs. La situation de trésorerie de l'entreprise (c'est-à-dire la différence entre, d'une part, les valeurs réalisables à court terme ou disponibles et, d'autre part, les recettes à court terme, les comptes financiers et les provisions pour pertes et charges) se traduit, elle, par une impasse de 15 millions de francs. Cette « photographie » des finances du Palais de la Méditerranée n'est pas prise cependant au moment le plus favorable pour le casino puisque la saison d'été qui lui permet généralement de réaliser ses plus fortes recettes n'était qu'à peine entamée. Il convient de noter, d'autre part, que les créances sur clients représentant plus de 7 millions de francs ont été provisionnées pour leur presque totalité

Perspectives incertaines

Le nouveau conseil, dans lequel le groupe Le Roux ne détient plus qu'un seul siège, a imputé ce mauvais résultat à la politique « aventureuse » menée par l'ancienne administration. Il a été notamment reproché à celle-ci d'avoir investi des sommes considérables en commission d'agences et frais d'invitations de joueurs étrangers (1). Après avoir écarté les solutions consistant à augmenter le capital social ou à recourir à un emprunt, M. Jean Buchet, l'actuel P.-D.G. du Palais de la Méditerranée, a recommandé la vente de certains éléments d'actifs de la société. Et, en premier lieu, celle des trente mille actions sur soixante-dix mille qu'elle détient dans la Société du palais vénitien, propriétaire des murs (2). M. Buchet a également proposé de vendre deux terrains appartenant à la Société du Palais de la Méditerranée.

Ces opérations ne rapporteraient toutefois qu'une dizaine de millions de francs et ne permettraient pas de réduire complètement l'impasse financière actuelle. La nouvelle direction s'est donc prononcée pour une mise en gérance libre du fonds de commerce qui a fait l'objet, comme les deux précédents projets, d'une résolution qu'aura à adopter l'assemblée des actionnaires du 3 septembre. Cette résolution donnera en particulier mandat au président et au vice-président, M. Yves Guérin, pour rechercher un gérant locataire et définir les conditions de la gérance. La société d'exploitation du Palais n'aurait plus alors d'autre pouvoir que celui d'encaisser le montant du loyer géré par le gérant.

M. Fratoni se portera-t-il candidat à l'acquisition des titres de la Société du palais vénitien et à la gérance de l'affaire ? La logique de l'action qu'il a menée jusqu'ici le voudrait. Mais les Niçois ignorent toujours ce que deviendra dans cette perspective le Palais de la Méditerranée, ainsi placé sous la coupe de son plus direct concurrent d'hier.

GUY PORTE.

(1) Il s'agit d'une pratique courante à laquelle ont recours tous les casinos importants pour attirer les gros clients. C'est précisément pour répondre à la concurrence du Ruhl sur ce terrain que Mme Le Roux s'était lancée dans des frais, il est vrai très élevés.

(2) Le capital de la Société du palais vénitien est réparti entre la Société du Palais de la Méditerranée (30 000 actions), le groupe Helly (22 000 actions), le groupe Le Roux (6 500 actions), le groupe Guérin (6 500 actions) et divers petits porteurs.

FAITS ET JUGEMENTS

La fusillade de Reims : trois inculpés libérés.

Trois des cinq personnes inculpées après l'agression contre un piquet de grève des Verreries mécaniques champenoises le 5 juin dernier, qui a coûté la vie à Pierre Maître, ont été remis en liberté sur ordonnance de M. Michel Jeannoutot, juge d'instruction à Reims, rendue le 12 août. Il s'agit de MM. Jean-Claude Poulet, Alain Lemaître et Yves Fritsch, qui étaient inculpés de meurtre et de tentatives de meurtre. Ils avaient participé, en compagnie de MM. Claude Lecomte et Bernard Mangematin, à l'attaque des ouvriers grévistes.

Repoussé par les membres du piquet de grève MM. Lecomte et Mangematin étaient revenus seuls sur les lieux armés d'une carabine 22 long rifle et avaient ouvert le feu sur les grévistes. Les expertises balistiques ont permis d'établir qu'une seule arme avait été utilisée lors de la fusillade.

Un médecin lyonnais condamné pour faute professionnelle.

Un médecin lyonnais, M. Roger Mallet, âgé de cinquante ans, demeurant à Lyon, a été condamné le 29 juin 1977 à verser 40 000 F de dommages et intérêts à une malade dans le ventre de laquelle il avait oublié une compresse lors d'une opération à la clinique Trarieux à Lyon.

Opérée une première fois le 10 mars 1975, d'une appendicite et d'un fibrome, Mme Alice Bouvier, âgée de cinquante-deux ans, femme de ménage habitant à Jonage (Rhône), qui souffrait toujours, avait dû subir, le 26 mai 1975, une nouvelle intervention, au cours de laquelle on découvrit une grande compresse et un fragment d'aiguille oubliés par le chirurgien. Ces corps étrangers ayant provoqué une infection, il fallut opérer la patiente une troisième fois, le 29 mai, et mettre en place, pour plusieurs mois, un anus artificiel.

Permission de sortir « Cavale » et récidive.

« Il convient de ne pas s'arrêter aux seuls aspects spectaculaires », répond M. Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice, à une question écrite de M. Jean Kiffer, député de la Moselle (P.R.), qui estimait qu'à tous les délits graves récemment commis sont mêlés *« soit un prisonnier permissionnaire, soit un condamné à perpétuité ayant bénéficié d'une remise de peine, soit un ex-condamné à mort ayant bénéficié à la fois de la grâce présidentielle et d'une remise de peine »*.

Réfutant l'accusation de « laxisme » lancée par M. Kiffer, le ministre de la justice précise, dans sa réponse publiée au *Journal officiel* du 13 août (Débats parlementaires, Assemblée nationale) que, *« au regard des 337 575 actes délictueux envers les personnes ou les biens recensés en 1976 par les services de police ou de gendarmerie, les infractions imputables à des détenus en permission ou à des libérés conditionnels représentent une très faible proportion. En effet, le total de ces infractions ne doit pas dépasser 300 selon les premiers résultats des études en cours à ce sujet »*. D'autre part, ajoute le ministre de la justice, *« le taux de récidive des libérés conditionnels est inférieur de moitié à celui des condamnés ayant purgé l'intégralité de leur peine »*.

Dans une autre réponse, parue le même jour, à M. Jean Bonhomme (apparenté R.P.R., Tarn-et-Garonne), M. Peyrefitte indique que, *« en 1975, pour 17 362 permissions accordées, 745 détenus, soit 4,29 %, n'ont pas regagné dans les délais prescrits l'établissement où ils étaient précédemment incarcérés. En 1976, 479 incidents de cette sorte se sont produits pour 15 591 permissions, soit un taux de 3,07 % »*.

SPORTS

VOILE

Une confrontation entre prototypes et bateaux de série

Au Salon nautique de Londres, en janvier 1977, nous avions rencontré Ron Holland, l'un des plus grands architectes navals actuels. Ce jeune Néo-Zélandais, installé en Irlande, nous avait confié qu'il croyait beaucoup à l'avenir des *« half tonners »*, voiliers habitables de quelque 9 m de long.

« En effet, avait-il précisé, *si j'aime dessiner des « one tonners » (11 m environ), en revanche, compte tenu de leur coût, comme propriétaire et comme utilisateur, je leur préfère les « three quarters » (à peu près 10 m). Cependant je pense en définitive que les « half tonners » connaîtront la croissance la plus rapide. »*

C'est cette catégorie de voiliers que le journal *l'Aurore* a choisie pour organiser sa course en solitaire, dont la huitième édition, longue de plus de 1 000 milles, a été disputée sur quatre étapes par trente concurrents. Partant de Bretagne et y revenant après avoir touché l'Irlande et l'Espagne, l'épreuve se court en temps réel, entre bateaux de mêmes possibilités, jaugeant tous 21,7 pieds. Le classement repose donc sur le seul temps d'arrivée ce qui permet de suivre aisément le déroulement de la compétition gagnée par Gilles Gahinet, un Breton du Morbihan âgé de trente ans, professeur de technologie. Son *Golden Shamrock*, dessiné par Ron Holland, a été construit en bois moulé chez Pichavant à Pont-l'Abbé, tout comme une autre création, le *Saumon P.C.* de Patrick Morvan, classé deuxième et conçu par Bruce Farr, autre jeune architecte néo-zélandais demeuré, quant à lui, à Auckland.

Cette course annuelle offre l'intérêt de rapprocher des prototypes et des bateaux de série tels que le *First* dont sept exemplaires étaient engagés dans l'épreuve. Ce voilier confortable dessiné par André Mauric est construit depuis peu par le grand chantier vendéen Béneteau. Il effectuait à cette occasion se première sortie en compétition. La démonstration est probante puisque, venant derrière deux prototypes, ce bateau de croisière occupe la troisième place avec *Roumec Delouvrier*, à Michel Malinovsky.

YVES ANDRÉ.

COGLOUGH ET BROWN CONFIRMENT LEUR SUPÉRIORITÉ EN 5.O.5.

(De notre correspondant.)

La Rochelle. — En remportant pour la deuxième année consécutive le championnat du monde des 5.O.5., les Anglais Coglough et Brown ont démontré que leur supériorité repose au moins sur un solide principe : savoir rester maître de soi autant que du bateau.

Le seul regret a été de ne pas voir au large de La Rochelle ce qu'ils étaient capables de faire avec une forte brise, toutes les manches dans la semaine du 8 au 13 août ayant été disputées avec des vents de force 2 à 4.

Peter Coglough, vingt-huit ans, est ingénieur dans une entreprise de Manchester. Il réussit à s'entraîner très souvent et c'est un gagneur. La seule performance honorable des représentants français est celle de Marc Bouet, vingt-six ans, associé à Michel Joly, dix-neuf ans, du C.N. La Baule, qui ont pris la cinquième place.

Le contraste est grand avec les Américains qui ont beaucoup progressé depuis qu'ils s'intéressent au 5.O.5. On retrouve deux équipages des Etats-Unis à la deuxième et à la troisième place : Bixgy-Tuttle et Taylor-Honey. L'essor du 5.O.5. aux Etats-Unis se traduit par une construction qui atteint deux cents bateaux par an contre cent cinquante en Grande-Bretagne et cinquante en France. Actuellement, vingt-trois ans après avoir été dessiné par l'Anglais John Westell qui assistait au championnat, le 5.O.5. reste le dériveur sportif idéal, mais il supporte évidemment le handicap de ne pas être une série olympique. Son prix en France, au minimum 15 000 francs, ne facilite pas non plus sa diffusion.

MICHEL GUILLET.

HIPPISME. — *Le grand handicap de la Manche, disputé le 15 août à Deauville et retenu pour le quarté, a été gagné par* Fango, *suivi de* Monde Soyeux, *de* Bataval *et de* Saint David.

Athlétisme

PAS DE FRANÇAIS EN COUPE DU MONDE

Aucun Français n'a été retenu dans la sélection qui représentera l'Europe aux côtés des deux Allemagnes, du 2 au 4 septembre à Dusseldorf, pour la coupe du monde d'athlétisme. Seuls Francis Demarthon (4 × 400 mètres) et Jacques Rousseau (saut en longueur) ont été désignés comme remplaçants.

100 mètres : Mennea (It.).
200 mètres : Mennea (It.).
4 × 100 mètres : Kolesnikov, Aksinine, Silov, Borzov (U.R.S.S.).
400 mètres : Podlas (Pol.).
4 × 400 mètres : Podlas (Pol.), Brydenbach (Bel.), Jenkins (G.-B.), Alebic (Youg.).
800 mètres : Plachy (Tch.).
1 500 mètres : Ovett (G.-B.).
5 000 mètres : Rose (G.-B.).
10 000 mètres : Hermens (P.-B.).
3 000 mètres steeple : Glans (Suè.).
110 mètres haies : Pusty (Pol.).
400 mètres haies : Pascoe (G.-B.).
Hauteur : Wszola (Pol.).
Longueur : Stekic (Youg.).
Perche : Kozakiewicz (Pol.).
Triple saut : Piskuline (U.R.S.S.).
Poids : Stahlberg (Fin.).
Disque : Tuokko (Fin.).
Javelot : Nemeth (Hon.).
Marteau : Sedykh (U.R.S.S.).

NATATION. — *L'Allemand de l'Est Karl Hoffmann (plongeon au tremplin) et la Britannique Jacqueline Cox (nage synchronisée en solo) ont gagné les deux premières épreuves des championnats d'Europe qui ont débuté le 15 août à Jönköping (Suède).*

CARNET

Mariages

— On nous prie de faire part du mariage de

Mlle Barbara Mercillon,
fille de M. Henri Mercillon et de Mme, née Rose-Marie Schwarz,
avec
M. Arnauld Brejon de Lavergnée,
conservateur des musées nationaux,
fils de M. Brejon de Lavergnée, et de Mme, née Monique Perquis,

célébré dans l'intimité, le 30 juillet 1977, en l'église de Bourg-la-Reine.

22 bis, rue Arnoux,
92340 Bourg-la-Reine.
7, rue de Bertrand,
35000 Rennes.

— Le commandant Michard et Mme,
Le docteur Hammel et Mme,
font part du mariage de leurs enfants

Jocelyne et Jean-Luc,

qui a eu lieu dans l'intimité, à Grolejac (Dordogne), le 12 août 1977.

153, rue Danton,
92300 Levallois-Perret.
12, rue des Plaideurs,
Saint-Jean-aux-Bois.

Décès

— M. et Mme Jean Ménard, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Joseph Gas, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme René Lyonne, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Pierre Alexis et leurs enfants,
Mme Geneviève Alexis, ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Henri Alexis, leurs enfants et petits-enfants,
M et Mme Robert Alexis et leur fille,
Les familles P. Alexis, V. Denoize, R. Milliard,
Mme Julia Pujol,
Mme Françoise Gallot,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jean ALEXIS,
née Amélie Sayou,

rappelée à Dieu le 7 août 1977, à Marseille, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

48, boulevard Périer,
13008 Marseille.

— Mme Fernand Crabie,
Mme Jean-Marie Breton, née Jacqueline Crabie,
M. Jean-Marie Breton,
Mlle Florence Breton,
Mlle Madeleine Talayrach,
ont la douleur de vous faire part du rappel à Dieu de

France CRABIE
avocate

leur fille, sœur, belle-sœur, marraine et filleule,
survenu en son domicile à Paris.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans la plus stricte intimité en la cathédrale de Limoges et l'inhumation a eu lieu dans le caveau familial, le 9 août 1977.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, place Jourdan
87000 Limoges.

— Mme Robert Dauvergne,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert DAUVERGNE,
professeur agrégé de l'Université,
officier des Palmes académiques,
médaille militaire,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 13 août 1977, à l'âge de soixante-neuf ans, à Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine).

Les obsèques religieuses auront lieu, le mercredi 17 août, en l'église Saint-Gilles de Bourg-la-Reine, à 11 heures précises.

— Mme Raoul Daviron
M. et Mme Jacques Bagory et leurs enfants,
le commandant et Mme Henri Daviron et leurs enfants,
Mr. et Mrs Robert Korengold et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Daviron et leurs enfants,
M. et Mme Benoît Daviron et leurs enfants,
Tous les autres membres de la famille ont le chagrin de faire part de la mort du

Colonel (E. R.) Raoul DAVIRON,
commandeur de la Légion d'honneur,

survenue à Lyon le 9 août 1977, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 13 août 1977 à Carolles (Manche).

Une messe sera célébrée ultérieurement en l'église Sainte-Elisabeth à Lyon.

2, rue Pétrus-Sambardier
69004 Lyon.

— Nous apprenons le décès de
M. Paul DUPIN de SAINT-CYR

[Né le 20 septembre 1914 à Beaussac (Dordogne), Paul Dupin de Saint-Cyr était diplômé d'études supérieures de droit et de l'école libre de sciences politiques. Après avoir été, de 1937 à 1949 commissaire de la Marine, il était devenu en 1948 directeur de F. Hardivilliers Inc. à New-York (jusqu'en 1959), ainsi que de Ufinindo International Corps, à New-York (de 1954 à 1957). Attaché en 1960 à la direction de la Compagnie Générale d'Electricité (C.G.E.), il avait été nommé secrétaire général (en 1964) puis directeur (depuis 1974) de C.G.E. Internationale. Il était l'auteur de plusieurs études et d'ouvrages économiques et techniques.]

— M. Marc Guasch,
M. et Mme Roger Kawecki, née Guasch et leurs enfants,
Mme Marie Guasch,
M. et Mme Lucien Féraud,
M. et Mme Jean-Yves Féraud,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Yvette GUASCH,
née Féraud,

survenu à Lyon, le 11 août 1977, des suites de l'accident d'Albertville.

Les obsèques auront lieu en l'église du Saint-Esprit de Meudon-la-Forêt, ce mardi 16 août 1977, à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Charles Haziot et leurs enfants,
Mme S. Haziot de Natanya,
Les familles Haziot et Benaim,
ont la douleur de faire part du décès accidentel, de leur cher fils, petit-fils et neveu,

Claude HAZIOT,

survenu, à l'âge de vingt-trois ans, à Eilat (Israël).

Les obsèques ont lieu ce jour à Natanya.

12, rue Préault, 75019 Paris.
2 Rehov Gueva, Natanya.

— On nous prie d'annoncer le décès dans sa quatre-vingt-sixième année de

M. Henri HOPPENOT,
ambassadeur de France,
conseiller d'Etat honoraire,
grand officier de la Légion d'honneur.

Conformément à la volonté du défunt, la cérémonie d'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité le 12 août au crématorium du Père-Lachaise.

(Lire page 4.)

— Mme Jacques Jasmin,
le docteur et Mme Jean Jasmin et leurs enfants,
M. le professeur et Mme Claude Jasmin et leurs enfants,
Mme Jehuda Jasmin et ses enfants,
Toute la famille et leurs nombreux amis
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jacques JASMIN,

leur époux, père, grand-père, frère oncle, cousin, parent et allié,
survenu le 12 août 1977, dans sa soixante-dix-huitième année, en son domicile, 17, rue Van Loo, Paris-16e.

Les obsèques auront lieu le mardi 16 août 1977.

On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien à 8 h. 45.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs ni couronnes.

— Nous apprenons le décès de
M. André LEBRETON

[Né le 13 juillet 1902 à Rouen (Seine-Maritime), André Lebreton a été successivement secrétaire général (en 1941), directeur général adjoint (de 1962 à 1969), puis administrateur de la société Ugine devenue en 1967 Ugine-Kuhlmann. De 1959 à 1973 il avait également occupé le poste de P.-D. G. de la Société de filage des métaux et joints Curty, devenue CEFILAC dont il restait président d'honneur. André Lebreton avait également été P.-D. G. de la Société des Ferrites électroniques (COFELEC) de 1957 à 1971. Il était administrateur de la Société des hauts fourneaux et forges d'Alevard, de Petrofigaz et de Selchimie.]

— François Dagognet,
Et toute la famille,
font part du décès de

Mlle Marguerite MOCQUARD,
professeur honoraire de lycée,

pieusement décédée le 8 août 1977.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le jeudi 11 août, en l'église Saint-Bernard de Dijon, suivies de l'inhumation au cimetière de Neufchâteau (Vosges), dans la sépulture de famille.

35, chemin de la Buissière,
69140 Rillieux-le-Pape.

— M. Michel Pinton, président-directeur général,
M. Léonard Hounau, vice-président,
Le conseil d'administration,
Et l'ensemble du personnel de la Société Management scientifique,
ont le regret de faire part du décès du

professeur Oskar MORGENSTERN,

survenu le 26 juillet dernier à Princeton (New-Jersey), après une longue maladie.

[le Monde du 30 juillet.]

— Mme Louis Boileau,
M. et Mme André Romieu,
M. et Mme Dionys Ordinaire,
M. et Mme Jacques Boileau, leurs enfants et petit-fils,
M. et Mme Robert Lensel et leurs enfants,
Mlle Sylvie Boileau,
M. et Mme Paul Laroche de Roussane et leurs enfants,
M. Jean Petot,
M. et Mme Paul Nuss et leurs enfants,
M. et Mme Olivier Romieu et leurs enfants,
M. et Mme de Laage de Meux et leurs enfants,
M. Michel Romieu et ses enfants,
M. et Mme Maurice-André Ordinaire et leurs enfants,
M. François Ordinaire,
Les familles Marchand, Kerrest, Dussaix, André et Ickx,
Mlle Bernadette Parriaux, sa fidèle compagne,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Maurice ORDINAIRE,
née Louise Grosdidier,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, trisaïeule, tante et grand-tante,
survenu à Jougne (Doubs), le 7 août 1977, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 10 août 1977, en l'église de Jougne.

77 bis, avenue de Breteuil,
75015 Paris.
83, rue Notre-Dame-des-Champs,
75006 Paris.
31, avenue Victor-Hugo,
75116 Paris.

— M. Pierre Rossi, son mari,
Mmes Dufour, sa mère et sa sœur,
Mmes Anquez, sa tante et sa cousine,
M. Joseph Rossi, son beau-frère,
Les familles Dufour, Rossi, Anquez, Tomasini, Lucchini, Leblanc, Tramoni, Pierre Ceccaldi, d'Evisa, Benedetti, de Bernardi, Bartoli, Serra, Bacciochi,
ont l'immense douleur de faire part de la perte de leur bien-aimée

Denise ROSSI,
née Dufour,

qui s'est endormie dans la paix de Dieu dans la nuit du 2 août.

La messe, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, a été dite, le 8 août, à Aullène (Corse).

« Et je lui donnerai l'étoile du matin. »
(Apocalypse de saint Jean.)

11, voie d'Athis,
91360 Epinay-sur-Orge.

— Le docteur Denise Schalow, son épouse,
M. Gérard Schalow, son fils,
Sa famille, ses amis,
ont la douleur de faire part de la mort accidentelle, à l'âge de soixante-trois ans, au Centre de vol à voile alpin de Challes-les-Eaux (Savoie), le 9 août 1977, du

docteur Raymond SCHALOW.

Les obsèques auront lieu le jeudi 18 août, à 9 heures, en l'église Saint-Joseph d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), et l'inhumation aura lieu le même jour, à 16 heures, à Nubécourt, près de Triaucourt-en-Argonne (Meuse).

— La Fédération française de vol à voile prie les amis du vol à voile de bien vouloir assister aux obsèques du

docteur SCHALOW,

décédé accidentellement, le 9 août, à Challes-les-Eaux.

Les obsèques auront lieu le jeudi 18 août 1977, à 9 heures, en l'église Saint-Joseph d'Aulnay-sous-Bois (93).

On se réunira à son domicile.

88, avenue Vercingétorix,
93600 Aulnay-sous-Bois.

— La comtesse de Montlaur et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Guy de VILLARDI
comte de MONTLAUR,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,

survenu le 10 août 1977.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité et l'inhumation au cimetière militaire britannique de Ranville (Calvados).

Une messe sera dite ultérieurement à Paris.

Remerciements

— Mme Paul Romeas et toute sa famille,
remercient sincèrement tous ceux qui, par leur présence ou par leur message de sympathie, se sont associés à leur peine lors du décès de

M. Paul ROMEAS.

— M. et Mme Brouard Salusse,
dans l'impossibilité de répondre individuellement à toutes les personnes qui leur ont témoigné des marques de sympathie lors du décès de

M. Jean SALUSSE,

les prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

— Le président, les membres du conseil d'administration et le personnel de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites,
remercient sincèrement tous ceux qui par leur présence ou par leur message de sympathie se sont associés à leur peine lors du décès de

M. Jean SALUSSE.

Anniversaires

— 17 août.
Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu du

docteur Jacques CABASSON,
maître de conférences agrégé,
médecin des hôpitaux,
(C.H.U. de Montpellier-Nîmes).

Que ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé, aient pour lui en ce jour une pensée fidèle.

— Il y a vingt ans disparaissaient

Serge et Odette MOATI.

Leurs enfants et leurs amis s'en souviennent.

Visites et conférences

MERCREDI 17 AOUT

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 11 h., façade du Panthéon, Mme Pennec : « Saint-Etienne-du-Mont et les fresques du Panthéon ».

15 h., station R.E.R. Saint-Germain, château, Mme Oswald : « Saint-Germain-en-Laye ».

15 h., devant l'église, rue Saint-Honoré, Mme Saint-Girons : « Saint-Roch et la rue Saint-Honoré ».

15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Vermeersch : « Hôtel de Sully et exposition Les jardins de France ».

15 h., façade portail gauche, Mme Zujovic : « Notre-Dame de Paris et ses parties hautes ».

15 h. 30, hall gauche, côté parc (train par gare Saint-Lazare), Mme Magnani : « Le château de Maisons-Laffitte ».

15 h. (en anglais), entrée : « La Sainte-Chapelle » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h., métro Mabillon : « Le village de Saint-Germain, ses jardins » (A travers Paris).

15 h. 15, 8, rue de la Ferronnerie : « De l'assassinat du roi Henri IV aux Innocents et à l'église Saint-Leu » (Mme Barbier).

14 h. 30, Versailles, 10, rue du Maréchal-Joffre : « Le jardin XVIIIe de la comtesse de Balbi et le potager du roi Louis XIV » (Syndicat d'initiative).

15 h., angle rue Pavée - rue des Francs-Bourgeois : « Promenade au Marais : de l'hôtel Lamoignon à l'hôtel de Sens » (Mme Ferrand)

15 h., centre place Contrescarpe : « Le pittoresque quartier Mouffetard » (Mlle Hager).

15 h., 2, place Denfert-Rochereau : « Les Catacombes ».

15 h., 60, rue des Francs-Bourgeois : « Les hôtels de Soubise et de Rohan ».

19 h., Grand Palais, entrée de l'exposition : « L'Islam dans les collections nationales » (Paris et son histoire).

CONFERENCES. — 13 h., 16 h et 20 h., 13, rue de la Tour-des-Dames : « Conscience cosmique et méditation transcendantale » (Centre de méditation transcendantale).

RADIO-TÉLÉVISION

MARDI 16 AOUT

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Série documentaire : Au-delà de l'horizon (les Vikings), par A. Bombard et J. Floran ; 21 h. 30, Variétés (avec Petula Clark) ; 22 h. 25, Les grandes expositions : Hommage à Corot, réal. J. Plessis. Commentaires H. Toussaint.

22 h. 55, Journal.

CHAINE II : A 2

20 h. 30, Les dossiers de l'écran : FILM : LA CECILIA, de J.-L. Comolli (1975), avec M. Foschi, M. Carta, V. Mezzogiorno, M. Bussolino, B. Cattaneo.

A la fin du dix-neuvième siècle, la création, au Brésil, par un groupe d'anarchistes italiens, d'une communauté libertaire. L'histoire — vraie — d'une utopie, de sa réalisation et de son échec, dans un film politique français, qui se situe du côté de Francesco Rosi et des frères Taviani.

Vers 22 h., Débat : Au dix-neuvième siècle, le rêve d'une société idéale.

Avec MM. Cl. Mazauric, maître-assistant d'histoire à l'université de Haute-Normandie ; J. Rougerie, maître-assistant d'histoire à Paris I ; H. Desroches, directeur d'étude à l'E.P.H.E. ; E. Labrousse, historien ; M. Mermoz, président de la Cité horlogère et Mme Dominique Desanti, écrivain.

23 h. 40, Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, FILM (westerns, policiers, aventures) : LA POUSSIERE, LA SUEUR ET LA POUDRE, de D. Richard (1972), avec G. Grimes, B. Bush, L. Askew, B. Hopkins, G. Lewis.

Après la guerre de Sécession, un garçon de seize ans, qui rêve de devenir cow-boy, part comme cuisinier avec des convoyeurs de troupeaux. Il fait un dur apprentissage. Un western sans romantisme. Le réalisme simple, vrai, « documentaire », de la vie dans l'Ouest telle qu'elle était.

22 h., Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Profession délirante, par O. Germain Thomas, avec G. Matzneff, J.-L. Guérin, Ph. de Saint-Robert, J.-E. Hallier, J.-M. Benoît et P. Covo, réalisation J. Couturier ;

Un hommage à Dominique de Roux, mort en mars 1977. Fondateur des Cahiers de l'Herne, ancien directeur de la collection « 10 - 18 ». Dominique de Roux était aussi écrivain. Parmi ses œuvres : la Mort de Céline, Gombrowicz, Maison jaune, Immédiatement et le Cinquième Empire.

21 h. 30, Œuvres de Janacek ; 22 h. 30, Entretiens avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h., Jean Carteret ou la transparence, par E. Driant.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, Echanges internationaux... Festival de Flandres 1976. The consort of voices de Londres : œuvres de P. de Monte, J.-B. Besard, G. de Macque, H. Waelrant, R. de Lassus, R. Deering, P. Philips ; 22 h. 30, Escales au pays des légendes indiennes (Mexique, Brésil, Argentine) : S. Revueltas, C. Chavez, Villa-Lobos, Ginastera ; 23 h. 30, Huit jours à Washington... « African Diaspora : les Antilles », par J.-P. Lewtin ; 0 h. 5, Les fouleurs de paroles ; 0 h. 10, Iberica.

MERCREDI 17 AOUT

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Le monde merveilleux de la magie ; 13 h., Journal ; 13 h. 35, Sports : Championnat d'Europe de natation (en Suède) ; 13 h. 50, Téléfilm (spécial Anna Magnani) : « la Divette », de G. Bertolucci et Bendico, avec A. Magnani, M. Ranieri, N. Pepe (rediff.).

Flora, chanteuse dans un café-concert, dans un pays ravagé par les bombardements. L'Italie en 1917.

18 h. 5, Spécial jeunes ; 18 h. 20, Série : Les mystères de l'Ouest ; 19 h. 45, Candide caméra ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Série policière : Désiré Lafarge et les rois du désert, d'A. Franck et J.-P. Gallo.

On ne sait jamais ce qui peut se passer quand on garde un enfant... Désiré Lafarge (qui est un peu Tintin à Paris) sauve un savant idéaliste d'un imbroglio où flotte un racisme prétendu « bon enfant ».

22 h., Médicale : Le mirage de la santé, prod. I. Barrère, P. Desgraupes et E. Lalou.

Avec le professeur René Dubos.

23 h., Journal.

CHAINE II : A 2

15 h., Série britannique : Le monde en guerre ; 15 h. 55, Aujourd'hui, madame ; 16 h. 45, Série : Bonanza ; 17 h. 35, Documentaire : La vie des insectes, de G. Calderon (La lutte biologique) ; 18 h., Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Souvenirs : La joie de vivre ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Série américaine : Œil pour œil ; 21 h. 45, Magazine d'actualité : Question de temps : Le temps du soleil, de J.-P. Elkabbach et L. Bériot, prés. L. Bériot et G. Leclère (voir Tribunes et débats).

23 h., Journal.

CHAINE III : FR 3

19 h. 40, Pour les jeunes : le Lièvre et la Tortue et Carroyage ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (un film, un auteur) : L'ETRANGE M. VICTOR, de J. Gremillon (1938), avec Raimu, M. Renaud, P. Blanchar, V. Romance, M. Géniat, Andrex (N.) (rediffusion).

Receleur qui se cache sous l'apparence d'un honnête commerçant toulonnais, M. Victor commet un meurtre pour lequel un cordonnier est condamné à sa place. Lorsque celui-ci s'évade du bagne, il le cache chez lui. Une étude de mœurs et des rapports psychologiques remarquablement peints. Raimu dans un rôle à double face et une interprétation exceptionnelle.

22 h. 5, Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 3, Parallèles ; 8 h., Les chemins de la connaissance (rediffusions) : L'esprit de la main, par J. Peignot ; à 8 h. 32, Les ruses de l'intelligence, par C. Mettra ; 9 h. 7, Les pérégrins d'autrefois : « Premier Guide des touristes en 1793 »... et... Aquarium : « Chanson no 1 » ; 9 h. 30, Promenade en Suisse : dans le Valais, au Val d'Anniviers ; 11 h. 2, Nouvelles musiques de tous les temps ; 12 h. 45, Panorama : l'Argentine ;

13 h. 30, Entretiens avec J. Février ; 14 h., « Guerre et Paix », de Tolstoï, adapt. G. Govy, réal. B. Jentet (rediffusion) ; 14 h. 47, Les après-midi de France-Culture : Mercredi jeunesse ; à 16 h. 10, Match ; à 16 h. 40, Les Français s'interrogent ; à 16 h. 50, L'heure de pointe ; 17 h. 32, Entretiens avec I. Wyschnegradsky ; 18 h. 2, Scriabine ; 18 h. 30, Peinture ancienne : « Monomanie de l'envie », de Géricault ; 19 h. 30, Feuilleton : Une certaine France de mon grand-père... « Et compagnie », de J.-R. Bloch ;

20 h., Prétextes, musiques pour le théâtre, par R.-B. Reynaud : Les voix de la création :

Le Nouveau Théâtre, la Nouvelle Musique, avec les compositeurs S. Silberman, R. Foreman, A. Lucier et R. Ashley.

22 h. 30, Entretiens avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h., Jean Carteret ou la transparence, par E. Driant.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Summertime ; 9 h. 2, Points cardinaux ; 10 h., Cicerenella ; 10 h. 30, Sanguines : Beethoven, Bartok, Debussy ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jour J de la musique ;

13 h., Les classiques du jazz ; 13 h. 30, Musique à la lettre ; 14 h., Paysages d'estive. Musiques répétitives américaines, pop music ; 16 h. 2, Livre des mesianges... La flûte : Gibbons, Hasse, Gérard, Jolivet... Musique française : Jean Rivier... Paysages parisiens : Berlioz, Schumann ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h. Jazz ; 19 h. 45, Jeunes solistes ;

20 h. 30, En direct du Festival de Salzbourg 1977, l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. K. Boehm, avec M. Pollini, piano : « Concerto pour piano et orchestre en la majeur K 488 » (Mozart), « Symphonie no 7 en mi majeur » (Bruckner) ; 22 h. 30, Pandit Ram Narayan ; 23 h. 30, Huit jours à Washington... « African Diaspora : gospel et spirituals » ; 0 h. 5, Les fouleurs de paroles ; 0 h. 10, En direct du Festival de jazz de Châteauvallon ; 1 h., Le pays de personne : Aventures oniriques d'un buveur de thé, par G. Condé.

TRIBUNES ET DEBATS

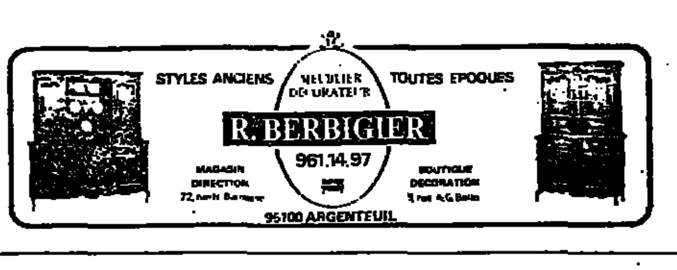
MARDI 16 AOUT

— *M. Michel Debatisse*, président de la F.N.S.E.A., est l'invité du journal d'Antenne 2, à 20 h.

MERCREDI 17 AOUT

— *L'énergie solaire* est le thème du magazine d'Antenne 2 « Question de temps », à 21 h. 45. MM. Jean-Claude Colli, délégué aux *énergies nouvelles*, Georges Chouleur, architecte, et le dessinateur Reiser participent au débat.

● *Selon les résultats d'un sondage effectué aux Etats-Unis*, un nombre croissant des téléspectateurs américains préfèrent « la télévision publique », une chaîne qui ne diffuse pas de publicité. Quarante-huit pour cent des personnes interrogées, contre trente-six pour cent l'an passé, ont déclaré avoir regardé le programme « public » au moins une fois au cours de la semaine précédant le sondage.





ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« DONA FLOR ET SES DEUX MARIS » de Bruno Barreto

Son énorme succès au Brésil, le plus grand de l'histoire du cinéma brésilien, la caution d'un roman de Jorge Amado au générique, la jeunesse du metteur en scène Bruno Barreto (vingt-deux ans), fils d'un des fondateurs du *cinema nôvo*, Luiz Carlos Barreto, tout contribue à faire de *Dona Flor et ses deux maris* une curiosité. Indépendamment de son sujet olé olé, de la musique de Chico Buarque, de la beauté de l'interprète principale Sonia Braga.

L'histoire avait plu, en d'autres temps, à Glauber Rocha, qui avait suggéré à Luiz Carlos Barreto de l'acheter. Deux scénaristes l'adaptèrent successivement pour l'écran, balançant le récit en deux parties presque symétriques. Vers 1943, au cours du carnaval de Bahia, Dona Flor perd son premier mari, joueur invétéré, époux infidèle, grand amoureux adoré de son épouse : première partie racontée en flash-back sur laquelle enchaîne, au présent, le second mariage de Dona Flor avec un pharmacien quadragénaire, parangon de toutes les vertus, amoureux tranquille, époux stable.

L'ennui naquit de l'uniformité. Dona Flor évoque le souvenir du bon vieux temps, suscite la mémoire du cher disparu, qui reprend sa place, second larron invisible, auprès d'elle et du respectable pharmacien. Ménage à trois qui n'offusquera personne, sauf la censure française, qui a jugé à propos d'interdire le film aux moins de dix-huit ans.

Salvador de Bahia a prêté son décor naturel, ses rues pittoresques et un peu lépreuses, sa misère et son exubérance, à cette peinture complaisante d'une bourgeoisie de tous les pays catholiques bien installée dans ses meubles, sa morale, son égoïsme. Le film hésite, à partir de la seconde moitié, entre le tableau de mœurs et un fantastique un peu appuyé qui fausse quelque peu les perspectives. On est resté bien sage, on n'a dérangé personne. Seul un grain de folie douce aurait pu donner vie à cette pochade trop bien agencée et sans surprise.

LOUIS MARCORELLES.

● **« JEAN GABIN ». — Editions Henri Veyrier, collection « Flash-back », 264 pages, 400 illustrations. Broché : 56 F ; relié : 78 F.**

Premier ouvrage d'une nouvelle collection, « Flash-back », ce Jean Gabin est une « somme » qui répond aussi bien à la curiosité de l'amateur qu'aux exigences du cinéphile. Ce que fut Gabin, *« sobre comme le vin rouge, simple comme une tache de sang »*, écrivait Prévert, la place qu'il occupa dans le cinéma français, l'importance (et les métamorphoses) de son mythe, l'exemplarité de sa carrière : c'est ce que ce livre nous fait comprendre et nous donne à voir grâce aux quatre cents photographies (dont certaines rarissimes) qui l'illustrent.

Dans un « salut à Gabin », Jean-Claude Missiaen nous parle de l'homme et du comédien, des origines éminemment populaires et françaises de son talent, de son humilité et de sa probité d'artisan, de ses révoltes d' « anarchiste rigoriste ». Analyse lucide d'un caractère, que l'on disait « mauvais » parce qu'inflexible, et d'un prestigieux itinéraire professionnel. Après quoi Jacques Siclier rend compte des quatre-vingt-quinze films qui composèrent cet itinéraire, depuis *Chacun sa chance*, en 1932, jusqu'à *l'Année sainte*, en 1976. Travail exhaustif (générique, distribution, résumé du scénario, point de vue et notes critiques) qui offre au lecteur l'amusement de la découverte (qui connaît *l'Etoile de Valencia ?*) ou la joie — plus fréquente — de retrouver le souvenir d'un film qu'il a aimé.

Des extraits de dialogues et divers appendices complètent ce bel ensemble dont il convient de répéter que l'iconographie est d'une qualité exceptionnelle. — J. B.

Théâtre

« Les Aventures de Hans » *de Paul Sonnendrücker*

Sur les collines du Kochersberg, à Ittlenheim, Paul Sonnendrücker, directeur d'un stage national d'art dramatique, vient de monter pour sept représentations *les Aventures de Hans*, aboutissement du travail de toute une année. Travail des comédiens, pour la plupart amateurs, travail de Robert Dossman, chargé d'organiser des expositions, des rencontres sur le thème de la pièce dans les écoles et les lycées. Beaucoup de jeunes Alsaciens aident à l'organisation matérielle ; d'autres viennent revêtir le soir l'habit de comédien. Un cultivateur prête sa charrue ; des couturières descendent de leur village pour aider à la confection des costumes. Dès lors, le public vient en voisin, en ami. Le sujet choisi explique aussi son engouement : Paul Sonnendrücker met en scène la guerre de Trente Ans, épisode sanglant de l'histoire alsacienne.

Dans cette région du Kochersberg les armées françaises et suédoises, unies dans la même barbarie, balaient le pays par vagues successives. L'occupation laisse de terribles souvenirs. Trois siècles plus tard, la peur du Suédois remplace encore celle du gendarme. Et c'est pour nous, « gens de l'intérieur », l'occasion de nous rappeler que le traumatisme du peuple alsacien ne date pas de 1870.

Paul Sonnendrücker met en scène la vie de Hans Uberall, jeune paysan, acteur involontaire d'une guerre dont les motifs lui échappent. Son père lui prodigue des conseils antihéroïques, lui enjoint de changer de camp selon la fortune des armes. Ensuite défilent les horreurs de la guerre, tableaux entrecoupés de scènes qui montrent les froids calculs politiques du cardinal de Richelieu. A la fin, Hans aura bien souvent changé d'armée. Pourtant ce voyage à travers la souffrance lui aura permis de découvrir son identité. Il assiste impuissant au dépeçage de la terre, sa terre convoitée par des Etats autoritaires et centralisateurs. On est tenté de dire : « Oui, déjà ! »

On peut regretter certaines facilités du texte, le jeu traditionnel des acteurs. Réserves de pure forme devant l'énorme succès rencontré ici, en ce lieu extraordinaire, par *les Aventures de Hans*.

M. K.

CORRESPONDANCE

Défense des « journalistes-à-tout-faire »

En réponse à l'article de Colette Godard qui, rendant compte dans le Monde *du 3 août de la rencontre organisée à Avignon entre le public et les professionnels du théâtre, notait que « dans beaucoup de journaux régionaux, la rubrique est tenue par un journaliste-à-tout-faire », M. Jacques Béal, journaliste à Amiens, nous écrit :*

« Tout faire » ne signifie pas forcément « faire n'importe quoi ». Certes, les remises des palmes académiques, les inaugurations de C.E.S., les concours de manille, les départs en retraite constitueront toujours le lot quotidien du localier. Vivant dans un désert culturel, modelé par la routine, le journaliste installé dans une rédaction détachée perdra vite toute émotion esthétique.

Excepté cet isolé, en pleine campagne, et les irréductibles à toute forme d'expression artistique, il y a ceux qui feront tout pour que la peinture, la musique, le théâtre, le cinéma aient une place digne dans leurs journaux. Ils n'attendent pas, en échange, la reconnaissance de leur rédacteur en chef. Bien au contraire, ces rédacteurs téméraires, soupçonnés de gauchisme quand ce n'est pas d'homosexualité, sont parfois mis sur la touche. Bravant le mépris d'une hiérarchie trop bien pensante pour être honnête, le journaliste-à-tout-faire-qui-se-pique-de-culture se tournera vers les lecteurs et surtout vers les créateurs. La province en recèle en quantité insoupçonnée.

Combien de comédiens, de musiciens, de peintres ont trouvé leurs premiers encouragements, et leur volonté de continuer grâce aux « papiers » d'un touche-à-tout d'un journal local ? Etre mêlé à la décentralisation, aider des créateurs encore inconnus, les révéler au public, préfacer le catalogue de la première exposition d'un peintre, tout cela, mêlé à des tâches journalistiques modestes, dépasse le rôle de faire-valoir de certains critiques parisiens. En province, tout est à faire !

■ **Un millier d'objets funéraires de bronze et de fer, des poteries et des objets de bois laqué, des plats de jade et de pierreries, ainsi qu'une stèle couverte d'écritures ont été trouvées dans une tombe découverte dans la province de Kwangsi, dans le sud-ouest de la Chine. Le site aurait deux mille cent ans.**

Expositions

Cafés, bistrots et compagnie

Alignées le long d'une rue imaginaire, les devantures de vrais cafés parisiens d'hier et d'aujourd'hui peints en trompe-l'œil par Tamas Zanko invitent à la flânerie... Et, comme dans la ville, un bistrot voué à la démolition est muré. C'est le prologue à l'exposition réalisée par le centre de création industrielle, qui restitue, au Centre Georges-Pompidou, le rôle et la fonction sociale des « cafés, bistrots et compagnie » de 1850 à nos jours.

Une histoire qui finit mal nous est contée. Les tables rondes de marbre et les chaises « bistrot » présentées en reliques n'ont plus leur place depuis longtemps dans les cafés parisiens ; elles sont, en revanche, très recherchées pour la décoration d'appartements « in ». Dans une vitrine, quelques vestiges d'anciens débits de boissons évoquent le passé avec nostalgie : miroirs peints, carafes de verre blanc, cendriers, cafetières, siphons et percolateurs.

Un constat sévère de la rénovation urbaine

Des photos dressent un constat sévère de la rénovation urbaine. Nombreux sont les bistrots démolis, « modernisés » ou appelés à disparaître. L'épidémie n'épargne même plus les vieux quartiers populaires hier encore à l'abri : non loin du plateau Beaubourg, le bar des BOF, face à la fontaine des Innocents, ancienne maison d'un maréchal-ferrant, célèbre pour sa cave et ses vieux alcools, est également menacé. Des images glacées racontent le règne du clinquant, l'avènement des drugstores, snack-bars, self-services, brasseries et pubs, où la communication est abolie au profit de la consommation ; et celui des cafés style rétro, art nouveau ou art déco, plagiant à coups de faux-semblants les splendeurs d'antan. Aujourd'hui, on ne fait plus que passer dans ces lieux éclairés au néon où flippers et juke-boxes servent à tuer un peu de temps.

Depuis qu'on boit du café (depuis Louis XIV), il n'en a pas toujours été ainsi. Des documents nous montrent comment les cafés politiques et littéraires se sont développés au dix-huitième siècle, comment ensuite, sous la bourgeoisie triomphante du dix-neuvième, ils sont devenus des temples du plaisir et du jeu, d'un luxe inouï, tel le Grand Café parisien, dû à l'architecte Charles Duval. Tandis que le bistrot servait de refuge au petit peuple et traduisait le malaise du prolétariat. Au bistrot, on boit — des cartes postales de l'époque évoquent les méfaits de l'alcool, — mais aussi on se réunit, on discute, on espère. A l'époque du Front populaire, c'est un lieu de ralliement.

Après la deuxième guerre mondiale, cafés et bistrots ne seront plus ce qu'ils étaient. Le « design » va uniformiser leur décor ; la télévision, pas encore accessible à tous, s'y installe, avant de leur voler une bonne partie de sa clientèle.

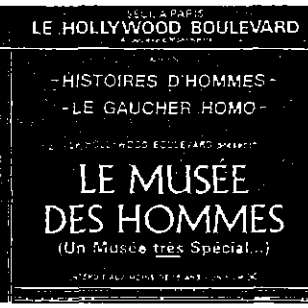
EVELITA MOOD.

★ Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 20 septembre. L'exposition itinérante du C.C.I. conçue et réalisée par Jean Dethier. Catalogue complété par un livre aux éditions du Chêne, dans la collection « Parole à l'image ».

LE CALENDRIER DES CONCERTS













SPECTACLES

théâtres

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : les Parents terribles.
Athénée, 21 h. : Equus.
Cloître des Billettes, 21 h. 45 : le Maître de Santiago.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Coupe-Chou, 20 h. 30 : l'Impromptu du Palais-Royal.
Daunou, 21 h. : Pepsie.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Le Lucernaire-Forum, Théâtre rouge, 20 h. 30 : les Deux Gentilshommes de Vérone ; 22 h. : le Manuscrit. — Théâtre noir, 20 h. 30 : Molly Bloom ; 22 h. 30 : C'est pas de l'amour, c'est de l'orage.
Michel, 21 h. 10 : Au plaisir, madame.
Mouffetard, 20 h. 45 : Erostrate.
Nouveautés, 21 h. : Divorce à la *française.*
Théâtre Présent, 20 h. 45 : la Serrure ; la Voix.

Festival estival

Quai du Port-Saint-Bernard, 18 h. 30 : Glen Spierman, Luis Armfield, Santos, Noel McGhee.
La Péniche-Théâtre, 16 h. : Musique *en plein air ; 20 h. : Concert* burlesque ; 22 h. : En attendant Godot.
Sainte-Chapelle, 18 h. 30 et 20 h. 30 : O. Piett, soprano, et Ph. Pélissier, hautbois (Bach, Haendel).

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h. 30 : Hommage à *Jacques Prévert ; 21 h. 30 :* la Collection ; 23 h. : les Bergamotes.
Au Coupe-Chou, 22 h. : les Frères ennemis.
Aux Quatre-Cents-Coups, 20 h. 30 : Tarazoult ; 22 h. 30 : l'Amour en visite.
Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : la Démarieuse ; 21 h. 45 : Au niveau du chou.
Café d'Edgar, I, 22 h. : Tango. — II, 20 h. 45 : Popeck ; 22 h. 15 : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.
Café de la Gare, 20 h. : Claude Mann ; 22 h. : Christian Perreira.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : Marianne Sergent ; 21 h. 45 : Arnaque 77.
Dix-Heures, 20 h. 30 : Blue Jeans Society ; 22 h. 15 : P. Font et Ph. Val.
Le Fanal, 20 h. 30 : Béatrice Arnac.
La Mama du Marais, 20 h. 30 : Que n'eau, que n'eau; 21 h. 30 : Les 3... ; 22 h. 30 : la Pomme maudite.
Le Petit Casino, 21 h. 15 : Cami ; 22 h. 30 : J.-C. Montells.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de dames ; 22 h. : la Nuit de noces de Cendrillon.
Tout-à-la-Joie, 20 h. 30 : La muse *gueule ; 21 h. 30 :* N'oublie pas *que* tu m'aimes ; 22 h. 30 : Je vote pour moi.
La Veuve Pichard, 22 h. : le Secret de Zonga.
La Vieille Grille, 20 h. 30 : J.-B. Falguière ; 22 h. 30 : De l'autre côté de la vie.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Plan, rate plan... et re plan plan.

Les concerts

Le Lucernaire-Forum, 21 h. : Manoujan Omar Saïd et Mohamed Taha (musique indienne) ; 23 h. : les Shantidas (musique européo-indienne).

cinémas

(*) Films interdits aux moins de treize ans.
(**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

Chaillot, 15 h. : le Sang d'un poète ; Orphée, de J. Cocteau ; 18 h. 30 : Symphonie nuptiale, d'E. von Stroheim ; 20 h. 30 : l'Héritage de la chair, d'E. Kazan ; 22 h. 30 : la Poupée, de J. Audiberti, réal. J. Baratier.

Les exclusivités

AGUIRRE (All., v.o.) : Ursulines, 5e (033-39-19).
AIDA (Fr.) : La Pagode, 7e (705-12-15).
ALICE DANS LES VILLES (All. vers. am.) : Le Marais, 4e (278-47-86) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
BARRY LYNDON (Ang., v.o.) : Le Paris, 8e (359-53-99) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
BILITIS (Fr.) (**) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
BROTHERS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04).
CAR WASH (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
CASANOVA DE FELLINI (It., v.o.) (*) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
LA COMMUNION SOLENNELLE (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
LA DENTELLIERE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03) ; Nation, 12e (343-04-67); Cambronne, 15e (734-42-96); Murat 16e (288-99-75).
LE DERNIER DINOSAURE (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LE DERNIER NABAB (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (22-47-19).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Arlequin, 6e (548-62-25) ; Jean-Renoir, 9e (874-40-75).
LE DIABLE PROBABLEMENT (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Palais des arts, 3e (272-62-98).

Mardi 16 août

DONA FLOR ET SES DEUX MARIS (Brés., v.o.) (**) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; P.L.M.-Saint-Jacques 14e (589-68-42) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Nation, 12e (343-04-67).
ELISA VIDA MIA (Esp., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
EN ROUTE POUR LA GLOIRE (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47).
L'ESPRIT DE LA RUCHE (Esp., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
HEDDA (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08). Bretagne, 6e (222-57-97). Normandie, 8e (359-41-18).
L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38). Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36). Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67). — V.f : Impérial, 2e (742-72-52).
L'ILE DU DOCTEUR MOREAU (A., v.o.) (*) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Normandie, 8e (359-41-18). V.f. : Rex, 2e (236-83-93), U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Bretagne, 6e (222-57-97), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43).
JAMBON D'ARDENNE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82), Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LA JEUNE LADY CHATTERLEY (A., v.f.) (**) : J.-Cocteau, 5e (033-47-62), Paramount-Opéra, 9e Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
L'UNE CHANTE, L'AUTRE PAS (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40).
MADAME CLAUDE (Fr.) (**) : Impérial, 2e (742-72-52), Marignan, 8e (359-92-82).
LE MAESTRO (Fr.) : Le Paris, 8e (359-53-99), Richelieu, 2e (233-56-70), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
LE MESSAGE (A., vers. arabe) : Wepler, 18e (387-50-70).
NETWORK (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (033-89-22), Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
NUCLEAIRE, DANGER IMMEDIAT (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (033-50-91).
OMAR GATLATO (Alg., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97), Berry, 11e (357-51-55).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
PAINTERS PAINTING (A., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42). H. Sp.
LA PLUIE DU DIABLE (A., v.f.) (*) : Richelieu, 2e (233-56-70).
LE PORTRAIT DE DORIAN GRAY (Fr.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80).
PROVIDENCE (Fr., vers. angl.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
RAGE (A., v.o.) (**) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91).
ROCKY (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
SALC (It.) (**) : Vendôme, 2e (073-97-52), Styx, 5e (633-08-40)
STARDUST (A., v.o.) : Elysées Point-Chow, 8e (225-67-29)
LA THEORIE DES DOMINUS (A., v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-65), Concorde, 8e (359-92-84) ; v.f. Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Lumière, 9e (770-84-64), Nation, 12e (343-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)
TRANSAMERICA EXPRESS (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
TREIZE FEMMES POUR CASANOVA (It.-Fr., v ang.) (*) : Paramount-Elysée, 8e (359-49-34) ; v.f : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), Boul'Mich, 5e (033-48-29), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)
TROIS FEMMES (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
UNE SI GENTILLE PETITE FILLE *(Fr.-Can., v. ang.) (*) : U.G.C.-*Danton, 6e (329-42-62), Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f : Capri, 2e (508-11-69), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17)).
UN FLIC SUR LE TOIT (Suéd., v.o.) (**) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).
UN TAXI MAUVE (Fr.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Daumesnil, 12e (343-52-97), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

Les grandes reprises

AU FIL DU TEMPS (All., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86)
AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.f.) : Omnia, 2e (233-39-36).
L'AUTRE (A., v.o.) (**) : La Clef, 5e (337-90-90).
LES AVENTURES DE PETER PAN (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66).
LA BLONDE ET MOI (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
BUTCH CASSIDY ET LE KID (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
COSA NOSTRA (A., v.o.) (*) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e (633-08-22 ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00)
LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.f.) : *Les Images*, 18e (522-47-94).
DOCTEUR FOLAMOUR (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66) H. Sp.
LA FIANCE DU PIRATE (Fr.) (*) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40 ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; v.f. : Bio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Athéna, 12e (343-07-48).
GET AWAY (A., v.o.) (*) U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.- Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (326-41-02); Mistral, 14e (539-53-43); *Secrétan, 19e (206-71-33).*
GUERRE ET PAIX (Sov., v.f.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
JOUR DE FETE (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90)
LE KID (A.) Actua Champo, 5e (033-51-60)
LE LAUREAT, (A., v.o. : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12).
LUCKY LUKE (Fr.-Belg.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
LOLITA (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62).
MA FEMME EST UN VIOLON (It., v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42).
LE MAGNIFIQUE (Fr.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Marignan, 8e (359-92-82), Français, 9e (770-33-88), Gaumont-Convention, 15e 828-42-27), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
MALICIA (It., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23), Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Mistral, 14e (539-52-43).
MILAREPA (It., v.o.) : Studio Git-Le-Cœur, 6e (326-80-25).
MORE (A., v.o.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
MORT A VENISE (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-7-34).
ORANGE MECANIQUE (A., v.f.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55).
L'OR SE BARRE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Caméo, 9e (770-20-89), U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02), Tourelles, 20e (636-51-98).
LE PASSAGER DE LA PLUIE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52), Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Colisée, 8e (359-29-46), Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LA PLANETE SAUVAGE (Fr.) : Champollion, 5e (033-51-60).
POUR QUI SONNE LE GLAS (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
QUAND LES AIGLES ATTAQUENT (A., v.o.) : *Colisée, 8e (359-29-46).* — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33), Fauvette, 13e (331-56-86).
REFLETS DANS UN ŒIL D'OR (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
TAKING OF (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
LES TRENTE-NEUF MARCHES (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).

Les films nouveaux

LE PASSE SIMPLE, film français de Michel Drach. Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-87-59) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Helder 9e (770-11-24) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
L'HOMME PRESSE, film français d'Edouard Molinaro, Richelieu, 2e (233-56-70) , Saint-Germain Studio, 5e (033-42-72) ; Bosquet, 7e (551-44-11) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LE VEINARD, film américain de C. Mills. — V.o. : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) V.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34) ; Paramount-Galaxie, 14e (580-18-03) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e *(606-34-25)*
SINBAD ET L'ŒIL DU TIGRE, film américain de S. Wanamaker. V.o. : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Paramount-Elysée, 8e (359-49-34). V.f : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03); Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)
LE CASSE-COU, film américain de G. Douglass. V.o U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) . Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) V.f : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (326-41-02); Mistral, 14e (539-52-43); Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (288-99-75).
OPERATION THUNDERBOLDT film israélien de M. Golan. V. angl. : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). V.o : A.B.C., 2e (236-55-54)

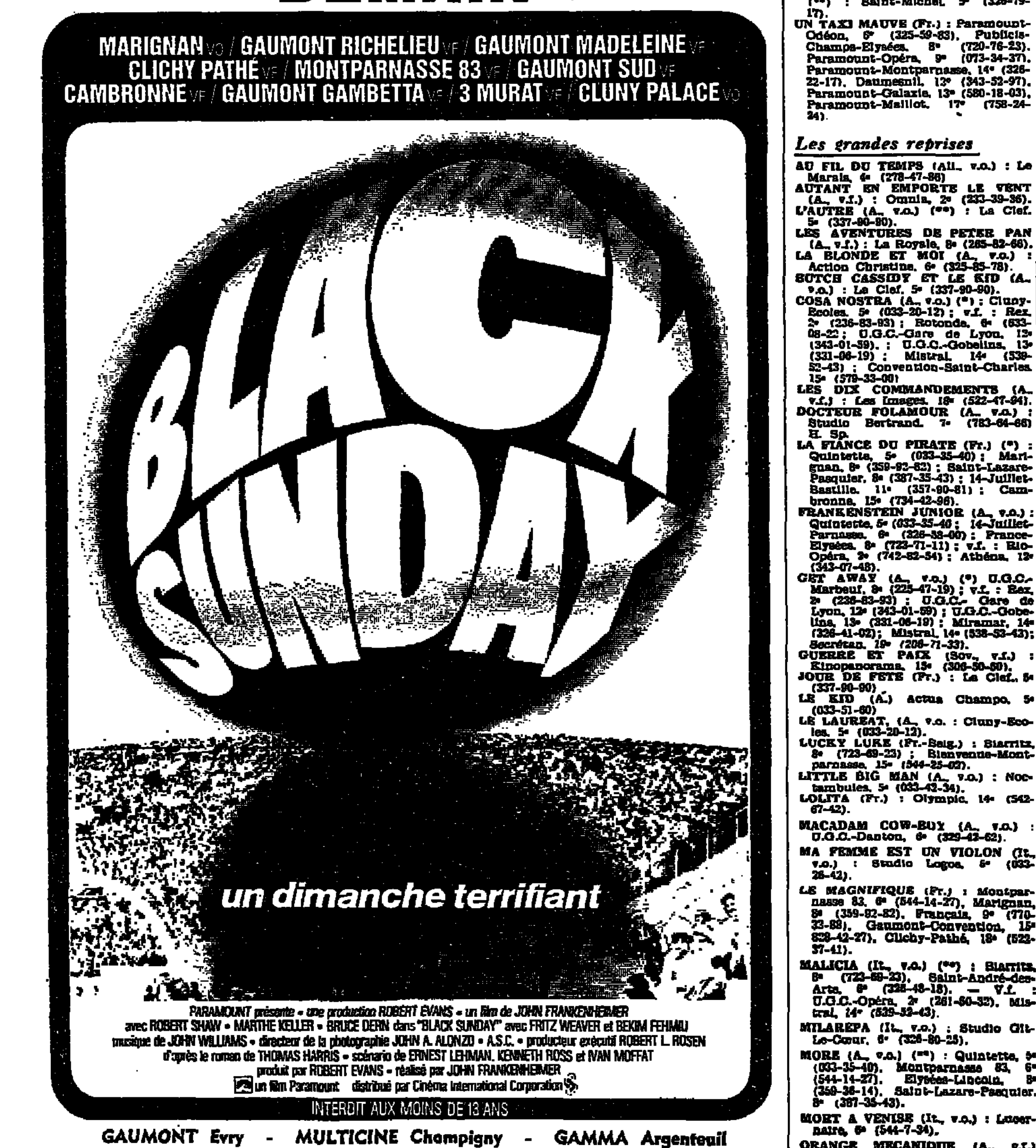
UNE NUIT A L'OPERA (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LES VACANCES DE MONSIEUR HULOT (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Balzac, 8e (359-52-70), Capri, 2e (508-11-69).
LA VRAIE NATURE DE BERNADETTE (Can.) (*) : 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
ZABRISKIE POINT (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v. o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h., et 24 h.
ANDREI ROUBLEV (Sov, v. o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), à 18 h. 30.
BEN ET BENEDICT (Fr.) : Olympic, 14e (543-67-42), à 18 h. (sf S. et D.).
CALIFORNIA SPLIT (A., v. o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
LE DERNIER TANGO A PARIS (It, **, v. o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34), à 12 h. et 24 h.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e, 10 h., 12 h. et 24 h.
INDIA SONG (F.) : Le Seine, 5e, 13 h . 20 (sf D.).
LENNY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e, 12 h. et 24 h.
MON CŒUR EST ROUGE (F.) : Olympic-Entrepôt, 14e, 18 h. (sf S. et D.).
NEWS FROM HOME (F.) : Olympic, 14e, 18 h. (sf S. et D.).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v. o.) : Luxembourg, 6e, 10 h., 12 h. et 24 h.
LA SALAMANDRE (Suis.) : Saint-André-des-Arts, 6e, 12 h. et 24 h.

Les festivals

L'AMERIQUE SANS ILLUSION (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : Jeremiah Johnson.
POLANSKI (v.o.) . Studio Galande, 5e (033-72-71) : 13 h. 45 : Répulsion ; 15 h. 45 et 22 h. 15 : Chinatown ; 18 h. : le Bal des vampires ; 20 h. : le Locataire.
I. BERGMAN (v.o.), Racine, 6e 633-43-71) : la Source.
ETRANGE (v.o.), Le Seine, 5e (325-95-99). 22 h. : Solaris ; 24 h. 15 : le Manuscrit trouvé à Saragosse. — II, 22 h. 30 et 24 h. : la Nuit des morts-vivants
G. GARBO (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : Anna Karenine.
PASOLINI (v.o.), Acacias, 17e (754-97-83) . 16 h. : les Contes de Canterbury ; 20 h. : le Décameron ; 22 h : les Mille et Une Nuits.
CARNE - PREVERT - RENOIR : La Pagode, 7e (705-12-15) : Lola Montes.
FERNANDEL : Bilboquet, 6e (222-87-23) : 13 h. 30 : les Rois du sport ; 15 h. 30 : Ignace ; 17 h. 30 : Une vie de chien ; 19 h. 30 : François Ier
M. BROTHERS (v.o.), Grands Augustins, 6e (633-22-13) : Animal Crackers.
EROTISME ART ET ESSAI (v.o.) Le Seine, 5e (325-95-99) I : 12 h. 15 : Je, tu, il, elle. 14 h. : Jehan. 15 h. 30 : Sweet Movie. 17 h. 15 : Dehors, dedans. 18 h. 45 : Maîtresse. 20 h. 45 : le Jeu avec le feu. — II : 14 h. 30 et 15 h. 45 : le Regard. 17 h. : Sweet love.
CLASSIQUES DU FILM NOIR (v.o.) Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Adieu ! ma jolie.
CHATELET - VICTORIA, 1er (508-94-14), I, 11 h. 50 (sf dim.) : la Grande Bouffe ; 14 h. et 20 h. 40 : Dersou Ouzala ; 16 h. 20 : Vol au-dessus d'un nid de coucou. — II, 12 h. (sf dim.) : les Mille et Une Nuits ; 14 h. : Satyricon ; 16 h. : Cria Cuervos ; 18 h. : Taxi *Driver* ; 20 h. 40 et 22 h. 40 : le Dernier Tango à Paris.
H. BOGART (v.o.) — Action Christine, 6e (325-85-78) : Across the Pacific. — Action La Fayette, 9e (878-80-50) : High Sierra.
GRANDS SPECTACLES Broadway, 16e (527-41-16) : la Bible (v. f.).
BOITE A FILMS (17e) (754-51-50) 13 h. : Jeremiah Johnson 14 h. 45 : 1900 (1re époque). 17 h. 30 : 1900 (2e époque). 20 h. 15 : Mort à Venise. 22 h. 30 : Phantom of the paradise. — II, 13 h. : Pink Floyd à Pompéi. 14 h. : le Lauréat. 16 h. : Amarcord. 18 h. : Lenny. 20 h. : Carrie. 21 h. 45 : Zardoz.
COMEDIES MUSICALES (v. o.). — Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Dancing Lady.



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	45,76
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03



emplois internationaux emplois internationaux

dnc anp

La DNC/ANP recrute pour les chantiers et bureaux d'études de son entreprise des industries métalliques implantées dans les environs d'Alger.

INGÉNIEURS TECHNICIENS SUPÉRIEURS

connaissant parfaitement :
— Menuiserie aluminium
— Façades - Rideaux
— Miroiterie

Dans les domaines :
— Bureau d'étude
— Ordonnancement
— Préparation et lancement fabrications
— Conduite de chantier

AVANTAGES

Rémunération selon compétence
Restauration et transports assurés
Possibilité de logement

CONDITIONS

Expérience minimum de cinq années souhaitable.

Ecrire ou se présenter à DNC/ANP - Direction du Personnel, 27, rue Négrier, H.-Dey, ALGER.

BUREAU D'ETUDES à vocation internationale, Siège social Paris, recherche pour séjour à l'étranger :

INGÉNIEUR PROJETEUR AUTOROUTIER

Cet ingénieur diplômé, s'exprimant en anglais, se verra confier des responsabilités qui nécessitent une expérience ds ce domaine d'une dizaine d'années au minim. Les personnes intéressées son invitées à prendre un premier contact en écrivant (joindre C.V. et indiquer dernière rémunération annuelle), sous réf. 871/111 : L.T.P. 31, boul. Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS

Société Ingénierie Paris recherche pour poste au Moyen-Orient

INGÉNIEUR OUVRAGES D'ART
spécialisé dans les techniques de
PONTS PRÉCONTRAINTS

Diplômé d'une grande école, cet ingénieur peut faire état d'une large expérience professionnelle ds le domaine des travx publics acquise pour partie à l'étranger. Une bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire pour l'exercice des fonctions qui lui seront confiées. Les ingénieurs intéressés sont priés d'écrire (C. V. + dernier salaire annuel) sous réf. 758/122 L.T.P. 31, boul. Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS

Société d'Ingénieurs Conseils recherche pour séjour en Indonésie

CHEF MATÉRIELS TRAVAUX PUBLICS

qui sera chargé dans le cadre d'une assistance technique en entretien routier, de coordonner et de planifier la gestion centrale des différents matériels T.P. : évaluation, rénovation du Parc, lancement d'apels d'offre, plans d'investissement. Une très bonne expérience dans un poste semblable est nécessaire ainsi que la connaissance de l'anglais courant et technique. Possibilités d'intervention en tant que Consultant. Les personnes intéressées sont priées d'écrire (joindre C.V. et dernière rémunération) sous la référence 875/111, à L.T.P. 31, boul. Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS

Société d'Ingénieurs Conseils recherche pour séjour en pays anglophone

INGÉNIEUR
ayant une bone expérience en supervision travaux
TERRASSEMENT

ainsi qu'en GENIE CIVIL. Cet ingénieur, célibataire, s'exprimant couramment en anglais, aura de préférence une expérience des pays en voie de développement et sera libre sous peu. Les ingénieurs diplômés intéressés voudront bien adresser une lettre (joindre C.V. et indiquer dernière rémunération annuelle) sous réf. 901/103, à L.T.P. 31, boul. Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS

SOCIETE ECONOMIE MIXTE recherche pour assistance technique dans un pays anglophone

INGÉNIEUR ROUTIER MÉCANICIEN

ayant une expérience confirmée de l'utilisation optimum des matériels de travaux publics et apte à conseiller les responsables sur leur planification et leur mise en œuvre. Veuillez prendre un premier contact en écrivant (joindre C.V., indiquer dernier niveau de rémunération) sous référence 894/105, à L.T.P. 31, boul. Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS

Importante Société Paris recherche pour son séjour en pays anglophone

INGÉNIEUR
ayt une expérience confirmée en
MATÉRIELS BITUME

(transports, stockage, réchauffage, épandage). Les ingénieurs intéressés sont invités à écrire (joindre C.V., indiquer dernière rémunération annuelle), sous référence 896/105, à L.T.P. 31, boul. Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS

STE AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE recherche

INGÉNIEURS AGRO I. N. A.
spécialisés dans machinisme agricole

Env. C.V. et photo, n° 7.595, à LTP 31, bd de Bonne-Nouvelle, 75002 Paris

---

EXPEDITIONS POLAIRES FRANÇAISES
rech. pr hivernage Antarctique, conduite stat. ionosph. télécom. satellites, abs. 14 mois, dép. nov.

INGÉN. ÉLECTRONICIEN

très expérim., branche télécom., libre de suite pour prépar. spéc. Envoyer C.V., référ., à E.P.F., 47, av. Mar.-Fayolle, 75116 Paris

---

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS recherche pour AFRIQUE NOIRE

JEUNE INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Ayant connaissances courants faibles. Aptitudes à gestion souhaitées.

Situation intéressante. Avantages habituels d'expatriement.

Adr. C.V. et prétent. n° 23.224, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

---

dnc anp

La DNC/ANP recrute d'urgence pour les besoins de ses projets et entreprises

DES INGÉNIEURS DES TECHNICIENS SUPÉRIEURS EN :

— Bâtiment
— Travaux publics
— Mécanique des sols
— Topographie
— V.R.D.
— Plomberie

AVANTAGES

— Rémunération selon compétence
— Cantine et transport assurés
— Possibilité de logement

CONDITIONS

Expérience minimum de cinq années souhaitable.

Ecrire à DNC/ANP - Direction du Personnel - 27, rue Négrier - H.-Dey - ALGER

THE UNIVERSITY OF RIYADH
ENGLISH DEPARTMENT

French lecturers - Assistant professors

experienced in teaching French as a foreign language (preferably with a Ph. D.) required by department of English, University of RIYADH, SAOUDI ARABIA.

If free to recolate at once, please apply immediately (in English) including C.V. and tel. n° to

Dr. R. HAWARI c./o. AUPELF
173, bd St-Germain, 75272 Paris Cedex 06, France, tél. 222-96-38

AMBASSADE DU GABON PARIS recherche

PROFESSEURS

ADJOINTS - AUXILIAIRES - TITULAIRES d'éducation physique et sportive ainsi que des

ENTRAINEURS FÉDÉRAUX

3e degré, toutes disciplines pour servir au Gabon. Personnes intéressées par cette communication, prière faire parvenir candidatures au Service Culturel, AMBASSADE DU GABON, 26 bis, avenue Raphaël, 75016 Paris, tél. 525-64-41 où informations complémentaires leur seront données pour constitution dossiers, mise en route rapide. Curriculum vitae et spécialité enseignée souhaités dans réponse.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI

TRADUCTEUR-RÉVISEUR TECHNIQUE

RESPONSABILITES :
Traduction en français, et révision, de textes techniques traitant de sujets relatifs aux télécommunications et présentés en anglais ou en espagnol ; formation de traducteurs débutants ; participation aux travaux des commissions de rédaction des conférences.

APTITUDES REQUISES :
— Niveau d'instruction : titre universitaire en : a) langues modernes, et b) télécommunications, radio, électricité ou dans un domaine connexe ; ou titre universitaire en a) ou b) et aptitudes de niveau équivalent dans l'autre domaine, acquises par expérience ou par études ultérieures.
— Expérience professionnelle : sept ans d'expérience en qualité de traducteur-réviseur dans le domaine des télécommunications.

TRAITEMENT ET CONDITIONS D'EMPLOI :
— Salaire de début :
- avec charges de famille : 21.753,80 $;
- sans charges de famille : 20.209,10 $.

— Salaire maximum (après 12 années de service) :
- avec charges de famille : 27.749,60 $;
- sans charges de famille : 25.585,70 $.

S'y ajoute une indemnité de poste locale d'environ 11.675,40 $ par an avec charges de famille et 10.845,80 $ par an sans charges de famille. Assurance maladie et caisse de pensions. Conditions de service générales des Nations Unies (Renseignements complémentaires donnés sur demande).

CANDIDATURE :
Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae complet et d'une référence à cette annonce, sont à adresser à :

Département du personnel, UIT
Place des Nations - CH-1211 GENEVE 20
Tél. : 022/346021.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

---

emplois régionaux

IMPTE SOCIÉTÉ RÉGION CENTRE recherche

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

pour assumer la responsabilité de son service lancement. Plusieurs années d'expérience industrielle.

CE POSTE EXIGE :
— Une solide pratique en matière de gestion industrielle, programme de production, stocks, etc.
— Une très grande maîtrise des relations humaines en contexte industriel.
Connaissance de l'anglais très souhaitable.

Logement agréable assuré

Adr. C.V., photo et prétentions, n° 22.635, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q. t.

IMPTE SOCIETE T.P. cherche

INGÉNIEUR ou **CONDUCTEUR DE TRAVAUX**

confirmé pr direction chantier travaux souterrains
Libre de suite. Référ. exigées.
Ecr. HAVAS MARSEILLE 47820

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS recherche pour sa DIRECTION GENERALE (SOMME)

UN RESPONSABLE POUR SON SERVICE COMPTABLE

Ce poste de haut niveau exige une formation supérieure et une expérience réussie de plusieurs années de responsable dans les domaines Comptable, Financier, Fiscal et Informatique. Age souhaité : 35 ans minimum.

Ecr. av. C.V., photo, prétent., à n° 22.765, CONTESSE PUBL., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

IMPORTANTE SOCIETE SPECIALISEE DANS LE LEVAGE ET LEVAGE-MONTAGE recherche d'urgence pour son B.E. de TOULOUSE

UN JEUNE INGENIEUR

30 ans environ, Grandes Ecoles, spécialisé en constructions métalliques, minim. 5 ans d'expér. Envoyer C.V. avec photo à n° E 6.261, HAVAS, 31002 TOULOUSE, qui transmettra.

SOCIETE D'ETUDES recherche

ARCHITECTE PAYSAGISTE

ayt acquis une première expérience dans le cadre de projets d'urbanisme et d'études d'impact. Ce jeune diplômé, appelé à résider dans le Sud-Ouest de la France, aura une disponibilité lui permettant d'effectuer des déplacements en France ainsi que des missions à l'étranger. Les candidats intéresses sont priés d'écrire (joindre C.V. et indiquer dernière rémunération) sous référence 892/104, L.T.P. 31, boul. Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS

Bureau d'étude recherche

INGÉNIEUR

diplômé d'une grande école + C.H.E.B.A.P. ou C.H.E.M., ayt acquis une expérience de 3 à 5 ans en projets

OUVRAGES D'ART

Cet ingénieur, libre sous peu, travaillera près de Montpellier et sera disponible pr effectuer des déplacements à l'étranger. (Anglais nécessaire.) Veuillez écrire (joindre C.V. et indiquer dernière rémunération annuelle) sous réfer. 902/101 L.T.P. 31, boul. Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses Annonces Classées tout texte comportant allégation ou indications fausses ou de nature à induire en erreur ses lecteurs. Si, malgré ce contrôle, une petite annonce abusive s'était glissée dans nos colonnes, nous prions instamment nos lecteurs de nous la signaler en nous écrivant :

LE MONDE
Direction de la Publicité
5, rue des Italiens
75009 PARIS

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

NOUS SOMMES UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ STRASBOURGEOISE - NOTRE EXPANSION COMMENCÉE DEPUIS QUELQUES ANNÉES SE POURSUIT ET NOUS PRÉVOYONS UN RECRUTEMENT

1. - POUR NOTRE DÉPARTEMENT LOGICIEL DE LA FONCTION ÉTUDE ET RECHERCHE

DES INGÉNIEURS INFORMATICIENS

niveau maîtrise en informatique ou école d'ingénieurs avec spécialité d'informatique.

Les candidats auront pour mission de faire l'analyse détaillée de la programmation et du support de mini-ordinateurs dans le cadre des études et de l'élaboration de la maintenance de ses systèmes téléphoniques.

Les exigences des postes à pourvoir nous imposent d'engager des candidats possédant une experience confirmée sur mini-ordinateurs en temps réel.

2. - POUR NOTRE DÉPARTEMENT ÉTUDES SYSTÈMES DE LA FONCTION ÉTUDE ET RECHERCHE

DES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

formation d'ingénieur électronicien. Expérience confirmée de 2 à 3 ans sur des projets utilisant les nouvelles technologies (logique et analogique).

Connaissance de la micro-informatique. Différents postes sont offerts, pouvant avoir l'etude de nouveaux systèmes de commutation téléphonique ou l'étude d'application des nouveaux composants ou l'analyse et la surveillance de la qualité des produits livrés ainsi que du processus de fabrication.

Ces divers postes sont à pourvoir soit à Strasbourg soit à Paris.

La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Envoyer curric. vitae avec photo et prétentions sous n° 539 à HAVAS STRASBOURG, qui transm.

GROUPEMENT INDUSTRIEL DES ARMEMENTS TERRESTRES

recherche pour

BOURGES (18)

INGÉNIEUR SYSTÈME

Pour Centre de Traitement de l'Informatique de Gestion doté d'un ordinateur IBM 370/135 travaillant sous DOS/VS avec POWER et CICS.

Cet ingénieur diplômé de Grande Ecole devra posséder :

— Une solide formation informatique ;
— Le goût des contacts humains ;
— Une bonne connaissance de la langue anglaise.

Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo et prétentions à M. le Directeur de l'E.F.A.B., 6, rte de Guerry, B.P. 705 et 713, 18015 Bourges Ced.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
Demi produits en métaux non ferreux
recherche
pour son bureau de LYON

DIRECTEUR RÉGIONAL
POUR LE SUD DE LA FRANCE

- Commercial dynamique avec bonnes notions techniques ;
- L'expérience de la vente des produits métallurgiques à une clintèle industrielle sera appréciée ;
- Connaissance de la langue allemande souhaitée ;
- Age de 30 ans minimum ;
- Excellent négociateur capable de gérer dans une large autonomie le marché qui lui est confié ;
- Contact aisé à tous niveaux ;

Disponible pour fréquents déplacements.
Statut cadre - Voiture de fonction
Rémunération élevée
Env. C.V., photo et prétent. sous n° T 075.315 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

Importante Société à Etablissements multiples Constructeur véhicules industriels Poids Lourds Région DOUAI crée le poste :

RESPONSABLE D'ETABLISSEMENT
(petite unité)

a) Expérience direction d'une entreprise moyenne.
b) Excellente formation technique en fabrication mécanique. Connaissance en hydraulique et usinage exigées.

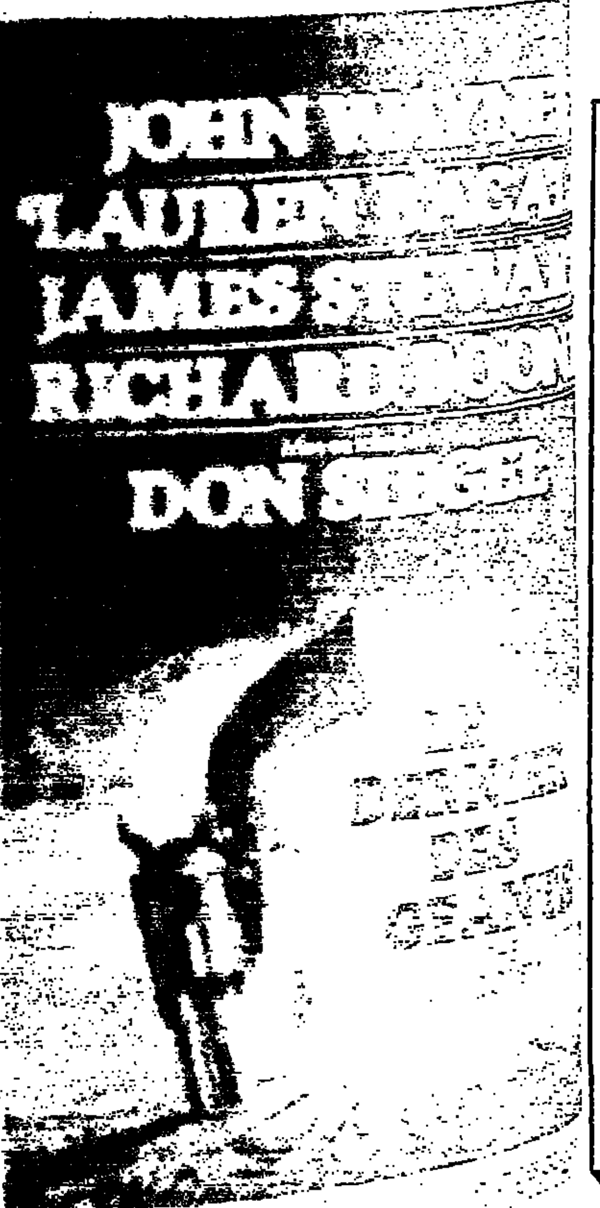
Ce poste implique la supervision de la :
— conception,
— fabrication
— vente des produits,
— budget.

Ecrire n° 75.797 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BOULOGNE-SUR-MER
recherche

JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTRONIQUE POUR BUREAU MÉTHODES

Ecrire avec C.V. et prétentions s/réf. 5470 à : P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	45,76
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

offres d'emploi

PA

Importante société allemande de l'industrie en usinage des métaux employant plus de 7.000 personnes, recherche des cadres pour sa nouvelle usine située au Sud de Paris avec un effectif d'environ 100 personnes. Une production en série très moderne, réputée par sa qualité irréprochable et un service après-vente parfaitement organisé nous assurent une place importante sur le marché français.

Nous recherchons des ingénieurs qualifiés et expérimentés dans les tâches de gestion :

CHEF DE CONTROLE DES MATÉRIAUX (materials management)

pour diriger la fabrication, les achats, les stocks et les ventes.

CHEF DE CONTROLE DE LA QUALITÉ

pour la planification et le contrôle ainsi qu'un

CONTROLEUR (financial controlling)

pour la comptabilité, la planification du budget et la rédaction des rapports de gestion. Les candidats intéressés par cette tâche à la fois exigeante et avec une maîtrise suffisante de la langue allemande ou anglaise sont priés d'envoyer leur candidature en allemand ou en anglais sous le code FAM 496 à

PA MANAGEMENT CONSULTANTS GMBH - BETTINASTRASSE 62
D-6000 FRANKFURT 1 - ABT. PERSONALBERATUNG - TEL. (611) 740491

Société de Gestion et d'Informatique

PUBLICIS
S. G. I. P.

RECHERCHE POUR RENFORCER SES EQUIPES DE PROGRAMMATION

- **PROGRAMMEURS CONFIRMÉS ASSEMBLEUR, PRATIQUANT SI POSSIBLE CICS**
- **PROGRAMMEURS CONFIRMÉS COBOL**
- **PROGRAMMEURS DÉBUTANTS FORMÉS A COBOL**

Collaboration en petites unités d'études
Développement de carrière assuré à personnalités fortes

Ecrire lettre manuscrite avec C.V. et photo à

S. G. I. P.
35, rue du Pont - 92200 NEUILLY.

---

emplois régionaux

IMPTE SOCIÉTÉ INDUSTRIE ALIMENTAIRE
recherche
pour une Usine située en NORMANDIE

UN CHEF DE SERVICES TECHNIQUES

responsable des travaux neufs, entretien, énergie (25 personnes). Ce poste s'adresse à un ingénieur CENTRALE, ARTS ET METIERS ou équivalent possédant une expérience professionnelle de 3 à 5 ans.

pour une Usine située en THIÉRACHE

UN INGÉNIEUR INSTALLATIONS

Collaborateur du Chef de Services Techniques de l'usine. Il aura la responsabilité des études et réalisations des travaux neufs.
Ce poste s'adresse à un ingénieur CENTRALE, ARTS ET METIERS ou équivalent possédant une première expérience professionnelle.
Adresser C.V. à n° 23.274. CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

GROUPE INTERNATIONAL dans Région Est de la France recherche pour filiale française

PRODUCT MANAGER
PRODUITS GRANDE CONSOMMATION

Age 30 ans minimum
Etudes supérieures (H.E.C., E.S.S.E.C. ...)
Expérience requise :
- Etude de marchés et de motivation.
- Travaux sur panels.
- Publicité, campagnes et médias.
- Connaissances approfondies du marketing Mix.

Expérience indispensable du terrain.
Il faut impérativement avoir pratiqué la vente. Candidats habitués au « Marketing en chambre » priés de s'abstenir.
Très bonnes connaissances allemand ou anglais exigées.

Ecrire sous n° 7.220 à HAVAS REIMS, 9, rue Carnot - 51100 Reims.

GROUPE INTERNATIONAL situé dans région Est de la France proche de métropole universitaire recherche pour filiale française

DIRECTEUR DES VENTES

qui, sous l'autorité du Directeur Général des Ventes, sera en charge d'une division de produits de grande consommation non alimentaires.

Age 35 ans minimum, dynamique et travailleur, homme de caractere et de terrain.

Expérience requise : 10 années animation de réseau dans grande distribution et distribution via grossistes et détaillants indispensable (électro-ménager souhaité).

Bonne connaissance du laisser sur place ainsi que habitude du merchandising appréciées.

Ecrire sous n° 7.219 à HAVAS REIMS, 9, rue Carnot - 51100 Reims.

La CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU DOUBS recherche pour assurer les fonctions d'assistant technique du commerce extérieur, un

COLLABORATEUR

30 ans minimum, d'un niveau de formation supérieure (sciences économiques, E.S.C.A.E. ...) ayant le contact facile et le sens du concret, disposant d'une expérience professionnelle de quelques années en entreprise avec compétence dans le commerce extérieur. Une bonne connaissance d'une ou de deux langues étrangères est requise.

Sa mission consistera à fournir aux entreprises locales toutes informations et documentations sur les réglements du commerce extérieur et sur les marchés étrangers, à leur apporter un appui spécifique dans l'organisation et le développement de leurs activités tournées vers l'extérieur, de promouvoir des actions de promotion commerciale à l'étranger.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à Chambre de Commerce et d'Industrie du Doubs, 7, rue Charles-Nodier - 25042 Besançon Cedex.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.



recherche

CHEFS COMPTABLES
ADJOINTS à CHEFS COMPTABLES
RESPONSABLES FOURNISSEURS

- Pour postes à pourvoir en région Parisienne et Province.
- Les candidats ne doivent pas avoir moins de 28 ans et doivent posséder un sens de l'organisation du travail, du contact humain et un esprit de travail en équipe.
- Ces postes réclament une forte personnalité et un dynamisme caractérisé.
- Nombreuses possibilités à l'intérieur d'un groupe en pleine expansion.
- La rémunération sera déterminée en fonction des aptitudes des candidats.

Envoyer C.V., prétentions et photo à :
EUROMARCHE
Monsieur Ph. GILLES - 180 R.N. 7
91200 ATHIS-MONS

IMPORTANTE SOCIETE MULTINATIONALE
Banlieue Ouest recherche

JEUNE CADRE

Il devra prendre en charge la gestion des dossiers comptabilité clients. Il aura la responsabilité d'animer un groupe d'employés.

L'expérience dans le secteur agence de voyages ou organisme de crédit serait très appréciée.

Anglais souhaité.

Rémunération intéressante selon capacités.

Adresser C.V., photo sous n° 6.689 à P.M.P., 69, rue de Provence, 75009 Paris, qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

COMPAGNIE GENERALE D'AUTOMATISME
CENTRE DU BOIS DES BORDES
LE PLESSIS-PATE
91220 BRETIGNY-SUR-ORGE
recherche

DIPLOME GRANDE ECOLE

INGÉNIEUR D'AFFAIRES
POSITION 2

Ayant 3 à 5 ans d'expérience minimum dans le domaine des automatismes faisant appel à l'électronique (utilisation de microprocesseurs).

Responsabilité de suivi d'affaires à l'échelon de la compagnie et dans la mise en œuvre des matériels en clientèle.

Déplacements en France à prévoir.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions à la Direction du personnel et des relations humaines.

STE INGENIEURS CONSEILS
Siège social PARIS
recherche

INGÉNIEUR

ayant acquis une expérience d'environ cinq ans en études et conception de systèmes de

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Cet ingénieur diplômé, qui aura à traiter également de questions l'électricité et d'éclairage, est appelé à travailler à Paris et à assurer de fréquentes interventions ds les pays étrangers.

Veuillez écrire (joindre C.V. et indiquer dernière rémunération annuelle) en spécifiant la référ. 889/101,

L.T.P. 31, boul. Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS

BACHELIER (E)

bonne connaissance anglais exigée pour service Achats. Se presenter : ORSTOM, 24, rue Bayard, PARIS 8e.

UN ANIMATEUR

socio-culturel expér. pr ouvert. d'un Centre d'animat. de quart. Adresser C.V., à M. FURLAN, Mairie de Montgeron 91230.

DIPLOME GRANDE ECOLE COMMERCIALE ou SCIENTIFIQUE

Nous sommes une importante Société française spécialisée, au sein d'un puissant groupe industriel international, dans la fabrication et la distribution de biens de grande consommation.

Nous recherchons :

UN CADRE DÉBUTANT

Pour un premier poste d'ANALYSTE-PROGRAMMEUR dans notre département informatique de gestion.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un C.V. sont à adresser à n° 23.083, CONTESSE Publicité 20, av. de l'Opéra, Paris-1er

---

SEDAP
recherche :

PROGRAMMEURS PL1

ANALYSTES-PROGRAMMEURS PL1
QUALIFIES

Tél. M. GUILLAUME, 346-12-35.

Collaborateur grand standing pour contacts haut niveau. Poss. gains importants. 236-12-30.

Recherchons DIRECTEUR Centre d'animation, 25 ans minim. C.V. et photo C.R.A.D., B.P. 133, 61203 ARGENTAN.

Rech. DIRECTEUR centre de séjour foyer de jeune travailleur, 25 a. min., C.V. et photo, CRAD, BP 133, 61203 Argentan.

Factory Mutual System

INGÉNIEUR

Compagnie d'assurances américaine opérant en France et en Europe recherche de

JEUNES INGÉNIEURS

Diplômés de grandes écoles (Arts et Métiers ou équivalentes) spécialisés dans les différents domaines de l'ingénierie technique : Chimie, Mécanique, Travaux publics ou Electricité.

Les postes proposés requièrent une très bonne connaissance de l'anglais et de la facilité dans le domaine des contacts humains.

Les candidats sélectionnés effectueront un an de stage aux Etats-Unis portant sur la protection incendie risques industriels et contrôle des sinistres.

Pour informations complémentaires, adresser un curriculum vitae détaillé, rédigé en anglais et accompagné d'une photo à :

J. E. McCoomb, Eng. Mgr.

AFFILIATED FM INSURANCE CO
21-23, rue Vernet, 75008 PARIS

Affiliated FM est une Compagnie américaine qui a pris un rapide essor en Europe.

Elle est filiale de Allendale Mutual Insurance Company, première Compagnie du monde pour les biens industriels.

Allendale et Affiliated FM appartiennent toutes deux au Factory Mutual System créé en 1835 et sont aujourd'hui considérées comme les leaders en matière de prévention contre les sinistres industriels.

IMPORTANT GROUPE
recherche

ingénieur-électronicien

capable de prendre la responsabilité d'un service technique spécialisé

vidéo-cassettes grand public

Expérience nécessaire dans ce domaine.
Anglais indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 2368 à : Organisation et Publicité 2, rue Marengo - 75001 PARIS / qui transmettra

---

occasions

Laurence Corner, Londres : surplus de vêtements et matériel gouvernementaux de haut qualité. Vêtements de plein air et de protection. Prix imbattables. Très vaste gamme d'articles uniques pour tout le monde. Catalogue de 48 pages contre 4 F, port compris, et vous êtes bien entendu les bienvenus lors de votre prochain séjour à Londres.
LAURENCE CORNER, 62/64 Hampstead Road, LONDRES NW1 (Angleterre).

enseignem.

ESPAGNOL INTENSIF

sur la Costa del Sol par petits groupes.
ACADEMIA OXFORD, Comedias, 11 MALAGA (Esp.).
Téléph. 21-23-09.

---

secrétaires

IMPORTANTE SOCIETE BONNETERIE
recherche pour
son Service Commercial
à PARIS

SECRETAIRE TRILINGUE
(ALLEMAND - ANGLAIS)

35 ans minimum
Sérieuses références.

Envoyer C.V., photo et prétentions à No22620 CONTESSE Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

demandes d'emploi

DIRECTEUR COMMERCIAL
nationalité Tunisienne, trilingue anglais - français - arabe contacts très haut niveau dans tous pays arabes, cherche poste dans Sociétés intéressées par ces marchés. Libre 1er sept. Tél. de 8 à 12 h : 735-74-30.

TECHNICIEN TV - HIFI
ch. emploi Paris ou rég. paris. Ecr. n° T 75.907 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

X - ENSAE
31 a., 8 a. expér. économie et aménagement, dont 5 ans outre-mer, cherche poste responsabilités secteurs économie ou finance, basé dans capitale AFRIQUE FRANCOPHONE. — Ecr. n° T 75.911 M, Régie-Pr., 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE ADMINISTRATIF
Dynamiq., 31 a., D.E.C.S. comptable, bon. réf., rech. situation région Sud ou étranger. Ecrire à CLUZEL, 10, rue Jean-Jaurès, 94800 VILLEJUIF, qui transm.

CADRE
38 ans, dynamiq., spécialisé en TRANSPORT TRANSIT

MAITRISE
ALL., FRANÇ., ANGL., ESP.

expérience internationale, administrat., gestion, informatique, recherche POSTE A RESPONSABILITE dans import. sté de production EXPORTATION, OU TRANSIT. Ecrire M. VINCENT, 146, quai Louis-Blériot, 75016 PARIS.

Jeune Allemande parlant français cherche place stable bureau, secrétariat comptabil. (Dt Unternehmen) ou hôtellerie pour 1er septemb. Ecr. E. Bank, 2, r. Neuve-des-Boulets, 75011 Paris.

GARDIENNAGE - Art. peintre ch. place gardien contre possib. utilisation local Paris, banlieue. Tél. 883-99-92.

Hme 32 a., études supér. scient. DEA, ch. tte urgce. place stable écolog., audio-visuel, hydro-géol., travaux sur cartes ou étude sous-sol - M. Bouzou, 97, avenue Roger-Salengro, asc. C 7, 92290 Châtenay-Malabry - 702-42-62.

Secr. dact. expérim., réf., not. anglais, ch. remplac. prox. 8e. Ecr. n° 1.390, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F., bachelière en 2e année DECS, cherche emploi mi-temps. Disponible de suite. Ecr. n° 1.392, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Ing. élect. 34 a., dipl., exp. étud. chantiers, form. bât. industrie (installat. cour. forts et faibles, automatismes régulat.), dispon. pl. tps ou part., préav. 3 mois. Ecr. n° 1.388, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Angl., 30 a., thèse maths, 4 a. exp. enseignement informatique, connaissance français de base, cherche poste France ou étranger. Etudie toutes propositions. Orley, Abidos, 64150 MOURENX.

CADRE ADMINISTRATIF ANCIEN OFFICIER SPECIALISTE TRANSPORT INTERNATIONAL ch. poste administratif à l'étranger, 2 a. expér. de responsable admin. de chantier au Moyen-Orient et Afrique du Nord. — Ecrire n° 1.386, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e).

H. 30 ans, lic. droit + I.A.E., 4 ans exp. formation professionnelle ds sociétés services, cherche poste responsabilités en FORMAT. PROFESSIONNELLE. Ecr. n° 1.369, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H. 31 ans, lic. en droit, niv. D.E.S.S. notarial, étud. tte prop. Ecr. n° 1.385, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

HOMME 40 ANS COMPTABLE PRINCIPAL finances/clients, libre, Paris/banl. Sud. JOLLIN, 6, allée d'Arz, Antony. 702-28-06.

J.F. 27 a., secrétaire, bilingue angl. (sténo), form. B.T.S., 6 a. expér., rech. poste stable Paris. Ecrire n° 75.889, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

40 ans, T.C.G., Sc. Po., maîtr. Sc. Eco, 3e c., planif., amén., exp. ens., adm., ch. sit. serv. ét. ou organ. Jacques Malherbe, 8, passage Moselle, 75019 Paris.

Jne fille lég. handic. fer. secrétariat à dom. tt autres travx. Ecr. n° 6.535, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Hme 34 ans, certif. comptable D.E.C.S., 17 ans expér. cabinet comptable, ch. poste responsab. cab. ou entrepr., rég. indiffér. Ecr. n° 7.406, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

information divers

POUR

TROUVER UN EMPLOI

Le CIDEM (Centre d'information sur l'emploi, association sans but lucratif) vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)

Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V. : rédaction, exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans d'action détaillés.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.
- Vos droits, lois et accords.

Pour informations, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78 Le Chesnay.

capitaux ou proposit. com.

Importateur Auto, nouv. marque, offre concession exclusive Paris et région. Tél. le matin, merc.-jdi-vend. : 991-27-24, R.-V.

autos-vente

12 à 16 C.V.

604 DE DIRECTION - 1977, 6.000 km autom. T.O.E. Peinture métal. M. NOSAL - 745-08-52.

sports loisirs

GRÈCE - TURQUIE A LA VOILE

sur sloop 11 m avec SKIPPER
Possibilité 4/5 personnes
INITIATION - CROISIERE FARNIENTE
Participation aux frais

Téléph. le soir à partir de 19 h à PIERRE ET ANNE 254-63-76

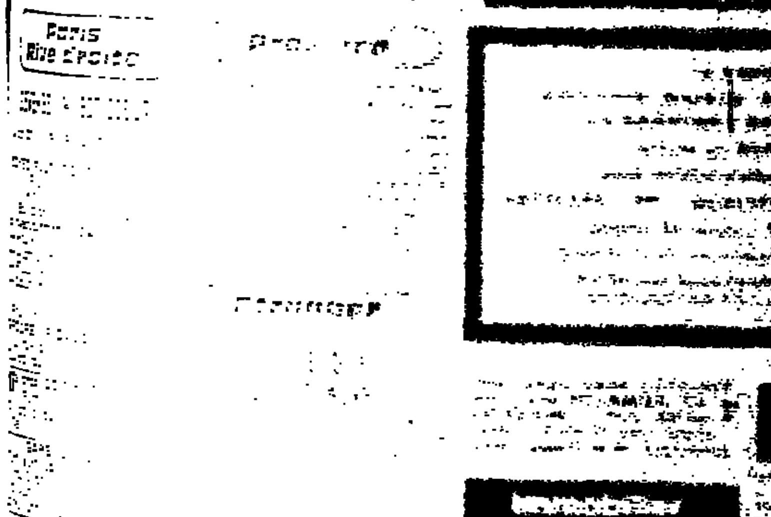
---

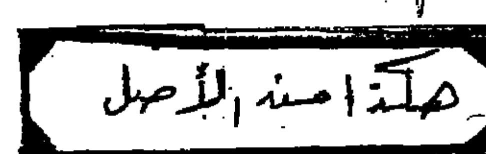
les annonces classées du **Monde** sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi
de 9 heures à 12 h. 30 — de 13 h. 30 à 18 heures

au 296-15-01

Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.







LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

SYNDICATS

Une « bavure » antisyndicale

Ce pouvait être une nouvelle « affaire Furnon » ; ce ne sera qu'un épisode local, traduisant la mentalité anticégétiste d'un directeur de banque, désavoué par sa direction générale. Mais les faits méritent d'être rapportés.

En juin dernier, dans une « note confidentielle », dont on vient d'avoir connaissance, le directeur de la succursale de la B.N.P., à Toulon, écrit à sa direction régionale de Marseille pour lui « signaler une certaine détérioration du climat et de l'esprit d'une partie du personnel de notre groupe ». *Il précise :* « Une nouvelle manifestation de cet état de fait est l'adhésion de l'ensemble des chefs des bureaux [de Toulon] — sauf l'un d'entre eux — à la C.G.T. » *Il ajoute :* « Si l'appartenance individuelle à telle ou telle organisation syndicale est une chose, l'adhésion groupée en est une autre, surtout émanant de gradés investis de fonctions de responsabilité et d'autorité. »

Après avoir, d'autre part, réclamé une augmentation des effectifs — satisfaction lui a été donnée sur ce point, — ce directeur conclut : « Il convient donc de réfléchir aux mesures à prendre, permettant de faire face à la situation, qui, tout en étant assez souples, ne donnent pas à penser que l'on capitule devant une telle sorte de fronde. Sous cet angle, nous sommes amenés à réétudier les nouvelles affectations de responsables que nous avions prévues, en envisageant éventuellement certaines mutations hors du groupe. »

Entre la date de cette « note confidentielle » et son départ en vacances, le directeur de la succursale de Toulon a été « rappelé à l'ordre », c'est-à-dire au respect des droits syndicaux, par la direction générale de la B.N.P. à Paris. Aujourd'hui, on fait remarquer, à cette même direction générale, que, s'il y a parfois des conflits à la B.N.P. comme ailleurs, « les droits syndicaux y sont normalement exercés » *et que* « jamais quelqu'un n'a été sanctionné, d'une manière ou d'une autre, en raison de son appartenance syndicale ». *On juge que la note du directeur de Toulon était* « pour le moins maladroite et inexacte », *puisqu'elle donnait* « une image fausse » *du climat général de cette entreprise.*

On conclut avec malice, à la direction de Paris, qu' « il n'est pas question, à la B.N.P. de « hazebroucker » (1) les gens... ».

(1) Allusion à l'« affaire Ceccaldi », ce juge d'instruction, membre du Syndicat de la magistrature, un moment menacé d'être muté de Marseille à Hazebrouck.

Un entretien avec M. Edmond Maire

(Suite de la première page.)

» Les autres divergences au sein de l'union de la gauche politique portent sur l'étendue des mesures sociales et des nationalisations. Bien sûr, cela a une importance réelle pour les travailleurs comme pour la situation économique du pays. Mais quelles que soient les propositions qui seront finalement retenues, elles ne pourront suffire à résoudre les énormes problèmes qui seront posés à la gauche si elle arrive au pouvoir. On ne sortira pas de la crise en se limitant à un certain nombre de nationalisations et à des mesures sociales. On ne sortira de la crise qu'en changeant le type de développement et cela a des conséquences concrètes qui ne sont pas toutes positives pour tout le monde. Et là, il est nécessaire que les partis de gauche annoncent plus franchement la couleur.

» Je voudrais prendre trois exemples de sujets essentiels sur lesquels la gauche ne s'exprime pas. Si l'on veut augmenter massivement le SMIC, les prestations familiales et de vieillesse...

— *Ce que vous-même demandez dans votre plate-forme revendicative ?*

« Ce que nous demandons effectivement. Mais si l'on veut en même temps éviter l'inflation, il ne suffit pas pour financer ces mesures d'imposer le capital et les grosses fortunes. La redistribution doit être plus large. Il faut opérer des ponctions très importantes sur les revenus élevés et freiner l'évolution des revenus moyens.

— *Le parti communiste ne répond-il pas à votre souci quand il propose d'arriver à une hiérarchie des salaires de 1 à 5 ?*

« Dans les positions actuelles du parti communiste, les salaires élevés (au-delà du rapport de 1 à 5) continuent à voir leur pouvoir d'achat maintenu grâce au système d'échelle mobile, ce qui renvoie la réalisation effective de cet éventail des salaires à très loin.

» Donc, si l'on n'opère pas une ponction importante sur les hauts revenus, il y aura inflation et annulation des progrès réalisés pour les plus modestes. Le fait que les partis de gauche ne parlent pas clairement de cet aspect des choses ne nous paraît pas de bonne politique. D'une part, les smicards, les familles, les personnes âgées craignent que les promesses faites actuellement ne soient pas tenues puisqu'on n'en indique pas le moyen de réalisation sans inflation. D'autre part, les titulaires de revenus plus élevés disent : « On ne nous dit pas *toute* la vérité ». Et enfin la droite, face à l'imprécision de ces mesures sur les revenus, en dénonce le caractère inflationniste même s'il y a une bonne dose d'hypocrisie dans cette attitude.

» Deuxième exemple : le retour au plein emploi. Il y a non seulement plus d'un million de chômeurs mais aussi un ou deux millions de femmes qui voudraient travailler et ne le peuvent pas dans les conditions actuelles d'une société faite pour les hommes. A notre avis, pas de solution réelle à ce problème sans réduction massive de la durée du travail. Cela a beaucoup de conséquences sociales, économiques, culturelles...

— *Et c'est parfaitement inflationniste sauf si les salariés acceptaient simultanément une réduction de leurs salaires, ce qu'ils ont toujours refusé.*

— La non-compensation totale sur le plan des salaires d'une réduction massive de la durée du travail est effectivement une question dont le mouvement syndical devrait accepter de discuter, dans la mesure où réellement on créerait les millions d'emplois nécessaires. Au total, le grand débat sur l'emploi n'est pas lancé totalement et cela fait peser des doutes sur la réalité des changements importants et rapides que la gauche peut opérer en la matière.

» Troisième exemple : changer le type de développement. Cela suppose que l'on donne des pouvoirs d'intervention réels aux salariés sur leurs conditions de travail, sur la qualité et la durée de vie des produits qu'ils fabriquent ; cela implique aussi que l'on aille dans le sens de l'extension des pouvoirs des citoyens dans leur ville. Si l'on est prêt à s'engager dans cette voie, les rapports de pouvoir, c'est-à-dire la situation concrète du personnel d'encadrement comme des notables locaux, se trouveront profondément modifiés. Il est grand temps, là aussi, pour la gauche de parler clair. Car, dans une démocratie, un changement concret du mode de vie qui touche les revenus, le temps de travail, le pouvoir, ne peut être accepté que s'il existe bien un projet commun, clair, expliqué, discuté par tous, et une conscience populaire mobilisée pour le faire aboutir. Si l'impulsion d'en haut peut permettre parfois de faire plus, seul l'élan d'en bas peut permettre de faire mieux et autrement.

Un mutisme inquiétant

» La gauche n'a pas d'autre raison d'être que d'exprimer cette conscience populaire, d'en élever le niveau et de développer la lutte pour changer réellement les choses. Le mutisme des partis du programme commun, sur ces problèmes centraux de demain, et, plus que cela encore, le fait que déjà certains hommes politiques commencent à exprimer des craintes sur les luttes sociales qui pourraient se produire, une fois la gauche au pouvoir, ont de quoi inquiéter. C'est pourquoi il est urgent d'engager un débat au sein de la gauche sur les sujets que nous venons d'évoquer.

— *Sur un des points que vous venez d'évoquer, l'extension des pouvoirs à donner aux travailleurs et aux citoyens, les partis de gauche semblent s'être rapprochés de vos thèses. L'autogestion n'est plus un mot qui fait peur, même chez les communistes. N'est-ce pas pour la C.F.D.T. un élément de satisfaction ?*

— S'agit-il d'un changement qui va au-delà du vocabulaire ? Pour le parti communiste, par exemple, le mot autogestion est employé depuis peu, à peu près comme synonyme de communisme intégral. Nous, nous voyons l'autogestion en gros plan, lui la voit au télé-objectif. Or, pour nous, l'autogestion doit avoir une signification, ici et maintenant, du point de vue du type de développement, des pouvoirs des travailleurs, de la manière dont les dirigeants se comportent à l'égard de la population. Nous croyons qu'il est de mauvaise politique d'engluer le terme d'autogestion dans le miel de la facilité de vocabulaire.

L'autogestion et la vie interne des partis de gauche

» La crédibilité de l'orientation autogestionnaire repose en bonne partie sur le mode de fonctionnement des organisations qui s'en réclament. De ce point de vue, il y aurait beaucoup à dire sur les trois partis de l'union de la gauche. Peut-on être pour le centralisme démocratique et se référer à l'autogestion ? Peut-on avoir un parti dont le fonctionnement apparaît de type présidentiel, et réellement préparer les conditions de l'autogestion ? Peut-on, pour le troisième parti de l'alliance, centrer tout son comportement sur les élections législatives et négliger les luttes sociales, tout en acceptant l'autogestion ?

» L'évolution du fonctionnement et de la vie interne des partis qui se réclament de l'autogestion est importante à suivre, car c'est à cette évolution que nous jugerons si oui ou non les forces de gauche se donnent les moyens d'aller, demain, dans le sens de ce qu'elles proclament aujourd'hui.

» Au-delà, je dirai même que l'essentiel de la classe politique, y compris de gauche, a une conception de l'Etat abstrait, dominateur, étranger au peuple, qui ne peut que susciter les réserves de syndicalistes autogestionnaires. Pour parler en image, peut-il y avoir des relations égalitaires entre ce que l'on appelle aujourd'hui un « homme d'Etat » et une femme du peuple ?

» Seule une nouvelle conception de la politique peut rendre l'Etat aux Français.

— *Vous paraissez bien critique à l'égard des partis de gauche. S'agit-il de désaccords fondamentaux ou d'une certaine désillusion ?*

— Ne confondons pas lucidité et désillusion. Mais nous avons la conviction — et c'est pour cela que nous avons établi notre plate-forme de revendications et d'objectifs — que si le mouvement syndical, et notamment la C.F.D.T., ne développe pas une mobilisation très vigoureuse au fil des mois à venir, effectivement nous risquerions, demain, d'avoir des désillusions.

» L'importance du mouvement syndical et la nécessité de son action dans l'union des forces populaires ont rarement été aussi grandes.

— *Mais, adopter comme vous le faites une attitude critique à l'égard des partis de gauche, n'est-ce pas, à six mois des élections législatives, prendre le risque de faire le jeu de la majorité au pouvoir ?*

— Dire franchement ce que l'on pense, dire la vérité, toute la vérité, sur ce que l'on va faire, c'est une attitude que des hommes politiques ont su prendre dans le passé ; je pense au gouvernement Mendès France, par exemple. On a vu qu'une telle attitude avait une efficacité certaine, qu'il en résultait une confiance, une mobilisation, un enthousiasme même, qui soutenaient ceux qui avaient le courage d'expliquer l'ensemble des moyens politiques qu'ils allaient employer. Si la gauche prend cette voie, elle se renforcera encore.

» Bien sûr la droite tente actuellement d'exploiter les controverses de l'été entre les partis de gauche. Mais c'est surtout parce que sa politique a été rarement autant dans l'impasse qu'aujourd'hui. Le matraquage publicitaire éhonté sur l'emploi des jeunes auquel se livre actuellement le gouvernement ne doit pas faire illusion : les mesures qu'ils propose sont en carton-pâte car elles ne reposent sur aucune réforme structurelle et sur aucune reprise économique. Le « pacte national » entre le patronat et le gouvernement destiné à provoquer des embauches précaires et artificielles au cours des mois à venir ne donnera l'illusion qu'aux gogos et pour peu de temps. En conséquence, une gauche qui, au-delà de la dénonciation du vide des mesures gouvernementales, serait décidée à prendre à bras le corps l'ensemble des difficiles problèmes posés par la crise se trouverait dans une excellente situation.

— *L'importance même que vous accordez aux problèmes politiques signifie-t-il qu'ils vont dominer l'actualité sociale des prochains mois ?*

— Nous voulons exactement l'inverse, insuffler la dynamique sociale au débat politique. Il nous reste syndicalement six mois avant les élections. Plutôt que de se laisser glisser insensiblement dans une atmosphère pré-électorale, avec du même coup, chez les travailleurs, le sentiment d'une sorte d'impuissance à intervenir dans le jeu politique, notre rôle est, dès le début de septembre, de développer le débat et l'action dans les entreprises et dans les branches professionnelles sur les thèmes de notre plate-forme. Nous croyons que l'action pour les salaires dans la perspective d'un rétrécissement de l'éventail hiérarchique et l'action pour la création d'emplois sont tout à fait centrales dans les mois à venir. Il faut, en quelque sorte, que l'action syndicale obtienne des résultats dont on sait bien qu'ils seront limités mais qui aillent dans le sens des changements importants que nous voulons voir réaliser si la gauche arrive au pouvoir. »

Propos recueillis par
JEAN-MARIE DUPONT.

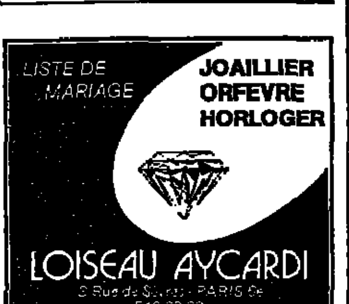
ACTION SOCIALE

LES BONS ET INDEMNITÉS DE TRANSPORT POUR LES CHOMEURS

Un arrêté du ministre du travail, publié au *Journal officiel* du 10 août, précise les conditions dans lesquelles sont attribués aux demandeurs d'emploi un bon de transport gratuit et une indemnité pour recherche d'emploi. Le bon de transport gratuit est délivré aux demandeurs inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), lorsque le déplacement à effectuer pour répondre aux convocations de l'ANPE excède 10 kilomètres.

Lorsque le déplacement a lieu en dehors d'une agglomération et qu'il ne peut être délivré de bon de transport, en l'absence d'une convention entre l'ANPE et un transporteur, l'indemnité pour recherche d'emploi est attribuée selon le barème forfaitaire suivant : 20 à 50 km., montant d'une heure de SMIC (actuellement 9,58 F) ; 50 à 100 km., montant de 2 h. 30 de SMIC ; 100 à 200 km., montant de 5 heures de SMIC.

D'autre part, lorsque le travail proposé est situé à une distance minimum de 100 km., l'indemnité pour recherche d'emploi comprend le prix du voyage, calculé sur la base du tarif S.N.C.F. de 2e classe, et une indemnité pour distances aller supérieures à à 4 heures de SMIC pour les frais de repas et de séjour égale et à 18 heures de SMIC pour les distances aller de 100 à 300 km.



LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

LE GROUPE CHIMIQUE ALLEMAND BASF DÉCIDE DE DÉVELOPPER SES ACTIVITÉS AU BRÉSIL

Après *Rhône-Poulenc (le Monde* du 21 juillet), le groupe chimique allemand BASF se dispose à son tour à étendre et à diversifier ses activités au Brésil. Son effort portera dans un premier temps sur les colorants destinés à la teinture des fibres chimiques (polyester, *cellulosique, polyacrylonitrile*) et les produits phytosanitaires (protection des cultures contre le parasitisme).

Deux unités de production vont être construites à cette fin. L'une sera édifiée à Guaratingueta, ville située à 200 kilomètres au nord-est de *Sao-Paulo. L'autre* sera installée à Salvador (capitale de l'Etat de Bahia), où le groupe allemand vient de créer une nouvelle filiale, la BASF Quimica de Bahia.

Ultérieurement, la BASF projette de construire à Salvador une troisième unité, qui fabriquera des produits aminés pour la pharmacie humaine et vétérinaire, l'industrie des détergents et les résines époxydes. Ces diverses installations représenteront un investissement de 55 millions de dollars (275 millions de francs environ).

A L'ÉTRANGER

SELON LE PATRONAT

La croissance italienne serait de 4,1 % en 1978

De notre correspondant

Rome. — La situation économique italienne devrait s'améliorer dès le début de 1978, après un automne encore difficile, prévoit la Confédération du patronat (Confindustria), qui vient de publier son enquête annuelle sur la conjoncture. La production, qui n'aura augmenté que de 1,4 % en 1977 contre 9,9 % en 1976, progresserait de 4,1 % en 1978, ce qui devrait permettre d'arrêter la dégradation de l'emploi.

Commentant l'enquête patronale, M. Paolo Savona, directeur général de la Confindustria, a estimé : « *Les perspectives strictement économiques ne sont pas noires* » ; mais il a fait part de ses préoccupations quant au contexte politique, « *qui reste incertain* ». Le directeur de la Confindustria a attiré également l'attention sur l'automne prochain, qui connaîtra une augmentation du nombre des chômeurs.

L'automne sera difficile aussi pour les entreprises à participation d'Etat, qui subissent une crise financière sans précédent, à l'exception de l'Office national des hydrocarbures (ENI). L'EGAM (Office de gestion des entreprises minières) ayant été dissous le 30 juillet dernier, il faudra trouver une solution permettant le reclassement des trente-quatre mille salariés et la répartition des différentes entreprises de l'Office. L'IRI, qui emploie quatre cent soixante-dix mille personnes, accuse, quant à lui, un endettement à court terme de 1 600 milliards de lires, et, selon son président, M. Petrilli, doit trouver 1 000 milliards de lires pour financer son action en 1978.

Les points noirs : sidérurgie et chimie

Le ministre des participations d'Etat, M. Bisaglia, a promis qu'il ferait tout son possible pour colmater les brèches. Le déficit total des entreprises à participation d'Etat est de l'ordre de 22 000 milliards de lires.

Syndicats et partis de gauche affirment que, pour assainir le secteur public ou semi-public, une programmation rigoureuse est indispensable, ainsi qu'une restructuration générale permettant notamment un équilibre géographique de l'industrie. « *Peut-on résoudre la crise sans fermer certains établissements ou sans en réduire le personnel ?* », se demande le *Corriere della Sera*.

Le gouvernement n'a pas encore arrêté de plan d'ensemble précis. On lui prête l'intention d'intervenir tout particulièrement dans les deux secteurs les plus mal en point : la sidérurgie et la chimie. Alors que la presse italienne annonce « *l'incubation d'une banqueroute* » dans le secteur public, le patronat attend avec appréhension la rentrée. Il n'est pas, en tout cas, impossible que le gouvernement se tourne vers les banques pour organiser le sauvetage de certaines entreprises. Mais les banquiers risquent de se faire tirer l'oreille avant de répondre favorablement à ces sollicitations.

Des interventions étrangères pourraient cependant contribuer, sur un plan plus général, à une *relance des investissements*. Après son voyage aux Etats-Unis, le président du conseil, M. Andreotti espère des investissements privés américains. En outre l'Italie pourrait aussi compter sur des pétrodollars à la suite d'accords du genre de celui qui fut passé l'an dernier entre Fiat et la Libye.

A moyen terme, le patronat apparaît optimiste. Il mise sur les premiers signes de la reprise et sur certains atouts de la Péninsule. Le climat social n'est pas mauvais : durant le premier semestre de 1977, les heures de grève ont pratiquement diminué de moitié par rapport à la même période de 1976 (51 millions contre 105 millions) ; l'absentéisme recule. Les exportations repartent. Certaines usines ont même de nouveau recours aux heures supplémentaires.

La relance est surtout visible dans les petites et moyennes entreprises qui constituent une grande partie du tissu industriel de l'Italie. Ces firmes ont bénéficié de la dépréciation de la lire et d'une meilleure productivité, liée notamment aux accords entre le patronat et les syndicats. Enfin, si la crise est très préoccupante dans les grandes entreprises à participation d'Etat, d'importants groupes se portent bien, comme Fiat et Pirelli.

(Intérim.)

CORRESPONDANCE

Une lettre du directeur de la Chambre française de l'horlogerie à propos de l'affaire Lip

A la suite de la publication dans le Monde *du 2 août d'une « Libre opinion » de M. Charles Piaget, délégué C.F.D.T. de Lip, qui faisait état de la « crise de l'horlogerie française », M. Michel Dalin, directeur de la Chambre française de l'horlogerie, nous écrit :*

Les illusions, méthodiquement — et à loisir — entretenues par M. Piaget, sont doublement pernicieuses :

— Pour le personnel qui, croyant à la résurrection de l'entreprise, s'est refusé à chercher réellement un emploi et perd, par rapport aux jeunes, avec le temps qui passe, les avantages que procure l'expérience ;

— Pour tous ceux, intellectuels ou hommes politiques, qui, croyant avoir affaire à un juste refus d'un sabotage patronal, y voient un mouvement social légitime, donc admirable et exemplaire.

Puisque M. Piaget, dans la chronique publiée dans *le Monde* le 2 août, cherche à nouveau à mobiliser l'opinion nationale en parlant de sabordage de l'entreprise Lip par le patronat et de liquidation de l'industrie horlogère française, mettons les choses *au point*.

Souvenons-nous qu'en 1973, après le dépôt de bilan d'une entreprise à bout de souffle, il fut prétendu que Lip était l'horlogerie française et que, en dehors de Lip, il n'y avait que des petits sous-traitants. La notoriété commerciale — fille de la publicité — étant souvent confondue avec l'importance industrielle, cet argument influença quelque temps l'opinion. Et puis, force fut de constater que la place de Lip dans l'industrie française de la montre se traduisait en trois chiffres : 2 % des quantités produites, 3,5 % du chiffre d'affaires, 6 % des effectifs. Depuis l'échec de la tentative Neuschwander soldée par une perte de plus de 25 % du chiffre d'affaires cumulé 1975-1976, le thème développé par les délégués de Palente est différent : l'horlogerie française est malade, menacée de mort, il faut la sauver avec Lip, et grâce à Lip. Toutes les tentatives en vue d'obtenir de l'argent pour Lip seul paraissant épuisées, on espère à Palente faire prendre en charge le déficit chronique de *Lip par l'ensemble de la profession* et par l'Etat.

Les faits sont têtus, dit-on : hélas, ils sont souvent ignorés, sciemment ou non, car ils dérangent. Leur méconnaissance obstinée dans l'affaire Lip explique le gâchis que nous connaissons depuis 1973. Si Lip n'est pas viable, c'est pour des raisons techniques indiscutables qui tiennent aux conditions de production des montres. Celles-ci doivent, pour être vendues à des prix acceptables par le grand public, être assemblées à partir de pièces fabriquées en très grande série. Ou bien le fabricant achète les composants nécessaires à des industriels spécialisés, ou bien, s'il entend les fabriquer lui-même (ce qui était le cas chez Lip), il doit disposer des débouchés correspondants. Dans la gamme des produits Lip, ces ventes devaient être au minimum de six millions de montres : nous sommes loin des cinq cent mille montres vendues par Lip dans les bonnes années. La survivance d'une structure de production anachronique, qui aurait dû être adaptée dès les années 50, mais qui est toujours défendue par les jusqu'au-boutistes de Palente, explique les échecs passés ainsi que l'impossibilité d'une solution industrielle globale.

Il restait la possibilité d'une solution partielle : l'exploitation de la marque et d'un atelier de montage adapté aux capacités de vente, agrandi au fur et à mesure du développement. Le reste du personnel aurait trouvé dans un délai raisonnable un emploi dans les entreprises d'horlogerie ou de mécanique de Besançon. En 1973, non seulement il n'y avait pas de chômage dans l'horlogerie, mais la progression de notre production était freinée par le manque de main-d'œuvre.

Mais M. Piaget et ses amis s'élevèrent contre toute solution partielle. En pratiquant la politique du tout ou rien, les Lip défendent l' « outil de travail » en ne l'usant pas. Pour eux, il est accessoire que l'usine de Palente soit une fabrique de montres, mais il est essentiel qu'elle soit un « outil » de lutte politique.

Ceux qui, à Palente, croient qu'un changement politique en 1978 leur donnerait satisfaction se trompent. Parce que les contraintes de production et de commercialisation resteront les mêmes et que Lip ne pourrait, à chiffre d'affaires égal, employer deux fois plus de personnel que les autres entreprises de la profession. Parce que, devant d'éventuels nouveaux responsables de l'économie, leurs formules, slogans et litanies ne pèseront guère face aux réalités industrielles et sociales, qui seront alors rappelées fermement par les entreprises et les dix mille personnes actuellement en activité dans l'industrie française de la montre. Ayant perdu l'habitude du travail, défendant une conception archaïque de la production, les Lip seront vite considérés comme des gêneurs.

Il est pénible pour une organisation professionnelle de perdre l'un de ses ressortissants, il est encore plus pénible de voir une telle obstination dans l'erreur porter un préjudice grave à plusieurs centaines de personnes abusées, ainsi qu'à l'économie régionale.

AGRICULTURE

LE « VÉRITABLE CHAMPAGNE DE POIRE »

(De notre correspondant.)

Londres. — *Peut-on fabriquer du champagne avec des poires ou des pommes ? Oui, répond la cour d'appel de Londres. Même s'il n'a pas encore perdu la guerre, le Comité interprofessionnel du vin de Champagne vient donc de perdre une bataille importante devant les tribunaux britanniques. Il y a deux ans, la haute cour de Londres avait décidé que les producteurs de boissons pétillantes à base de poires ou de pommes n'avaient pas le droit d'utiliser l'appellation « champagne » sur leur étiquette. La décision visait avant tout les fabricants de « Babycham » qui était présenté comme « un véritable champagne de poires ». Dans tous les pubs de Grande-Bretagne, cette boisson est devenue durant les dix dernières années la consommation favorite des femmes désireuses de mettre en évidence leur goût aristocratique sans que leur porte-monnaie en soit trop affecté.*

A l'heure actuelle, cent quarante-quatre millions de bouteilles de « Babycham » sont vendues tous les ans. Les mêmes producteurs offrent tous un « champagne de cidre », tandis qu'une autre firme propose une boisson non moins populaire portant l'étiquette de « pomagne ».

Après vingt-quatre jours de débat, la cour d'appel vient de renverser le jugement de 1975. Elle estime qu'aucun consommateur britannique ne saurait confondre un champagne de poires avec les produits issus des caves d'Epernay. C'est assurément là une constatation flatteuse pour la clientèle des pubs, dont les connaissances œnologiques sont pourtant assez limitées. Le fait est qu'aucun témoin n'est venu affirmer devant le tribunal qu'il attend de se voir servir une cuvée spéciale d'un grand cru de Champagne lorsqu'il commande un champagne de poires ou de pommes.

Les représentants des producteurs du vrai champagne ont fait savoir qu'ils poursuivront le combat devant la Chambre des lords ou la Cour européenne de justice. En attendant, il convient de noter que l'un au moins des membres de la cour d'appel a exprimé son désaccord parce que, selon lui, on ne saurait parler d'un « véritable champagne de poires ».

JEAN WETZ.

FAITS ET CHIFFRES

A l'étranger

● *En Allemagne fédérale, le chômage de longue durée* — une année et plus — a augmenté de 6,8 % entre mai 1976 et mai 1977. Sur les 946 500 chômeurs recensés en mai dernier, 171 300 (18,1 %) avaient perdu leur emploi depuis plus d'un an, contre 160 400 (16,8 %) un an avant. Le nombre des salariés sans travail *depuis deux ans et plus* a pratiquement doublé en un an, touchant 58 700 personnes. En mai 1977, 761 700 chômeurs cherchaient un emploi à plein temps et 184 800 un travail à mi-temps. Enfin, 432 300 chômeurs disposaient d'une formation professionnelle complète, tandis que 514 200 autres n'avaient aucune formation. — *(A.F.P.)*

Énergie

● *ESSO-REP entreprend depuis quelques jours un nouveau forage pétrolier* dans le golfe de Gascogne en association avec la S.N.E.A. (45 %). La plate-forme Penrod 70 a commencé le forage d'un puits dénommé Céphée qui se trouve à 27 kilomètres au large du Cap-Ferret. Il s'agit d'un puits simple sous une *profondeur* d'eau de 90 mètres, qui devrait atteindre 2 600 mètres de profondeur et qui sera foré en moins de deux mois. — *(Corresp.)*

Commerce extérieur

● *Importations frauduleuses de textiles en France.* — Deux cent soixante-six opérations frauduleuses d'importations en France de produits textiles ont été constatées entre le 1er octobre 1976 et le 1er avril 1977. La valeur des marchandises atteignait 22,5 millions de francs, indique le premier ministre dans une réponse à une question écrite d'un parlementaire, M. Hoffer, député (R.P.R.) des Vosges. Le premier ministre précise que des procédures contentieuses sont en cours ; déjà des sanctions pécuniaires de 300 000 F ont été infligées par le service des douanes.

LES MARCHÉS FINANCIERS

LA TENSION DES TAUX D'INTÉRÊT A COURT TERME LAISSE LE MARCHÉ INSENSIBLE

Agefi. — La pause estivale aura été brève pour le marché euro-obligataire. Dans une ambiance à nouveau optimiste, le calendrier des émissions nouvelles pour août s'est brusquement chargé. Le plus frappant dans le comportement actuel du marché des euro-obligations est qu'il ait, apparemment, choisi d'ignorer la présente tension sur les taux à court terme, tout comme il a affecté d'ignorer, depuis le début du mois de juillet, la baisse du dollar sur les marchés des changes.

La progression des taux sur l'eurodollar a pourtant été vive au cours de la semaine écoulée, celle-ci ayant respectivement atteint 1/4 et 1/2 % pour les dépôts à trois et six mois. Le taux sur l'eurodollar à trois mois est maintenant de l'ordre de 6 1/2 %, tandis que celui à six mois est pratiquement au niveau des 6 3/4 %; mais comme, parallèlement, le volume de liquidités disponibles demeure extrêmement élevé, la pression de ces capitaux, qui doivent impérativement s'investir, reste la plus forte, les considérations de rendement l'emportant dans la mesure où il n'y a guère d'autres investissements possibles que les placements en valeurs à revenu fixe.

La désaffection générale des investisseurs pour les placements à revenu variable, qui a maintenant atteint un point de non-retour dans la plupart des pays du monde occidental, est un des éléments fondamentaux à la base de l'expansion extraordinaire du marché international des capitaux. La masse des liquidités se détournant des placements boursiers dans presque tous les pays du monde vient s'ajouter à celle procurée par les paiements d'intérêts sur les émissions antérieures et au remboursement des euro-emprunts venant à échéance.

La pression de ces fonds est constante et s'exerce même aux moments où le marché obligataire traverse des périodes difficiles. Le succès extraordinaire de l'emprunt de la Midland Bank, clos par anticipation jeudi dernier, s'explique en grande partie par l'absence d'autres émissions disponibles sur le marché primaire des euro-obligations. Ceci explique pourquoi, après une brève semaine de repos, le marché se trouve soudainement placé devant un volume de 600 millions de dollars d'émissions, soit déjà annoncées, soit sur le point de l'être.

LONDRES

Ferme

Le marché poursuit et accélère même mardi matin son mouvement de hausse amorcé la veille en clôture. Fermeté des industrielles, des magasins et des pétroles. Recul, toutefois, des banques et des mines d'or.

OR (ouverture) (dollars) : 143 35 contre 144 15

VALEURS	CLOTURE 15/8	COURS 16/8
Beecham	522 ...	530 ...
British Petroleum	924 ...	922 ...
Courtaulds	110 ...	114 ...
De Beers	253 ...	261 ...
Imperial Chemical	402 ...	488 ...
Rio Tinto Zinc Corp.	288 ...	209 ...
Shell	569 ...	674 ...
Vickers	195 ...	195 ...
War Loan 3 1/2 %	31 3/8	31 1/4
*West Driefontein	20 1/8	20 ...
*Western Holdings	16 11/16	16 11/16

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	15/8	16/8
1 dollar (en yens)	267 70	268 30

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

Chiffres d'affaires hors taxes du premier semestre 1977

L'AIR LIQUIDE : 1 017 millions de francs contre 882 millions.

HACHETTE : 773,83 millions de francs contre 688,52 millions.

BOUYGUES : 1 246 millions de francs contre 1 047 millions.

PERNOD - RICARD (principales sociétés d'exploitation du groupe) : 1 922 millions de francs contre 1 794 millions.

J. BOREL INTERNATIONAL (consolidé) : 863,1 millions de francs contre 672,97 millions.

SPIE-BATIGNOLLES : 1,82 milliard de francs contre 1,16 milliard.

DUNLOP S.A. : 668,6 millions de francs contre 619,48 millions.

SHELL FRANÇAISE : 6 340 millions de francs contre 5 997 millions.

ESSO - S.A.F. : 5 748 millions de francs contre 5 067 millions.

FRANÇAISE B.P. : 5 105 millions de francs contre 4 409 millions.

FERODO : 894 millions de francs (+ 9,1 %).

AU PRINTEMPS (société, filiales et magasins métropolitains) : 4 087 millions de francs contre 3 791 millions.

LABORATOIRE R. BELLON : 197,12 millions de francs (+ 11,13 %).

CAMPENON-BERNARD : 1 345 millions de francs contre 1 019 millions.

NEW-YORK

Reprise en fin de séance

Après plusieurs séances de baisse, une reprise s'est opérée lundi à Wall Street, où l'indice des industrielles a progressé de 3,03 points pour s'établir en clôture à 874,13.

L'événement ne s'est toutefois produit qu'une heure avant la clôture, à la faveur de rachats de valeurs de premier plan (« blue chips ») effectués par des vendeurs à découvert, de nouveaux dégagements ayant pesé sur les cours à l'ouverture. De fait, la crainte d'un ralentissement de l'activité économique durant le second semestre, et surtout d'un relèvement des taux d'intérêt, reste vive, contribuant à alimenter un courant incessant de ventes. Certains experts n'excluent pas cependant la possibilité d'une prochaine et forte hausse qui porterait le « Dow » au voisinage de 900. Mais, selon eux, elle ne serait pas durable et pourrait être suivie d'une nouvelle et forte baisse.

Déjà faible vendredi, l'activité s'est encore ralentie : 15,75 millions de titres ont changé de mains contre 16,87 millions.

VALEURS	COURS 12/8	COURS 15/8
Alcoa	47 1/2	48 ...
A.T.T.	63 ...	63 3/8
Boeing	58 ...	58 1/2
Chase Manhattan Bank	31 3/8	31 7/8
Du Pont de Nemours	114 5/8	115 3/4
Eastman Kodak	58 1/8	60 7/8
Exxon	58 1/4	58 3/8
Ford	42 1/4	43 ...
General Electric	54 3/8	55 1/4
General Foods	34 1/8	34 1/8
General Motors	65 3/8	65 3/4
Goodyear	19 5/8	19 1/8
I.B.M.	266 ...	269 3/8
I.T.T.	33 3/8	33 1/4
Kennecott	26 1/4	26 1/8
Mobil Oil	66 ...	66 1/4
Pfizer	25 5/8	25 7/8
Schlumberger	68 1/2	69 5/8
Texaco	28 3/4	28 7/8
U.A.L. Inc.	18 1/4	17 7/8
Union Carbide	46 5/8	46 7/8
U.S. Steel	33 3/4	33 7/8
Westinghouse	20 1/8	20 3/8
Xerox	53 3/8	54 5/8

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 31 déc. 1976.)

	11 août	12 août
Valeurs françaises	88,3	88,6
Valeurs étrangères	100,6	99,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)

	11 août	12 août
Indice général	57,8	58,2

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 8 5/8 %

BOURSE DE PARIS - 12 AOUT - COMPTANT

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
185 ..	Tél. Ericsson	181 ..	180 10	180 10	181 ..
58 .	Terres Roug.	61 60	61 20	61 20	60 10
156 ..	Thomson-Br.	161 80	162 ..	161 ..	162 ..
215 ..	— (obl.)	211 50	213 ..	213 ..	212 90
198 ..	U.I.S.	199 ..	201 ..	201 ..	200 10
162 .	U.C.B.	170 ..	171 ..	175 ..	171 80
192 ..	Un. F. Bques	202 ..	202 ..	202 ..	200 ..
66 ..	U.T.A.	67 25	67 ..	67 ..	66 70
23 .	Usinor	23	23 ..	24 ..	22 60
107 ..	— (obl.)	109 90	110 .	110 ..	109 60
88 .	Vallourec	95 80	93 20	95 ..	95 ..
320	V. Clicquot-P.	329 .	335 ..	335 ..	341 ..
310 .	Viniprix	320 ..	315	315 ..	318 ..
195 .	Amax	197 ..	205 80	205 80	207 50
305 ..	Amer-Tel	309 ..	318	318	310 ..
15 ..	Ang. Am. C.	13 55	15 65	15 75	15 45
88 ..	Angold	90 50	91 10	91 10	89 30
395 .	B. Ottomane	305 60	307 ..	307 ..	312 ..
340 .	BASF (Akt.)	337 .	339 50	339 50	339 50
290 .	Bayer	294 40	294 50	294 50	295 .
50 .	Buffelsfont.	50 50	61 25	61 ..	50 25
10 50	Charter	11 55	11 15	11 15	11 ..
164 .	Chase Manh.	158 50	155 10	155 ..	155 10
106 .	Cie Pét. Imp.	102 ..	101 20	101 20	100 10
360 .	C.F. Fr.-Can.	358	353 ..	353 10	360 .
16 50	De Beers (S.)	17 15	17 15	17 15	17 10
595 .	Deuts. Bank	609 .	616 ..	614 ..	619 ..
245 .	Dome Mines	243 40	246 ..	246 ..	245 ..
590 .	Du Pont Nem	573 .	578 .	570	576 .
280 .	East Kodak	289 10	285 90	286 90	285 90
12 50	East Rand	12 95	12 90	12 85	13 10
108 .	Ericsson	109 50	107 ..	107 ..	107 ..
265 .	Exxon Corp.	255 ..	252 .	252 ..	250 ..
270 .	Ford Motor	270 ..	264	264 ..	260 ..
59 ..	Free State	64 .	63 40	63 30	62 20
265 ..	Gen. Electric	266 80	264 ..	264	263 70

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
330 ..	Gen. Motors	333 .	327 20	323 10	322 20
12 ..	Goldfields	13 80	13 50	13 50	13 45
19 .	Harmony	20 70	21 05	21 05	21 20
293	Hoechst Akti	254 10	291 50	292 20	293 ..
32	Imp. Chem.	34 60	34 30	34 30	34 .
125	Inco Limited	114 50	113 90	113 90	113 90
1300	I.B.M.	1318 .	1305 ..	1205 ..	1302
169	I.T.T.	167 90	166 30	165 ..	165 50
275 ..	Merck	267 ..	265	265 ..	265 50
240 .	Minnesota Mi	246 50	248 90	249 ..	249 90
335	Mobil Corp.	328 50	328 ..	328 ..	378 ..
7050	Nestlé	7140 ..	7160 ..	7170 ..	7100 ..
215	Norsk Hydro	207 ..	207 40	205 ..	208 ..
570 .	Petrofina	563 .	561 .	561 ..	560 .
285 ..	Philip Morris	299 80	296 50	296 ..	296 ..
57 .	Philips	57 80	56 85	56 90	56 65
53 .	Prés.-Brand.	55 50	54 90	54 ..	54 05
260 .	Quilmès	298 ..	292 ..	292 ..	289 ..
170 .	Randfontein	175 ..	174 ..	174 ..	173 ..
285	Royal Dutch	285 20	282 30	282 30	281 80
16 60	RioTinto Zinc	18 30	18 ..	17 65	17 65
51	St-Helena Co	49 80	50 30	50 20	50 70
330	Schlumberg.	336 70	331 90	333 ..	332 50
43	Shell Tr. (S.)	48 10	47 90	47 90	47 50
580	Siemens A.S.	583	585 ..	585 .	585 ..
43	Sony	42 15	42 10	42 20	42 10
11 50	Tanganyika	11 20	11 05	11 05	10 95
250 ..	Unilever	246 80	245 ..	245	246 80
15 .	Union Corp.	15 ..	14 95	14 95	14 95
118	U. Min. 1/10	119 ..	118 20	118 20	118 10
101	West Drief.	100 60	C102	100 30	100 30
40	West Deep.	39 80	40 25	40 25	39 45
76	West Hold.	82 90	82 60	82 80	82 20
260 ..	Xerox Corp.	265 .	260 80	260 80	256 60
0 98	Zambia Cop.	0 99	0 99	0 99	0 98

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 12/8	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 895	4 911	4 870
Allemagne (100 DM)	211 350	210 850	211 ...
Belgique (100 F.)	13 771	13 761	13 625
Pays-Bas (100 fl.)	200 250	200 210	198 ...
Danemark (100 krd)	81 450	81 600	81 500
Suède (100 krs)	111 450	111 300	110 500
Norvège (100 k.)	93 100	93 250	92 250
Grande-Bretagne (£ 1)	8 515	8 543	8 500
Italie (1 000 lires)	5 552	5 564	5 600
Suisse (100 fr.)	202 250	203 250	202 ...
Autriche (100 sch.)	29 740	29 705	29 850
Espagne (100 pes.)	5 788	5 799	5 750
Portugal (100 esc.)	12 650	12 630	12 ...
Canada ($ can. 1)	4 561	4 558	4 535

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 12/8
Or fin (kilo en barre)	23600 ..	23650 ..
Or fin (kilo en lingot)	23660 ..	23695 ..
Pièce française (20 fr.)	245	245 ..
Pièce française (10 fr.)	204 90	204 90
Pièce suisse (20 fr.)	216 20	217 ..
Union latine (20 fr.)	205 20	208 50
Souverain	221 50	221 80
Pièce de 20 dollars	1098 ..	1120 ..
Pièce de 10 dollars	551 ..	559 ..
Pièce de 5 dollars	317 ..	317 ..
Pièce de 50 pesos	858 50	952 50
Pièce de 10 florins	216 ..	215 50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

APRÈS QUATRE ANS D'INTERRUPTION

L'extraction de l'uranium va reprendre en Australie

Canberra *(Reuter)*. — Le gouvernement australien a autorisé, lundi 15 août, la reprise de l'*extraction et de l'exportation du* minerai d'uranium. L'exploitation des vastes gisements australiens avait été « gelée » par l'administration précédente, travailliste, il y a quatre ans.

Le gouvernement a décidé de créer un conseil de surveillance de l'uranium, qui sera chargé de la coordination des activités de l'industrie. La reprise de l'exploitation a été décidée après une enquête, qui a duré un an, sur les conséquences de l'extraction pour les populations du Nord-Ouest. Région de faible densité humaine, le Queensland recèle dans son sous-sol la plus grande partie des gisements australiens.

Au cours des quatre dernières années, seule la mine Mary Kathleen a continué d'être exploitée. L'Australie a exporté pendant ce *temps de faibles quantités d'uranium*, pour honorer les quelques contrats signés avant l'entrée en vigueur de l'interdiction d'exploitation.

Une autre enquête portant sur les conséquences écologiques de l'exploitation devra être achevée sur chaque gisement avant que l'extraction ne reprenne effectivement.

Une commission écologique désignée par le gouvernement australien a donné une approbation prudente et nuancée à la reprise de l'exploitation dans le territoire du Nord. Dans deux rapports d'octobre et de mai derniers, elle demandait notamment que l'ensemble du territoire soit déclaré parc national pour permettre à la *population aborigène de conserver* ses droits ancestraux à la terre et d'être intéressée à l'extraction du minerai d'uranium.

On s'attend que l'opposition travailliste critique la décision du gouvernement. Les syndicats ont déjà déclaré qu'ils boycotteraient les exportations.

[La décision australienne d'aller de l'avant dans l'exploitation de ses *gisements d'uranium est importante* car les réserves de ce continent sont considérables. La valeur de l'uranium contenu dans ces réserves atteindrait au prix actuel 50 milliards de dollars, soit 4 000 dollars par habitant (en supposant que cette valeur soit uniformément répartie). Le marché mondial de ce métal (et en particulier son prix) pourrait s'en trouver modifié.

La décision australienne n'est pas une surprise puisque le premier ministre, M. Fraser, envisageait de vendre de l'uranium à la Communauté européenne et notamment à la France, comme il l'a indiqué lors de son voyage en Europe au mois de juin dernier. Mais il se heurte dans son pays à une opposition résolue des écologistes soutenus par ses adversaires politiques travaillistes. L'exploitation de l'uranium est, en effet, devenue un sujet de polémique intense en Australie. Des représentants travaillistes ont même déclaré récemment qu'ils dénonceraient les contrats de livraisons d'uranium s'ils parvenaient au pouvoir.]

VERS L'AUTONOMIE DE LA CATALOGNE

Madrid pourrait rétablir la Généralité avant le 11 septembre

De notre envoyé spécial

Madrid. — La Catalogne redeviendra-t-elle autonome avant le 11 septembre, fête nationale des Catalans ? La Généralité *(Generalitat)*, c'est-à-dire le gouvernement installé à Barcelone sous la République, sera-t-elle rétablie avant cette date à titre provisoire en attendant l'adoption par les Cortès d'une loi sur les diverses nations d'Espagne ?

Interrogé sur la Costa Brava où il était la semaine dernière en vacances, le chef du gouvernement, M. Adolfo Suarez, s'est montré optimiste sans toutefois faire aucune déclaration précise. Les conversations doivent, en effet, continuer cette semaine entre l'envoyé spécial du gouvernement de Madrid, M. Salvador Sanchez Teran, et le président de la Généralité en exil, M. Josep Tarradellas, qui vit à Saint-Martin-le-Beau en Touraine et mène les négociations en compagnie de six parlementaires catalans.

Mardi ou mercredi, le président Suarez doit mettre au point avec le ministre de l'intérieur, M. Rodolfo Martin Villa, le pocessus juridique qui sera adopté pour rétablir l'autonomie de la Catalogne. M. Sanchez Teran soumettra le projet gouvernemental à M. Tarradellas, et, si tout va bien, Madrid sera en mesure d'annoncer la semaine prochaine les principaux points de l'accord conclu avec les représentants des autonomistes catalans.

Le rôle de M. Tarradellas

Ceux-ci restent cependant divisés sur le rôle que pourrait jouer M. Josep Tarradellas dans la future Généralité. En effet, ce dernier a été élu président pendant la guerre civile par un Parlement catalan politiquement très différent de la représentation parlementaire élue le *15 juin* dernier. M. Tarradellas était, il y a quarante ans, un des principaux dirigeants de la Esquerra Republicana, formation modérée qui n'a obtenu que de maigres résultats lors du dernier scrutin.

Sous le régime d'autonomie en vigueur de 1932 à 1938, les socialistes et les communistes n'avaient pas l'importance parlementaire qu'ils *ont aujourd'hui*. Ces deux derniers partis souhaiteraient que le futur conseil provisoire de la Généralité reflète la majorité de gauche apparue lors du dernier scrutin. On s'attend néanmoins que les uns et les autres fassent taire leurs divergences pour faciliter le rétablissement de la Généralité et préparer le retour à Barcelone de M. Josep Tarradellas avant le 11 septembre, date considérée comme symbolique.

CHARLES VANHECKE.

Les principales nouvelles d'un long week-end

On trouvera ci-dessous un résumé des principales nouvelles parues dans les numéros du Monde *datés 14-15 et 16 août.*

Étranger

— **AFRIQUE : L'Éthiopie et la Somalie s'accusent réciproquement de raids aériens. Tass leur lance un « appel à la sagesse ». M. de Guiringaud assure à Nairobi que la France, qui ne veut pas prendre parti dans le conflit, ne vendra, le cas échéant, que des armes défensives à Mogadiscio. A Lusaka, il s'élève avec vivacité contre les accusations de l'agence Tass, selon lesquelles la France aiderait Pretoria à fabriquer cent bombes atomiques d'ici un an.**

M. Karl I Bond, ministre zaïrois des affaires étrangères, est arrêté pour « haute trahison ».

— **PROCHE-ORIENT : Israël accorde aux Arabes de Cisjordanie et de Gaza les mêmes services publics que ceux qui sont fournis aux citoyens israéliens.**

Le président Sadate suspend les exportations de coton vers l'U.R.S.S. en raison de l'embargo soviétique sur les pièces de rechange destinées à l'armée égyptienne. Le président Assad exclut, après la mission de M. Vance au Proche-Orient, toute rencontre « directe » ou « indirecte » à New-York entre les ministres syrien et israélien des affaires étrangères.

— **AMÉRIQUE LATINE : La junte chilienne a supprimé la DINA (Direction nationale de renseignements), dont les excès ont souvent été dénoncés. Cette mesure coïncide avec la visite du secrétaire d'État adjoint américain chargé de l'Amérique latine.**

Mort d'Annibal Escalante, ancien dirigeant du P.C. cubain, accusé de fractionnisme en 1968.

— **EUROPE : Émeutes raciales à Lewisham, dans la banlieue de Londres, entre militants du Front national et manifestants antiracistes. Cent blessés, dont la moitié de policiers.**

Politique

— **M. MITTERRAND estime dans une interview à TF 1 que le « sommet » de la gauche en septembre pourra conclure l'actualisation du programme commun. A ses yeux, M. Chirac fait preuve d'insolence à l'égard du président de la République en s'opposant à la réforme du statut des suppléants. Mais, pour le maire de Paris, l'unité de la majorité est tout à fait profonde et complète.**

— **M. EDGAR FAURE, président de l'Assemblée nationale, propose, si la majorité l'emporte, un « compromis historique » avec l'opposition sur certains objectifs limités ou temporaires d'intérêt national.**

Contestation

— **Le rassemblement autonomiste organisé le dimanche 14 août à Furiani, en Corse, par l'Union du peuple corse, réunit près de huit mille personnes. M. Max Simeoni, qui court le maquis depuis près d'un an, fait une brève apparition en fin de journée, après un discours fleuve de son frère, M. Edmond Simeoni. Celui-ci a notamment déclaré que « la lutte armée est impossible actuellement ». Dans la nuit du vendredi 12 août, la salle de retransmission du relais de télévision de Serra-di-Pigno avait été détruite à la dynamite par un commando de cinq hommes. L'attentat, qui prive de télévision les trois quarts de l'île, est revendiqué par le Front de libération nationale.**

— **Pendant quelques heures plusieurs dizaines de milliers de manifestants occupent symboliquement et pacifiquement une portion du camp militaire du Larzac pour protester contre son extension. Les agriculteurs réaffirment leur détermination de s'opposer aux projets des militaires « quels qu'en soient les résultats des élections de 1978 ».**

— **Au cap de la Hague (Manche), plusieurs milliers de militants participent à une kermesse anti-nucléaire destinée à empêcher la construction de la centrale de Flamanville et l'extension du centre nucléaire de La Hague.**

— **Une charge de dynamite explose sans faire de blessés sur le dôme de la basilique Saint-Pie-X à Lourdes. L'attentat n'est pas revendiqué.**

Sports

— **ATHLÉTISME : à Helsinki, la France se classe septième dans la Coupe d'Europe, dominée par les deux Allemagnes.**

— **AUTOMOBILISME : l'Australien Alan Jones remporte le Grand Prix d'Autriche devant Niki Lauda.**

— **VOILE : la Grande-Bretagne gagne pour la septième fois l'Admiral's Cup.**

Économie

— **Le nombre des demandes d'emploi non satisfaites en France a atteint 1 004 300 à la fin juillet en données observées. La balance commerciale allemande enregistre un *excédent de 38,6 milliards de francs* pour le premier semestre. La hausse des prix en Grande-Bretagne est de 0,1 % seulement en juillet.**

— **La Commission de la C.E.E. élargit son dispositif de limitation des importations textiles en provenance du tiers-monde. Le ministre allemand de l'économie fait part à MM. Barre et Rossi de ses préoccupations devant la volonté française d'« organiser » le commerce international.**

L'ACCORD SUR « LE PARISIEN LIBÉRÉ »

C'est ce mardi 16 août à 17 heures que devaient à nouveau se rencontrer, au ministère du travail, M. Christian Beullac et les représentants du Livre C.G.T. Si aucune difficulté ne survient en dernière minute, l'accord mis au point dans la nuit du 11 au 12 août (*le Monde* du 13 août) pourra recevoir l'aval du ministre du travail. Ainsi, le conflit du *Parisien libéré*, le plus long qu'ait connu la presse parisienne, pourra être définitivement réglé.

Les suites de l'affaire du Trident

TROIS MILLE TECHNICIENS DE LA BRITISH AIRWAYS MENACENT DE FAIRE GRÈVE

La British Airways risque d'être affectée par une grève de ses trois mille techniciens qui travaillent à l'aéroport de Londres-Heathrow. Ceux-ci, par l'intermédiaire de leur syndicat, menacent de cesser le travail si l'un des leurs, qui a été licencié, n'est pas réintégré. La compagnie aérienne britannique reproche à cet employé, qui est aussi délégué d'atelier, d'avoir critiqué dans une interview non autorisée les mesures de sécurité prises pour pallier les faiblesses de structure de certains appareils Trident.

Des fissures sur les ailes des Trident-3 ont, en effet, été découvertes à Londres. Les autorités de l'aviation civile anglaise ont décidé d'inspecter les autres Trident. Les avions ayant dépassé six mille vols seront passés *aux rayons X. Ils pourront* être retirés de la circulation si des faiblesses de structure se révèlent. Sinon, ils seront soumis à des inspections après chaque période de cent cinquante heures de vol.

NOUVELLE AVANCE DU DOLLAR

Le dollar a poursuivi, mardi matin 16 août, sa progression sur presque toutes les places financières internationales, favorisé en cela par la perspective d'un prochain relèvement de 0,25 % des taux bases bancaires américains *actuellement fixés à 6,75 %*.

La devise américaine s'est traitée à 4,9250 F (contre 4,9125 F) à Paris, à 2,3375 DM (contre 2,3280 DM) à Francfort, à 2,5620 florins (contre 2,45625 florins) à Amsterdam, et à 2,4335 FS (contre 2,4223 FS) à Zurich.

A Londres, la livre sterling s'est relativement bien tenue, s'échangeant à 1,74 dollar (contre 1,7385 dollar).

Selon les cambistes, les transactions étaient généralement peu importantes.

Le numéro du « Monde » daté 16 août 1977 a été tiré à 419 912 exemplaires.

A BONN

Le ministre allemand de la recherche scientifique est opposé à un moratoire nucléaire

M. Hans Matthöfer, ministre de la recherche scientifique de la République fédérale d'Allemagne, vient de répéter dans une interview publiée dans *Der Spiegel*, le 15 août, que le débat nucléaire allait probablement *« se terminer par une décision qui consistera à retarder la construction de centrales nucléaires »* jusqu'à l'obtention d'une autorisation de construction d'une usine de retraitement.

M. Matthöfer se déclare toujours opposé personnellement à un moratoire *« qui ne serait pas de deux mais de six ans ou plus »*, dit-il. *« Je constate que des décisions vont être prises que je peux simplement influencer mais non empêcher. »*

Devant le danger qu'entraînerait *« une pause »* tant pour la croissance que pour le chômage, le ministre fédéral de la recherche scientifique définit un triple objectif : *« Premièrement, la question doit être discutée de façon approfondie avant et pendant le congrès du S.P.D. Deuxièmement, tout le monde doit être conscient des conséquences d'une telle décision. Troisièmement, le gouvernement fédéral doit se préparer à temps dans le domaine de la politique énergétique aux décisions éventuelles de ce congrès afin, en cas de besoin, d'en tirer les conséquences négatives. »*

M. Matthöfer confirme donc simplement que les avis sont partagés au sein de la coalition gouvernementale sur la nécessité de poursuivre le programme d'équipement nucléaire.

Déjà, lors d'une conférence sur l'énergie organisée à la fin du mois d'avril par le S.P.D., M. Eppler, ancien ministre de la coopération, avait demandé *« une pause de réflexion »*, alors que le chancelier Schmidt s'était prononcé contre l'arrêt de la construction des centrales nucléaires. M. Matthöfer ne cache pas qu'il ne désespère pas d'obtenir par la relance du débat quelques semaines avant les congrès des partis de la coalition une décision qui *« laisse les mains libres au gouvernement »*.

● *Deux ouvriers hongrois sont morts* et deux autres sont portés disparus à la suite d'une grave *explosion survenue lundi 15 août* dans l'usine chimique Nitrokemia, à Balatonfuzfo (ouest de la Hongrie), annonce-t-on à Budapest. Cinq autres ouvriers ont été grièvement blessés et quarante souffrent de blessures légères. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes du sinistre. — *(A.F.P.)*

LES ÉGLISES DANS LES PAYS DE L'EST

Le pasteur Billy Graham prêchera une semaine en Hongrie

Le pasteur Billy Graham se rendra en Hongrie, du 3 au 10 septembre prochain, pour une *« mission de bonne volonté »*, au cours de laquelle il prêchera à plusieurs reprises.

En annonçant cette nouvelle, *lundi 15 août, à Montreat* (Caroline du Nord), le prédicateur a souligné que ce serait le premier voyage de ce genre effectué par une personnalité chrétienne dans un pays socialiste, mis à part la visite qu'il avait faite en 1967 en Yougoslavie. Son voyage a été décidé avec M. Sandor Palotay, président du conseil des Eglises libres de Hongrie.

Aucune restriction n'a été imposée en ce qui concerne les thèmes des prêches, a ajouté le pasteur. Cette mission lui permettra aussi d'étudier le système social hongrois. Il compte avoir plusieurs entrevues avec les dirigeants des différentes Eglises.

* * *

Quelque quatre-vingt mille fidèles ont participé, lundi 15 août, au pèlerinage traditionnel de l'Assomption à Czestochowa. Le cardinal Stefan Wyszynski, primat de Pologne, accompagné des cardinaux Mario Rocca et Terence Cook, archevêque de New-York, ainsi que de vingt évêques polonais, italiens et japonais, a présidé les cérémonies au sanctuaire de la « Vierge noire ».

Au cours du pèlerinage, le cardinal Wyszynski a prononcé une allocution principalement consacrée à la jeunesse. L'archevêque Terence Cook, pour sa part, a exprimé sa joie de voir une telle multitude participer aux cérémonies et d'y remarquer un aussi grand nombre de jeunes.

Arrivé en visite en Pologne le 10 août, sur l'invitation de l'Eglise polonaise, l'archevêque de New-York doit se rendre aussi à Cracovie pour y rencontrer le cardinal-archevêque de cette ville, Karol Wojtyla, avec lequel il ira visiter l'ancien camp d'extermination d'Auschwitz. — *(A.F.P.)*

NOUVELLES BRÈVES

● *Les Etats-Unis et les Comores* ont décidé d'établir des relations diplomatiques, a annoncé lundi 15 août le département d'Etat américain. — *(A.F.P.)*

● *Le litige frontalier entre le Tchad et la Libye.* — Le général Félix Malloum, chef de l'Etat *tchadien, a quitté Libreville lundi* 15 août, après s'être entretenu avec le président gabonais M. Bongo. D'autre part, M. Bongo a reçu un message du colonel Kadhafi des mains de M. Shaban, vice-ministre libyen des affaires étrangères. — *(Reuter.)*

● *Le « sommet » extraordinaire de l'O.U.A. sur le Sahara occidental, dont la tenue a été décidée* le mois dernier lors de la conférence de l'organisation africaine à Libreville, aura lieu à Lusaka (Zambie) du 5 au 10 octobre, a annoncé le président Bongo, président en exercice de l'O.U.A. — *(Reuter.)*

● *A l'occasion des fêtes du ramadan*, le ministre israélien de la défense, M. Ezer Weizman, a ordonné, dimanche 14 août, la libération de cent Cisjordaniens détenus dans les prisons israéliennes pour *« atteinte à la sécurité de l'Etat »*. Le gouverneur militaire de Gaza a pour sa part gracié trente-six Arabes détenus dans la prison de cette ville. Certains d'entre eux étaient incarcérés depuis 1969 pour délits affectant la sécurité d'Israël.

● *En Yougoslavie, quatre prisonniers* ont été tués le samedi 13 août après un incident entre surveillants et détenus dans le quartier des condamnés pour meurtres du pénitentier de Pozarevac. — *(A.F.P.)*

● *Le groupe pharmaceutique britannique Beecham* vient d'acquérir une participation de 80 % dans le capital des laboratoires français Sobio, spécialisés dans la fabrication de médicaments pour les maladies cardiaques. Le montant de ce rachat n'a pas encore été révélé, étant sujet à des ajustements. En 1976, Sobio a réalisé un chiffre d'affaires de 52 millions de francs. Celui de Beecham s'est élevé à 721 millions de livres (5,77 milliards de francs).

● *Volkswagen va retirer la Coccinelle du marché américain*, a annoncé lundi 15 août le constructeur automobile ouest-allemand. Cette décision est justifiée par la chute des ventes de ce modèle outre-Atlantique depuis quelques années et par les difficultés rencontrées par Volkswagen pour l'adapter aux nouvelles normes anti-pollution et de sécurité américaines. — *(A.F.P.)*

● *Entreprises françaises au Vietnam.* — Le Service des biens et intérêts privés rappelle qu'un arrangement est intervenu entre le gouvernement de la République socialiste du Vietnam et l'Union des sociétés et groupements professionnels indochinois (U.S.P.I, 33, avenue de Wagram, 75017 Paris) au sujet des biens des entreprises françaises qui ont exercé une activité au Vietnam du Sud. Le service invite les entreprises concernées à prendre contact avec l'U.S.P.I. pour bénéficier de l'accord. L'expiration du délai a été reportée du 1er juillet au 1er octobre 1977. Cet avis ne s'adresse qu'aux entreprises au sens de l'INSEE, à l'exclusion des personnes physiques et morales n'ayant détenu qu'un patrimoine sans exercice d'une vocation industrielle, commerciale ou agricole. Ces dernières peuvent, à titre conservatoire, déposer au Service des biens et intérêts français (23, rue La Pérouse, 75775 Paris Cedex 16) les déclarations sur imprimés prévus à cet effet.

● *Progression des importations d'acier aux Etats-Unis.* — En juin, les importations d'acier aux Etats-Unis ont atteint 1,8 million de tonne, indique le magazine spécialisé *Iron Age*. Pour les six premiers mois de l'année, les importations ont dépassé 8 millions de tonnes (contre 6,4 millions pour la même période de 1976). Cette progression, estiment certains spécialistes, pourrait amener le gouvernement à prendre des mesures. D'ores et déjà, le président de la commission des affaires étrangères du Sénat, M. John Sparkman, a demandé au président Carter de maintenir le contingentement des aciers *spéciaux en vigueur depuis juin* 1976.

LE PROJET DE CONSTRUCTION DU MÉTRO DU CAIRE EST RELANCÉ

(De notre correspondant.)

Le Caire. — En mai dernier, contre toute attente, Le Caire informait Paris de sa décision de *« remettre à plus tard »* la construction du métro cairote, pour *« raisons d'économie »*.

La France avait pourtant fourni un premier crédit de 260 millions de francs pour amorcer la construction d'un projet étudié depuis plusieurs années par la SOFRETU, filiale de la Régie autonome des transports parisiens (R.A.T.P.). En outre, M. Giscard d'Estaing, en visite en Egypte il y a deux ans, s'était personnellement engagé en faveur d'une opération dont le report, dans lequel d'aucuns virent une renonciation, apparut comme une maladresse diplomatique. Certains responsables égyptiens comprirent par la suite que le régime du président Sadate, n'ayant à son actif dans la capitale qu'une seule réalisation importante — le pont routier du 6-Octobre qui enjambe le Nil à hauteur du centre-ville, — se devait d'entreprendre une œuvre à la fois d'intérêt populaire et de grande envergure.

Des conversations avaient eu lieu ces dernières semaines sur le plan franco-égyptien et sur le plan saoudien. Elle ont abouti, semble-t-il, à l'attribuiton de nouveaux prêts à l'Egypte, afin que la construction du métro puisse commencer. La nouvelle devrait *être bientôt annoncée officiellement.*

Les travaux porteront sur une première ligne de 40 kilomètres de long reliant la banlieue septentrionale du Caire à la cité industrielle d'Helouan, au sud, après avoir traversé le centre de la capitale. Le parcours ne sera que partiellement souterrain. Le coût de cette première tranche est estimé à environ 1 milliard de francs. — J.-P. P.-H.

TRENTIÈME ANNÉE (1977) — N° 1 502

SÉLECTION HEBDOMADAIRE

DU JEUDI 11 AOUT AU MERCREDI 17 AOUT 1977

DIRECTEUR : Jacques FAUVET
FONDATEUR : Hubert BEUVE-MÉRY

DIRECTION
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
5, RUE DES ITALIENS, 75009 PARIS

TÉLÉPHONE : 246-72-23
Adresse télégraphique : JOURMONDE PARIS



N° 1502

Canada, 0,60 $ can. ; Côte d'Ivoire, 60 fr. ; Egypte, 30 p. ; Grèce, 20 dr. ; Hollande, 1,15 fl. ; Indonésie, 250 Rp. ; Israël, 3,50 L.I. ; Liban, 150 P.L. ; Sénégal, 100 fr. ; Singapour, 2 $ sing. ; Tunisie, 80 m. ; Turquie, 6 L.T. ; U.S.A., 0,50 $ U.S.

ABONNEMENT :	Six mois	Un an
France	F 35	F 60
Etranger	F 48	F 85

(Tarifs avion page 3.)

CHEQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

Une nouvelle phase de l'ère spatiale

La navette américaine, qui vient d'accomplir brillamment son premier vol libre, devrait donner, au début de la prochaine décennie, le coup d'envoi d'une nouvelle phase de l'ère spatiale. Capable d'emporter hors de l'atmosphère terrestre plusieurs dizaines de tonnes de matériel, et une demi-douzaine de personnes, elle ouvre les portes de l'espace à de nombreux Terriens. La NASA donnera, bien sûr, la priorité aux programmes américains : elle n'en recherche pas moins déjà activement des clients intéressés à disposer d'une partie au moins de l'immense soute de l'engin.

Les premiers contrats signés lient les États-Unis à un certain nombre de pays, et notamment à ceux qui sont membres de l'Agence spatiale européenne : dès ses premiers vols, la navette emmènera le laboratoire spatial européen Spacelab. La NASA commence une immense campagne de propagande visant les principaux pays en voie de développement susceptibles de s'intéresser, par exemple, à des satellites de télécommunications : sur ce point, la concurrence entre les Etats-Unis et l'Europe, qui développe pour sa part la fusée Ariane, promet d'être rude.

Les scientifiques, par le biais du Spacelab ou, par exemple, du grand télescope orbital dont le Congrès américain vient d'approuver la construction, seront bien sûr au premier rang des futurs utilisateurs de la navette. Grâce à elle ils pourront plus facilement, et à moindres frais, gommer l'écran que représente, entre l'espace lointain et notre globe, l'atmosphère terrestre, et se libérer de la pesanteur : l'astronomie comme la physique des solides — par exemple dans ses applications à l'électronique des semi-conducteurs — pourraient y trouver un nouvel essor.

L'enthousiasme des scientifiques, comme celui des populations qui paraît aujourd'hui renaître, si l'on en juge par la présence vendredi, sur la base californienne d'Edwards, où s'est posée la navette, de plus de cent mille personnes, ne doit cependant pas faire oublier une donnée essentielle : le caractère militaire de l'espace.

Il y a presque vingt ans, le 26 août 1957, au milieu du scepticisme général, l'agence Tass annonçait le lancement d'une « superfusée balistique intercontinentale à plusieurs étages » ; un mois et demi plus tard, le 4 octobre, l'Union soviétique mettait sur orbite le premier satellite artificiel Spoutnik-1. La course à l'espace devenait inséparable de la course aux armements.

Le développement de la navette spatiale n'échappe pas à cette règle : une part non négligeable de ses missions sera purement militaire. Et, sans l'appui du département de la défense, intéresse lui aussi par un espace « bon marché », la NASA n'aurait certainement jamais obtenu les crédits nécessaires à ce nouveau et ambitieux programme.

La presse spécialisée américaine n'est pas avare d'informations sur le caractère militaire de certains Cosmos soviétiques : on y apprend le succès ou l'échec de missions de satellites « tueurs » lancés pour détruire des cibles qui, pour le moment, sont du même camp. L'année dernière, il a même été affirmé que des satellites d'« observation » américains avaient été « aveuglés » par les Soviétiques. A l'heure où, en France, certains commencent à réclamer la mise en place de satellites militaires « nationaux », beaucoup resterait sans doute à dire sur un aspect souvent négligé des programmes spatiaux américains.

Le lancement d'un satellite inhabité n'attire plus l'attention de personne : qui sait que, depuis vingt ans, on a envoyé dans l'espace plus de deux objets par semaine en moyenne ? Dans dix ans, les vols scientifiques habités seront à leur tour, grâce à la navette spatiale, devenus chose banale. Bien sûr, on fêtera dignement le premier astronaute européen, plus encore le premier astronaute français. Est-ce bien là l'essentiel de la course à l'espace ?

(Lundi 15 août.)

LE CONFLIT DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

• *Moscou lance à Addis-Abeba et à Mogadiscio un « appel à la sagesse »*
• *La Somalie menace d'intervenir ouvertement*

Dans une « déclaration autorisée » de l'agence Tass, Moscou a lancé, dimanche 14 août, un nouvel appel à l'Ethiopie et à la Somalie, formulant l'espoir que leurs dirigeants « feront preuve de sagesse et mettront immédiatement un terme au conflit militaire ».

Cette déclaration traduit l'inquiétude soviétique au moment où la guerre non déclarée que se livrent Addis-Abeba et Mogadiscio dans l'Ogaden menace de se transformer en conflit ouvert. Le président Syaad Barre a en effet menacé, dimanche soir, visant implicitement Moscou, de faire intervenir son armée s'il était prouvé que des « forces étrangères à l'Afrique » *prenaient part aux combats.*

Le conflit qui oppose les deux pays préoccupe les dirigeants kényans. Ils ont fait part, vendredi 12 août, de leurs inquiétudes à M. de Guiringaud, actuellement en visite en Afrique orientale.

Les dirigeants kényans exposent à M. de Guiringaud leurs inquiétudes sur les intentions somaliennes

De notre envoyé spécial

Nairobi. — Des trois sujets dont s'est entretenu le 12 août M. de Guiringaud à Nairobi : la corne de l'Afrique, l'océan Indien et l'Afrique australe, c'est le premier qui, de beaucoup, inquiète le plus les dirigeants kényans. Le vice-président, M. Arap Moi, et le ministre des affaires étrangères, M. Waiyaki, ont exposé à leur visiteur la gravité du conflit entre l'Ethiopie et la Somalie.

Les Kényans ne se font aucune illusion : si la Somalie réussit à « récupérer » par les armes l'Ogaden sur l'Ethiopie, le nord-est du Kenya sera son prochain objectif. Une récente mission officielle somalienne à Nairobi ne l'a nullement dissimulé. Or le Kenya ne dispose que de six mille cinq cents hommes, deux douzaines de chars et une douzaine d'avions. Aussi, les interlocuteurs de M. de Guiringaud lui ont demandé quelle était l'attitude de la France vis-à-vis du conflit entre l'Ethiopie et la Somalie, s'il était vrai qu'elle s'apprêtait à vendre des armes à Mogadiscio et si elle accepterait d'en fournir au Kenya.

M. de Guiringaud a répondu que la France ne désirait pas prendre position dans un conflit entre Africains. Elle entend tenir ses engagements pour préserver l'indépendance et l'intégrité territoriale de Djibouti. Mais elle ne veut pas offrir de prétexte à une agression contre la nouvelle République en adoptant des attitudes qui pourraient passer pour provocantes.

Le ministre a confirmé que la Somalie avait présenté à la France une liste d'armements qu'elle désirait lui acheter, mais Paris n'en a retenu qu'un dixième « pour étude ». De toute façon, si la France, après un délai de réflexion, prenait une décision positive, elle ne vendrait aux Somaliens que des armes « défensives » aux conditions du marché.

Le Kenya, pour sa part, voudrait acheter à la France des hélicoptères et des missiles anti-aériens. La demande de Nairobi (qui avait été présentée avant l'arrivée du ministre) est, elle aussi, à l'étude, avec, semble-t-il, un certain préjugé favorable, étant donnée la faiblesse militaire du Kenya et le fait que, pour le moment, ce pays n'est impliqué dans aucun « conflit ouvert ».

M. de Guiringaud a fortement souligné que les grandes puissances ne devraient prendre d'engagements de tous ordres dans cette région du monde qu'avec les plus grandes précautions. Il pense d'ailleurs que les Occidentaux veulent effectivement éviter d'alimenter un « conflit ouvert » comme celui de l'Ogaden. Il ne tiendrait donc pas pour acquis que les Etats-Unis soient décidés à armer la Somalie.

La prudence de Paris

L'attitude de Moscou est moins claire encore. Il est difficile de dire si les Soviétiques ont choisi de soutenir un camp ou l'autre ou les deux à la fois. Selon de bonnes sources, il y a une huitaine de jours encore, l'U.R.S.S. a livré des chars à la Somalie, tandis qu'une mission militaire éthiopienne était éconduite à Moscou après avoir fait antichambre pendant plusieurs jours.

Pour le gouvernement français, en tout cas, la prudence doit être de rigueur. La présence d'une escadre française relativement importante dans l'océan Indien — a expliqué M. de Guiringaud — ne contrevient pas à cette politique. Elle n'est là que pour dissuader un éventuel agresseur de Djibouti. La France n'entend pas pour autant entretenir des bases et une flotte importante dans l'océan Indien, comme le font les deux super-puissances. Aussi considère-t-elle avec un certain détachement et beaucoup de scepticisme les conversations soviéto-américaines en cours pour « *neutraliser la région* ». Les interlocuteurs du ministre français ont, bien entendu, soulevé la question de Mayotte, qui avait provoqué à l'ONU de virulentes attaques du représentant de Nairobi contre la France. M. de Guiringaud a souligné que la France avait doté Mayotte d'un statut évolutif, mais il a regretté — comme ses interlocuteurs, semble-t-il — que le régime de Comores indépendantes n'évolue pas dans le sens d'un rapprochement.

A propos de l'Afrique australe, c'est M. de Guiringaud qui a pris les devants en exposant la politique française. Paris « *approuve à 100 % le plan britannique sur la Rhodésie fondé sur la règle de la majorité* » et condamne l'« *aveuglement* » de ceux qui livrent « *un combat d'un autre âge pour une cause indéfendable* ».

M. de Guiringaud a, bien entendu, condamné l'apartheid en Afrique du Sud, en ajoutant que la persuasion était le seul moyen d'amener Pretoria à y renoncer. Les Kényans trouvent cette attitude insuffisante. Sur ce dernier point, il est vraisemblable que M. de Guiringaud entendra des reproches plus vifs au cours des prochaines étapes de son voyage en Afrique orientale. Il a, en tout cas, rencontré les dirigeants du mouvement nationaliste du Zimbabwe (Rhodésie) lundi 15 août à Lusaka (Zambie) et mercredi à Maputo (Mozambique).

MAURICE DELARUE.

(Lundi 15 août.)

(Lire nos informations p. 5.)

L'actualisation du programme commun

M. Mitterrand ne souhaite pas de nouvelles négociations avant le « sommet » de la gauche

M. François Mitterrand a pris part en Crète, les 13, 14 et 15 août, à un séminaire sur le thème « Socialisme et culture », organisé à l'Institut orthodoxe de Chania par le compositeur grec Mikis Théodorakis et auquel participaient une trentaine de responsables politiques et d'intellectuels, en majorité grecs et français.

Dans une déclaration à TF 1, le premier secrétaire du parti socialiste a souhaité que « sans autre intermédiaire », et donc sans nouvelles négociations, le « sommet » de la gauche soit saisi en septembre des divergences qui subsistent entre les trois partenaires.

A l'occasion de ce colloque considéré comme « bien curieux » par *l'Humanité* et où quelques observateurs ont voulu voir une prise de conscience de l'euro-socialisme, le premier secrétaire du part. socialiste a donné à TF 1 une interview dont plusieurs extraits ont été diffusés le 14 août dans le journal télévisé de 20 heures. Les déclarations de M. Mitterrand à TF 1 relatives à l'actualisation du programme commun précisent ce qui avait été annoncé le 28 juillet dernier, à l'issue de la dernière réunion du groupe des quinze, chargé de préparer cette actualisation.

M. Mitterrand, en effet, ne prévoit plus de nouvelle rencontre avant la réunion « au sommet » qui devrait permettre aux chefs des trois formations de gauche de trancher les derniers points en discussion, sur les nationalisations et la défense en particulier. « *Nous disposons d'un bon document*, a-t-il déclaré. *Il conviendra, sans autre intermédiaire, que ce que l'on appelle la réunion « au sommet », qui aura lieu, je le pense, en septembre, puisse définitivement conclure l'actualisation du programme commun.* »

Ce vœu du premier secrétaire du parti socialiste dissipe une incertitude qui subsistait sur la procédure après l'achèvement des travaux du groupe d'actualisation. M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat national du P.S., qui conduisait la délégation socialiste, avait souligné, en effet, que la rencontre « au sommet » devrait être précédée « *de la réunion des instances dirigeantes* » des trois formations, et il avait été précisé ensuite qu'il incomberait aux trois chefs de délégation, MM. Bérégovoy, Fiterman et Loncle, « *de dégager les options entre lesquelles les dirigeants des trois partis pourront trancher sur les nationalisations comme sur la défense, qui restent les deux principaux points de divergence* ».

On notera toutefois qu'une reprise des contacts entre les trois chefs de délégation avant la rencontre « au sommet » ne constitue pas une exigence des communistes puisque M. Fiterman écrivait dans *l'Humanité* du 10 août que, sur les paragraphes pour lesquels « *la discussion n'a pas permis d'aboutir à une rédaction commune, les délégations ont alors décidé, d'un commun accord, de renvoyer la mise au point définitive du texte, ou aux discussions devant avoir lieu dans le cadre du comité de liaison, ou à la rencontre au sommet* ».

ALAIN GUICHARD.

(Mardi 16 août.)

LES GRANDES MANŒUVRES

par
PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Pourparlers et controverses entre les dirigeants de la majorité, polémiques entre les partenaires de l'union de la gauche : au fort de l'été, le débat politique demeure étonnamment vif. Tout se passe comme si, dans les deux camps, on voulait se mettre en position de force en vue de la rentrée. Et même être prêt pour affronter, éventuellement dès l'automne, l'échéance électorale qui n'est prévue, en principe, que pour mars 1978. Chaque initiative, chaque déclaration de M Giscard d'Estaing ou de M Barre suscite aussitôt une réplique de M. Chirac, chaque propos de M. Mitterrand ou de M. Fabre est aussitôt relevé et contredit par M. Marchais. En même temps, l'actualisation du programme commun, largement entamée, est interrompue, la négociation n'est pas achevée ni l'accord conclu ; et la tentative de coordination de la majorité, l'arbitrage de ses candidatures, se poursuivent avec des fortunes diverses. Querelles, rivalités, contestations, ce sont les grandes manœuvres de l'été

* * *

Le plus récent épisode des discussions au sein de la gauche vient d'être marqué par ce qui ressemble fort à une opération de diversion. Au dossier de la négociation des partis de gauche sur la défense, *le Monde* a versé dans son précédent numéro « les points les plus importants » du texte sur lequel s'étaient entendus le 28 juillet, au terme de leur quinzième réunion, les quinze membres du groupe de travail mis en place pour préparer l'actualisation du programme commun. Il s'agissait, précisions-nous, de « dispositions nouvelles » qui ne figuraient pas dans le programme commun, dont l'essentiel du chapitre consacré à la défense était, d'autre part, maintenu. Or, dans un éditorial de *l'Humanité*, intitulé « Une manœuvre déloyale », le responsable de la délégation communiste au « groupe des quinze », M. Charles Fiterman, s'en prend ce mercredi matin... au *Monde*. Il ne conteste pas l'authenticité des dispositions que nous avons publiées, mais déclare le texte « incomplet, inexact sur des points essentiels ». Incomplet, certes, et nous l'avions dit. Inexact ? Dans la mesure, sans doute, où il est incomplet. Or il ne pouvait en être autrement, puisque diverses dispositions ont été mises en réserve et renvoyées à la reprise des discussions, en septembre, ce que nous avons écrit à maintes reprises. M. Fiterman nous avise que ce ne sont là que « des bases d'accord », mais que rien n'est définitivement conclu. C'est, mot pour mot, ce qu'on a pu lire dans *le Monde* du 30 juillet, page 5.

Curieusement, M. Fiterman reproche au *Monde* de « n'avoir pas eu la correction d'informer le parti communiste de cette publication ». Et à France-Inter, ce mercredi à 13 h., M. Marchais sommait notre journal de révéler les sources de son information. Formule et exigence inquiétantes. Piqué peut-être du fait que, à côté de la relation de l'intervention de M. Marchais, *le Monde* ait donné hier la parole à un socialiste et à un radical de gauche, M. Fiterman accuse notre journal, conjointement avec ces deux partis, de chercher à « conduire la négociation dans l'impasse ». Faut-il répéter une fois de plus que *le Monde* n'est pas davantage l'organe des socialistes ou des radicaux quand il publie les points de vue de leurs dirigeants qu'il n'est celui de la majorité quand il interroge le premier ministre ou donne la parole à M. Chirac, ni celui du parti communiste quand il publie un article de M. Marchais... ou de M. Fiterman (dans *le Monde* du 20 avril dernier, par exemple) ?

Pour le reste, on ne s'étonnera guère de le voir prendre ainsi à partie un journal alors qu'il vise en fait une tout autre cible, en l'espèce ses partenaires de l'union de la gauche. Et la réaction du parti socialiste puis des radicaux de gauche, qui critiquent eux aussi *le Monde* en termes voisins de ceux qu'avait utilisés le négociateur communiste — la rencontre n'est pas fortuite et elle donne à réfléchir, — procède de la même erreur de tir ou de la même recherche d'une diversion.

La presse, *le Monde* en particulier, n'ignore pas qu'il est de règle de faire porter aux journalistes la responsabilité de tout ce qui ne va pas.

Ce sont eux, chacun le sait, non les gouvernements, les partis ou les responsables politiques, qui perdent les guerres, provoquent les crises et suscitent les conflits.

Ah ! S'il n'y avait pas de journaux comme on serait tranquille... Depuis longtemps, ce genre de « manœuvre déloyale » est accueillie par la presse avec philosophie et sérénité.

Reste le fond, qui est plus sérieux. Le parti communiste, M. Marchais lui-même, poursuivent l'escalade des attaques « tous azimuts » visant leurs partenaires de l'union de la gauche qui, de leur côté, se disent maintenant victimes d'une « agression ». Que se passe-t-il, où va-t-on ?

Pour l'instant, on ne peut encore que se poser des questions. Dans les milieux politiques, on entend depuis quelques semaines répéter, un peu étourdiment peut-être, deux ou trois formules toutes faites, exactements opposées à celles que, des mêmes bouches, on recueillait à la fin du printemps.

(Lire la suite page 6.)

LES RÉVOLUTIONS DE L'ÉGLISE BRÉSILIENNE

I. — Gagner les « marges »

De notre envoyé spécial
CHARLES VANHECKE

Joao-Pessoa. — « Dom Pelé » : c'est ainsi que les Brésiliens, avec leur familiarité coutumière, appellent le seul, de leurs quelque trois cents évêques, qu'ils considèrent comme noir. Dom José Maria Pires, surnommé « Dom Pelé » par référence au célèbre footballeur, est archevêque de Joao-Pessoa, capitale du Paraiba, un des Etats les plus délabrés du Nordeste brésilien. Sans bruit, sans éclat de voix, « Dom Pelé » a fait la révolution dans son diocèse. Avec lui, finies l'Eglise toute-puissante et toute-pensante, la parole qui va du haut vers le bas, du centre vers la périphérie. La relation est inversée. « *L'Eglise doit naître du peuple*, nous dit-il. *A lui d'exprimer ce qu'il veut, à nous de l'aider à retrouver sa voix. Il n'y a pas d'évangélisation possible sans libération.* » Sages propos conciliaires ? Oui, mais incarnés dans les faits. « *La réalité, ici*, ajoute Dom Maria Pires, *c'est l'oppression. L'opprimé qui accepte de l'être, qui est même reconnaissant envers son oppresseur.* »

« Dom Pelé » n'est pas un radical. Il n'est pas sur la liste noire du régime, comme son voisin Dom Helder Camara, archevêque d'Olinda et de Recife. Il est l'ami du juge et du militaire. Mais il a décidé de suivre jusqu'au bout l'évolution de son Eglise, une évolution partie du sommet, c'est-à-dire de la C.N.B.B. (la conférence épiscopale), et qui touche maintenant une bonne partie de la hiérarchie et de la « base ». Voici quatre ans qu'il a déclenché un « processus » dont il dit connaître le début, « mais pas la fin ». Prêtres et religieuses sortis de leurs presbytères, de leurs couvents et de leurs collèges, fidèles vibrant de zèle réformateur : toute son Eglise, du moins toute celle qui a voulu le suivre, il l'a mise en état d'alerte permanente, à l'écoute d'un peuple considéré comme l'alpha et l'oméga de toute entreprise.

Parti pour Rome suivre un « cours de spiritualité », l'ancien vicaire de la cathédrale dit combien il a senti, à son retour, devant les bouleversements du diocèse, la nécessité d'une « conversion ». Les clés de cette conversion ? « *Redevenir pauvre parmi les pauvres*, dit-il. *Nous débarrasser de nos richesses, parce que la richesse a besoin de protection, celle du pouvoir politique, qui sollicite celle du pouvoir militaire. Nous éloigner du centre, pas seulement du centre géographique, mais du centre formé par les classes dominantes. Nous éloigner des puissants, en tout cas des péchés des puissants. Gagner les marges.* »

L'Eglise du Paraiba ne s'est pas dépouillée de toutes ses richesses. « *Il nous faut encore quelques sources de revenus.* » Mais elle a amorcé un transfert. Par exemple, elle a laissé aux occupants des lieux l'usage gratuit de quatre propriétés agricoles dont elle tirait auparavant un fermage. Et surtout, elle a gagné les « marges ». Plusieurs dizaines de religieuses ont quitté la ville pour former quinze communautés dans l'intérieur. L'évêché a décentralisé l'action pastorale vers les banlieues et les campagnes et délaissé les quartiers bourgeois : « *Les riches n'acceptent pas la nouvelle Eglise*, dit l'évêque, *et les classes moyennes dépendent trop du système établi.* »

Les « agents pastoraux » de Dom José Maria Pires — ils sont environ quatre cents — sont allés à la rencontre d'un peuple privé de voix et de lois. Et ils sont allés vers lui, disent-ils, « *les mains vides* ».

Visages incrédules, corps rapetissés par les avitaminoses, regards ouverts à autrui, mais qui se ferment à la moindre imprudence : au début, le peuple d'Alhandra a été une belle énigme pour Hermano José, franciscain à l'œil rêveur. Alhandra est situé au sud de Joao-Pessoa, dans une zone où la canne à sucre continue de tout « *dévorer* », comme au temps de la colonie. Même le bambou, ici, a chassé les cultures vivrières, car il alimente les fabriques de cellulose. Allemand d'origine, citadin de formation, Hermano José a eu du mal à pénétrer le monde l'Alhandra. La « *stratégie du pauvre* », dit-il, consiste à dire que tout va bien même si tout va mal, et à encenser l'autorité même quand elle opprime. Après trois ans de familiarité avec les pauvres, Hermano José a gagné leur confiance, mais ceux-ci n'ont pas renoncé pour autant à leur « stratégie » : ils ne se hasardent guère à médire de l'officier qui vient régulièrement de Joao-Pessoa les interroger sur la « subversion » des prêtres.

(Lire la suite page 2.)

AMÉRIQUES

Les révolutions de l'Église brésilienne

(Suite de la première page.)

Au hasard des paillotes, l'histoire d'Alhandra prend forme. Accroupis, les paysans dessinent sur le sable, avec le coutelas qu'ils portent à la ceinture, les géométries simples dont ils ne veulent pas sortir : leur champ, celui du voisin, la grande propriété qui a failli les engloutir. Simples locataires du sol, ils étaient menacés d'expulsion par le *fazendeiro (1)* local, qui plante de la canne à sucre jusqu'au ras des cases. La canne, culture d'exportation, est plus que jamais *nécessaire. Comme le café et le* soja, elle sert à payer une industrialisation menée à toute allure : c'est la conséquence d'une politique de « développement » qui délaisse l'agriculture de subsistance.

Le prix de la croissance étant de plus en plus élevé — la dette extérieure a quintuplé en six ans — le gouvernement prodigue mille encouragements aux grands planteurs, qui s'emparent, de gré ou de force, de toutes les terres disponibles, et condamnent les petits paysans à l'errance ou à l'entassement dans les villes. Porté par la logique du système, l'un des potentats d'Alhandra, le propriétaire de la *fazenda* Mucatu, a usé du moyen le plus simple pour inviter ses fermiers à déguerpir : ses gardes armés ont fait la tournée des cases, et ses tracteurs ont détruit les labours. Mais il s'est heurté à un obstacle inattendu : le travail de « prise de conscience » réalisé par l'Eglise.

« Les prêtres ? Heureusement qu'ils ont été là, car ils nous ont apporté de l'animation », dit un vieux paysan au regard malin. En bon Nordestin, notre interlocuteur emploie le mot « animation » dans son sens archaïque : qui *donne de* l'âme. Et c'est vrai les franciscains — Hermano José et son compagnon de tournée, Anastacio — se sont efforcés de leur donner, à tous, du cœur au ventre. *« Notre tâche principale*, disent-ils, *c'est de supprimer la peur. »* Enseigner leurs droits aux paysans, les inciter à « actionner » les syndicats, à intervenir auprès de l'armée et de la police.

Le silence auquel les deux franciscains se plaisent au cours de leur *tournée* des paillotes, l'attention qu'ils portent aux soliloques des pauvres, aux balbutiements des analphabètes, leur effort pour écouter chacun dans le plus complet dépouillement mental, afin de remplacer le prêche par la présence, il a bien fallu un jour les convertir en une démarche plus affirmative. A l'heure du conflit, les deux franciscains ont enseigné les vertus de la défense collective. Les paysans se sont installés en masse sur leurs terres le jour où le *fazendeiro* avait promis d'envoyer sa police. Et ils ont gagné.

Ailleurs, l'habileté de « Dom Pelé » a consisté à faire la catéchèse de la loi, à prendre les autorités au piège du règlement écrit. En avril 1976, il a ouvert dans le bâtiment de l'évêché l'un des premiers « centres de défense des droits de l'homme » créés au Brésil à l'initiative de la confé*rence épiscopale. Il a recruté un* avocat entièrement dédié aux batailles juridiques qu'entraîne la défense des petits exploitants. Le régime a édicté en effet un statut de la terre, destiné théoriquement à ancrer les paysans dans leur activité coutumière. Mais un tel statut est contrarié par une politique économique qui favorise la concentration foncière et la mécanisation agricole. Il l'est encore plus par la priorité donnée à la « sécurité nationale » — qui favorise les riches, — par l'impuissance de la justice et la corruption des polices locales.

Pourtant, le chef de l'Etat a eu un « geste » à l'égard des paysans de Mucatu. Il a exproprié les terres en litige — soit 10 000 hectares qui devront être gérés sous forme de coopérative. L'incertitude n'a pas cessé pour autant. Au sein de la coopérative, les paysans seront-ils libres d'eux-mêmes, ou soumis à un nouveau type de contrainte ? *Assis sur une pierre, ou sur le* marchepied de sa Volkswagen tous terrains, Hermano José, une fois de plus, est tout ouïe.

Le handicap de la formation

Qu'est-ce qui l'a amené ici ? Comment se sent-il au contact de ces hommes maladroits et torves, qui vivent dans la nudité des cavernes ? Il ne nous parle guère des origines profondes, et sans doute lointaines, de sa vocation. En revanche, il explique comment ses études, au séminaire, l'avaient surtout préparé à *« être du côté des puissants »*, comment il lui a fallu surmonter ce handicap, et quelles découvertes il a dû faire, au cours de son expérience. Venu « à l'aide », il se demande, aujourd'hui, qui aide qui. Qui a finalement le plus de force d'âme, de l'humilié ou du pasteur.

Car tous les mots-clichés sur le paysan du Nordeste — fatalisme, passivité, résignation, superstition, — il les rejette. Le paysan, en effet, *« c'est quelqu'un qui se lève tous les jours à 4 heures du matin, travaille à la pioche, sans l'aide de personne, et quand les calamités ont détruit ses récoltes, recommence de plus belle, sans recevoir d'indemnité, car seules les grandes entreprises sont indemnisées. Quelqu'un qui fait des kilomètres à pied pour aller à l'hôpital, faute de moyen de transport, et apprend le plus souvent qu'il ne sera pas admis, faute d'argent ou d'appui. Peut-être allume-t-il un cierge, de temps en temps, pour conjurer la maladie. Mais c'est son seul recours. Et c'est en définitive un merveilleux acte de foi, une extraordinaire leçon d'optimisme. Dans ces conditions, qui a vraiment de la force, qui a du courage ? »*

(1) Grand propriétaire.

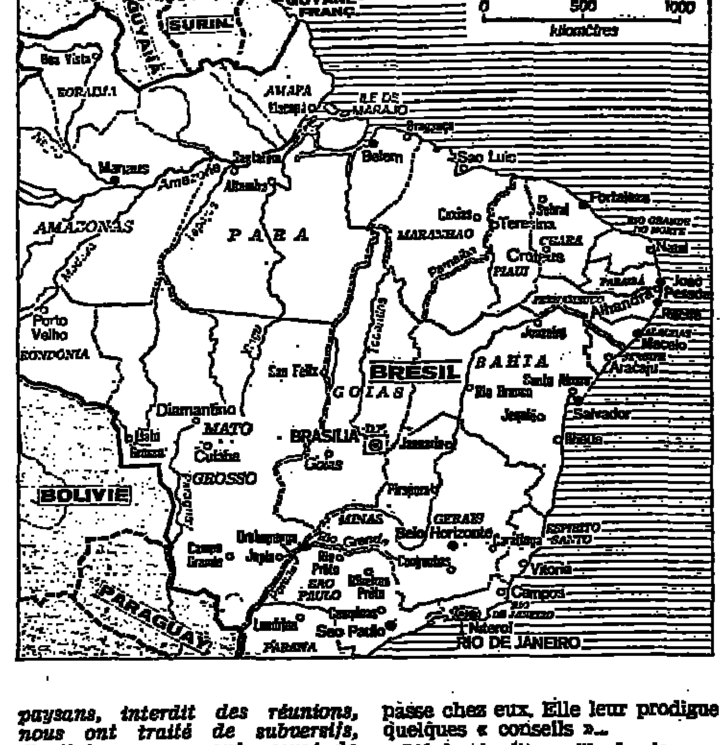
Voilà donc le moine en sandales et chemisette plus du tout disponible pour les interprétations tendancieuses, par exemple sur le culte de Xango — pratique afro-brésilienne — facilement présenté comme du fétichisme. Ni pour les leçons de morale ou les exhortations classiques. Il se sent même pris dans une belle contradiction : il est là pour « libérer » et en même temps *ce mélange d'obstination* et de peur, d'irrationnel et de ruse, cette méfiance et cette foi qui caractérisent le monde de Mucatu, il sent bien que ce sont des « valeurs », au même titre que d'autres. Il va le vérifier une *fois* de plus, au *cours* d'une messe de campagne.

Dans la nuit seulement trouée par les lampes au kérosène, le voici qui installe son « autel » devant une paillote, pour célébrer un mort et faire un baptême. Trois *bougies ont été posées* sur une table ébréchée, ainsi qu'un sucrier en plastique, qui enferme les hosties. Son assistance, souvent venue de loin, est composée de gamins aux ventres gonflés par les verminoses, de femmes aux cheveux lissés par les onguents, d'hommes qui avouent quinze, vingt enfants, dont près de la moitié sont morts.

Avec peine d'abord, puis avec ensemble, les fidèles chantent un cantique par une « équipe » du Sergipe : *« Je crois que le monde un jour sera meilleur. »* Un passage de la Bible est lu à haute voix, plusieurs fois : Jésus qui ressuscite *« le fils unique d'une veuve »*. Question sur le sens de cette résurrection. Longs silences, que le prêtre laisse germer. Sollicité à plusieurs reprises, chacun exprime, sur la vie et la mort, un point de vue hautement « fataliste » : *« La mort, c'est la loi. » « Qui est né doit mourir. » « Personne ne meurt avant terme. Quand la graine est bonne, la plante vit longtemps, sinon, elle meurt. »* Le prêtre se garde bien d'attaquer de front ces credo consolateurs. Il se contente de plaider pour un Christ « favorable à la vie ». Sa seule incursion « directive » consiste à dire que la vie requiert de nourrir les nouveau-nés avec du lait, et non avec de la « *papa-de-agua* », bouillie de manioc et d'eau qui emplit bien des biberons du Nord-Est.

« Passer d'une Eglise verticale à une Eglise communautaire », dit Dom José Maria Pires. Pour y parvenir, décentraliser et laïciser. Le diocèse a été divisé en six « zones », et chaque direction « zonale » comprend aujourd'hui plus de laïcs que de clercs — ce qui est une façon de remédier à la crise des vocations. La dernière assemblée diocésaine, en décembre 1976, comportait deux tiers de laïcs. Ses directives pour l'avenir ont une résonance révolutionnaire : *« Donner l'occasion au peuple d'élever son niveau de conscience critique, de participation et de décision... Se solidariser avec lui pour défendre ses droits et dénoncer tout ce qui viole la personne humaine et la justice... Montrer notre conviction que ce sont les humbles, lorsqu'ils prennent conscience d'eux-mêmes, qui sont la force libératrice du monde... »*

Cette « force libératrice », bien sûr, est étroitement surveillée. *« Pendant deux ans*, dit Hermano José, *les militaires ont arrêté des*



paysans, interdit des réunions, nous ont traité de subversifs, d'agitateurs, nous ont accusé de dresser les paysans contre les propriétaires. J'ai été convoqué quatre fois pour des interrogatoires. Mais l'armée a été obligée de constater que nous défendons seulement la légalité : alors, la tactique a changé. »

Selon une méthode classique au Brésil, la répression a été suivie d'une action « civico-sociale ». Le bataillon du génie cantonné à Joao-Pessoa est entré en campagne et a passé des chemins au tracteur, coupé des cheveux, arraché des dents, distribué des médicaments et des engrais. Pendant une semaine, il a vacciné en masse et, dans la zone de Mucatu, construit des toilettes près de chaque case. Rien n'a été modifié en substance : il n'y a toujours que vingt chambres d'hôpital pour la zone agricole de Joao-Pessoa, qui comprend cinq agglomérations. Mais l'armée essaie de concurrencer l'Eglise sur son terrain : *elle invite* les paysans à venir de temps en temps à la caserne pour raconter ce qui se passe chez eux. Elle leur prodigue quelques « conseils »...

L'évêque dit qu'il fonde son action sur deux principes : la non-violence, et la non-clandestinité. Il sait que les changements seront longs à venir, l'Eglise n'en sera que l'initiatrice. *« Nous voulons créer les conditions d'une transformation dans d'autres secteurs de la société. »* Certes, dans le pays, les évêques ne sont pas unanimes. *« Mais l'Eglise qui naît du peuple fait pression sur l'Eglise traditionnelle. »* L'évêque auxiliaire, Mgr Marcelo Carvalheira, ancien collaborateur de Dom Helder Camara, dit pourquoi il s'attache surtout à former des moniteurs pour les communautés de base — créées par l'Eglise à l'échelle du bourg ou du quartier ; *« Parce que c'est la semence qui, un jour, fera éclater la structure sociale existante. »*

Les structures auront-elles le temps d'éclater ? « Dom Pelé » ne se fait pas beaucoup d'illusions. Il devine, à plusieurs signes, que, *« un jour, la répression va venir »*. Ou revenir.

(Mardi 9 août.)

II. — A Crateus, l'apprentissage de la lenteur

Crateus (Ceara). — A Crateus, dans le Ceara, Dieu n'est souvent qu'un vain mot, mais souvent répété. *« Je vis parce que Dieu est grand »*, dit un retraité en loques, qui vend des broutilles, sur un trottoir, pour subsister. *« Dieu nous aidera »*, affirment les paysans interrogés sur la disette qui les menace au cas où le ciel, après huit mois de saison sèche, ne se décide pas à crever. Si le Ceara est la *terre des « hommes faibles »*, comme dit — curieusement — un vieil homme noué, s'il a engendré tant de misère, c'est, bien sûr, *« parce que Dieu l'a voulu »*. Que n'a-t-il pas voulu d'ailleurs ? Enfants aux membres diminués par la maladie, yeux collés par le trachome, mendiants hydrocéphales... Avec ses trente-quatre millions de deshérités, le Nordeste brésilien n'en finit pas de scandaliser.

Les doutes de Zé Maria

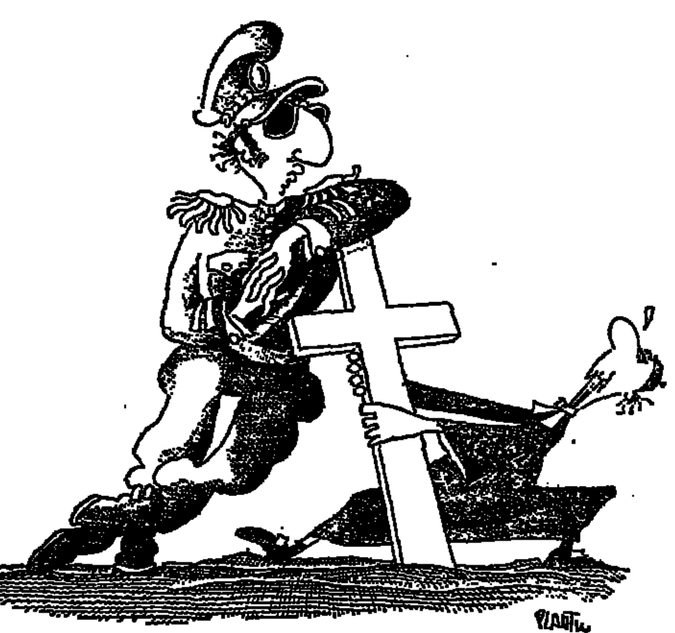
Aujourd'hui encore, des prophètes vengeurs parcourent le sertao, cet arrière-pays auquel Crateus appartient, et qui montre surtout, sous un soleil implacable, ses épines et ses os. Les premiers prêtres *qui ont parcouru la région* ont été frappés par son âpreté biblique, par ses monts et ses piémonts avares en floraisons. Ils ont baptisé Nouvel-Orient, Palestine, Emmaüs, des villages aujourd'hui poussiéreux et sales. Parfois, l'invocation de l'Eternel ne manque pas de beauté. Le camelot qui, au marché, vend des vermifuges, et qui dit que tout le monde a des vers (*« seul le saint sur l'autel n'en a pas »*), termine son boniment en demandant à Dieu de bénir l'assistance, *« car nous sommes tous les fils du même père »*.

L'Eglise, soucieuse d' « éveiller », de faire « prendre conscience », avait apparemment fort à faire ici. Or c'est ici qu'elle a entrepris, depuis 1964, avec Dom Antonio Fragoso, évêque du diocèse, l'une de ses expériences les plus marquantes d' « éveil populaire ». Dom Fragoso est souvent présenté comme un autre Dom Helder Camara. Même charisme, même cohérence, au dire des connaisseurs. En son absence, c'est son adjoint, le Père Geraldo, « coordinateur de la pastorale », que nous avons vu. L'heure était, sinon au désenchantement, du moins aux interrogations.

« Qu'avons-nous appris en douze ans ? », dit le Père Geraldo. *La lenteur ! »* La lenteur d'un monde quasi pétrifié, et qui a du mal à sortir de sa gangue. *« Il a fallu six ans pour commencer certaines choses. Au départ, nous voulions tout organiser, tout mettre en œuvre. Nous savons aujourd'hui qu'il faudra plusieurs générations. »*

Le Père Geraldo est né dans le *sertao*, il devrait connaître « son » peuple, et pourtant il a l'impression, après tant d'années de pastorale, que celui-ci lui reste indéchiffrable. *« Nous ne savons pas comment les paysans communiquent, comment ils se définissent, pourquoi ils ne réagissent pas à certaines situations. Nous ignorons pourquoi, par exemple, ils achètent du plastique ou de l'importé au lieu de fabriquer eux-mêmes les objets. »*

Affamé d'authenticité, le Père Geraldo cherche des solutions de continuité entre hier et aujourd'hui ; il souhaiterait que ses *compatriotes revendiquent une* origine, se donnent des racines, une base. Ainsi pourraient-ils résister à ce qui tend à les briser. Vaine tentative. Ici, comme ailleurs dans l'intérieur, le paysan est un être dépouillé, appauvri.



(Dessin de PLANTU.)

L'artisanat et le folklore nordestins, tant vantés dans les livres, on ne les rencontre pas dans les cases. La viole, la flûte, sont rares, l'osier tressé et les statuettes de glaise, on ne les trouve que dans les foires. Même les jarres sont remplacées, quand passe le marchand d'eau, avec sa citerne et son tracteur, par de vieux bidons d'huile augmentés d'une anse. Pas de culture, pas d'art, pas de mémoire. *« Un peuple sans mémoire,* dit Geraldo. *Sans tradition de lutte, sans point de référence. Individuellement courageux, mais collectivement passif. »*

Il y a environ un demi-siècle, la colonne Prestes est passée à Crateus. La colonne Prestes a été la « longue marche » du Brésil, mais une longue marche qui a tourné court. Quelques centaines d'officiers révoltés contre l'oligarchie de l'époque avaient parcouru 4 000 km à travers le pays, entraînés par celui qui devait devenir le secrétaire général du parti communiste. A Crateus, la colonne s'était battue avec la police locale, mais, de cet affrontement, Geraldo n'a trouvé aucune trace, ni dans les archives de la mairie et de l'église ni dans les mémoires. Il n'en a pas moins écrit plusieurs poèmes sur les « *desperados* » (désespérés), de ces poèmes de colportage vendus dans les marchés et qui mettent l'actualité et la légende en vers de mirliton. Avec l'espoir, sans doute, d'allumer ici et là de timides étincelles...

Geraldo n'est pas le seul à s'interroger. Zé Maria, lui aussi, remet en question les méthodes d'une Eglise qui se reconnaît d'abord dans les plus défavorisés. Zé Maria est un maçon qui parle des « multinationales ».

Il est aussi l'un des « *liders* » que le diocèse a fait émerger, grâce à sa prospection systématique des bonnes volontés. Animateur de quartier, responsable syndical, il a été candidat à la mairie lors des dernières élections municipales. Le premier candidat présenté par l'opposition depuis le coup d'Etat militaire, et le premier — depuis toujours — issu du prolétariat. Défenseur des pauvres, il n'a pas les suffrages des pauvres. C'est son concurrent du parti gouvernemental qui l'a emporté. Il en tire des conclusions amères. L'Eglise ne se trompe-t-elle pas, demande-t-il, en voulant secouer toutes les torpeurs en même temps ? Ne devrait-elle pas choisir ? Travailler d'abord avec ceux qui ont un minimum de conscience ? *« Planter dans la terre qui est bonne, et attendre de réussir pour planter dans celle d'à côté ? »*

Les pauvres qui désespèrent Zé Maria, les voici. Chassés des grandes propriétés, ils se sont installés sur le bord de la route. Les enfants sont nus, et nombreux, les *hommes hirsutes*, les femmes brisées par les grossesses. Le prêtre qui vient vers eux affronte la détresse d'un dialogue monosyllabique. Pas d'eau. Il faut la puiser dans la « lagune », distante de 3 kilomètres. L'homme montre l'écorchure que le *bidon a faite* sur son épaule, comme le bât sur le cuir d'un âne. L'ampoule qui pend dans la case n'est là que pour le décor. L'heure est encore à la bougie et à une nourriture composée essentiellement de maïs et de manioc. Le lait, l'école, l'in*firmière*, sont inconnus. Les pustules du dernier-né, qui est assailli par les mouches, la mère les appelle une « démangeaison ».

Le prêtre prodigue, du bout des lèvres, des conseils, des encouragements. Visiblement, ce n'est pas là le terrain le plus propice à une « réflexion », une « prise de conscience », fussent-elles sommaires. L'Eglise n'a pas négligé des « terres » plus fertiles. Au début, Dom Fragoso a tenté de créer un syndicalisme agricole, *fidèle* aux initiatives d'un épiscopat qui, au début des années 60, voulait concurrencer les ligues paysannes de Francisco Juliao. Mais les militaires ont vite manœuvré. Ils ont « transféré » le colonel qui commandait la *place* et sympathisait trop avec l'évêque. Arrêté et intimidé par les syndicalistes les plus actifs. Expulsé un prêtre, emprisonné quelques autres. Interdit la radio à Dom Fragoso, qui diffusait un message pastoral hebdomadaire.

Ils ont fait marcher à merveille la machine à défendre l'oligarchie terrienne, à briser les revendications populaires. Le reste a suivi : c'est-à-dire la transformation des syndicats en organismes d'assistance, chargés de gérer la sécurité sociale des agriculteurs — une des initiatives heureuses du régime. Et la conversion des militants en fonctionnaires soumis au pouvoir, à tel point que les syndicalistes sont devenus, selon le Père Geraldo, *« les pires ennemis de l'Eglise »*.

Dom Fragoso et son équipe ont-ils été entièrement neutralisés ? Non, et les survivants de l'expérience — huit prêtres contre douze au départ — font le compte des petits triomphes obtenus, des coups d'éclat ponctuels, même s'ils n'ont signifié aucune revanche, aucun bouleversement véritable. Chaque comité de quartier, par exemple, a été une victoire remportée sur le néant, sur cette *absence de solidarité* collective qui est un des traits marquants du pays.

Ici les petits hommes au teint terreux, à la patience apparemment inépuisable, ont pétitionné pour la première *fois*. Ils ont réclamé un dispensaire pour tuberculeux (nombreux à Crateus, en raison de la sous-nutrition). Et l'extraordinaire est qu'ils l'ont obtenu. Ailleurs, ce sont les victimes d'une inondation qui ont construit en « *mutirao* », *c'est-à-dire en se prêtant la main*, des maisons de terre et de briques sur un terrain cédé par le diocèse. A la périphérie de la ville, la « zone » — le quartier des prostituées — n'est plus tout à fait un ghetto. Dom Fragoso y a envoyé ses prêtres et ses dames de charité, qui ont découvert que les « *mulheres da vida* » (les femmes qui font la vie) étaient des « filles de Dieu » comme tout le monde, et qui ont suivi scrupuleusement les conseils de l'évêque : ne jamais faire de morale, apporter simplement une « présence », tirer les prostituées du mépris où elles vivaient.

Les femmes de la « zone », a dit Dom Fragoso, ne sont pas seulement victimes des « *gigolos* » et des « *madames* » (comme dit si galamment, et en français, le Brésil tout entier), mais de l'ensemble de la société. Elles sont humiliées et exploitées au même titre que les paysans. Ce langage, de loin, peut paraître anodin. Mais ici, en pleine brousse, il a une saveur révolutionnaire. L'évêque est même allé plus loin : comme les maçons et les chauffeurs, les prostituées ont pu faire, un dimanche, à la cathédrale, la « liturgie de la parole ». La squelettique bourgeoisie locale se souvient encore de cette audace.

Changer les esprits

Coups d'épingle, plutôt que coups de boutoir, dans l'inertie générale ? Sans doute, mais l'Eglise, ici comme ailleurs, ne prétend pas au grand chambardement, du moins immédiat. Faute de pouvoir modifier sur-le-champ les structures, elle entend changer les esprits, et elle sait que c'est un travail... de bénédictins. Tous les doutes surgissent quand il s'agit de savoir comment le peuple peut passer du non-être à l'être, de la soumission à la participation. Bernard raconte comment l'évêque, sur ce point, a évolué depuis quelques années. Bernard est un Suisse romand du mouvement Frères sans frontières, installé à Crateus comme charpentier.

« Dom Fragoso a longtemps été directif, dit-il. *Il apparaissait beaucoup, parlait beaucoup. Depuis trois ans, il s'est remis en question et préfère que les initiatives viennent de la base. Il a mis fin au travail de « promotion humaine » fait par une équipe pendant plusieurs années, et qui consistait à parcourir la campagne pour enseigner à cultiver un jardin, élever des lapins, monter des petites pharmacies communautaires. Il a jugé que c'était une erreur d'intervenir d' « en haut », pour faire bouger « le bas »...*

Zé Maria, le maçon, ne comprend pas un tel retrait. Il le ressent comme un abandon, il a l'impression que la mécanique tourne désormais à vide. Peut-être Dom Fragoso reviendra-t-il, un jour, sur son actuelle réserve. En attendant, ses adjoints n'auront pas seulement appris la pesanteur des choses et la lenteur des hommes. A l'écoute d'un monde encore balbutiant, contraints à sortir d'eux-mêmes et à faire peau neuve, certains se sont redécouverts. Bernard, par exemple, qui avoue que le Brésil l'a changé. Prêtre à *l'origine*, il a quitté le sacerdoce. La femme qui est à ses côtés vient de Suisse elle aussi. Elle aussi « milite » comme sage-femme, parmi les pauvres. Ils disent que là-bas, dans leur pays, mis face à face, ils ne se seraient sans doute jamais « trouvés »...

CHARLES VANHECKE.

(Mercredi 10 août.)

Prochain article :

POUR LES INDIENS LE DROIT A L'AUTODÉTERMINATION

Succès pour M. Carter en Amérique latine

TARIF DES ABON[...] PAR AVI[...]

ASIE

Japon

Tokyo entend améliorer ses relations avec les États d'Indochine

De notre correspondant

Tokyo. — Dans un souci d'équilibre, le Japon, qui vient de participer au « sommet » des pays membres de l'ASEAN à Kuala-Lumpur, entend désormais améliorer ses relations avec l'Indochine, et, en particulier, avec le Vietnam. A la veille du départ du premier ministre, M. Fukuda, pour la Malaisie, l'Indonésie et Singapour, Tokyo avait déjà annoncé la visite à Hanoï, en septembre, de M. Kimura, ancien ministre des affaires étrangères et l'une des personnalités du parti libéral démocrate qui souhaitent un renforcement des liens entre le Japon et les pays socialistes d'Asie. M. Kimura devra exposer la nouvelle politique asiatique de son pays aux Vietnamiens, apparemment inquiets pour l'instant du renforcement de l'influence nippone dans la région.

En achevant sa tournée dans le Sud-Est asiatique, le 18 août, à Manille, le premier ministre japonais énoncera ce que l'on appelle déjà à Tokyo la « *doctrine Fukuda* » pour l'Asie, dont les deux grands axes sont un renforcement du rôle du Japon dans l'ASEAN et une amélioration des relations de Tokyo avec les pays d'Indochine.

En ce qui concerne le Vietnam, en particulier, on précise dans les milieux diplomatiques nippons que Tokyo serait prêt à « passer l'éponge » d'une certaine manière, sur la dette de 16,4 milliards de yens contractée auprès du Japon par le régime Thieu. Cette dette, dont le règlement est réclamé par les Japonais, est l'un des principaux obstacles au développement des relations économiques entre les deux pays. Les Vietnamiens, en effet, ne reconnaissent pas les dettes de l'ancien régime.

Le Japon, pour tenter de débloquer la situation, vient de faire savoir à Hanoï qu'il était disposé à accorder au Vietnam un prêt du même montant que la dette de Saigon, qui serait ainsi éteinte. Dès que cette question sera réglée, Tokyo entend offrir de nouveaux prêts aux Vietnamiens, conformément aux demandes formulées par ces derniers. Tout le problème, pour les Japonais, est de savoir si Hanoï acceptera, même formellement, de prendre en charge la dette de l'ancien Vietnam du Sud.

Les Japonais, qui avaient rapidement normalisé leurs relations avec le nouveau Vietnam à la suite de la chute de Saigon, avaient espéré que cette question serait résolue le mois dernier, dans la foulée de l'accord intervenu récemment entre Hanoï et Paris sur la question des anciennes créances et de la future aide (*le Monde* des 24 et 25 avril 1977). Leur attente a été déçue.

Les hommes d'affaires japonais pressent d'autant plus le gouvernement de parvenir à une solution qu'ils estiment que leurs concurrents européens sont mieux placés sur le marché vietnamien. Hanoï, qui a récemment refusé l'offre du « keidanren » (patronat japonais) d'envoyer une mission au Vietnam, entend apparemment tenir la dragée haute aux Japonais. A cette déconvenue s'est ajoutée en effet la réduction des commandes vietnamiennes d'acier japonais pour la seconde moitié de 1977 : les Japonais, qui espéraient en livrer 200 000 tonnes, ne pourront en vendre que 80 000 tonnes.

Tokyo essaie d'amadouer Hanoï par le biais de la Banque asiatique de développement (BAD), sur laquelle les Japonais ont la haute main. La BAD avait, en 1974, accordé 44 millions de dollars en prêts au Vietnam du Sud pour neuf projets. La plus grande partie de la somme, soit 39 millions de dollars, est encore à verser. Selon les Japonais, la BAD, après avoir envoyé une mission au Vietnam, serait désormais disposée à débloquer une partie de ces crédits (20 millions) en faveur d'Hanoï qui a repris à la BAD le siège occupé autrefois par le représentant de Saïgon.

Un « lobby birman »

Afin de ne pas placer exclusivement sa tournée asiatique sous le signe de l'A.S.E.A.N., M. Fukuda y a ajouté la Birmanie. Le Japon entretient avec Rangoon des liens sentimentaux qui datent de la guerre. Les contacts entre les militaires birmans et les dirigeants japonais sont apparemment excellents, comme en témoigne l'existence à Tokyo d'un véritable « *lobby birman* » dans les rangs des conservateurs. La Birmanie fut le premier pays à signer en 1954 avec Tokyo un accord de réparations. Le Japon, qui fut l'une des rares sources de financement pour la Birmanie au cours de la période d'isolement qu'elle traversa, est aujourd'hui son premier partenaire commercial : en 1976, les échanges se sont élevés à 95 millions de dollars. Lors de son passage à Rangoon, le 11 août, M. Fukuda a promis au gouvernement Ne Win un prêt en yens d'une valeur de 600 millions. En juin déjà, Tokyo avait signé un accord pour des crédits de 26 milliards de yens destinés au financement de quatre projets industriels.

PHILIPPE PONS.

Inde

PLUSIEURS ANCIENS COLLABORATEURS DE Mme GANDHI SONT ARRÊTÉS ET ACCUSÉS DE CORRUPTION

New-Delhi (*A.F.P., A.P., Reuter*). — Dix personnalités, dont trois anciens collaborateurs de Mme Gandhi, lorsqu'elle était premier ministre, ont été arrêtées, lundi 15 août. Elles sont accusées de corruption. Il s'agit de MM. R.K. Dhawan, ex-secrétaire particulier de Mme Gandhi, P.C. Sethi, ancien chef du gouvernement de l'Etat du Madhya Pradesch, puis ministre dans le gouvernement fédérale, Yashpal Kapoor, parlementaire déjà mis en cause, en 1975, lorsque Mme Gandhi avait été condamnée pour irrégularité électorale, K.L. Dhawan, frère de R.K. Dawan, de leur père, R. Dhawan, de K. Singh, ancienne personnalité gouvernementale, et de quatre hommes d'affaires dont les identités n'ont pas été révélées.

Selon l'agence Samachar, les arrestations ont été faites par le bureau central des enquêtes et font suite aux investigations ordonnées par le gouvernement de M. Desai, et réclamées par le Parlement, sur les activités de l'entourage de l'ancien premier ministre ces dernières années. La police aurait établi la preuve que les personnes arrêtées auraient procédé à des transactions malhonnêtes portant sur des sommes énormes, et auraient acquis d'importants intérêts à l'étranger en mettant à profit pour la plupart leur position officielle.

Une enquête est, d'autre part, en cours sur les activités du fils de Mme Gandhi sous l'état d'urgence, et de MM. Bansi Lal, ancien ministre de la défense, et V.C. Shukla, ancien ministre de l'information.

AMÉRIQUES

États-Unis

Le président pourrait être amené à se séparer d'un de ses plus proches conseillers

De notre correspondant

Washington. — La famille « politique » du président Carter lui cause actuellement des soucis. L'affaire Lance rebondit, malgré le témoignage de confiance donné par la commission sénatoriale intéressée, concluant il y a trois semaines que les activités financières personnelles du banquier Robert Lance, aujourd'hui directeur du budget (en réalité l'*Office of Management and Budget* — O.M.B. — créé en 1970, a des compétences qui s'étendent au-delà de celles d'un ministère ordinaire), ne prêtaient pas à la critique. Les autorités administratives n'en poursuivent pas moins discrètement leur enquête sur certaines opérations menées par M. Lance avant sa nomination, alors qu'il était directeur de la Banque nationale de Georgie, ainsi que sur les transactions réalisées par sa famille et ses amis. M. Lance, appuyé par ses collègues « georgiens » de la Maison Blanche, affirme n'avoir rien commis d'illégal ni de contraire à l'éthique professionnelle.

Des indications données par M. Lance lui-même, il est clair, cependant, que le banquier georgien menait rondement ses affaires, de « manière dynamique » disent certains, ne s'embarrassait pas de scrupules exagérés pour jouer de son influence politique, de ses relations, tirant parti de toutes les ambiguïtés de la législation en vigueur pour réaliser des transactions avantageuses mais douteuses, même si, techniquement parlant, elles ne tombaient pas sous le coup de la loi.

M. Lance, intime, et de longue date, du président, passe pour être son conseiller personnel le plus écouté en matière économique, l'instigateur de la politique de conservatisme fiscal menée par le gouvernement et dénoncée par les syndicats et les démocrates libéraux. De nombreux observateurs pensent qu'il devra se résigner à offrir sa démission à bref délai.

En annonçant, la semaine dernière, que, désormais, et pendant la durée de l'enquête en cours, il s'abstiendrait de tout commentaire public ou privé sur les activités passées de M. Lance, le président a incontestablement pris ses distances.

HENRI PIERRE.

AFRIQUE

A LUSAKA

M. de Guiringaud a reçu des dirigeants des mouvements nationalistes d'Afrique australe

Après les conversations de Londres sur la mise au point du plan de règlement anglo-américain (« le Monde » du 16 août), le président Nyerere de Tanzanie a déclaré, le lundi 15 août, à Dar-Es-Salaam, qu'il tentait d'obtenir de la Grande-Bretagne des « éclaircissements » sur des positions « quelque peu confuses ». Le ministre des affaires étrangères de l'Afrique du Sud, qui avait assisté aux conversations, a informé le même jour M. Vorster de leur teneur. Le conseil des ministres, réuni ce mardi à Pretoria, doit examiner les suggestions britanniques. Pour sa part, M. Nkomo, coprésident du Front patriotique du Zimbabwe (Rhodésie), qui s'est entretenu lundi avec le secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, à Washington, a rappelé que « seule la guerre peut fournir la base d'un règlement » et que dans ces conditions la mise au point d'une Constitution est actuellement « prématurée ».

De notre envoyé spécial

Lusaka. — M. de Guiringaud, qui est l'hôte à déjeuner ce mardi 16 août du président Kaunda, a presque entièrement consacré à l'Afrique australe son séjour à Lusaka. Sur un ton où la passion se mêlait à l'angoisse, le premier ministre zambien, M. Chona, et le ministre des affaires étrangères, M. Mwale, lui ont prédit les pires catastrophes si les Blancs prétendaient perpétuer leur domination en Afrique australe avec l'aide directe ou indirecte de l'Occident. La veille, le président zambien avait donné le ton en déclarant devant un groupe d'Américains que l'explosion, qui se produirait « *inévitablement* » faute d'un changement radical du comportement des Blancs, ferait apparaître la Révolution française « *comme une partie de campagne* ».

Le plan britannique pour ménager les étapes vers un système majoritaire en Rhodésie n'a aucune chance de succès, estiment les Zambiens. Le recours aux armes est la seule ressource des mouvements de libération. Les nationalistes « raisonnables », ceux qui acceptent volontiers la coexistence des communautés, risquent d'être débordés. Faute d'appuis occidentaux, force leur est de se tourner vers les pays de l'Est.

Selon les interlocuteurs de M. de Guiringaud, le régime blanc de Rhodésie ne subsiste que parce que l'Occident lui fournit du pétrole. Supprimez cet approvisionnement, et le gouvernement de M. Ian Smith s'écroule. Or, la France participe à cet approvisionnement par répondu que Total, en Rhodésie, point, le ministre français a répondu que Total en Rhodésie n'était plus une firme française et ne fournissait d'ailleurs que 30 % du pétrole consommé sur le territoire, le reste étant livré par des firmes britanniques. M. de Guiringaud répéta solennellement que la France ne livre plus d'armes à l'Afrique du Sud et que les centrales nucléaires qu'elle y construit n'ont aucun caractère militaire. Le commerce français avec l'Afrique du Sud, a-t-il dit encore, ne représente qu'un peu plus de 10 % des échanges de ce pays avec la Grande-Bretagne.

A cela, les Zambiens ont répondu que la France devait mieux accorder ses paroles et ses actes. Si elle veut apparaître comme généreuse, elle ne peut — assurent-ils — se retrancher derrière les méfaits des autres.

Dans la soirée, M. de Guiringaud a reçu certains dirigeants, mais non ceux de primier plan, qui ne sont pas actuellement à Lusaka, des mouvements nationalistes de Namibie (SWAPO) et de Rhodésie (ZANU et ZAPU). La conversation aurait été assez amicale. Les dirigeants noirs ont demandé des secours en vivres, médicaments et véhicules ainsi que des bourses d'études. M. de Guiringaud leur a répondu que la France poursuivrait l'aide qu'elle leur fournit déjà sous cette forme. Il a ensuite invité M. Sam Nujoma, président de la SWAPO, à se rendre à Paris. Cette visite aura sans doute lieu avant la fin de l'année.

MAURICE DELARUE.

Le conflit somalo-éthiopien

MOGADISCIO ASSURE A NOUVEAU QUE SON ARMÉE N'EST PAS ENGAGÉE DANS L'OGADEN

L'agence somalienne de presse a assuré, lundi 15 août, en réponse à la « *déclaration autorisée* » diffusée par l'agence Tass et appelant Mogadiscio et Addis-Abeba à « *mettre immédiatement un terme au conflit militaire* » (*le Monde* du 16 août), que « *les troupes somaliennes ne participent aucunement aux combats entre le F.L.S.O. et les forces éthiopiennes* ».

Plusieurs tentatives de médiation sont en cours dans le conflit entre l'Ethiopie et la Somalie. Une mission malgache, conduite par le président de l'Assemblée nationale populaire et comportant le ministre des affaires étrangères, a quitté Tananarive pour Addis-Abeba et Mogadiscio. Le ministre des affaires étrangères du Yemen du Sud, M. Mohamed Saleh Mutea, s'est entretenu, lundi 15 août, avec son collègue somalien. Il avait rencontré, la semaine précédente, le chef du régime éthiopien.

M. Feleke Gelde Giorgis, ministre éthiopien des affaires étrangères, a déclaré, à son retour de Libreville, que les travaux du « *comité de médiation* » de l'O.U.A., réuni dans la capitale gabonaise, et qui s'étaient conclus sur un appel au respect de l'inviolabilité des frontières, marquaient une « *prise de position décisive et claire* » et mettaient en échec la « *propagande de la clique fasciste au pouvoir en Somalie* ». Le secrétaire général du Front de libération de la Somalie occidentale, M. Abdoulaye Hassan Mahmoud, a déclaré le même jour, dans une interview à l'A.F.P., que « *la charte de l'O.U.A. devrait être révisée pour coller à la réalité* », le principe de l'inviolabilité des frontières étant « *dépassé et à courte vue* ». — (*A.F.P., Reuter*).

République Sud-Africaine

LES TROIS FÉDÉRATIONS RACIALES D'ATHLÉTISME SONT UNIFIÉES

Johannesburg (*A.F.P.*). — Les trois fédérations sud-africaines qui régissaient l'athlétisme pour les Blancs, les métis et les Noirs, ont été unifiées, le 13 août, à Johannesburg. M. Gert Le Roux, secrétaire général de la nouvelle Union sud-africaine d'athlétisme amateur, a qualifié cette décision de « *grand pas en avant* ». L'unification a été décidée à l'unanimité des représentants des trois anciennes fédérations.

Cette décision est assortie d'une déclaration autorisant l'intégration raciale au sein de tous les clubs d'athlétisme et la participation d'athlètes de toutes races à toutes les compétitions. Les autorités gouvernementales n'ont pas encore commenté officiellement cette intégration sportive au niveau des clubs et des compétitions.

Le Dr Piet Koornhof, ministre des sports, connu pour ses opinions libérales, s'était déclaré favorable à cette intégration dans la revue *Panorama*. Il avait aussitôt été désavoué par le Dr Connie Mulder, ministre de l'intérieur et de l'information, qui affirmait que cette intégration n'était pas « *dans la ligne de la politique du parti national au pouvoir* ».

Cette décision s'inscrit dans une politique visant à faire sortir Pretoria de son isolement dans le monde sportif et qui a donné lieu à des interprétations et initiatives contradictoires (*le Monde* du 29 mars 1977).

[Au Comité international olympique, à Lausanne, on considère que le commentaire de cette décision relève de la Fédération internationale d'athlétisme amateur.]

Centrafrique

PRISONNIER DE L'EMPEREUR

Le journaliste de l'Associated Press Michael Goldsmith, détenu à Bangui depuis un mois, a été libéré et est arrivé le lundi 15 août à Londres. Accusé d'« espionnage » et d'« injure à l'empereur Bokassa Ier », il avait passé sa détention seul dans une cellule de la prison de Bangui. M. Goldsmith n'a fait aucune déclaration. Le « Washington Post » vient de publier le récit d'un de ses collaborateurs, M. Jonathan Randal, qui avait connu la même mésaventure et s'était abstenu de la révéler pour ne pas compromettre les chances d'élargissement de son confrère.

Libéré le 21 juillet dernier, M. Randal dit « avoir été arrêté à minuit, tenu dans un isolement total et jamais interrogé ». « J'ai été exhibé en grande pompe, raconte-t-il, au corps diplomatique et aux deux gouvernements de l'Empire (l'un s'occupe des affaires courantes et l'autre des « affaires de la cour »). Pieds nus, non rasé et menottes aux poignets j'ai été présenté aux Excellences assemblées à cet effet à la cour impériale de Barengo. Sa Majesté impériale, en tenue sport de couleur sombre, agitait une clochette comme un enfant de chœur, tout en m'accusant d'espionnage et en assurant que les Etats-Unis étaient la cause de tous les malheurs de l'Afrique. Photographié et filmé, j'ai ensuite été remis au chargé d'affaires américain et expulsé. »

A propos de l'incarcération de M. Goldsmith, M. Randal estime que son confrère, « ayant commis l'erreur de préparer sur place un article sur le couronnement de l'Empereur en décembre prochain », a été accusé d'avoir « violé » une loi de 1975 qui enjoignait à tout journaliste de déposer entre les mains du chef de la police une somme de 400 dollars, dont 50 seulement sont remboursés à l'issue du séjour.

Soudan

NOMINATION D'UN NOUVEAU VICE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Khartoum (*A.F.P.*). — Le président soudanais, M. Gaafar el Nemeiry, a relevé lundi 15 août de ses fonctions de premier vice-président de la République soudanaise M. Mohamed el Bakr Ahmed, « *pour raisons de santé* », et l'a remplacé par le commandant Aboul Gassim Mohamed Ibrahim. Ce dernier cumulera son nouveau poste avec celui de secrétaire général de l'Union socialiste soudanaise (parti unique du pays), qu'il occupe actuellement.

[Cette nomination confirme l'ascension du commandant Aboul Gassim Mohamed. Officier parachutiste de trente-huit ans, il était tombé en disgrâce à la suite du putsch manqué de 1971, qu'il n'avait pas su éviter en tant que ministre de l'intérieur. Il était resté cependant l'un des plus fidèles partisans du président Nemeiry et avait joué un rôle de premier plan dans la répression du coup d'Etat mahdiste du 5 septembre 1975.]

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

- LES AVOCATS DES MEMBRES actuellement détenus de la Fraction armée rouge, plus connue sous le nom de groupe Baader-Meinhof, jugent « *inquiétant* » l'état de santé de leurs clients. Ceux-ci mènent, depuis une semaine, une grève de la faim et de la soif. Ils réclament d'être rassemblés par groupes de quinze par prison et de participer aux réunions communes des détenus. Les autorités, qui reconnaissent que l'état de santé d'une partie des quelque quarante extrémistes de gauche enfermés dans diverses prisons de la R.F.A. est « *sérieux* », affirment toutefois que leurs jours ne sont pas en danger. Elles affirment ne pas vouloir céder aux exigences des détenus. — (*A.F.P.*)

Cambodge

- RECTIFICATIF. — Une coupure a déformé le second paragraphe d'une information sur les affrontements entre le Cambodge et ses voisins (*le Monde* du 16 août). Il fallait lire : « *Les heurts entre le Cambodge et le Vietnam ont commencé le 18 mai...* »

Suisse

- LA MILITANTE ITALIENNE D'EXTREME GAUCHE PETRA KRAUSE a été extradée le lundi 15 août de Suisse, où elle était en détention préventive depuis vingt-huit mois. La mesure d'extradition prise à son encontre est provisoire. La militante, qui se trouve dans un état de santé grave, devra être renvoyée aux autorités helvétiques pour son procès, prévu le 19 septembre prochain. Petra Krause, d'origine allemande, est inculpée en Suisse de vols et de détention d'armes et d'explosifs. Elle fait l'objet, en Italie, d'un mandat d'arrêt de la magistrature de Naples pour sa participation présumée à deux attentats commis dans ce pays en 1974. — (*A.F.P.*)

Transkei

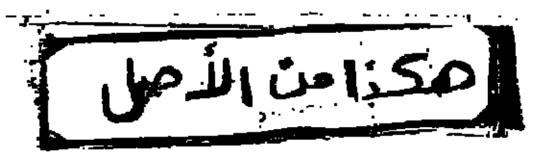
- M. HECTOR NCOKAZI, dirigeant du parti démocratique d'opposition du Transkei, le premier Bantoustan africain noir déclaré « *indépendant* », a été arrêté. Le chef de la police du Transkei, M. Marting Ngceba, a déclaré que M. Ncokazi avait été arrêté en vertu d'une loi selon laquelle le fait de refuser de reconnaître l'indépendance du Transkei, ou de dire qu'elle devrait être remise en question, constitue un délit.

Union soviétique

- UN PROCUREUR DE BAKOU Azerbaïdjan soviétique) a été condamné à quinze ans de camp à régime sévère pour avoir extorqué des pots de vin à des directeurs de garages, annonce le *Bakinski Rabotchi*. De son côté, le *Kommunist* d'Arménie signale la condamnation de trois magistrats pour corruption. Des peines de treize, huit et dix ans de privation de liberté ont été infligées à un procureur, son adjoint et à un juge d'instruction. — (*A.F.P.*)

Vietnam

- LES AUTORITES DE HANOI ont déclaré aux Vietnamiens qui avaient l'intention de quitter le pays qu'ils étaient passibles de la peine de mort, rapporte à Hong-Kong le quotidien anglais *South China Morning Post*. Selon le même journal, une dizaine de personnes, qui avaient tenté de quitter le Vietnam, auraient été exécutées au début du mois d'août.



EUROPE

UN AN DE GOUVERNEMENT ANDREOTTI

L'Italie de la « grande entente »

Selon un sondage publié mardi 9 août par le journal « la Discussione », hebdomadaire de la démocratie chrétienne, près des deux tiers des personnes interrogées jugent que le dernier accord, conclu il y a un mois, à Rome, entre les six partis de l' « arc constitutionnel » aura un effet « certainement ou probablement positif ». Cette indication sera accueillie avec satisfaction par M. Andreotti, dont le gouvernement a célébré le 11 août son premier anniversaire.

Cependant, l'entente entre communistes et démocrates-chrétiens n'est pas sans ombres, les premiers reprochant aux seconds de vouloir donner à l'accord un « caractère transitoire et limité ».

De notre correspondant
ROBERT SOLÉ

Rome. — L'étalement des vacances n'y étant guère appliqué, l'Italie va vivre au ralenti jusqu'en septembre. Cela n'empêchera pas les forces de l'ordre de rester vigilantes, car les terroristes frappent parfois en plein *cœur de l'été*. On constate néanmoins un net ralentissement des attentats depuis que la démocratie chrétienne, le P.C. et quatre autres formations *« laïques »* ont adopté, le 4 juillet, un programme limité de gouvernement. Comme si, après avoir tout fait pour interdire cette entente, les extrémistes de gauche et de droite s'y étaient provisoirement résignés.

Les Italiens qui ont le privilège de partir en vacances — un tiers de la population — n'appréhendent pas vraiment la rentrée. Depuis quelques semaines, la *situation économique et politique* semble s'être assainie. On parle moins de *« crise »*, les mots *« stabilisation »*, voire *« reprise »*, réintègrent le vocabulaire politique. Mais une grande incertitude pèse sur le moyen terme.

Nul ne se hasarde à prédire *ce que sera l'Italie dans six mois* : l'accord entre communistes et démocrates chrétiens tiendra-t-il ? Etudiants et chômeurs se donneront-ils rendez-vous dans les rues ? Et l'inflation ? Et l'avortement ? Autant de questions qui préoccupent les responsables tandis que beaucoup de familles se serrent la ceinture en raison des impôts (le fisc est devenu plus rigoureux) et du blocage des moyens et hauts salaires ressenti d'autant plus durement que les étiquettes continuent de valser.

Il est significatif que deux grands quotidiens italiens, le *Corriere della sera* et *la Stampa*, interprètent l'amélioration de la balance commerciale au mois de juin (un excédent de 84 milliards de lires) de manière exactement opposée. Pour l'un, c'est à la forte baisse des importations de matières premières qu'on le doit, d'où de sombres perspectives industrielles à l'automne ; pour l'autre, au contraire, c'est le résultat du dynamisme des exportations et la preuve que la sortie du tunnel a commencé.

Sur un thème plus général — l'état de l'économie italienne — MM. *Giulio Andreotti, président* du conseil, et Ugo La Malfa, président du parti républicain, viennent d'avoir un débat semblable devant une opinion publique trop incertaine pour les départager. Au cours du premier semestre, souligne M. Andreotti, la productivité en Italie a augmenté de 2,5 %, les grèves ont été deux fois moins nombreuses que l'année précédente, la lire s'est bien défendue, l'inflation a ralenti. M. La Malfa lui répond : les chômeurs sont plus de 1 400 000, les entreprises sont endettées jusqu'au cou, le secteur public continue d'avaler des milliards...

Le satisfecit de Washington

Comme M. Barre en France, le président du conseil a choisi *d'être optimiste. Il écarte les critiques* en reprochant à leurs auteurs d'affaiblir la position internationale de l'Italie. Son récent voyage à Washington ne visait-il pas à démontrer que la péninsule méritait d'être récompensée de ses efforts ? Il a d'ailleurs été entendu, puisque M. Carter s'est engagé à participer au financement de plusieurs centrales nucléaires et à encourager les investissements américains. Fort de ce satisfecit, M. Andreotti a regagné Rome le 7 août après un voyage en Arabie Saoudite consacré à recueillir un supplément de pétrodollars.

Le voyage à Washington avait aussi un objectif directement politique : expliquer aux Américains que l'entrée des communistes italiens dans l'aire du pouvoir était à la fois indispensable et sans danger. Est-elle provisoire ? *ont* dû lui demander ses interlocuteurs. A cette question, la démocratie chrétienne continue de répondre toujours par l'affirmative. Il n'est pas question, selon elle, de nommer un jour des ministres communistes. Formellement, le P.C. n'appartient même pas à la majorité : il n'est qu'associé à un programme limité de gouvernement.

Mais quand on demande publiquement à M. Andreotti s'il y aura bientôt des ministres communistes, il répond avec un sourire : *« Je ne suis pas prophète. » Position personnelle* d'un habile tacticien qui viserait à ménager le P.C. pour se maintenir à son poste, voire — comme certains l'affirment — pour se faire élire en 1978 à la présidence de la République ? Ou position collective de l'état-major du parti *gouvernemental*, dont le président, M. Aldo Moro, qui sera probablement candidat à la présidence l'an prochain, est plus énigmatique que jamais ?

On ne peut exclure que l'un et l'autre naviguent à l'estime, s'adaptant aux circonstances, malgré le machiavélisme qu'on leur attribue. Hier opposés, ils se retrouvent unis dans une politique de la main tendue au P.C. qu'approuvent bizarrement des démocrates-chrétiens de droite, comme M. Flaminio Piccoli, et que condamnent, non point bizarrement, des notables se voulant de gauche, comme M. Donat-Cattin. En l'espace de deux ans, tous les *« courants »* internes du *parti gouvernemental — qui faisaient* décrire l'Italie comme une *« courantocratie »* — se sont dissous dans le plus grand désordre.

La démocratie chrétienne s'est beaucoup agitée ces derniers temps pour savoir si les élections locales du mois de novembre, qui *intéressent quatre millions et* demi de citoyens, méritent d'être renvoyées au printemps 1978. Le P.C. y serait très favorable, craignant qu'une bataille électorale ne compromette le climat d'entente péniblement acquis.

L'état-major démocrate-chrétien paraissait prêt à lui donner satisfaction. Mais le report du scrutin a provoqué une levée de boucliers dans le parti : pourquoi faire ce cadeau à M. Berlinguer, ont dit de nombreux *peones* (parlementaires de second rang), alors que nous avons le vent en poupe, *comme l'ont démontré des élections* partielles dans le Sud ?

La direction du parti a dû s'incliner, mais de discrètes négociations avec le P.C. ne peuvent être exclues. Un recul de la démocratie chrétienne à ces élections serait aussitôt exploité par la droite, de même qu'un recul du P.C. renforcerait les communistes qui désapprouvent la *« ligne Berlinguer »*. On peut donc s'attendre à une véritable campagne électorale à l'automne, avec deux grands partis mal à l'aise, contraints en même temps de se battre et de se ménager.

Répression ?

Compte tenu de toutes ces préoccupations économiques et politiques — auxquelles il faut ajouter un prochain et crucial débat parlementaire sur l'avortement, — on comprend que la polémique sur la répression se soit quelque peu enlisée.

Existe-t-il en Italie une *« répression »* dont seraient victimes les opposants au *« compromis historique »* ? Pour avoir, de manière provocante, répondu par l'affirmative, un groupe d'intellectuels français a ouvert une discussion confuse où l'on parlait de tout à la fois : des terroristes et des contestataires ; des faits actuels et des menaces à venir ; des lois et de leur application. Un vrai *« pasticcio »*, comme disent les Italiens, un embrouillamini.

L'affaire touchait pourtant des questions bien réelles, comme la défense de l'ordre public et le rapprochement des grands partis, tout en évoquant des débats plus sophistiqués, du genre *« nouveaux philosophes en France »* ou *« intellectuels et P.C. en Italie »*. Elle a révélé combien le parti communiste s'identifiait au pouvoir et à quel point les *« dissidents »* lui en voulaient, mais elle n'a pas beaucoup éclairci les données de la *« répression »*.

Il est regrettable que le ministère de l'intérieur, après avoir publié le nombre des terroristes et *« conspirateurs » arrêtés n'ait* pas fait de même pour les contestataires. Il y en a une centaine en prison pour des raisons souvent futiles, comme l'affirme le mouvement d'extrême gauche *Lotta Continua*. Leur défense sera assurée lors d'un *« procès à l'Entente démocratique »*, organisé à Bologne du 23 au 25 septembre prochain. On y reparlera, aussi, du traitement des détenus, des manœuvres d'intimidation contre des avocats et des magistrats d'extrême gauche et des nouvelles mesures législatives, et, plus généralement, du climat de « criminalisation » que dénoncent les militants révolutionnaires. Il encourage, selon eux, des policiers à tirer à tout propos, allant jusqu'à abattre des jeunes par erreur.

D'autres fois, ces coups de feu sont acceptés, *sinon prémédités*, affirme pour sa part Mme Macciocchi, seule signataire italienne de l'appel contre la répression. Elle cite le cas du chef présumé des noyaux armés prolétariens, abattu le 1er juillet sur les marches d'une église romaine. Dans *un pays où* la peine de mort n'existe pas, c'était une exécution sommaire, opérée sans procès ni condamnation, estime l'ancienne députée communiste de Naples qui, de retour dans sa ville, a été *« atterrée »* par les épisodes de répression dont elle a eu connaissance.

Beaucoup d'Italiens semblent penser, au contraire de M. Andrea Barbato, directeur de l'information télévisée de la deuxième chaîne, que leur pays souffre *« des maux typiques d'une société non répressive »*, à savoir *« gaspillage, spéculation, corruption, violence »*.

M. Félix Guattari et ses amis ont été mal inspirés de dénoncer la création d'un *« parti unique »* en Italie. Cette appréciation un peu légère leur a valu des remarques acides jusque dans les rangs de l'extrême gauche. Le débat a néanmoins permis de poser deux questions importantes : l'accord politique qui vient de réunir six partis représentant 90 % de l'électorat ne risque-t-il pas d'étouffer peu à peu la voix des *« dissidents »* ? D'autre part, n'est-ce pas la grande entente qui laisse le champ libre à la violence, alors qu'une grande force d'opposition canaliserait comme en France les mécontents ?

Ce sont ces questions, et quelques autres, que les Italiens retrouveront à la rentrée.

(Mercredi 10 août.)

CHYPRE OU LA FIDÉLITÉ DIFFICILE

L'élection du successeur de Mgr Makarios comme chef de l'Etat chypriote aura lieu le 10 septembre, et M. Kyprianou, président de la Chambre des députés, qui assure actuellement les fonctions de chef de l'Etat, sera candidat. Les dirigeants politiques grecs chypriotes poursuivent leurs discussions sur la succession de l'ethnarque, dont ils assurent tous vouloir poursuivre la politique dans le respect de la Constitution de 1960.

Par ailleurs, plusieurs personnalités turques ont affirmé ces derniers jours que le successeur de Mgr Makarios ne pouvait être tenu pour le président de la République de Chypre et serait uniquement le chef de la communauté grecque de l'île.

De notre envoyé spécial
JACQUES NOBÉCOURT

Nicosie. — La question-clé demeure le choix d'une orientation. La fidélité au défunt est-elle dans l'évolution ou dans l'immobilisme, dans le respect de la lettre ou de l'esprit ? L'ethnarque avait une telle autorité que ses choix n'étaient pas discutés, même lorsqu'il tergiversait. Aujourd'hui il n'en va évidemment de même pour aucun des successeurs possibles.

Autour de M. Spyros Kyprianou, leader du front démocratique (centre droit), dont tous admettent que Mgr Makarios l'a désigné pour son héritier politique, l'unanimité s'est faite dans les premières heures. Dès que l'émotion est retombée, des objections se sont élevées. En principe, pourtant, il conserve toutes ses chances, assuré du soutien de l'AKEL (parti communiste) et de l'EDEK (socialiste), soit des trois quarts du corps électoral.

Pour sa part, M. Glafcos Clèridès, chef du rassemblement démocratique (droite et extrême droite), qui a obtenu 25 % des suffrages aux élections législatives de l'an dernier, mais pas un siège, participe aux discussions à égalité avec les autres chefs de parti. Ceux-ci lui reprochent d'avoir empêché la présentation à l'unanimité de M. Kyprianou le 10 septembre.

Première question de procédure : le candidat élu le 10 septembre sera-t-il désigné à nouveau en février 1978 lorsque interviendra le terme normal du mandat présidentiel en cours ? Autrement dit, les six mois à venir ne seront-ils qu'une longue campagne électorale pendant laquelle le chef de l'Etat par intérim ne pourrait guère exercer qu'un pouvoir limité ?

Quelqu'un est-il disposé à se contenter d'un tel sort ? On a lancé des noms de personnalités neutres, en particulier celui de M. Pascalis Pascalidès, président de la Compagnie grecque des mines. Il serait soutenu par un bloc de centre droit. Mais serait-il disposé à jouer les utilités sans prétendre rester à la présidence de la République ? En face de lui, M. Kyprianou deviendrait le candidat — peut-être un peu malgré lui — d'un bloc de centre gauche auquel participeraient les communistes.

Des divergences de fond

Cette discussion sur le nom et la procédure traduit les divergences de fond sur la politique à suivre.

Le litige pourrait devenir plus grave si les affrontements se précisaient, et en particulier au cours d'une campagne électorale. Deux thèmes majeurs se dessinent. Comment traiter la question de Chypre sur le plan international ? Et comment régler les problèmes en suspens en politique intérieure ?

Pour M. Kyprianou et les partis qui le soutiennent, il faut suivre la ligne tracée par Mgr Makarios les 20 et 21 juillet derniers. Le débat sur la question de Chypre reviendra aux Nations unies au début de novembre. En cas d'échec ou de vote d'une résolution qui ne convaincrait pas la Turquie de se prêter à plus de souplesse, on convoquerait une conférence internationale selon la suggestion lancée par l'U.R.S.S. et reprise par l'archevêque. En tout cas, on ne sortira à aucun prix du cadre des Nations unies.

L'autre thèse, se référant aussi à la politique de Mgr Makarios, insiste sur le fait que Chypre doit d'abord solliciter les puissances qui sont en mesure d'exercer des pressions sur la Turquie, en particulier les Etats-Unis et la Communauté économique européenne. Ils sont sceptiques sur les résultats d'une conférence internationale et n'attendent qu'un soutien moral à la cause chypriote de la part des pays non alignés. Une initiative américaine pourrait, selon eux, être plus efficace et être étayée ultérieurement par une démarche du secrétaire général des Nations unies.

Le problème de l'épuration

En apparence, les différences se ramènent à des nuances : tout le monde affirme catégoriquement que c'est à la Turquie maintenant de faire les concessions pour la reprise des conversations intercommunautaires. Mais, sur le fond, le désaccord porte sur le rôle que les Etats-Unis veulent et peuvent jouer, sur l'opportunité ou non de lancer à leur représentant, M. Clifford, l'invitation à intervenir que, de son propre aveu, il attend. A brève échéance, cela ne signifie-t-il pas la remise en cause de la politique de non alignement, l'introduction de Chypre dans l'affrontement des blocs, puisque la personnalité de Mgr Makarios n'est plus là pour équilibrer un grand partenaire ? Mais il n'est pas fait explicitement mention de cette perspective.

Le second enjeu concerne la politique intérieure, c'est-à-dire essentiellement l'opportunité d'opérer ou non l'épuration des éléments qui ont participé au coup d'Etat de juillet 1974 contre le président Makarios.

Peut-être parce qu'il croyait nécessaire de temporiser, en tenant compte de la Chambre des députés, l'ethnarque n'avait pas *procédé à chaud*, dès son retour à Nicosie, à la liquidation de ses adversaires, qui sont aussi ceux des partis de gauche. Dans l'armée, dans la fonction publique, un certain nombre seraient encore en place, dit-on ici. Une loi votée par la Chambre a prévu une procédure d'enquête et de jugement, et la date de mise en accusation a déjà été prorogée de six mois. Mais la mort de l'ethnarque ne donne-t-elle pas l'occasion d'en finir avec ce que les uns appellent un *« règlement de compte »*, et les autres une œuvre de *« salubrité politique »* ?

Sauvegarde d'une force de droite et d'extrême droite pour l'avenir, perpétuation d'un danger de coup d'Etat, menace à l'unité chypriote, fortification de l'esprit national, tous ces arguments ne sont pas encore portés sur la place publique, mais ils le seraient en cas de campagne électorale. Les partis de gauche attendent en tout cas de M. Kyprianou qu'il s'engage à *mener énergiquement* à bien l'épuration pour crever un abcès. Les autres formations estiment qu'il est temps de clore ce chapitre. Pour les uns comme pour les autres, il faut *« en terminer très vite »*, mais, évidemment, pas de la même façon.

(Lundi 15 août.)

Le voyage de la reine Elizabeth en Ulster

UN SUCCÈS POUR LA COURONNE BRITANNIQUE

La visite de la reine Elizabeth en Irlande du Nord est un succès pour la couronne. Organisé dans le cadre des fêtes du jubilé de la souveraine, ce voyage n'avait, en principe, pas plus de signification politique que ceux que le chef du Commonwealth avait déjà faits dans d'autres parties du Royaume-Uni ou de l'ancien empire. Malgré les menaces de l'IRA provisoire et les suggestions de divers milieux politiques anglais, la reine ne pouvait pas renoncer à ce projet sous peine de donner aux « provos » un bulletin de victoire et de laisser croire aux *protestants que Londres* les abandonnait.

Espérant peut-être faire pression sur le gouvernement britannique, l'IRA provisoire, encouragée par la présence à Belfast de quelque cinq cents journa*listes de la presse internationale*, avait imprudemment multiplié les mises en garde solennelles. Malgré quelques violents incidents qui ont fait deux morts, l'organisation activiste a perdu cette bataille : l'apocalypse qu'elle avait annoncée n'a pas eu lieu et le voyage royal s'est déroulé rigoureusement selon le programme prévu.

Des mesures de sécurité exceptionnelles

Les mesures de sécurité exceptionnelles prises par les autorités expliquent certes en partie cet échec. Il n'en reste pas moins qu'on peut se demander si l'IRA jouit encore du soutien populaire dont elle se réclame. Le succès rencontré par le Mouvement des femmes pour la paix, dont l'action a commencé il y a tout juste un an, avait été le premier indice sérieux de la lassitude d'une population écœurée de violence. L'échec des manifestations d'opposition à la visite de la reine en constitue-t-il la confirmation ? Il serait hasardeux de l'affirmer.

Multiforme et imprévisible, l'IRA est une nébuleuse sans cesse renaissante qui ne peut pas, sous peine de se faire oublier, renoncer à ses actions spectaculaires. Les historiens savent qu'en Irlande comme ailleurs le terrorisme ne s'éteint que lorsqu'une solution politique est en vue.

Sur ce plan, le bref discours qu'a prononcé la reine à l'université de Coleraine a pu décevoir. Non qu'on en attendît d'importantes décisions, mais certains espéraient qu'Elizabeth II ferait au moins allusion à la « dévolution administrative », à ce début d'autonomie interne dont il est question depuis plusieurs mois. La reine a surtout parlé de réconciliation. Fallait-il y voir une allusion au Mouvement de la paix et au « partage du pouvoir » honni par les protestants « durs » ? Elle a aussi souligné que la « vie normale » qui se poursuivait dans la province devait attirer les hommes d'affaires et les investisseurs. Rien, dans ses propos, n'a pu laisser croire un instant que Londres se préparait à relâcher quelque peu les liens qui l'unissent à la province. Ce qui n'aura pas manqué de réjouir les « loyalistes ».

Le présent échec de l'IRA provisoire risque d'avoir une conséquence dangereuse : encourager les partisans de la manière forte à croire que le renforcement des effectifs militaires en Ulster constitue la seule réponse à la violence. Il ne pourrait y avoir *de plus grave erreur* au moment où se manifeste ici et là une certaine bonne volonté et où le gouvernement travailliste commence à retirer quelques modestes profits de la politique d'« ulstérisation » dans laquelle il s'est lancé en remplaçant petit à petit les militaires par des policiers nord-irlandais.

(Samedi 13 août.)

LA LIBYE TROUBLE-FÊTE

I. - La « sainte alliance » contre le colonel Kadhafi

Tripoli. — Perché sur une estrade décorée aux couleurs des Etats-Unis et d'Israël, un président Sadate hilare, la pipe à la bouche, rectifie la carte de l'Egypte en transférant le Sinaï de la frontière israélienne à celle de la Libye, pour montrer que désormais l'ennemi principal de son régime est à Tripoli. Les nombreuses caricatures — dont certaines d'un goût douteux — qui emplissent la presse libyenne depuis le début de la crise veulent prouver immanquablement que la *« conspiration »* contre le pays est conduite par trois forces indissociables : l'impérialisme américain, le sionisme et la *« réaction arabe »*, dont Sadate est *« l'instrument »*.

Les responsables libyens ne manquent jamais d'établir un parallèle entre l'attaque égyptienne du 21 juillet et l'*« agression tripartite »* contre Suez en 1956. A l'époque, disent-ils, le régime à abattre était l'Egypte nassérienne. Il s'agit maintenant de se défaire de la Libye révolutionnaire dont le chef, le colonel Kadhafi poursuit l'œuvre du Raïs disparu. Le culte de Gamal Abdel Nasser est, en effet, plus vivant que jamais à Tripoli, où ses portraits côtoient ceux du colonel Kadhafi et où ses *« phrases historiques »* sont inscrites sur les murs auprès des slogans de la *« révolution culturelle »* libyenne. Les extraits de ses discours les plus connus sont diffusés tous les soirs à l'intention du peuple égyptien sur les ondes de la radio libyenne « La voix de la liberté et du socialisme », qui a pris la relève de « La voix des Arabes » *« muselée par Sadate sur les instructions de la C.I.A. »*.

Une main-d'œuvre précieuse

Si la radio libyenne est particulièrement violente à l'égard du président Sadate et de son régime, elle a en revanche, depuis les premières heures de la crise, tenu à rassurer les quelque deux cent cinquante mille Egyptiens travaillant en Libye (1). Elle a appelé la population à ne pas tenir rigueur aux *« frères Egyptiens »* des *« agissements »* de leurs dirigeants. Tous les Egyptiens que nous avons pu rencontrer à Tripoli nous ont assuré que le comportement des Libyens avaient été exemplaire et qu'ils n'avaient fait l'objet d'aucune mesure vexatoire. Les quelques marches de protestation contre le bureau des relations égyptiennes — qui assure la représentation des intérêts du Caire — se sont déroulées dans l'ordre, et la plupart des manifestants étaient des Egyptiens opposés au régime actuel de leur pays.

Il n'en reste pas moins qu'une sourde inquiétude s'est installée chez les travailleurs égyptiens. Bon nombre d'entre eux sont restés terrés dans leurs appartements au cours des premiers jours de la crise, et certains envisagent de regagner l'Egypte si la situation ne s'améliore pas rapidement. Déjà, en avril dernier, un subit regain de tension entre Le Caire et Tripoli avait provoqué le départ de soixante mille à quatre-vingt-dix mille travailleurs. Le problème de la main-d'œuvre égyptienne avait même été soumis, au début de mai, aux comités populaires de base qui quadrillent aujourd'hui le pays. En juin, cent cinquante d'entre eux s'étaient prononcés pour le départ des Egyptiens contre trente et un pour leur maintien. Dans les débats houleux, certains orateurs avaient dénoncé dans les immigrés des *« outils de subversion et d'espionnage au service de Sadate »*. M. Abdel Ati Abeidi, premier secrétaire du comité général du peuple, dont les fonctions sont équivalentes à celles du premier ministre — avait soutenu à cette occasion que la Libye pouvait trouver facilement des remplaçants à l'étranger.

La recommandation des comités populaires de base a été transmise pour décision au Congrès du peuple (instance suprême du régime). En même temps, le « numéro deux » libyen, M. Abdel Salam Jalloud, entreprenait une tournée en Yougoslavie, Italie, Bulgarie, Turquie et Roumanie, à la recherche de main-d'œuvre de substitution, mais il ne semble pas qu'il ait réussi à la recruter. En privé, les dirigeants libyens reconnaissent que les travailleurs égyptiens sont pratiquement irremplaçables : laborieux, peu exigeants, connaissant la langue du pays, proches de la population, ils sont à même, de par leur diversité et leur nombre, d'assurer les travaux les plus pénibles (terrassiers, ouvriers agricoles) aussi bien que d'exercer les professions libérales (avocats, médecins, professeurs d'université).

Les Libyens ont eu déjà des déboires avec des travailleurs turcs et nord-africains récemment engagés, et qui ont préféré regagner leur pays, ne pouvant s'habituer à la façon de vivre et aux conditions de travail locales.

Il est donc fort probable que le Congrès du peuple n'entérinera pas la recommandation des comités de base populaires d'expulser les travailleurs égyptiens. Une telle mesure, qui serait fatale à l'économie libyenne, serait d'ailleurs en contradiction avec la politique officielle d'amitié avec le peuple voisin et le souci des dirigeants libyens de rejeter la responsabilité de la crise actuelle sur le seul régime du Caire, aidé par le Soudan du général Nemeiry. C'est ainsi que le nom de l'Arabie Saoudite n'a pas été prononcé officiellement, même si, en privé, nombre de responsables libyens reconnaissent que, sans le feu vert donné par Ryad, rien ne se serait passé à la frontière égypto-libyenne. Ils ajoutent aussitôt : *« Pourquoi créer des complications diplomatiques supplémentaires et jeter de l'huile sur le feu, n'avons-nous pas déjà suffisamment de difficultés ? »*

Pour les dirigeants de Tripoli, l'« agression » a commencé à Jeddah (Arabie Saoudite), à la mi-juillet 1976. Personne n'a oublié, ici, que, après la tentative de coup d'Etat qui, à Khartoum, dans la nuit du 1er au 2 juillet, avait failli coûter la vie au général Nemeiry, l'Egypte et le Soudan ont créé un conseil de défense et un commandement communs. Les chefs d'Etat soudanais et égyptien s'étaient alors rendus à Jeddah et avaient obtenu la bénédiction du roi Khaled pour la création d'une *« sainte alliance »*, dont l'objectif était de *« ramener Kadhafi à la raison »*. L'Arabie Saoudite aurait, à cette occasion, promis de contribuer financièrement à un changement de régime en Libye. Les trois pays, selon les termes du communiqué, avaient mis sur pied des organes spéciaux *« chargés de la coordination sur le plan militaire et de la sécurité nationale »*. C'est à cette époque que les premiers renforts égyptiens avaient été signalés près de la frontière.

La radio libyenne avait alors qualifié le traité de défense égypto - soudano - saoudien de *« première étape de l'agression »*. L'ambassadeur de Tripoli avait été chargé de demander des explications au gouvernement saoudien. Le colonel Kadhafi a-t-il reçu des apaisements de Ryad ? Les Libyens observent à ce sujet la plus grande discrétion. Rivales, les deux capitales de l'Islam intégriste évitent la polémique et s'affrontent à fleuret moucheté. Dans le discours qu'il a prononcé, le 8 mai dernier, à Tripoli à la suite de la proclamation du *« pouvoir populaire »*, le colonel Kadhafi avait, sans prononcer le nom de l'Arabie Saoudite, dénoncé *« ces royaumes réactionnaires qui se disent musulmans »* et *« tremblent depuis que le Coran a été proclamé loi de la société libyenne, là où a surgi, grâce à l'effort révolutionnaire, le véritable Islam »*.

Le colonel Kadhafi, selon ses collaborateurs, n'a jamais sous-estimé la gravité de la menace militaire pesant sur son régime, accusé, naguère, par le président Ford de fomenter le terrorisme international et encore considéré en janvier 1977 par le Pentagone comme l'un des *« ennemis potentiels »* des Etats-Unis immédiatement après l'U.R.S.S. et la Chine. C'est pourquoi, dit-on ici, le chef de l'Etat libyen a souhaité régler son contentieux avec un voisin dont personne à Tripoli, malgré les rodomontades de la propagande officielle, ne méconnaît l'écrasante supériorité militaire. *« Toutes nos démarches sont restées vaines »*, assure un responsable du ministère de l'information, *le président Sadate a rejeté toutes les propositions du colonel Kadhafi de le rencontrer personnellement en pays neutre en vue de régler le différend opposant les deux régimes. »* Il aurait même assorti ce refus de considérations insultantes sur le chef de l'Etat libyen *« vil serviteur de ses maîtres Soviétiques et Cubains »*.

A ce propos, on assure à Tripoli que si les liens se sont resserrés entre la Libye et l'U.R.S.S., les menaces égyptiennes, l'hostilité des Etats-Unis et l'*« indifférence de l'Europe »* sont pour beaucoup dans ce rapprochement. Il est vrai que l'importance de l'aide militaire soviétique à Tripoli a été délibérément grossie par le Caire et que la présence de *« volontaires cubains »* en Libye relève du mythe. De même, il ne semble pas qu'une base navale ait été mise à la disposition de la flotte soviétique, contrairement à ce que soutiennent les Egyptiens. Les Libyens rappellent à ce propos les sacrifices consentis après la révolution de septembre 1969.

Sur le plan politique, l'entente est loin d'être parfaite entre Moscou et Tripoli. Les divergences demeurent considérables quant aux modalités d'un règlement du conflit du Proche-Orient, sans parler des sentiments que peut inspirer aux idéologues soviétiques la *« troisième voie »* chère au colonel Kadhafi entre le *« capitalisme réactionnaire »* et le *« communisme totalitaire »*. On ne manque pas, enfin, de souligner ici que le chef de l'Etat libyen a, en juin dernier, cherché, mais en vain, à normaliser les relations avec les Etats-Unis. Ceux-ci, depuis 1972, ne sont représentés à Tripoli que par un chargé d'affaires.

Avec l'Egypte, un début de rapprochement s'était amorcé il y a deux mois. Il avait alors été fortement question d'une rencontre entre M. Mamdouh Salem, premier ministre égyptien et son collègue libyen M. Abel Ati Abeidi. Le 8 juillet, à Lomé, le général Eyadema réussissait à obtenir de M. Triki, chef de la diplomatie libyenne et de M. Mohamed Riad, secrétaire d'Etat égyptien aux affaires étrangères, l'engagement qu'ils *« normaliseraient la situation entre les deux pays »*.

Trois jours plus tard, tout était remis en cause à la suite du voyage impromptu du vice-président égyptien le général Hosny Moubarak et de son chef d'état-major à Khartoum et N'Djamena afin d'y examiner les moyens de s'opposer aux *« menaces du colonel Kadhafi contre le Tchad »*. La Libye a vu là un prétexte pour resserrer l'étau autour de Tripoli et relancer la tension à la frontière égypto-libyenne.

Il est évident que le colonel Kadhafi, par l'aide qu'il fournit à l'Ethiopie révolutionnaire conjointement avec l'U.R.S.S., gêne au plus haut point la nouvelle politique africaine du président Sadate, menée avec la bénédiction des Etats-Unis. Le Raïs a-t-il voulu éliminer *« le fou de Libye »* en assénant un coup de boutoir à sa frontière ? Dans une interview accordée au début d'août à la chaîne de télévision américaine A.B.C., le président Sadate assurait que *« la chute de Kadhafi serait à l'avantage non seulement du peuple arabe, mais du monde entier »*. Mais si tel était l'objectif, pourquoi l'Egypte a-t-elle volontairement limité l'ampleur de son attaque ? Espérait-elle susciter en Libye une opposition contraignant le colonel Kadhafi à abandonner le pouvoir ? C'eût été bien mal connaître la situation intérieure du pays *« frère »*.

(Samedi 13 août.)

De notre envoyé spécial JEAN GUEYRAS

(1) En tenant compte des Egyptiens en situation irrégulière, ce chiffre serait plus important et se situerait autour de quatre cent mille.

II. – L'« État des masses »

Tripoli. — Huit ans de révolution ont transformé de fond en comble la capitale libyenne, qui n'a jamais semblé aussi prospère et florissante. L'ancien aéroport, battu par les vagues successives de voyageurs provenant de tous les coins du monde, va laisser place à un bâtiment ultra-moderne. Les bidonvilles qui bordaient la route de l'aéroport ont été remplacés par des logements populaires spacieux aux couleurs pastel, des hôpitaux modernes, des espaces verts et des écoles. Dans la capitale, les embouteillages n'ont rien à envier à ceux des grandes métropoles. Le port agrandi aux dépens de la magnifique plage que pouvaient contempler les promeneurs de la corniche, est engorgé de navires qui déversent pêle-mêle leurs cargaisons sur les quais. Au large, une centaine de cargos attendent leur tour.

Seuls quelques paras au béret rouge aux points stratégiques et des groupes de miliciens de la résistance populaire au chapeau kaki montent la garde autour des bâtiments publics et rappellent au visiteur que le pays vient de traverser des moments difficiles aux confins égypto-libyens. Même aux heures chaudes de la crise, les blindés n'ont pas fait leur apparitions dans les rues de la capitale. C'est bien la preuve, dit-on ici, que les *« arrières du régime sont assurés. Pourquoi d'ailleurs les Libyens s'en prendraient-ils à un régime qui leur a permis de quitter les bidonvilles, leur a fourni des logements confortables et à bas prix, des écoles et des hôpitaux gratuits, une assurance sociale généreuse ? »*

Ce sont, en effet, les franges les plus défavorisées de la population (bédouins, travailleurs urbains et jeunes) qui ont tiré le plus grand bénéfice de la révolution du 1er septembre 1969 et sont les alliés naturels du régime. En revanche, les classes moyennes et les commerçants nourrissent des réserves à l'égard de certains aspects de la politique du colonel Kadhafi. Ils déplorent souvent le caractère puritain marqué par la stricte application de la loi coranique et le carcan idéologique de la *« révolution culturelle »*. Les commerçants, naguère encouragés à s'enrichir, se plaignent en catimini de l'austérité d'une ville où on a depuis belle lurette fermé les cabarets et autres lieux de distraction. Dès dix heures du soir, Tripoli est plongé dans une morne torpeur, les restaurants sont fermés. L'alcool est strictement interdit et une bouteille de whisky coûte, au marché noir, environ 500 francs.

Les milieux traditionnels et religieux de droite déplorent pour leur part le prosélytisme révolutionnaire du régime dans le domaine extérieur, le *« gaspillage »* des richesses du pays, en *« encouragements matériels »* prodigués sans compter aux mouvements de libération de par le monde et en dépenses militaires *« exorbitantes »*. Ils regrettent que son *« militantisme »* ait conduit le pays à l'isolement au sein du monde arabe et africain et a un rapprochement avec le bloc soviétique.

Ces motifs divers de mécontentement ont créé dans le pays une opposition potentielle. Celle-ci n'est cependant pas organisée car l'augmentation constante du niveau de vie ne facilite guère des entreprises que, au demeurant, une police politique discrète, mais omniprésente, saurait décourager. L'armée, principal pilier du régime, n'est pas demeurée à l'abri de cette contestation diffuse, tout comme le Conseil du commandement de la révolution (C.C.R.) groupant les plus proches collaborateurs du colonel Kadhafi, ceux-là mêmes qui ont fait avec lui la révolution du 1er septembre. L'alerte la plus chaude fut, en août 1975, le complot du commandant Omar el Meheichi, l'un des représentants les plus brillants des *« officiers libres »* libyens. A l'époque, le colonel Kadhafi dénonça dans les conspirateurs des *« félons fascistes »* et menaça de ses foudres *« tous ceux qui seraient tentés de vouloir introduire des changements par la force en Libye »*.

Le C.C.R., qui à l'origine comptait douze membres, ne comprenait plus au début de 1977 que cinq des dirigeants *« historiques »* de la révolution. La plupart des anciens membres ont, apparemment abandonné toute activité politique. Un seul d'entre eux, le commandant Omar el Meheichi est désormais, selon les mots du colonel Kadhafi, *« celui qui a quitté le peuple et est devenu un chien aboyant à l'aube »*.

Désormais, le commandant, qui est devenu un des porte-parole de l'Egypte où il s'est réfugié, paraît n'avoir guère de crédit auprès de l'opinion libyenne. Jusque vers la fin de 1976 il aurait cependant disposé de certains appuis au sein de l'armée. Au début de décembre dernier, près de soixante-dix arrestations — pour la plupart des militaires — ont suivi la découverte d'une conspiration. Les inculpés, dont les liens avec le commandant Meheichi n'ont pas été clairement établis, appartenaient de toute évidence au courant d'opinion qui réclame un régime moderne, moins personnel, l'accomplissement des mesures d'austérité et la fin d'une politique étrangère « aventuriste ». Ils furent jugés à huis clos fin décembre. Un certain nombre d'entre eux — vingt-deux selon Amnesty International — ont été exécutés au début d'avril. Si les autorités ont gardé le silence sur ces condamnations à mort, elles ont, en revanche, accordé une large publicité à l'exécution le 7 avril, de cinq civils — dont un Egyptien, reconnus coupables de l'incendie d'une église et de deux attentats à Benghazi, l'un au port, l'autre contre une statue de Nasser.

Cette double série d'exécutions, qui a suscité une vive émotion dans le pays, a été interprétée comme un coup de semonce. Pour la première fois depuis dix-huit ans, des adversaires du régime étaient mis à mort. En outre, le colonel Kadhafi avait tenu personnellement à aggraver certaines des sentences du tribunal. On n'a pas manqué également de noter que les peines de mort prononcées fin décembre n'ont été exécutées qu'en avril, après que le chef de l'Etat eut consolidé les assises de son régime en faisant adopter par le Congrès populaire général, réuni à Sebha du 28 février au 2 mars, le *« pouvoir populaire direct »*.

Le gouvernement n'existe plus

Le colonel Kadhafi avait rendu public son projet en novembre 1976. L'idée simple, sinon naïve, fait songer à une démocratie directe à l'helvétique, mise au goût du jour : le peuple est l'unique détenteur du pouvoir. Il l'exerce au moyen des *« congrès populaires de base »* (auxquels chaque citoyen appartient automatiquement), des *« comités populaires de base »* qui en sont les organes exécutifs, enfin des syndicats et des associations professionnelles.

Pendant les deux mois qui ont précédé la réunion de Sebha, ces organismes se sont réunis au niveau des quartiers et des entreprises pour discuter des modalités de la réforme proposée et pour désigner leurs délégués au Congrès populaire général, instance suprême, sommet de la pyramide imaginée par le colonel Kadhafi. Une intense campagne d'explication a été organisée autour du thème central du *« pouvoir populaire »*.

Aux yeux du colonel Kadhafi, il s'agit là de rien de moins que de la *« première véritable démocratie depuis Athènes »*. La Libye est devenue *« la Jamahariya »*, néologisme arabe qui peut se traduire par *« l'Etat des masses »*. Désormais la révolution est la responsabilité directe des *« masses populaires »* et l'ancienne structure du pouvoir, qui comportait un conseil de commandement de la révolution et un gouvernement, a été abolie.

Dans le discours qu'il a prononcé le 8 mars 1977 à Tripoli, à l'occasion de l'instauration *« du pouvoir du peuple »*, le *« chef de la Jamahariya »* a résumé ses conceptions en quelques formules : *« Le C.C.R., qui dirigeait la révolution, s'est élargi au peuple libyen tout entier... Tous les Libyens et toutes les Libyennes sont membres du C.C.R., les masses sont chargées des prérogatives qui étaient les siennes... La responsabilité de la défense nationale incombe désormais à tous les Libyens et à toutes les Libyennes. Nous armerons le peuple afin que la défense de la Jamahariya arabe libyenne populaire et socialiste* (nouveau nom du pays choisi par le congrès de Sebha) *ne soit pas la responsabilité d'un groupe de Libyens. De quel droit pourrons-nous demander à tel groupe de mourir pour nous tous ? Pour la première fois dans le monde, le pouvoir est entre les mains des masses... Cela veut dire que les acquis matériels appartiennent aux masses populaires... Le gouvernement n'existe plus. La Libye est devenue un comité populaire général, construit sur les ruines des gouvernements et des présidences de République... Quant au comité populaire général qui a succédé au conseil des ministres, il sera responsable devant tous. Vous le maintiendrez ou vous le supprimerez. Cela ne dépend que de vous ! »*

Les sceptiques — ils sont nombreux — qui ne se laissent pas impressionner par ce flot de rhétorique populiste, répondent qu'en fait seuls les noms ont changé : les cinq derniers membres du C.C.R. font maintenant partie du *« secrétariat général du Congrès populaire général »* dont le président est toujours le colonel Kadhafi. Le gouvernement est toujours là mais s'appelle comité général populaire. Ses membres ne sont plus des *« ministres »*, mais des *« secrétaires »* et son chef porte désormais le titre longuet de *« secrétaire général du comité général populaire »*.

Le nouveau *« pouvoir populaire »* instauré en Libye constitue-t-il un pas décisif vers l'*« ère des masses »*, ou un artifice de vocabulaire ? Il semble être parvenu à intéresser les *« masses »* aux affaires du pays et à populariser certaines des conceptions chères au colonel Kadhafi. Les innombrables assemblées à tous les échelons et les débats publics que cette réforme suscite ont incontestablement donné un coup de fouet à la révolution du 1er septembre qui vers la fin de 1976 montrait des signes d'essoufflement.

Logiquement, la phase suivante de cette révolution devrait être sociale. Le colonel Kadhafi l'a annoncé dans son discours du 8 mars dernier en affirmant qu'en Libye il n'y avait plus de *« salariés »* mais des *« associés »* et que *« tous les hommes étant égaux, aucun ne devait exploiter son semblable »*. Il avait à cette occasion mis en garde les *« ennemis des masses et des transformations sociales que va maintenant connaître la Libye »*.

Rien n'est venu jusqu'à présent étayer les craintes que ces propos avaient suscitées chez les possédants, persuadés un moment que le colonel Kadhafi allait déclencher un processus de socialisation du commerce. Le pouvoir s'est contenté de la création de quelques coopératives de consommation et de la nationalisation des agences de voyages. Les promesses faites n'en ont pas moins contribué à asseoir la popularité du régime.

Paradoxalement, l'attaque égyptienne du 21 juillet a servi le colonel Kadhafi. Elle a renforcé son prestige en provoquant une réaction nationaliste jusque dans les milieux les moins portés à l'enthousiasme à l'égard de sa « révolution ».

Les points d'interrogation demeurent cependant. L'armée, tenue en main par le colonel Kadhafi en personne, saura-t-elle garder l'unité retrouvée dans le feu de l'action ? Quelle sera l'attitude des étudiants qui, malgré la campagne de « politisation des universités » lancée par le chef de l'Etat en avril dernier, restent, dans l'ensemble, indifférents à l'égard de la révolution culturelle ? Enfin, dans quelle mesure les tensions traditionnelles entre la Tripolitaine et la Cyrénaïque, historiquement tournée vers l'Egypte, ont-elles été réduites ? Le climat d'euphorie suscité par la mobilisation nationale a relégué ces problèmes à l'arrière-plan. Ils n'ont pas disparu pour autant.

FIN

(Lundi 15 août.)

M. de Guiringaud réplique vertement à des accusations soviétiques sur l'aide nucléaire à Pretoria

De notre envoyé spécial

Lusaka. — L'article publié dimanche 14 août par l'agence Tass, sous la signature d'Alexandre Bokhondo, indiquant que, grâce au contrat nucléaire conclu avec la société française Framatom, l'Afrique du Sud allait produire du plutonium et *« fabriquer cent bombes atomiques d'ici un an »*, a provoqué une très vive réaction de M. de Guiringaud à son arrivée à Lusaka. Le ministre des affaires étrangères déclara immédiatement aux journalistes qu'une dépêche similaire diffusée par Tass le 9 août avait fait l'objet d'une démarche de l'ambassade de France à Moscou pour protester contre cette « manœuvre diffamatoire » à l'égard de la politique française. Les autorités soviétiques, ajouta le ministre, ne peuvent pas ignorer que les affirmations de l'agence Tass sont dénuées de fondement. D'abord, les centrales électro-nucléaires commandées à la France par l'Afrique du Sud ne commenceront à fonctionner qu'en 1982. En outre, le contrat Framatom prévoit expressément — et les autorités soviétiques le savent — que le combustible usé sera retraité en France et que le plutonium ne sera pas restitué à l'Afrique du Sud.

On remarque la vigueur du vocabulaire du ministre français et son insistance à mettre en cause les autorités soviétiques elles-mêmes. Les circonstances qui entourent la publication de l'article de l'agence Tass ne permettent pas de douter que les Soviétiques ont lancé une campagne contre la politique française en Afrique. Le 9 août, Tass annonçait que l'Afrique du Sud allait fabriquer des bombes atomiques. L'ambassadeur de l'U.R.S.S. en France, M. Tchervonenko, a personnellement attiré l'attention de M. de Guiringaud sur cette « information ». Les ambassadeurs soviétiques ont fait les mêmes démarches à Bonn, Londres et Washington. Le même jour, un commentateur de l'agence Tass mettait en cause, en termes assez vagues, le contrat Framatom, mais son article passa inaperçu. Aussi l'agence soviétique a-t-elle cru nécessaire de donner, le jour où M. de Guiringaud arrivait dans un des pays d'Afrique de la « ligne de front » (c'est-à-dire frontalier d'un des régimes blancs d'Afrique australe), des précisions d'un caractère sensationnel destinées à frapper l'opinion africaine.

Cet incident marque une sérieuse détérioration des relations franco-soviétiques quelques semaines après la visite de M. Brejnev à Paris.

Pourquoi l'U.R.S.S. attaque-t-elle sur ce terrain la France avec laquelle elle proclame par ailleurs sa volonté d'entretenir les meilleures relations ? Probablement parce que la France est aujourd'hui la puissance occidentale qui s'emploie le plus activement à contrôler la politique soviétique en Afrique. On l'a vu il y a quelques semaines au Zaïre ; on le voit actuellement dans la « Corne de l'Afrique »

Le 14 août en partant pour Lusaka, M. de Guiringaud a rencontré sur l'aérodrome de Nairobi le ministre éthiopien des affaires étrangères, le colonel Ghiorgis. Fortuite ou non (le ministre éthiopien rentrait à Addis-Abeba venant de Libreville), la rencontre a eu lieu en présence du ministre kényan des affaires étrangères, M. Waiyakai. M. Ghiorgis a bien entendu demandé à M. de Guiringaud, comme l'avait fait précédemment son collègue kényan, si la France se disposait à vendre des armes à la Somalie. Le ministre français a répondu, comme il l'avait fait aux dirigeants de Nairobi, que rien n'était décidé, que la France n'étudiait qu'un dixième de la demande d'armement somalienne et ne livrerait éventuellement que des armes défensives.

M. Ghiorgis aurait confirmé pour sa part que son pays avait reçu des armes soviétiques. M. de Guiringaud lui ayant demandé s'il savait que l'U.R.S.S. avait débarqué, il y a environ une semaine, quelque soixante-dix chars à Berbera (Somalie), le ministre éthiopien aurait indiqué qu'il était au courant. Interrogé par le ministre français sur les relations entre l'Ethiopie et la nouvelle République de Djibouti, M. Ghiorgis s'en est déclaré satisfait, tout en soulignant que le trafic entre les deux pays était nul.

MAURICE DELARUE.

(Mardi 16 août.)

FRANCE

Une nuit chez les « dinamiteros » corses

Les réactions et les prises de position restent vives en Corse après l'attentat commis dans la nuit du 12 au 13 août contre le relais de télévision de Serra-di-Pigno et à la suite des propos tenus, le dimanche 14 août, par M. Edmond Simeoni lors du rassemblement de Furiani.

La municipalité d'Ajaccio et le parti bonapartiste dénoncent dans un communiqué commun des « criminels irresponsables ». M. Alexandre Sanguinetti, membre du comité central du R.P.R., s'étonne du silence des partis, à l'exception du P.C.

De leur côté, plusieurs membres du Front de libération nationale corse, mouvement qui a revendiqué l'attentat de Serra-di-Pigno, ainsi qu'une dizaine d'autres commis dans l'île durant ces derniers jours, ont réuni une conférence de presse en plein maquis, dans la région de Bastia, au cours de la nuit du 15 au 16 août. Notre envoyé spécial Jacques de Barrin avait été invité par le F.L.N.C. à assister à cette réunion clandestine.

Bastia. — Il est des conférences de presse qui ressemblent à des jeux de piste. Ainsi de la « sortie » qu'a organisée, le lundi soir 15 août, *sur les hauteurs de Bastia*, le Front de libération nationale (F.L.N.) à l'intention de douze journalistes insulaires et continentaux.

De notre envoyé spécial

Tout le tapage fait autour du rassemblement autonomiste de Furiani *a franchement exaspéré les nationalistes*. En outre, la population n'a, semble-t-il, pas compris le sens et la portée du récent dynamitage du relais de télévision de Serra-di-Pigno. Il s'agit sans plus tarder de tirer les choses au clair.

Ce soir, aux commandes d'une « 250 » pétaradante, un « motard » du F.L.N vient cueillir, en plein cœur de Bastia, les visiteurs de la nuit. Il ouvre la voie à un cortège de trois voitures.

Dans un bois d'oliviers, chacun met pied à terre. Sans mot dire, *comme pour épaissir inutilement le* mystère, quelques « cagoulards » bandent les yeux de leurs hôtes avant de les pousser dans une tourgonnette. C'est le silence. « *Taisez-vous* », lance un accompagnateur pour couper court à tout commentaire. Un quart d'heure de route. On abandonne le véhicule. Marche en file indienne dans le maquis.

Une halte, bandeau enlevé. Au pied de la colline, Bastia endormie. La citadelle est éclairée *a giorno*. Les grillons chantent. Des chiens aboient et se répondent. Des étoiles *filantes traversent le ciel. L'air est* doux. Le vrai été méditerranéen. Dieu que la Corse est belle !

Le lieu de la réunion : un sous-bois éclairé par quatre bougies posées sur des pierres, des planches servent de bancs. On entend couler une source. Sept ou huit militants en armes sont tapis dans l'ombre. Trois membres du bureau politique siègent derrière une table de fortune. « *Merci d'avoir répondu à notre invitation*, entame l'un d'eux. *Vous comprendrez que nous ne nous présentions pas !* » Chaque journaliste, en revanche, décline son identité. Un avertissement : « *Pas de magnéto, pas de photo.* »

D'une voix jeune, mal assurée, le « conférencier » évoque l'attentat de Pigno. « *Nous savions que cela serait péniblement ressenti par de nombreuses personnes âgées ou isolées*, admet-il. *Mais il ne faut pas avoir peur d'aller à contre-courant.* » Comprenons-nous : la télévision française ne diffusait qu' « *une information truquée et mensongère ne donnant la parole qu'aux chefs de clans, aux ministres en vacances, aux promoteurs* ». Et d'inviter le gouvernement à ne pas reconstruire cette station relais : « *Ce serait une dépense inutile, car on recommencerait.* »

Le responsable du F.L.N dénonce ensuite le « one man show » d'Edmond Simeoni au rassemblement de Furiani et le « happening » de son frère Max. « *Les autonomistes ont érigé le double jeu en stratégie*, note-t-il. *Aleria et Aghione n'ont été que des pare-feu. Il leur faut des exutoires qui dévient le sens du combat.* »

En réalité, « *le mouvement autonomiste veut instaurer en Corse un Etat bourgeois, expression du désir de quelques-uns d'aménager le colonialisme à leur profit* ». Il ne faut donc pas se laisser abuser par les mots qu'utilisent ces gens-là et les initiatives qu'ils prennent. La création d'une carte d'identité corse, la constitution d'un « gouvernement » autonome ? « *De la verroterie* » tout simplement.

Le fait est là : « *De trop nombreux nationalistes s i n c è r e s continuent d'être bernés par les autonomistes de l'Union du peuple corse.* » Le F.L.N. ne doute pas que ces brebis égarées rejoignent un jour le bercail, « *car ils sont Corses et ce sont des travailleurs* ».

Après cet exposé, le bureau politique se prête au jeu des questions. Les réponses sont brèves. Un péremptoire : « C'est tout » clôt presque invariablement le propos. Les Corses feraient-ils leurs la doctrine et la tactique du F.L.N. ? « *Nous n'avons pas constaté de mobilisation contre notre organisation* », remarque un de ses porte-parole. Le F.L.N. a conscience « *de représenter les profondes aspirations populaires d'être en Corse comme un poisson dans l'eau* ». Un exemple ? Le dynamitage du relais de Pigno. « *L'unité « militaire » qui a investi la station a trouvé sur place trois techniciens insulaires. S'ils nous haïssaient vraiment, croyez-vous qu'ils auraient offert si peu de résistance ?* »

Maintenant qu'il est parvenu à une « *maturité militaire suffisante* », le F.L.N entend développer son action politique, davantage expliquer où il veut en venir. A cet effet, il envisage même de créer... un service de presse régulier pour faire passer ses idées, en attendant que soient réunies les conditions qui permettent à ses militants de sortir de la clandestinité. Entre temps, le F.L.N. envisage de « *renforcer et de diversifier* » ses actions sur le terrain « *aussi bien contre les installations que contre les hommes* ».

Une précision qui a son importance : « *Nous avons toujours cherché à protéger la vie de nos compatriotes et nous continuerons de le faire* », affirme un membre du bureau politique. « *Quant à nos ennemis, nous apprécierons cas par cas leur degré de responsabilité, les circonstances dicteront notre conduite.* »

Que l'on ne compte pas sur les nationalistes pour « *livrer aux troupes d'occupation* » une bataille rangée dans la plaine du Golo. Malgré tout, « *nous saurons désorganiser sérieusement l'appareil policier pour amener les conditions de la négociation politique* ».

La réunion de presse a duré une petite heure. Les « *impératifs de la sécurité* » imposent d'y mettre un terme. Une photo de famille avant de se séparer ? « *Non* », dit la troïka du bureau politique. Les journalistes insistent. Conciliabules. Finalement, ce sera oui. Les flashes crépitent sur les *dinamiteros*.

Alors qu'à la lumière des lampes torches la colonne des journalistes se reforme, un membre du service d'ordre h a s a r d e une question : « *Alors, vous n'avez pas été trop déçus ?* » La réponse se perd dans la nuit.

JACQUES DE BARRIN.

(Mercredi 17 août.)

[Rappelons que le Front de libération nationale de la Corse, qui prône l'indépendance de l'île et la lutte armée pour y parvenir, est né le 5 mai 1975 de la fusion de plusieurs mouvements nationalistes clandestins. Un an jour pour jour après sa création, il avait organisé une réunion de presse dans l'ancien couvent Saint-Antoine de Casabianca. Seuls trois journalistes corses y avaient assisté.]

Les grandes manœuvres

(Suite de la première page.)

Des formules comme celles-ci par exemple : les communistes ne veulent pas l'accord, ils ne veulent pas que la gauche gagne, ils ne veulent pas aller au pouvoir. Et aussi : la gauche perd du terrain, elle n'est plus du tout assurée de gagner les élections, *alors les querelles reprennent de plus* belle. Et même : au fond, tout se passe comme si, ayant cru sa victoire assurée, la gauche subissait déjà l'usure du pouvoir et connaissait dès maintenant la crise qu'elle ne pourra éviter trois, six ou douze mois après des élections qu'elle aurait gagnées.

A la première de ces imputations, le refus du pouvoir par le P.C., M. Marchais a répondu avec vigueur. La cause est entendue. La seconde, le pronostic défavorable, est aussi hasardeuse, voire suspecte, que des sondages qui ne peuvent évidemment *prendre en compte ni la date, ni les* circonstances, ni les conditions politiques de la consultation. En fait, elle est lancée par des adversaires qui prennent plus ou moins leurs désirs pour des réalités. Quant à l'ingénieuse démonstration selon laquelle la gauche pourrait faire l'économie du pouvoir puisqu'elle en subit déjà les effets et les vicissitudes, elle relève de la méthode Coué et de l'obsédante propagande gouvernementale qui exploite et grossit à plaisir, la télévision aidant, le moindre incident.

Quand on écoute MM. Giscard d'Estaing et Chirac, qu'on regarde l'état de la majorité qui s'en va en lambeaux, on ne peut s'empêcher de hausser les épaules en entendant les porte-parole de cette même majorité s'appesantir interminablement et *avec délectation sur les divergences* au sein de la gauche.

PIERRE VIANSSON-PONTE.

(Jeudi 11 août.)

L'été de la contestation

APRÈS Creys-Malville et Naussac, le Larzac, pèlerinage rituel de la mi-août. Après la mise en cause de l'énergie nucléaire et de l'équipement hydraulique, le refus du camp militaire. Après la contestation de ce que, dans les discours officiels, on déclare être la condition du progrès ou une réalisation indispensable *à l'expansion, voici, une fois de plus, la protestation contre* l'armée. Et ce n'est pas tout : un autre rassemblement antinucléaire est prévu ce même dimanche, à Flamanville, dans la Manche ; prochain rendez-vous, pour le nucléaire encore, le 20 août à Belleville-sur-Loire. L'été de la contestation bat son plein.

Chaque dimanche soir, la télévision continuera donc de montrer à la France des vacances les visages de ses fils et de ses filles en colère. Elle choisira de préférence les silhouettes de robots bottés, casqués et, si possible, masqués. A défaut, elle saisira, s'il s'en trouve, quelques lanceurs de pierres. Et, à défaut encore, les plus hirsutes et dépenaillés. En guise de toile de fond, on s'attardera sur de misérables campements nomades, ensevelis dans la brume s'il pleut, du genre camp de nudistes s'il fait soleil. Qu'une ou deux voitures flambent, et la fête sera complète. Si ce sacrifice expiatoire, qui ne manque jamais son effet, ne peut être filmé, *la caméra détaillera alors le parc automobile pour donner à entendre* que ces révoltés ne sont pas aussi malheureux qu'ils le disent, ces écologistes aussi hostiles au moteur qu'ils le proclament, aussi avares de carburant qu'ils l'exigent.

Chaque dimanche encore, on s'interrogera en famille devant ces images : mais enfin, qu'est-ce qu'ils veulent ? Et d'abord qui sont-ils, d'où viennent-ils ? Des étrangers, sans doute, ou bien *des hippies, des voyous. Ah ! la jeunesse d'aujourd'hui est bien* étrange vraiment : elle a tout et elle n'est pas contente. Moi, de mon temps... Heureusement, ils ne sont pas tous comme ça.

***

L'ennui, c'est précisément que, à des degrés très divers bien entendu, ils sont plus ou moins « tous comme ça ».

Ce qui frappe d'abord dans les visages de Malville, de Naussac, du Larzac et d'ailleurs, c'est la jeunesse des participants. Ils sont plus jeunes que toute autre foule française, quelle que soit l'occasion qui la rassemble : la politique, les conflits sociaux, les vacances ou même le sport. Certes, un Français sur quatre environ, treize millions en chiffres ronds, ont de seize à trente ans, et les cortèges de la contestation ne réunissent, tous comptes faits, que quelques dizaines de milliers de jeunes. Et si d'autres, qui n'ont pu y prendre part, se sentent de cœur avec eux, ils ne sont, tout au plus, que quelques centaines de milliers.

Alors, une poignée de casseurs, quelques experts en cocktails Molotov, qu'il ne faut pas confondre d'ailleurs avec les doux écologistes, les amateurs de fêtes et de rock, la masse des simples sympathisants et même des curieux qui forment le gros de la troupe ? La France, profonde et calme, la majorité silencieuse des millions de lycéens bien sages et d'étudiants appliqués, des millions de paisibles jeunes travailleurs des villes et des champs, tous ces petits couples tranquilles et ces nouveaux parents graves et réfléchis, n'a rien à faire là, elle n'a rien à voir avec ces agités, ces inquiets, ces mécontents.

Faute de mieux, on se rassure avec de vieilles rengaines : la jeunesse est frondeuse et insatisfaite, c'est dans sa nature, c'est de son âge. Et tous les vieux thèmes y passent : le conflit des générations, le refus de l'ordre imposé et du désordre établi, l'espoir, l'illusion plutôt, qu'on peut changer la vie, le monde et l'homme, le scepticisme à l'égard des leçons de l'expérience et des enseignements du passé, le besoin de se poser en s'opposant, le goût de l'action qui, ne trouvant guère d'issue, se sublime en violence, l'horreur de la solitude et la joie d'être ensemble, le refus d'un système écrasant qui vous enserre et vous étouffe. Rien de bien nouveau, en somme.

Peut-être. Et pourtant, si les plus de trente ans, fascinés et assourdis par la bruyante avant-garde dont on leur ressasse les slogans et les méfaits avec une insistance qui n'est pas innocente, *en venaient à négliger de regarder et d'écouter autour d'eux ? La* majorité silencieuse de la jeunesse est absente du théâtre des opérations, c'est vrai. Mais que pense-t-elle, que veut-elle, que refuse-t-elle ? Qu'y a-t-il de nouveau, ici et maintenant ?

***

La grande nouveauté, c'est sans doute que la solidarité d'âge, l'appartenance à une génération, semble désormais beaucoup plus forte que toutes les solidarités d'origine et d'appartenance sociales.

Hier, l'adolescent favorisé, l'étudiant promis à un bel avenir, le nouvel enseignant, le jeune cadre, se sentaient beaucoup plus proches de leurs aînés issus des mêmes milieux, comme on disait, que de leurs contemporains des classes populaires, écoliers ou apprentis, employés, ouvriers et paysans de leur âge. Et de subtiles frontières, de discrètes oppositions, subdivisaient encore, presque à l'infini, le monde de la jeunesse à l'image de l'univers des adultes.

Aujourd'hui, par-delà toutes les barrières des origines, du savoir, du niveau de vie même, tous trouvent tout de suite un langage commun, expriment les mêmes réactions, les mêmes jugements, les mêmes désirs, partagent les mêmes plaisirs, beaucoup plus facilement en tout cas qu'avec ceux qui, plus âgés, bénéficient d'un mode de vie comparable au leur, ont fait, en leur temps, les mêmes études et choisi le même métier. Les différences s'estompent tandis que les ressemblances, même vestimentaires, s'accentuent.

Il est tentant d'expliquer cette fusion de la jeunesse en faisant valoir que chaque génération manifeste des goûts, adopte des modes, choisit des héros, éprouve des espérances ou exprime des refus qui lui sont à la fois propres et communs. L'uniformisation, même toute relative, des conditions de vie, la standardisation des produits, l'anonymat et la solitude ressentis, peu ou prou, d'un bout à l'autre de l'échelle sociale, ne poussent-ils pas d'ailleurs dans ce sens ?

Mais il ne s'agit pas que de cela ; il y a plus, beaucoup plus. Voici qu'on trouve au coude à coude, vibrant au même air de rock, réagissant de façon parallèle, voire identique, au service militaire ou à la pollution, au sort des immigrés ou à la peine de mort, à la sexualité ou à la vie en communauté, devant l'ordre *ou la drogue et même vis-à-vis de la délinquance ou du travail, un* agrégé qui enseigne en faculté et une institutrice de campagne, un petit pays du Languedoc et un cadre supérieur sorti de l'ENA, une dactylo et un jeune médecin, un loubard de banlieue et une vendeuse de grand magasin... Ils posent, chacun à sa manière, le même regard sur les centrales nucléaires et l'impératif de la croissance, sur les partis politiques et sur les prisons, sur la folie et sur la musique, sur le progrès et sur le béton, sur la bagnole et sur le boulot. Leurs jugements se rejoignent bien plus qu'ils ne s'opposent.

S'ils ne sont que quelques dizaines de milliers à Malville ou au Larzac et quelques centaines de milliers à les approuver, ils sont des millions à les comprendre ou, au moins, à refuser de les blâmer. Une même angoisse quasi millénariste, un même recul devant l'avenir, leur avenir, un même rejet des idées reçues, des usages et des jugements tout faits : ce qui les rapproche est infiniment plus fort que ce qui les distingue et les divise.

Il faut en prendre son parti : même s'ils ne le manifestent pas, même s'ils se taisent, ils sont tous, enfin presque « tous comme ça ».

(Lundi 15 août.) **P. V.-P.**

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 8 AU 12 AOUT

Dans l'attente du budget

MALGRE le relatif désœuvrement qui a régné ces derniers jours, la Bourse a tenu bon. Mieux ! Renforçant ses positions en de très nombreux endroits, elle a même encore un peu monté et a ainsi *franchi* sans encombre la passe réputée difficile du 15 août.

Pourtant, l'on avait bien cru un moment que le marché allait rechuter. Encore très bien disposé lundi, il donnait en effet, dès le lendemain, des signes quelque peu inquiétants d'une faiblesse renouvelée. Le charme était-il à nouveau rompu ? Il y eut, en définitive, plus de peur que de mal. Mercredi, une nette tendance à la résistance s'affirmait et, jeudi, ô surprise ! une flambée de hausse se produisait, qui effaçait, et même au-delà, les pertes éprouvées les jours précédents. A la veille du week-end, une consolidation s'opérait sans peine et quelques progrès étaient même encore accomplis, si bien que, d'un vendredi à l'autre, les différents indices ont encore monté d'environ 1 %. Pour une semaine précédant les fêtes de l'Assomption, *c'est une performance...*

Sans vie : telle était apparue la Bourse en 1974 à pareille époque et aussi en 1975. L'an dernier, ce fut pis encore, si l'on peut dire, l'inactivité s'accompagnant d'une baisse assez sensible des cours (— 1,5 %). Taxation des plus-values, incertitudes monétaires, économiques et politiques, les raisons ne manquaient pas, il est vrai.

La situation aurait-elle radicalement changé ? Il serait vain de sombrer dans l'euphorie. Certes, le franc se porte indiscutablement mieux et les mesures anti-inflationnistes promises et attendues pour la rentrée 76, sont désormais loin derrière nous. Cependant, l'horizon n'est toujours pas dégagé. Le rétablissement de notre monnaie reste fragile. Sur le plan économique, toutes les analyses vont à peu près dans le même sens : celui d'un ralentissement de *l'activité et de la production industrielle durant le second* semestre. Sur le plan politique, rien non plus n'est encore joué. La querelle entre MM. Mitterrand et Marchais, qui avait fait bouillir la Bourse la semaine passée, semble vouloir s'apaiser. Déjà, des deux côtés, le ton se fait plus conciliant. Même au sein de la majorité tout « ne baigne pas dans l'huile » et de nouveaux accrochages se produisent, notamment à propos de la réforme du statut des députés suppléants.

Alors ? Alors, l'on se perdait un peu en conjectures autour de la corbeille pour tenter d'expliquer la forte résistance du marché à la baisse, résistance encore plus affirmée cette semaine que les précédentes.

En fait, il semble qu'il y ait au moins deux raisons à ce bon comportement. La première est l'espoir d'une détente générale des taux d'intérêt à la rentrée de septembre. Sous les colonnes du palais Brongniart, certains murmuraient même qu'une telle initiative pourrait s'inscrire dans le cadre d'un plan plus vaste destiné à frapper favorablement l'opinion. En tout cas, la fermeté très remarquée des établissements de crédit tend à prouver que cet espoir d'une baisse du loyer de l'argent est fermement ancré.

La seconde est d'ordre psychologique. Il semble que les investisseurs étrangers, britanniques en particulier, qui, ces derniers mois, avaient déserté la Bourse de Paris, s'intéressent de nouveau aux valeurs françaises. Ce regain d'intérêt ne s'est pas encore traduit par de très gros achats.

Mais ce qui est plus significatif, le « sentiment » de ces investisseurs, comme disent les professionnels, est lui aussi en train de changer. Assez pessimistes jusqu'ici, ils reprennent peu à peu confiance, et en même temps position. Il n'est pas douteux, en effet, que la Bourse fonde actuellement de grands espoirs sur la préparation du budget 1978, qui pourrait inclure certaines mesures (doublement de l'avoir fiscal, réévaluation des bilans, ou extension aux dividendes de l'abattement fiscal dont profitent les intérêts obligataires), dont elle aurait tout à gagner. Les rumeurs vont bon train. A l'évidence, leur confirmation, ou leur démenti, déterminera l'orientation du marché au cours des prochaines semaines.

ANDRE DESSOT.

Le redressement du dollar se poursuit

Confirmation du redressement du DOLLAR et du tassement du DEUTSCHEMARK ; faiblesse du DOLLAR CANADIEN : tels ont *été les faits marquants de cette* seconde semaine du mois d'août sur les marchés des changes.

La progression du DOLLAR a été particulièrement sensible vis-à-vis du DEUTSCHEMARK.

Le fléchissement du DEUTSCHEMARK a permis *d'atténuer les tensions* au sein du « *serpent européen* ».

Le FRANC FRANÇAIS, qui avait fortement monté la semaine précédente, a vu ses cours se stabiliser. Il a finalement fléchi vis-à-vis du DOLLAR et progressé par rapport au DEUTSCHEMARK.

Les avoirs officiels de change de la France ont diminué de 1 527 millions de francs en juillet pour s'établir à 101 587 millions de francs, les avoirs en or restant inchangés à 73 141 millions.

La LIVRE STERLING s'est bien comportée. La bonne tenue de la devise britannique et l'abondance des réserves monétaires ont permis à la Banque d'Angleterre de poursuivre sa politique de désescalade du loyer de l'argent. Le taux de l'escompte, qui avait été ramené de 8 à 7,5 % le 5 août, a ainsi été abaissé à " % le 12 août.

La faiblesse persistante du DOLLAR CANADIEN, dont le cours est tombé, le 9 août, en dessous de 0,93 dollar, a été l'un des faits marquants de la semaine. L'annonce d'une hausse de 0,9 % du coût de la vie au mois de juillet n'est pas faite pour conforter une devise qui risque de surcroît de pâtir d'une éventuelle hausse des taux d'intérêt aux États-Unis.

Sur le marché de l'or de Londres, le cours de l'once de métal précieux s'est effrité, s'établissant finalement à 144,90 dollars (contre 145,45 le vendredi précédent).

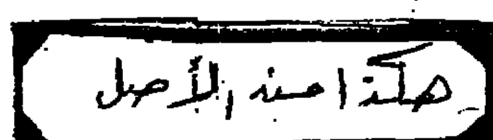
PHILIPPE LABARDE.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres..	—	1,7389	8,5440	4,2037	4,0481	61,9917	4,2611	1535,27
	—	1,7393	8,4486	4,1786	3,9943	61,5016	4,2334	1533,45
New-York.	1,7389	—	20,3520	41,3650	42,9553	2,8050	40,8079	0,1132
	1,7393	—	20,5867	41,6233	43,5443	2,8280	41,0846	0,1134
Paris.....	8,5440	4,9135	—	203,27	211,06	13,7826	200,51	5,5651
	8,4486	4,8575	—	202,18	211,51	13,7372	199,56	5,5095
Zurich....	4,2037	2,4175	49,2811	—	103,8445	6,7812	98,6533	2,7381
	4,1786	2,4025	49,4595	—	104,6157	6,7944	98,7028	2,7250
Francfort.	4,0481	2,3286	47,3796	96,2978	—	6,5361	95,0010	2,6367
	3,9943	2,2965	47,2774	95,5879	—	6,4946	94,3588	2,6047
Bruxelles.	61,9917	35,6500	7,2555	14,7466	15,3135	—	14,5480	4,0373
	61,5016	35,3600	7,2794	14,7180	15,3973	—	14,5275	4,0186
Amsterdam	4,2611	2,4505	49,8727	101,3650	105,2620	6,8737	—	2,7755
	4,2334	2,4340	50,1088	101,3111	105,9873	6,8834	—	2,7867
Milan....	1535,27	882,90	179,63	365,21	379,25	24,7687	360,29	—
	1533,45	881,65	181,50	366,97	383,91	24,9335	362,22	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.



BOURSE DE PARIS

Dans l'attente du budget

L'ARGENT FUGUEUR

III. — L'art d'investir... ailleurs

par MAURICE DENUZIÈRE

Plus subtils que le passage matériel des billets de banque en Suisse sont les méthodes de compensation et le « termaillage » pour protéger ses capitaux en certaines circonstances (notre précédent numéro). Mais il y a aussi l'art d'investir... ailleurs.

En plus des moyens déjà évoqués pour « passer de l'argent à l'étranger » ou tout simplement le retenir, et qui relèvent de la compensation occulte, du « termaillage », des manipulations comptables ou commerciales, des brevets fictifs, etc., il en existe d'autres qui, par le biais des investissements à l'étranger notamment, permettent aux possédants doués d'imagination, d'exporter des sommes considérables sous les apparences de la légalité.

Ces « montages », comme les appellent les spécialistes de la douane, frisent parfois l'escroquerie, et il arrive même que ceux qui désirent mettre leurs capitaux à l'abri soient floués par des organisateurs de fraude !

Depuis six ans, les investissements directs effectués par des Français à l'étranger ont pratiquement quadruplé, puisque le flux des capitaux sortants est passé de 2 740 millions de francs en 1970 à 8 109 millions en 1976. On peut considérer que, depuis 1974, l'augmentation annuelle des sorties de capitaux pour financer des prises de participation, des souscriptions au capital, des dotations et des constructions d'entreprises hors des frontières est en augmentation de 2 milliards de francs par an.

Il est intéressant de constater que, depuis 1970, ce sont les Etats-Unis qui paraissent attirer davantage les investisseurs, alors que la désaffection semble croître pour les pays de la Communauté européenne et le reste du monde.

Dans le même temps, les investissements étrangers en France ont sensiblement diminué, puisqu'ils sont passés de 5 881 millions de francs en 1970 à 4 913 millions en 1976, après avoir atteint le chiffre record de 8 560 millions en 1974. La balance des investissements français à l'étranger et des investissements étrangers en France, qui était encore en faveur de ces derniers en 1975, est devenue déficitaire de 3 196 millions de francs en 1976.

Ce renversement de tendance prouve peut-être le dynamisme de nos industriels et l'essor du commerce extérieur, mais démontre aussi que l'inquiétude politique pousse les uns à se créer des bases hors de l'Hexagone et les autres à réduire les risques réels ou supposés que ferait courir aux entreprises à capitaux étrangers l'application du programme commun de la gauche.

Les investissements à l'étranger sont soumis à autorisation du ministère des finances, où l'on se doute bien, rue de Rivoli, que toutes les intentions ne sont pas pures. Car, si les placements à l'étranger sont interdits par la loi, sont reconnus licites, en revanche, les investissements producteurs de revenus rapatriables. Il est à noter qu'une entreprise ayant créé une filiale à l'étranger a le droit, sans autorisation, de sortir 3 millions de francs par an pour assurer son développement, à condition toutefois de fournir des justificatifs de dépenses aux services compétents de la rue de Rivoli.

Des bases de repli

Mais, à terme, ces investissements à l'étranger ne peuvent-ils pas conduire à un appauvrissement du potentiel économique national ? Comment empêcher que les investisseurs choisissent d'aller au-delà des intentions officiellement exprimées et de s'exiler, après avoir transféré ailleurs une partie de leur capital, pour se créer un nouveau patrimoine ?

Nous connaissons un industriel important du nord-est de la France qui fabrique des objets de grande consommation et dont 85 % du chiffre d'affaires sont assurés par l'exportation. Il a décidé de construire, avec des associés américains, une grande usine en Caroline du Sud. Pour ce faire, il a été autorisé à sortir des sommes importantes. C'est une bonne chose pour le prestige français et une bonne perspective pour notre encaisse en devises. Mais ce patron dynamique ne cache pas qu'il compte, aux Etats-Unis, travailler dans de meilleures conditions qu'en France. « *Le climat social est plus détendu. On ne court pas le risque d'une grève quand on veut renvoyer un mauvais ouvrier, et les patrons ne sont pas considérés comme d'infâmes profiteurs, s'enrichissant de la sueur du peuple* », dit-il.

Il est bien évident que cette usine américaine est une base de repli. Si, demain, s'instaure en France un régime trop contraignant pour les entreprises, si la nationalisation peut être réclamée et obtenue par les ouvriers et employés d'une société, si la tutelle des comités ouvriers ou des syndicats devient la règle, il est probable que cet industriel choisira de s'expatrier, abandonnant ses usines françaises à leur sort, assuré qu'il sera de poursuivre librement ses activités à l'étranger. Le résultat pourrait bien être quelques centaines de chômeurs en plus.

Ce cas n'est pas unique. On sait qu'un grand constructeur d'avions a déjà transféré aux Etats-Unis les brevets de ses futurs appareils et engagé ses meilleurs chercheurs et ingénieurs à s'expatrier pour les exploiter outre-Atlantique. On sait aussi qu'une société d'alimentation à succursales multiples, qui couvre le sud-est de la France, construit en Arizona des cafétérias à la française et forme, à Saint-Etienne, des cuisiniers américains qui tiendront les fourneaux de ses filiales. On connaît des propriétaires solognots qui ont réalisé leurs biens pour acheter des forêts en Amérique du Sud et au Canada « *pour éventuellement fournir du bois aux usines de pâte à papier françaises !* »

Quoi qu'on dise rue de Rivoli, et même si de tels transferts de capitaux sont de nature à satisfaire ceux qui pensent que tout est bon pour handicaper un éventuel gouvernement de gauche, sous couvert d'investissements, certains industriels avisés constituent ainsi dans les pays où la libre entreprise n'est pas menacée des positions de repli.

Si la plupart usent de méthodes orthodoxes et attendent de voir ce que leur apporteront les élections de mars 1978, d'autres, par des voies moins loyales, ont déjà réussi des transferts intégraux.

Ainsi, l'an dernier, une société française spécialisée dans la vente de tableaux obtint l'autorisation d'ouvrir une filiale à New-York. Cette initiative relevant des investissements français à l'étranger, on lui accorda aisément l'autorisation de sortir la contrepartie de 1 million de dollars pour ses frais d'installation. Le remboursement des échéances à la société mère fut fixé à 350 000 dollars par an, qui devaient faire retour en France. On autorisa naturellement la même société à exporter des tableaux. Or, un mois avant la date de la première échéance, la société française déposa son bilan et disparut. Ainsi, capital et œuvres d'art avaient été transférés outre-Atlantique dans des formes légales. Aujourd'hui, le propriétaire de cette entreprise tient galerie à New-York, loin des atteintes du Trésor français.

Quant aux investissements immobiliers en Floride et en Californie, ils se multiplient par l'entremise de sociétés spécialisées qui font de la vente à crédit, un écran commode. Les Français ont droit, en effet, à la possession d'une résidence à l'étranger par famille, et leur banque est autorisée à transférer pour ce genre d'achats, sur justificatif, une somme de 150 000 francs. Le domaine immobilier espagnol a bénéficié largement de ces conditions au cours des dernières années, et en matière de sortie on autorisait jusqu'à 300 000 F par famille. Aujourd'hui, par le relais de prête-noms et de pseudo-lotissements, certains exportateurs de capitaux utilisent ce biais.

Il y a ceux aussi qui acquièrent des exploitations agricoles aux Etats-Unis ou au Canada. Ce type d'investissements se développe, encore que le nombre des dossiers déposés soit modeste : une dizaine en 1974, une trentaine en 1976, mais c'est encore une tendance qui indique le sens du flux financier. Les achats de valeurs mobilières étrangères se développent également, car la loi les autorise, à condition toutefois que les titres soient déposés dans une banque française. Comme nous l'a fait observer un haut fonctionnaire du Trésor : « *C'est de l'argent qui sort, mais ce n'est pas de l'argent dissimulé.* »

Parfois, les escrocs qui savent parfaitement exploiter les possibilités ouvertes par les circonstances économico-politiques réussissent à gruger les candidats fraudeurs.

Une quinzaine d'industriels français viennent d'en faire l'expérience. Etant donné l'encadrement du crédit en France, ces chefs d'entreprise avaient accepté la proposition d'un Suisse se déclarant capable de leur faire avoir des prêts importants par des banques helvétiques. Pour ce faire, il fallait tout d'abord verser une caution en liquide chez un notaire de Genève. Les sommes variaient de 50 000 à 150 000 F, suivant les montants des prêts sollicités. Les P.-D.G. intéressés prirent donc le risque de passer de l'argent en Suisse pour le remettre au notaire.

Les prêts ne furent évidemment jamais accordés. Les emprunteurs découvrirent un beau matin que l'établissement bancaire de leur démarcheur suisse ne figurait pas parmi les quatre mille banques que compte la Confédération ! Bien que se sachant en infraction, l'une des victimes résolut de porter plainte, ce qui fit découvrir l'abus de confiance.

La fuite des capitaux français apparaît d'ores et déjà comme une répétition des évasions monétaires dont l'Italie est victime depuis plusieurs années. D'après les spécialistes italiens, plus de 10 milliards de dollars auraient été transférés d'Italie en Suisse depuis deux ans, ce qui a ému certains dirigeants communistes et socialistes. Lugano, petite ville tranquille du Tessin, à 150 kilomètres de Milan, est devenue le refuge préféré des capitaux italiens. Au bord du lac dont elle porte le nom, la coquette cité de vingt-cinq mille habitants compte plus de trois cents banques ou sociétés financières. Dans son ouvrage *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, M. Jean Ziegler estime à plus de 15 milliards de dollars les capitaux en provenance d'Italie qui ont trouvé un abri sûr à Lugano, et la floraison des sièges sociaux — qui ne sont que des boîtes aux lettres — est telle qu'on cite le cas d'un avocat local, devenu P.-D.G. de plusieurs centaines d'entreprises... italiennes !

La caverne d'Ali Baba

Car la Suisse joue, dans le domaine des mouvements de capitaux, un rôle que certains considèrent comme équivoque. Si pour les uns la Confédération est « *un banquier universel qui n'a jamais failli à sa mission* », d'autres dénoncent en elle un « *receleur patenté du monde capitaliste* ». Cela tient à ce que le secret bancaire, dont la base légale est l'article 47 de la loi fédérale, qui prévoit des amendes et des peines de prison pour quiconque le trahirait, est toujours strictement respecté, et que le compte à numéro demeure une institution que critiquent surtout ceux qui n'ont pas les moyens d'en ouvrir un !

Or, tout l'argent qui trouve refuge en Suisse n'y reste pas, et les banquiers suisses ne nient pas que les fonds qui leur parviennent entrent dans les circuits lucratifs d'Europe et d'Amérique. Pour un banquier suisse, le silence est une sorte de religion. Homme courtois, mais de nature sceptique, il se méfie comme de la peste des journalistes.

Les comptes à numéro ? « *Ça existe, bien sûr, mais on n'en ouvre pas à n'importe qui. Il faut une sorte de parrainage. Moins on en tient, mieux on se porte, car ces comptes-là, dont un ou deux employés de confiance dans chaque établissement connaissent les titulaires, donnent beaucoup de travail.* »

Le volume d'argent ainsi camouflé aux yeux des indiscrets ? « *On est incapable de vous le dire.* » Les banques ne sont pas tenues, en effet, de communiquer aux autorités fédérales le détail, par poste, de leurs dépôts. Et puis, il y a les gens qui louent un coffre et y mettent ce que bon leur semble, des francs suisses, des marks, des dollars, de l'or. Ceux qui ont converti leurs francs français en francs suisses, il y a deux ans, ont fait un bon placement : 14 %. Les banques de Genève manquent d'ailleurs de coffres. Pour en installer de nouveaux, on creuse le sous-sol de la ville, qui devient peu à peu une vraie caverne d'Ali Baba. Certains établissements bancaires en sont à leur cinquième étage souterrain. Seule la nappe phréatique va limiter l'extension des galeries. Quand on arpente les rues de la Corraterie, du Rhône ou de la Confédération, on marche sur une fortune endormie.

Très sagement, les banquiers suisses savent conseiller leurs clients : « *Achetez des devises fortes, des obligations en eurodollars, en marks, en florins. Prenez des actions de bourse aux Etats-Unis, un peu d'or aussi, et même souscrivez aux emprunts français par l'intermédiaire de la Suisse...* », disent-ils. Car cet argent remis de sa peur, dès qu'il est entré au pays de Guillaume Tell, ne demande qu'à « travailler ».

L'épargne nationale suisse suffisant largement à assurer l'expansion économique du pays, c'est l'argent étranger qui finance des opérations de toutes sortes, contrôlées par des banquiers suisses, à travers le monde et même le tiers-monde.

Banquier de l'Europe inquiète, la Suisse n'a comme arme de dissuasion que l'assentiment universel des puissances, quelles que soient les idéologies qui les gouvernent. Tant qu'il en sera ainsi, l'argent fugueur y sera accueilli avec la complaisance que l'on accorde aux émigrés qui ne sont pas à charge.

Car ce n'est pas demain que la Suisse, malgré les critiques dont elle fait l'objet et les soucis que lui procurent cette avalanche d'or en fuite, dira à ses pratiques les mots que le savetier de la fable adressait au financier :

Rendez-moi mes chansons et [mon somme
Et reprenez vos cent écus.

FIN

(Jeudi 4 août.)

AU CENTRE DE L'INRA DU CAP D'ANTIBES

INSECTES CONTRE INSECTES

PRODUIRE chaque jour « en usine » quelque quatre cent mille vraies teignes, ravageuses de stocks alimentaires est une activité bien étrange. C'est pourtant à quoi se livre, entre autres choses, le laboratoire de l'Institut national de recherches agronomiques (I.N.R.A. - section zoologie) du cap d'Antibes. A deux pas des jardins Thuret où foisonnent cent quarante espèces d'eucalyptus, des plantes himalayennes, des *Juboea spectabilis* et autres énormes araucarias Bidwilli, on entre de plain-pied dans l'univers prodigieux des insectes.

En trois phrases, le « patron du labo » situe l'affaire. Sachant que tel infime puceron est potentiellement capable, à raison d'une génération tous les dix jours, de fournir une descendance dont le volume égale en moins d'un an celui du globe terrestre... Sachant, au temps de « la faim dans le monde », les ravages de ces impitoyables destructeurs de récoltes... Sachant qu'outre leurs dangers connus, les insecticides de synthèse voient leur efficacité s'atténuer à l'usage et, surtout, détruisent indistinctement nos ennemis phytophages et nos alliés entomophages... on détient la clé. Il s'agit non seulement de protéger les « insectes insectivores » mais de les multiplier afin de les lancer contre les « herbivores », espèces par espèces strictement « spécialisées » — les uns s'en prenant uniquement à telle plante, les autres agressant seulement le parasite de cette plante. Un implacable triangle où chacun vit de la mort de l'autre : végétaux, phytophages, entomophages.

Sur le terrain

Dans l' « usine » du cap le cycle est reconstitué : farines de céréales, teignes consommant la farine, trichogrammes parasites des teignes. Le minuscule trichogramme pond dans l'œuf du lépidoptère, sa larve s'en nourrit « *et*, commente le directeur du laboratoire, *au lieu d'une chenille destructrice on « voit » sortir un nouveau minuscule trichogramme... qui s'en va pondre ses œufs chez la teigne* ». C'est dit avec une sorte d'allégresse et l'on « voit » effectivement le « carnassier » miniature ouvrir cet inexorable ballet meurtrier. La rigoureuse démonstration en prend un air de poésie naturelle.

L'idée de base n'est certes pas nouvelle. Dès 1920 l'opinion des scientifiques était acquise à la guerre « *insectes contre insectes* » mais aujourd'hui la nouvelle vague « écologique » réclame une mise en application généralisée des résultats de la recherche. Hélas ! l'intendance ne suit pas toujours.

Des résultats, l'Institut du cap peut en produire à foison, non pas seulement en laboratoire mais sur le terrain (1). Récemment une nouvelle mouche blanche « importée » s'en prenait aux agrumes de la côte. L'identifier, rechercher son origine, son habitat, et trouver là-bas (en Amérique chaude) son ennemi intime, l'importer à son tour, le multiplier, le répandre... En deux ans la mouche était vaincue et les agrumes sauvés. La cochenille noire, responsable de la fumagine qui couvre les oliviers d'une véritable suie, a enfin trouvé son maître sous la forme d'une petite « guêpe » découverte sur la côte orientale d'Afrique du Sud. Après élevage, des lâchers opérés dans la région du Luc (Var) ont délivré les oliviers en une saison. Opération renouvelée avec le même succès dans les Alpes-Maritimes et les Pyrénées-Orientales. En Alsace, des lâchers de trichogrammes sont venus à bout de la pyrale du maïs, et dans la région parisienne la même offensive est organisée, à une échelle industrielle cette fois. (Pour les seuls trichogrammes le laboratoire a rassemblé cent dix « races » capables de s'en prendre aux ravageurs d'autant d'espèces végétales, du chou au pin.)

Le recours aux traitements chimiques ne saurait cependant être totalement exclu. Information et éducation devront permettre de situer la part et les conditions d'application des deux méthodes.

Mais, en dépit de ses actuelles interventions sur le terrain, le laboratoire n'a pas vocation pour organiser une diffusion à l'échelle industrielle. Il appartiendrait aux ministères responsables, aux chambres d'agriculture, aux syndicats agricoles, etc., de créer des « *usines d'entomophages* » — équipement léger pour une production importante — doublées d'un centre d'information et de distribution. Il semble qu'en France de petites unités adaptées aux besoins d'une région de production seraient plus souhaitables que de grandes « *usines centrales* » analogues à celles dont peut se satisfaire une agriculture de type extensif — comme aux Mexique ou en U.R.S.S., où quelque 8 millions d'hectares sont traités ainsi.

La Côte d'Azur « privilégiée »

Libéré des contrats d'intervention — qui contribuent à son financement — et d'un souci de vulgarisation, le laboratoire pourrait alors se consacrer plus exclusivement à la recherche. L'objectif pour demain est de réunir les conditions d'élevage des entomophages en milieu synthétique car en insectarium classique le milieu naturel doit être reconstitué pour chacun des trois étages : végétaux, phytophages, entomophages.

La démarche s'accomplit pas après pas. Dans un premier stade on peut voir des feuilles d'olivier « *enracinées* » qu'on substitue à l'arbre entier. Au-delà, on parvient à alimenter l'insecte avec des poudres qui n'étaient pas, à l'origine, sa nourriture spécialisée. L'avenir de l'industrialisation est dans ces « *dévants contrôlés* ». Il deviendra alors banal de procéder, au moment voulu, à des « *lâchers inondatifs* », de la même façon qu'on pulvérise les insecticides.

L'autre stratégie consiste à aller chercher dans leur pays d'origine les ennemis naturels des parasites. Dans la mesure où ils consentent à s'adapter aux conditions du nouveau milieu, ils prolifèrent au détriment de leur proie, elle-même dévastatrice de culture.

Il faut noter que la recherche de l' « ennemi » et de son habitat fait l'objet d'une réjouissante collaboration internationale des chercheurs qui savent trouver les astuces nécessaires pour franchir, parfois, des obstacles politiques. On a pu le voir à propos d'un pou particulièrement néfaste : son prédateur résidait « *entre Chinois et Russes* » et le « *ramener vivant* » a fait se transformer les entomologistes en aventuriers-diplomates. Autres promesses d'avenir, par des voies insolites...

Il reste que le cap d'Antibes demeure un lieu « privilégié » pour ce type de recherches. Bien contre son gré le laboratoire a sous la main un « matériel » en constant renouvellement. Le climat favorise, plus qu'ailleurs, l'installation de cultures exotiques. La flore de la Côte d'Azur est, pour une large part, importée et les amateurs (fortunés) de jardins extraordinaires introduisent bien souvent, avec une plante nouvelle, un nouveau ravageur que son « *ennemi* », la plupart du temps inconnu, n'a pas pu suivre. Alors commencent la chasse, les missions lointaines, les études et les expériences en laboratoire, la définition d'une stratégie. Une aventure, chaque fois différente. « *En quelques années*, précise le directeur, *nous avons ainsi identifié dix espèces introduites à conséquences particulièrement dangereuses.* » L'aiguillon, en somme entre ces quatre murs de béton (disgracieux) où la ligne de partage est indécise entre travail et passion.

JEAN RAMBAUD.

(Mercredi 27 juillet.)

(1) De réputation internationale, l'Institut exporte ses résultats et ses méthodes, reçoit des observateurs et des stagiaires venus des pays les plus éloignés et délègue des missions chargées d'études et d'assistance scientifique et technique. Effectifs : 50 personnes, dont 20 techniciens et 10 chercheurs.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire des journaux et publications n° 57 460

SPORTS

ATHLÉTISME

Suprématie des deux Allemagnes en Coupe d'Europe

Le stade olympique d'Helsinki, haut lieu de l'athlétisme européen, a été, durant deux journées, samedi 13 et dimanche 14 août, le théâtre d'une apothéose et d'une décadence.

L'apothéose, c'est celle des athlètes allemands, qu'ils soient de l'Est (huit victoires) ou de l'Ouest (cinq victoires). La décadence, c'est celle des Soviétiques, qui ne terminent qu'à la troisième place (deux victoires) de cette Coupe d'Europe, qu'ils remportèrent à trois reprises depuis sa création en 1965 : cruel retournement pour les spectateurs finlandais — ils étaient quarante mille — qui avaient assisté dans ce même stade, aux Jeux de 1952, à la révélation des athlètes de l'U.R.S.S., engagés dans la première compétition olympique de l'après-guerre. Si les Allemands bénéficient, de chaque côté de leur frontière, d'un entraînement rationnel, et surtout de cette émulation dans l'effort que provoquent les performances de leurs chefs de file, les Soviétiques accusent en revanche le désarroi d'une équipe qui ne compte plus, au moins dans les courses, ces individualités, du type de Kuts naguère ou de Borzov jusqu'à hier, qui ont fait leur renommée.

Derrière les géants allemands et le colosse soviétique chancelant, c'est encore et toujours la Grande-Bretagne, dernier bastion de l'amateurisme intégral, qui tire le mieux son épingle du jeu, enlevant les deux plus belles victoires individuelles : le 1 500 m, gagné par Ovett, et le 5 000 m, remporté par Rose.

Un résultat convenable

Les Finlandais, hôtes et héros de ces lieux il n'y a pas si longtemps — la statue de Nurmi orne l'entrée du stade et Lasse Viren, quadruple champion olympique, était dans les tribunes, — n'ont gagné que l'épreuve du disque, se classant à la sixième place, derrière la Pologne et devant les Français.

La France dont l'équipe est à 40 % antillaise, devance l'Italie, ce qui est, somme toute, un résultat convenable. Individuellement, Rousseau, au saut en longueur, nous aura valu une première place, tandis que Demarthon et Marajo se classaient troisièmes, respectivement au 400 mètres et au 800 mètres, ce qui incite néanmoins à la mélancolie quand on évoque les luttes au finish où s'illustrèrent sur cette même piste Mimoun et Jazy.

Deux champions de la R.D.A. auront dominé ces deux journées (dont la deuxième se déroula en partie sous l'orage) : le sprinter Eugen Ray, vingt ans, 1,85 m., 79 kg, un athlète puissamment musclé, modèle américain, qui par deux fois, au 100 mètres et au 200 mètres, éclipsa l'Italien Mennea et mit fin au règne de Borzov : le sauteur en hauteur Beilschmidt, qui frôla le record mondial du Soviétique Yachenko, échouant de peu à 2,34 mètres.

L'équipe féminine a confirmé au-delà de toutes prévisions la supériorité écrasante des Allemandes (11 victoires sur 15), ponctuée par deux records du monde (Karin Rossley au 400 mètres haies et Rosemarie Ackerman au saut en hauteur).

Voici donc les deux Allemagnes qualifiées pour la Coupe du monde, qui doit se disputer du 2 au 4 septembre à Düsseldorf. La troisième équipe, dite équipe d'Europe, comprenant les meilleures individualités d'Helsinki, sera désignée ce lundi 15 août.

AUTOMOBILISME

L'Australien Alan Jones devance Niki Lauda au Grand Prix d'Autriche

L'Autrichien Niki Lauda n'aime toujours pas la pluie et les pistes glissantes. Dimanche 14 août, dans le Grand Prix d'Autriche, il a montré encore une fois en début d'épreuve qu'il n'avait pas réussi à surmonter ses appréhensions. S'il s'est classé deuxième à 20 secondes du vainqueur, l'inattendu Australien Alan Jones (Shadow), c'est qu'au fur et à mesure que le grand prix se déroulait la piste, en séchant, avait retrouvé l'essentiel de ses qualités d'adhérence. Lauda n'a pas oublié son accident survenu il y a un an, au Nurburgring, précisément dans des conditions comparables. Il avait plu juste avant le départ et, par endroits, le circuit détrempé était un piège pour les pilotes. C'est dans une zone humide que Niki Lauda avait perdu le contrôle de sa Ferrari, qui avait percuté un talus, puis un rail de sécurité, avant de prendre feu.

De toute évidence, Lauda a gardé sinon un complexe du moins une prévention marquée pour les circuits glissants. S'il est sûr qu'il a retrouvé ses réflexes, toutes ses qualités de metteur au point et son goût de la victoire, il semble qu'il soit toujours pénalisé par ce handicap. Il a en tout cas réagi à Zeltweg comme il y a dix mois au Japon. Ce jour-là, la piste du mont Fuji était détrempée et Lauda avait volontairement abandonné dès le deuxième tour. Il renonçait, en agissant ainsi, à conserver son titre de champion du monde.

En Autriche, Lauda s'est laissé dépasser en début de course, évitant de prendre le moindre risque, mais il a progressivement refait son retard dès qu'il s'est rendu compte que le danger était moins grand. Sur la fin, la deuxième place assurée, Lauda a choisi une course tactique, c'est-à-dire de garder sa position. Il ne servait à rien de s'exposer pour essayer de rattraper Jones, qui n'est en aucune façon dangereux pour le championnat de monde. Jones était même le vainqueur que pouvait souhaiter Lauda, dans la mesure où les points qu'il marquait n'étaient plus à prendre par d'autres.

La preuve est cependant faite que Lauda reste vulnérable sur un point, et qu'il n'est pas tout à fait redevenu le pilote qu'il était avant son accident. Le Grand Prix d'Autriche a bien arrangé ses affaires pour la conquête du titre mondial. Ses principaux adversaires, Scheckter, Andretti, Hunt, ont été contraints à l'abandon, et Lauda, avec sa deuxième place, compte désormais 16 points d'avance sur Scheckter, 22 points sur Andretti et 32 points sur Hunt. C'est un écart important, et il faudrait beaucoup de pluie et de circuits glissants dans les cinq dernières épreuves pour que Scheckter, Andretti ou Hunt conservent une chance raisonnable de le menacer.

FRANÇOIS JANIN.

Les résultats

Athlétisme

COUPE D'EUROPE
FINALE

100 mètres. — 1. Ray (R.D.A.), 10 sec. 12 ; 2. Mennea (It.), 10 sec. 29 ; 3. Borzov (U.R.S.S.), 10 sec. 33 ; … 5. Sainte-Rose (Fr.), 10 sec. 52.

200 mètres. — 1. Ray (R.D.A.), 20 sec. 86 ; 2. Borzov (U.R.S.S.), 21 sec. 10 ; 3. Bennett (G.-B.), 21 sec. 27 ; … 5. Arame (Fr.), 21 sec. 48.

400 mètres. — 1. Herrmann (R.F.A.), 45 sec. 92 ; 2. Podlas (Pol.), 46 sec. ; 3. Demarthon (Fr.), 46 sec. 33.

800 mètres. — 1. Wuelbeck (R.F.A.), 1 min. 47 sec. 21 ; 2. Beyer (R.D.A.), 1 min 47 sec. 29 ; 3. Marajo (Fr.), 1 min. 47 sec 40.

1 500 mètres. — 1. Ovett (G.-B.), 3 min. 44 sec. 94 ; 2. Wessinghage (R.F.A.), 3 min. 45 sec. 38 ; 3. Paunonen (Fin.), 3 min. 45 sec. 8 ; … 5. F. Gonzalès (Fr.), 3 min. 46 sec. 56.

5 000 mètres. — 1. Rose (G.-B.), 13 min. 27 sec. 84 ; 2. Sellik (U.R.S.S.), 13 min. 29 sec. 20 ; 3. Fleschen (R.F.A.), 13 min. 29 sec. 44 ; … 6. Boxberger (Fr.), 13 min. 45 sec. 50.

10 000 mètres. — 1. Peter (R.D.A.), 27 min. 55 sec. 50 ; 2. Uhleman (R.F.A.), 27 min. 53 sec. 79 ; 3. Moisev (U.R.S.S.), 28 min. 3 sec. 60 ; … 7. Gomez (Fr.), 28 min. 15 sec. 66.

110 mètres haies. — 1. Munkel (R.D.A.), 13 sec. 37 ; 2. Pusty (Pol.), 13 sec. 60 ; 3. Perevertsev (U.R.S.S.), 13 sec. 63 ; … 7. Sellier (Fr.), 14 sec. 57.

3 000 mètres steeple. — 1. Karst (R.F.A.), 8 min. 27 sec. 87 ; 2. Baumgartl (R.D.A.), 8 min. 31 sec. 53 ; 3. Kantanen (Fin.), 8 min. 33 sec. 27 ; … 8. Gauthier (Fr.), 9 min. 12 sec. 9.

4×100 mètres. — 1. R.D.A., 38 sec. 54 ; 2. U.R.S.S., 39 sec. 27 ; 3. Pologne, 39 sec. 38 ; … 6. France 40 sec. 6.

4×400 mètres. — 1. R.F.A., 3 min. 2 sec. 68 ; 2. R.D.A., 3 min. 3 sec. 23 ; 3. Pologne, 3 min. 3 sec. 83 ; … 5. France, 3 min. 5 sec. 22.

Hauteur. — 1. Beilschmidt (R.D.A.), 2 m 31 ; 2. Wszola (Pol.), 2 m 28 ; 3. Grigoriev (U.R.S.S.), 2 m 20 ; … 6. Poaniewa (Fr.), 2 m 11.

Longueur. — 1. Rousseau (Fr.), 8 m 05 ; 2. Podluzni (U.R.S.S.), 7 m 94 ; 3. Mitchell (G.-B.), 7 m 94.

Triple saut. — 1. Piskoulin (U.R.S.S.), 17 m 09 ; 2. Kukaarvi (Fin.), 16 m 32 ; 3. Biskupski (Pol.), 16 m 19 ; … 5. Lamitié (Fr.), 16 m 07.

Perche. — 1. Kozakiewicz (Pol.), 5 m 60 ; 2. Kalliomaki (Fin.), 5 m 35 ; 3. Lobre (G.-B.), 5 m 30 ; … 5. Belot (Fr.), 5 m 25.

Poids. — 1. Beyer (R.D.A.), 21 m 65 ; 2. Stahlberg (Fin.), 20 m 90 ; 3. Reichenbach (R.F.A.), 20 m 42 ; … 8. Beer (Fr.), 18 m 07.

Marteau. — 1. Riehm (R.F.A.), 75 m 90 ; 2. Sachse (R.D.A.), 74 m 60 ; 3. Sedykh (U.R.S.S.), 73 m 60 ; … 7. Suriray (Fr.), 66 m 12.

Disque. — 1. Tuokko (Fin.), 67 m 06 ; 2. Schmidt (R.D.A.), 66 m 86 ; 3. Vikor (U.R.S.S.), 61 m 50 ; … 7. Piette (Fr.), 57 m 08.

Javelot. — 1. Grebnev (U.R.S.S.), 87 m 18 ; 2. Hovinnen (Fin.), 84 m 06 ; 3. Bielczyk (Pol.), 79 m 62 ; … 6. Lutui (Fr.), 74 m 42.

Classement. — 1. R.D.A., 123 pts ; 2. R.F.A., 110 ; 3. U.R.S.S., 99 ; 4. Grande-Bretagne, 93 ; 5. Pologne, 91 ; 6. Finlande, 82 ; 7. France, 69 ; 8. Italie, 52.

Chez les dames, la R.D.A. (114 pts) s'est imposée devant l'U.R.S.S (93 pts), la Grande-Bretagne (67 pts), la R.F.A. (67 pts), la Pologne (57 pts), la Roumanie (54 pts), la Bulgarie (52 pts) et la Finlande (35 pts).

Deux records du monde ont été battus par les Allemandes de l'Est sur 400 mètres haies par Karin Rossley (55 sec. 63) et au saut en hauteur par Rose-Marie Ackermann (1 m 97).

Automobilisme

GRAND PRIX D'AUTRICHE

1. Jones (Shadow), les 54 tours en 1 h. 37 min. 16 sec. 49/100 (moyenne 197,94 km-h.) ; 2. Lauda (Ferrari), à 20 sec. ; 3. Stuck (Brabham), à 34 sec. ; 4. Reuteman (Ferrari), à 35 sec.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts ; 2. Scheckter, 38 ; 3. Reutemann, 34 ; 4. Andretti, 32 ; 5. Hunt, 22 ; 6. Nilsson, 20 ; 7. Mass, 17.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION
(première journée)

GROUPE A

*Arles b. Besançon	1-0
*Alès b. Avignon	3-2
*Martigues b. Toulouse	5-0
*Cannes b. Toulon	3-2
*Chaumont b. Fontainebleau	2-1
*Saint-Dié et Ajaccio	2-2
Auxerre b. *Melun	2-0
Epinal b. *Haguenau	1-0
Angers b. *Béziers	1-0

Tennis

L'Espagnol Manuel Orantes a gagné le championnat des États-Unis sur terre battue en battant en finale l'Américain Jimmy Connors 6-1, 6-3. L'Espagnol avait déjà gagné ce titre en 1973 et 1975.

Voile

ADMIRAL'S CUP

1. Angleterre, 1 130 pts ; 2. États-Unis, 1 084 ; 3. Hongkong, 921 ; 4. Allemagne de l'Ouest, 877 ; 5. Italie, 871 ; 6. France, 795 ; 7. Australie, 782 ; 8. Espagne, 779 ; 9. Irlande, 778 ; 10. Argentine, 747.

COUPE DE L'AMERICA

« Australia » a gagné sa troisième régate des demi-finales en battant « France-I » de 8 mn. 54 sec. « Gretel-II » a obtenu sa deuxième victoire contre « Sverige » qui a cassé son mât.

COURSE DE « L'AURORE »

Classement général. — 1. Gabinet, « Rallye », 247 h 1' 26" ; 2. Morvan, « Saumon P.C. », 247 h. 59' 26" ; 3. Malinovsky, « Roumec Delouvrier », 248 h 16' 38" ; 4. Elies, « Morbic IV », 248 h 56' 30" ; 5. Lupven « Equinoxe », 250 h 49' 44".

CHAMPIONNAT DU MONDE DES 505

Classement général. — 1. Coclough-Brown (G.-B.), 6 pts ; 2. Bixby-Tuttle (E.-U.), 37 pts ; 3. Taylor-Honey (E.-U.), 40,7 ; 4. Kirwood-Kirwood (E.-U.), 48 ; 5. Rouet-Jolly (Fr.), 57,1.

Volley-ball

L'Union soviétique a gagné le championnat d'Europe juniors féminin en battant en finale la Tchécoslovaquie par 3 sets à 2.

ARTS ET SPECTACLES

Bilan et propositions pour les musées

En dressant le bilan de l'activité des musées au cours des dix dernières années, mercredi 10 août devant le conseil des ministres, M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a demandé qu'un effort particulier soit fait, en 1978, en faveur de la culture, notamment dans le domaine des musées, de l'architecture et des monuments historiques.

Il a présenté une série de mesures qui doivent, après la réalisation du centre Georges-Pompidou, donner, dès l'an prochain, davantage de moyens au Louvre et au château de Versailles notamment.

A plus long terme, le ministre a soumis au gouvernement, qui l'a adopté, un projet de loi-programme destiné à définir le calendrier des grandes opérations en cours ou à venir.

Beaubourg a été la « grande affaire » culturelle de ces dernières années. D'un côté, il a suscité un espoir ; de l'autre, il a provoqué un ressentiment dans les musées nationaux qui vivent grâce aux subventions de l'Etat. Ils recevaient ordinairement peu. Pendant les années de la réalisation de Beaubourg, ils ont reçu encore moins. L'année 1977 a été budgétairement l'année noire des musées de France. Le budget de fonctionnement des trente et un musées nationaux, dont le Louvre, a été d'environ 97 millions de francs en 1977 contre… 131 millions pour Beaubourg, à lui seul.

Or les musées nationaux sont, de tous les secteurs dits de « consommation culturelle » le seul qui soit, pour employer un terme économique, en « expansion ». Les entrées dans les spectacles baissent ; dans les musées, elles augmentent. Depuis 1960, le cinéma a perdu 50 % de ses spectateurs, le théâtre à peine un peu moins (— 40 % pour les théâtres nationaux et — 39 % pour les théâtres privés) tandis que, dans le même temps, les musées enregistrent un taux de croissance de 150 %, passant de 3,5 millions d'entrées en 1960 à 8,5 en 1974.

La revendication des musées de France est claire : que l'on donne à peu près aux autres musées nationaux ce qu'on a donné à Beaubourg, afin de passer d'un « budget de subsistance » à un « budget d'expansion ». Pendant que Beaubourg était en cours de réalisation, les autres musées ont mis au point leur plan de développement et attendent de recevoir les moyens de les appliquer.

C'est cette revendication que M. d'Ornano a trouvée en entrant rue de Valois. Il veut y répondre en faisant pour 1978 un effort particulier. On croit que nos musées sont « grands ouverts » : en réalité, ils sont partiellement clos. Les visiteurs qui parcourent la grande galerie du Louvre ignorent que 30 à 40 % des salles sont fermées par roulement, à cause du nombre insuffisant de gardiens. Et ceux de Versailles savent bien qu'ils n'ont droit qu'à la visite des appartements royaux. Ils ne soupçonnent pas que quinze superbes salles comprenant de très grandes peintures historiques pourraient leur être ouvertes… si les conservateurs disposaient des gardiens nécessaires.

Les problèmes de sécurité sont devenu la pierre d'achoppement des musées. Ils conditionnent l'« ouverture » véritable du musée, car à mesure que s'accroît l'importance du public, augmentent les risques d'accident et de vol. En attendant que soient mis en place de nouveaux moyens de sécurité, la direction du Louvre a dû faire retirer des vitrines les objets trop précieux qui exciteraient la convoitise des voleurs.

C'est pour remédier à cette situation scandaleuse que M. d'Ornano a demandé pour 1978 la création de cent vingt emplois de surveillants, alors qu'on n'en avait créé que trente en 1976 et aucun en 1977. Ils permettront enfin, assure-t-on, d'ouvrir aux visiteurs l'ensemble des salles du Louvre et du château de Versailles. C'est un événement. Cela ne s'était pas vu depuis des années. De plus, à compter du 1[er] janvier 1978, le Louvre restera partiellement ouvert jusqu'à 20 heures (antiquités grecques, grande galerie, peinture française et italienne, Rubens).

Grâce à une augmentation des crédits d'équipement, les musées vont voir leurs moyens plus que doubler d'une année à l'autre : ils passeront de 40 millions de francs à 91 millions, mais il convient de se souvenir qu'ils avaient diminué de 40 % en 1977 (1).

Un autre facteur déterminera l'avenir des musées en France : l'accroissement des acquisitions. Parmi les pays industrialisés, et mis à part le cas tout à fait récent de Beaubourg, c'est la France qui consacre le moins de crédits par tête d'habitants à l'achat d'œuvres d'art. En Grande-Bretagne, pays dont la situation économique passe pour être moins bonne que celle de la France, la National Gallery de Londres reçoit à elle seule autant que nos trente et un musées nationaux.

Certes, le Louvre peut bénéficier de crédits exceptionnels lorsque se présente une occasion exceptionnelle, comme ce fut le cas pour l'achat des « Tricheurs » de Georges de La Tour. Et, d'une manière générale, nos musées bénéficient d'une disposition de loi qui leur permet de s'enrichir considérablement sans bourse délier, grâce aux dations en paiement, qui autorisent les particuliers à régler leurs droits de succession en œuvres d'art. Mais cela ne donne pas à nos musées le moyen d'avoir une politique d'acquisitions concertée qui permette, ici, de combler les lacunes des collections nationales, là, d'acheter avant que n'augmentent les prix du marché, lorsqu'une découverte est faite dans le monde.

Enfin, il existe encore en France des collections privées qui comptent des œuvres importantes. Il est fatal qu'elles soient, un jour ou l'autre, mises à l'encan, les grandes fortunes privées tendant peu à peu à se défaire. Les musées nationaux réclament les moyens d'être présents sur le marché lorsque l'occasion s'en présentera. C'est peut-être, a fait remarquer M. Emmanuel de Margerie, directeur des musées de France, une des dernières périodes où des œuvres d'art importantes, encore en possession de particuliers, peuvent être acquises.

Une loi-programme

Pour l'instant, faute de crédits d'acquisition supplémentaires, l'une des armes choisies par M. d'Ornano, pour éviter le drainage vers l'étranger des dernières œuvres d'art importantes non encore entrées dans les musées, est d'ordre juridique, par la prochaine modification de la loi de 1941 définissant le régime de l'exportation des œuvres d'art.

Les prévisions à long terme annoncées par M. d'Ornano sont plus riches en promesses. La loi-programme adoptée par le gouvernement doit être étudiée pendant l'été, afin d'être soumise à l'automne prochain à l'Assemblée nationale. Elle reprend les grandes réalisations en cours (laissées en sommeil pendant que bourdonnait le chantier de Beaubourg) et celles à venir, en s'inspirant de la loi-programme qu'André Malraux avait avait fait voter pour la restauration des grands monuments historiques.

Cette nouvelle loi-programme concerne la modernisation, pour l'instant partielle, du Louvre, et principalement l'amélioration des conditions d'accueil du public dans la partie centrale, ainsi que l'aménagement des galeries entourant la cour Carrée après le transfert de l'Ecole du Louvre au palais de Tokyo.

Parmi les autres projets :

— La restauration des décors intérieurs du palais de Versailles (musée de l'histoire de France), du château de Compiègne (musée du Second Empire) et du château de Fontainebleau ;

— La réalisation, dans les trois ans à venir, du musée Picasso à l'hôtel Salé dans le Marais ;

— L'étude pour le transfert et la création de musées dans les monuments historiques (comme c'est le cas au château d'Ecouen, futur musée de la Renaissance, dont l'inauguration est prévue pour la rentrée). L'encouragement à créer de nouveaux musées d'archéologie, d'histoire et d'ethnologie, qui suscitent un grand intérêt parmi le public en France.

La grande réalisation de cette loi-programme sera le musée du dix-neuvième siècle, gare d'Orsay (lequel couvrira en fait la deuxième moitié du dix-neuvième siècle et la première décennie du vingtième, périodes particulièrement riches de la création artistique en France). Il accueillera les collections impressionnistes du Jeu de Paume, des post-impressionnistes, des symbolistes et suivants, partiellement exposées au palais de Tokyo, ainsi qu'un témoignage de l'ensemble de la production artistique de cette période : sa sculpture, son mobilier, son décor, sa photographie et même une évocation de la littérature.

M. d'Ornano a annoncé la formation d'une mission pour l'aménagement d'Orsay, dont l'objectif sera d'établir le programme architectural et muséo-graphique. (Un premier avant-projet avait déjà été étudié par l'architecte Patrick O'Byrne.)

Mais le musée d'Orsay ne sera pas prêt avant 1985, au plus tôt. L'important est que la décision de le réaliser soit entérinée : M. Giscard d'Estaing a, en effet, demandé à M. d'Ornano de procéder sans tarder au transfert de propriété du bâtiment de la S.N.C.F. au ministère de la culture et de l'environnement.

JACQUES MICHEL.

(Vendredi 12 août.)

(1) Les crédits de Beaubourg seront reconduits : 132 millions de francs pour le fonctionnement en 1978 (contre 131 millions en 1977), tandis que les crédits d'équipement, qui s'élevaient à 51 millions l'an dernier, seront en diminution en 1978.

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE...

MERCREDI 10 AOUT

PARIS. — *La quatrième réunion des représentants de la majorité, consacrée à la préparation des élections législatives, tourne à l'avantage des amis de M. Chirac. Ceux-ci obtiennent, en effet, l'accord de leurs partenaires du parti républicain, du Centre des démocrates-sociaux et du Centre national des indépendants pour la mise sur pied d'un simple « manifeste » de la majorité et non d'un programme de législature.*

Toutefois, dans les milieux proches de l'Elysée on ne semble pas considérer que le problème soit définitivement tranché, et on juge que la décision prise revêt un caractère « positif mais insuffisant ».

MONTEVIDEO. — *Le gouvernement uruguayen a annoncé que des élections présidentielle et parlementaires auront lieu en novembre 1981. Le président Aparicio Mendez, désigné le 1[er] septembre 1976 à la tête de l'Etat par les forces armées, a pris cette décision à la demande des chefs militaires.*

WASHINGTON. — *Les autorités de l'Institut national de la santé américaine ont annoncé, au cours d'une conférence de presse, qu'un médicament contre les encéphalites à virus herpétique avait été utilisé avec succès.*

Ce produit, l'adenine arabinoside, d'après le docteur Charles Alfred, de l'université de l'Alabama, a fait chuter le taux de mortalité des patients atteints d'encéphalites herpétiques de 70 à 18 %. Selon le docteur Richard Krause, directeur de l'Institut national américain des allergies et des maladies infectieuses, ce médicament pourrait être utilisé pour combattre d'autres maladies à virus, telles que la varicelle et le zona.

JEUDI 11 AOUT

PARIS. — *Le conflit du Parisien libéré — qui, avec une durée de vingt-neuf mois, est le plus long qu'ait jamais connu la presse française, — est sur le point de trouver une solution définitive.*

Après avoir reçu M. Claude Bellanger, président-directeur général du Parisien libéré, pendant une heure et demie, M. Beullac, ministre du travail, a rencontré pendant près de treize heures six représentants de la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T. et du Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. A l'issue de cette réunion-marathon, seulement interrompue de quelques brèves suspensions de séance, M. Beullac a donné lecture d'un communiqué dans lequel il affirme qu'un accord a pu se dessiner. Le ministre du travail a ajouté qu'il lui « donnera son aval mardi 16 août, s'il n'apparaît pas entre-temps de contestations sur sa forme et son fond ».

MOSCOU. — *Pour la première fois depuis dix ans le prince Souphanouvong, président de la République démocratique populaire lao, fait une*

PEKIN. — *Des indications recueillies par la presse japonaise confirment que le XI[e] congrès du parti communiste chinois est bien réuni à Pékin. Ses travaux ont notamment pour but de définir un nouvel équilibre des pouvoirs. Le précédent congrès, qui s'était tenu en 1973, avait duré dix jours.*

VENDREDI 12 AOUT

WASHINGTON. — *Le programme américain de navette spatiale franchit une étape importante. Pour la première fois, en effet, l'« orbiter », qui est la partie principale de la navette, est largué à 6 700 mètres d'altitude. Tel un gigantesque planeur, l'« orbiter », piloté par les astronautes Fred Haise et Gordon Fullerton, a fait son premier vol libre et son premier atterrissage.*

Destinée à réaliser ses premiers essais dans l'espace en 1979, pour devenir opérationnelle en 1980, la navette spatiale est l'élément principal du nouveau programme de la NASA, qui devrait autoriser, au cours des années 80, plus d'un lancement par semaine. Lors de chacune de ses missions, la navette devra revenir par ses propres moyens se poser, tel un avion, sur une piste d'atterrissage ; ce vol est la première répétition de la manœuvre finale d'approche de ces futurs vols spatiaux.

SAMEDI 13 AOUT

PARIS. — *Le cap du million de demandeurs d'emploi (en données observées) a été de nouveau franchi en France, en juillet, après trois mois de ralentissement saisonnier. Deux chiffres illustrent la dégradation de la situation : le nombre des demandeurs (1 004 300) est supérieur de 300 000 à ce qu'il était il y a un an (+ 24,2 % exactement) ; le nombre des offres est inférieur de 25,2 % à celui de juillet 1976.*

LA HAVANE. — *Anibal Escalante, ancien dirigeant du parti communiste cubain, accusé de fractionnisme en 1968, et condamné à quinze ans de prison, est mort à l'âge de soixante-sept ans. Il avait fait l'objet d'une remise de peine et, après avoir passé quelques années en Tchécoslovaquie, était revenu à Cuba, où il travaillait dans une ferme.*

LONDRES. — *Les émeutes qui opposent, à Lewisham, dans le sud-est de Londres, les militants du Front national aux manifestants antiracistes de gauche font plus de cent blessés, dont plus de la moitié de policiers. Deux cent quatorze arrestations sont opérées. Jamais, depuis les manifestations de Grosvenor Square, en 1968, en pleine guerre du Vietnam, la capitale britannique n'avait connu pareilles scènes de violence.*

DIMANCHE 14 AOUT

PARIS. — *Trois manifestations ont lieu en France :*

— En Corse, huit mille personnes assistent à un rassemblement autonomiste près de Bastia ;

— Sur le plateau du Larzac, près de cinquante mille personnes participent à une manifestation « non violente et pacifique » pour protester contre l'extension du camp militaire ;

— A Flamanville (Manche), environ deux mille personnes se retrouvent à une « fête anti-nucléaire » pour exprimer leur opposition à la construction d'une centrale nucléaire.

LE CAIRE. — *Le président Sadate annonce qu'il a décidé de suspendre les exportations de coton égyptien à destination de l'U.R.S.S., en raison de l'embargo soviétique sur les pièces de rechange destinées à l'armée égyptienne.*

Une anthropologie par l'image

Les Noirs vus par les Anciens

La Méditerranée, où s'articulent trois continents, n'a cessé de jouer un rôle exceptionnel pour l'identification réciproque des sociétés. Et même, semble-t-il, des plus lointaines. Il existe des vases grecs de la fin du sixième siècle, c'est-à-dire tout de même d'une haute époque, qui sont des petites cruches ou pots en forme de tête. Un aryballe (Athènes) figure un Noir bien reconnaissable aux grosses lèvres et aux petites pastilles destinées à traduire une chevelure crépue ; un canthare (Boston), un peu plus grand, ajoute à ces traits des rides indiquant un vieil homme. Fort, précis, rien de grotesque. L'Africain a évidemment été regardé avec la curiosité non exempte de sympathie que les Grecs savaient mettre en œuvre. C'est un peu l'aïeul amusant de ces pots paysans à face hilare qu'on trouvait autrefois dans les foires de nos campagnes. Mais ces objets d'usage et de fantaisie prouvent, du moins, qu'avant même Hérodote, les Athéniens avaient quelque idée de la race noire ou, si l'on veut, des ethnies du sud de la Méditerranée.

Le Scythe blond et l'Ethiopien noir

D'autres vases, toujours pas très hauts (moins de 20 centimètres), mais vigoureusement peints, des mêmes dates (vers 500 avant notre ère), et traités avec une aisance divertissante, présentent deux faces opposées (Bruxelles, Boston) : une blanche et une noire. Quand on les tourne, ces pots de terre cuite « janiformes », de manière à fixer les deux profils, le brio du peintre-céramiste pour définir le contraste des traits et des types en un objet bicolore ne fait pas seulement sourire. On est en présence d'un savoir anthropologique déjà formé sur les caractéristiques distinctes de l'humanité septentrionale et de l'humanité méridionale. L'écho s'en trouve chez certains présocratiques, pour qui tout tournait autour de l'opposition fondamentale du Scythe blond et de l'Ethiopien noir. Opposition qu'on retrouvera en écho dans les traités dits de « physiognomonie » jusqu'au dix-septième siècle, moyennant un petit effort pour y faire tenir les Indiens cuivrés d'Amérique. La théorie, assez facile à nuancer, du climat déterminant (Montesquieu et l'abbé Du Bos diront-ils autre chose ?) aidait à rendre compte de la diversité des types humains. Ceci dit, il était bien tentant, comme l'a écrit avec humour J. D. Beazley, quand on disposait du magnifique vernis noir de la céramique athénienne antique, d'en tirer parti pour faire surgir les traits « éthiopiens ».

L'exotisme est ce qui naît de l'image de l'autre, du lointain, de l'étranger. Mais l'abondance même des pièces est finalement digne d'attention. Cheveux crépus, nez épatés, lèvres épaisses, etc., abondent non seulement dans la céramique anthropomorphe, mais dans les pendentifs, les masques, les statuettes, les mosaïques, les bijoux. A tel point qu'un professeur de l'Université du Cameroun a pu exploiter ces œuvres parmi les « sources grecques » de l'histoire négro-africaine, tant leur diversité répond à ce qu'on peut toujours observer aujourd'hui. Rien n'indique à Rome — pas plus qu'en Grèce — une attitude systématiquement désobligeante. Certains l'ont cru un peu vite, parce que, plus on avance vers l'époque impériale, plus on trouve de bouffons, d'acteurs, de pugilistes, voire de palefreniers nègres dans les bronzes ou dans les peintures. Parfois, mais rarement, ils rentrent — comme tant d'autres — dans des contorsions grotesques. Accroupi sous un capuchon pour former une petite lampe, taillé avec toutes ses boucles dans le basalte, silhouetté sur une mosaïque claire, le type africain est devenu un élément « pittoresque » de choix. Il y a un attrait du Noir pour l'Antiquité méditerranéenne, l'attrait d'un type humain qui intrigue, mais qu'on ne méprise pas. Le beau portrait de Memnon, fils adoptif d'Hérode Atticus, au deuxième siècle ap. J.-C., que l'habituel effacement du nez a rendu pareil à un boxeur rêveur, est l'effigie d'un *litteratus* noir et d'une individualité. Aucun « racisme » derrière tout cela. Telle est, du moins, l'intéressante conclusion d'un savant qui donne le ton par sa contribution à un bel et important ouvrage sur *l'Image du Noir dans l'art occidental*, Office du Livre, Fribourg (1).

Nubiens et Pygmées

Trois volumes sont annoncés pour récapituler les attitudes des sociétés antiques puis du monde chrétien à l'égard de l'humanité africaine, et enfin les mépris et les remords de l'âge moderne à l'égard de peuples trop facilement asservis. Avec sagesse, l'instigatrice de l'entreprise, Dominique de Menil, a choisi la ligne directrice des « images », de la figuration. Les chapitres demandés aux savants compétents donnent lieu à un magnifique flux d'illustrations réunies pas L. Bugner. L'inlassable activité artistique de l'Occident permet d'identifier toutes sortes de réactions simples, très différentes de ce que connaît le vingtième siècle et plus intéressantes que les douteuses reconstitutions historiques. Le directeur de l'Unesco, qui préface poliment le premier tome consacré à l'Egypte et au monde antique, semble regretter un peu ce parti ; mais la publication lui doit une grande tenue. L'image possède ici un formidable pouvoir d'information.

Pour l'époque antérieure à l'ère chrétienne, l'Egypte joue un rôle exceptionnel et un peu encombrant. Dix siècles avant les Grecs. Et leurs vases janiformes, l'implacable célébration des victoires illustrées par les grappes de vaincus sous les pieds des pharaons, les magnifiques fresques des tombes, comme celle de Rekhmaré (Thèbes) où défilent les tributaires nubiens avec singes, peaux de léopard et défenses d'ivoire, et puis, là aussi, déjà les statuettes, les vases à parfum anthropomorphes, fournissent des silhouettes impossibles à méconnaître. Mais les Nubiens, les Soudanais, sont-ils de vrais représentants de l'Afrique ? Les égyptologues ont quelque peine à identifier ici le « vrai » Noir. Sauf, péripétie singulière, l'apparition précoce des Pygmées ; dans un texte magique qui remonte au-delà de 2300 avant J.-C., est mentionné le merveilleux Pygmée danseur « qui divertit le dieu au pied de son trône ». Mais pas de Pygmée dans les représentations. On en trouvera peut-être un jour. En tout cas, les nains noirs, traités comme des *putti* joueurs, seront, deux millénaires plus tard, un thème à la mode des mosaïques « nilotiques », à côté des bruns spectateurs d'Isis. Etrange Egypte !

Alors, le merveilleux, le fantastique, l'imaginaire ? L'épaisse Afrique était moins connue, ou même devinée, par le monde méditerranéen que l'Asie. Les Grecs ont recueilli des figures typiques, mais non des légendes, à l'inverse de ce qui s'est passé pour l'Inde après Alexandre. Ils n'ont pas peuplé l'Afrique de monstres imaginaires, comme ils ont fait pour l'Orient et la Chine. Sur les cartes médiévales, où les terres lointaines sont signalées par quelque créature bizarre, c'est à l'est qu'elle pullulent. Les zones, il est vrai, se confondent à la périphérie : l'Ethiopie, pays des Noirs, monde complémentaire de l'Europe, couvre tantôt le fond de l'Inde, tantôt une partie de l'Afrique. Un grand historien, A. Wittkower, a naguère rendu compte du mécanisme de ce qu'il a judicieusement nommé « la migration des symboles » (2). Les monstres existent à partir des récits ; ils prennent consistance, ils surgissent, au point de rencontre des légendes et du voyage. Quelqu'un raconte, voilà tout. Un croquis, un modelage, confère l'existence à l'improbable. La forme apporte une évidence. Or, les singularités fantastiques : cynocéphales, hommes sans tête — c'est-à-dire à face pectorale — ne sont signalés en Afrique que par dérivation des fables de l'Asie. Et quand apparaît le Nouveau Monde, ils ont tendance à y émigrer (3). Tout cela pour dire que l'image du Noir est restée relativement pure dans le monde antique : elle occupait un pôle anthropologique fixe, avec sans doute des implications superstitieuses. Mais, les remuants Pygmées mis à part, elle comportait un accompagnement légendaire faible. Et un investissement affectif léger, par comparaison avec ce qui suivra.



ANDRÉ CHASTEL.

(Jeudi 11 août.)

(1) *L'Image du Noir dans l'art occidental*, vol. I : Des pharaons à la chute de l'Empire romain, par J. Vercoutter, J. Leclant, Frank Snowden, J. Desanges. Préface S.M. M'Bow ; introductions par D. de Ménil et L. Bugner. Office du livre, Fribourg (pour l'édition française).

(2) A. Wittkower, *Marvels of the East, a study in the history of monster* (1942), dans « Allegory and the migration of symbols », Londres, 1977.

(3) B. Bucher, *la Sauvage aux seins pendants*, Ed. Hermann, 1977, s'est efforcé de systématiser dans cet esprit les représentations données des Indiens dans les douze volumes de récits de voyages américains publiés par Th. de Bry (1590-1624).

AU FESTIVAL D'AVIGNON

Un auteur en quête de spectateurs

Pendant les deux premières semaines du Festival, Théâtre ouvert, qu'anime Lucien Attoun, a présenté, comme chaque année, à la chapelle des Cordeliers, rebaptisée pour la circonstance « le Gueuloir », des pièces inédites lues par leur auteur. Hervé Guibert raconte son expérience.

QUE faire, quand on a mis deux ans à écrire une pièce et qu'on a envie de la monter, un jour ? L'envoyer à des éditeurs, à des directeurs de théâtres parisiens, à des centres dramatiques de province, à des metteurs en scène, à des vedettes ? Le choix est difficile. Il faudrait disposer de beaucoup d'exemplaires et n'est-ce pas le genre de démarches qui se soldent automatiquement par un « remerciement » poli et encourageant (« continuez dans ce sens, c'est plein de promesses et faites-nous lire la seconde... »). D'abord ma pièce dactylographiée fait soixante-quinze pages et la photocopie coûte 1 franc pièce. Je vais trouver mon blanchisseur, il a une photocopieuse, il me dit : « *Dites donc, c'est vous qui tapez comme ça, vous tapez aussi bien que ma femme, et elle, elle est sténodactylo.* » Je le surveille du coin de l'œil, j'ai peur que son œil à lui accroche sur certains mots de mon texte, que mon côté malsain lui saute soudain aux yeux et qu'il ne me regarde plus de la même façon quand je lui apporte mes serviettes-éponge. Je l'oblige à la discrétion en récupérant avec empressement les feuilles au fur et à mesure. Pour détendre l'atmosphère, il me lance : « *Dites donc, vous écrivez vos Mémoires !* »

Je suis impatient (fera-t-on la distinction entre l'arrivisme et l'impatience) et les refus sont toujours désagréables : je me dis que je vais faire le moins de démarches possible. C'est une pièce à deux personnages, je ne rêve pas de décors faramineux, je me dis que ça devrait être facile. Tout à coup, une idée : le Gueuloir. Lucien Attoun, Théâtre Ouvert, le patronage de France-Culture, tout ça est sérieux. On donne la possibilité à de jeunes auteurs de lire leurs « pièces originales et inédites », d'avoir un public, d'être confronté à des réactions. Quelle chance ! J'envoie ma pièce et on retient ma candidature. Il faut venir et se loger par ses propres moyens, mais ça c'est normal, c'est déjà une chance de pouvoir passer pour un auteur dramatique et de s'exprimer librement, sans censure. Ma lecture est fixée le dimanche 24 juillet, à 18 heures.

Je reviens exprès d'Allemagne, où je suivais les répétitions générales de la *Tétralogie* montée à Bayreuth par Chéreau. J'arrive à Avignon avec seize heures d'opéra dans la tête et vingt-quatre heures de train dans le corps, passablement décomposé. Je fais une première lecture, seul, dans ma chambre d'hôtel, ma montre à la main, ça dure 1 h. 15. Je me suis beaucoup amusé en la lisant. Bien sûr je me pose la question suivante : vais-je tout lire « à plat » en affichant la froideur hautaine et dévitalisée des acteurs de Bresson, ou bien vais-je mettre des intonations et me laisser aller à quelque vivacité ? Le ton Bresson est très à la mode et ne manque pas d'élégance, je ne suis pas comédien, mais je décide quand même de « jouer » ma lecture : j'ai peur de m'ennuyer. Je me rends dès 11 heures du matin dans la chapelle des Cordeliers, pour la séance de mise au point avec le régisseur. Présentations. Heureusement, je ne suis pas seul. Une amie actrice que j'accompagne parfois en tournée pour la dépanner a promis de me rendre la pareille et de jouer pour moi les imprésarios. Elle parle aux techniciens, m'installe à une table d'écolier à l'emplacement de l'autel, fait poser un micro, s'assied sur les gradins et me met très à l'aise en me disant : « Vas-y ! »

J'hésite entre le silence et la pétrification, ou le fou rire infantile, mais finalement j'opte pour l'efficacité. On me regarde, on m'écoute. Je me dis : après tout, ils ne sont pas forcés de voir la peur qu'il y a en moi, il faut paraître sûr de soi, alors allons-y, et je commence à lire, en faisant semblant de prendre une page au hasard, mais en fait je choisis mon passage préféré.

Je n'ai pas dit deux mots qu'on me coupe aussitôt : on ne me comprend pas au-delà du deuxième rang, je parle trop vite, je n'articule pas. On me dit : va lentement, hache, articule, lève la tête de temps en temps et ne remue pas tes pieds comme ça. En fait il y a un écho épouvantable dans cette chapelle, et le micro n'y fait rien. Je reprends ma lecture, imperturbable. Au bout de trente secondes, je lève et plisse les yeux dans les projecteurs pour demander : ça va ? On me répond : c'est un peu mieux mais tu vas encore trop vite, si tu lis comme ça la salle se vide au bout de cinq minutes, attends que l'écho te revienne et ne lève pas la tête sans arrêt, on sent que tu te forces. Le régisseur, Nêna Marquez, « cool et sympa » comme tous les gens à Avignon, me rassure : « Ne t'en fais pas, tout se passera bien. » Mon amie me dit : « Surtout ne fais pas d'intonations, ça tombe à plat ; ne joue pas ton texte, ça devient anecdotique, lis le plus à plat possible, il faut laisser aux gens la possibilité d'imaginer, de projeter. » Je regarde la salle vide un peu découragé en pensant : mais qui va bien pouvoir venir ? A nouveau on me rassure : mais si, il y a tout un public que ça intéresse, un public d'habitués, tu verras, il y aura du monde.

Louise et Suzanne

En sortant, on rencontre mes parents, venus exprès depuis leur lieu de vacances pour écouter leur fils. Mon père, qui pense à tout, me dit : surtout, pense bien à articuler. Puis nous rencontrons dans les rues d'Avignon ou aux terrasses des cafés des comédiens à qui mon amie annonce, compatissante : il lit tout à l'heure sa pièce au Gueuloir. On me regarde du même air compatissant, on me souhaite bonne chance, on ajoute : « Ne vous en faites pas, il y aura du monde. Il y a tout un public pour ça. » Mais ce public, ce n'est pas eux : ils ne se proposent même pas de venir m'écouter, et j'ai suffisamment de compréhension pour ne pas les inviter. Alors quel est ce public du Gueuloir : des professeurs de grammaire à la retraite, des hippies, des lycéennes ? On verra bien.

J'entre dans la salle et dévisage les gens. Les projecteurs s'allument. On annonce les prochaines lectures, le débat qui suivra celle-là, mais on avertit le public qu'il faudra quitter la salle à 20 heures, c'est comme ça, et l'heure c'est l'heure. J'ouvre mon texte, je dis, haché et articulé : « *Louise et Suzanne. Dialogues. Personnages et décor...* » Ça y est, je suis lancé, je suis dedans, ça ne peut plus me faire peur. Les gens sont muets. Je me dis qu'ils vont partir par rafales et que ça va me déprimer, mais, miracle ! Ils restent assis sur leurs sièges. Scène 1, scène 2, scène 3... Quand j'arrive à la scène 13 ou 14, je commence à trouver ça pénible. Je m'ennuie. Je me dis que ça va faire bien, en tout cas détaché, de regarder ma montre de temps en temps, et je ne me gêne pas : je lis depuis une heure et demie. Je pense que si j'étais spectateur je ne tiendrais pas le coup : écouter comme ça pendant une heure et demie quelqu'un d'immobile qui lit un texte assis à une table et avoir mal aux fesses en même temps, il n'y a pas de quoi être bouleversé.

Soudain un couple de touristes uruguayens, qui veulent visiter la chapelle, surgissent derrière moi, éblouis par les projecteurs sans comprendre ce qui se passe. Puis un chien vient me renifler les pieds. A chaque fois tout en continuant à lire, j'affiche le petit sourire ironique qui s'impose. Je continue, stoïquement. Parfois j'ai envie de m'arrêter et de leur dire : écoutez, ça a suffisamment duré comme ça, faisons autre chose. A la fin, j'emballe tout ça un peu rapidement, je passe en douce des indications de scène. C'est fini, je referme l'exemplaire, les gens applaudissent. Je surprends quelques regards vaguement admiratifs, mais je suis trop fatigué pour me sentir grisé. La lecture a duré deux heures moins le quart. Il ne reste plus que dix minutes pour le débat.

Une femme me dit : « *On sent parfois l'influence de Céline, surtout pour les passages sur la morgue et les descriptions du cancer du visage...* » Je dis que je n'ai rien lu de Céline, mais un jeune auditeur décidément très sympathique répond que les personnages qui ont été mes « modèles » l'ont peut-être lu et le « redélirent ». On me parle de théâtre quotidien. Je dis que pour moi ce n'en est pas vraiment, que mes personnages ne sont pas des femmes banales.

Mes parents viennent m'embrasser. J'avais donné à lire ma pièce à mon père avant cette lecture, et il me l'avait rendue en me disant « *Il y a des fautes d'orthographe.* » Là, il me dit : « *A un moment, j'ai eu peur, tu t'es mis à remuer tes pieds, heureusement tu t'es arrêté. En tout cas, tu as bien articulé.* » Un ami metteur en scène vient me dire : « *Tu as bien lu, juste un peu trop articulé.* » Mon amie comédienne me dit : « *De toute façon, la salle était pour toi, tu n'as pas vu l'assemblée de vierges, au premier rang à droite ? Elles te gobaient des yeux, elles buvaient tes paroles.* »

Il n'y avait pas un journaliste dans la salle, ni un directeur de théâtre, ni même l'organisateur du Gueuloir. On me dira qu'il avait d'autres chats à fouetter et qu'il ne savait certainement plus où donner de la tête entre ses émissions à France-Culture, ses « mises en espace » et sa « cellule de création ». C'est vrai. Je ne me faisais pas d'illusions sur cette lecture, mais quand même, à quoi m'aura-t-elle servi, au-delà de la satisfaction sans doute narcissique et exhibitionniste de lire mon texte, d'être applaudi et de répondre à des questions ? La dramaturge qui a conduit le débat m'a dit : « *Téléphonez-nous de temps en temps, pour nous dire comment ça se passe, si vous arrivez à la monter.* » Le soir au restaurant, mes amis m'ont trouvé triste et sinistre. Je n'ai pas dit un mot.

HERVÉ GUIBERT.

(Jeudi 11 août.)

AUX ARÈNES DE VÉRONE

Histoires brutales de désir et de mort

EN 1913, le vieux Padouan avait sept ans. Il se rappelle : on arrivait en famille, par carriole, de toutes les campagnes, de Lombardie, de Toscane, de toute la Vénétie et même du Sud. On avait emmené ses provisions et, dès la fin de l'après-midi, on allait s'installer sur les plus hauts gradins où l'on attendait la nuit, en mangeant, en chantonnant l'histoire. On guettait, au-dessus de l'immense amphithéâtre rose, l'apparition de la première étoile dans le ciel pâle. L'orchestre, enfin, s'installait dans la fosse. Alors on allumait les lampions qui s'éteignaient à la fin de l'ouverture. Comme aujourd'hui, on donnait *Aïda*...

Imagine-t-on l'Arena de Vérone sans son *Aïda* ? Roberto Rossellini n'a pas dédaigné un jour de la mettre en scène ici même à grands renforts de chevaux, de militaires et d'éléphants. Le lieu commande. Pour les Américains et les Allemands du parterre, peut-on, avec les Thermes de Caracalla, imaginer un lieu plus propre à suggérer l'Egypte et le gigantisme de ses mythes secrets ? *Aïda*, dira-t-on, pourrait aussi bien n'être qu'un drame d'atmosphère intime et de ferveur passionnelle. La version 1977 (la vingt et unième d'*Aïda* à l'Arena), à travers la mise en scène de Carlo Maestrini et la scénographie de Vittorio Rossi, sans toujours dédaigner le parti du grandiose verdien, s'attache à éclairer les mécanismes implacables de l'aliénation d'un peuple. *Aïda* n'est que la voix la plus singulière de la foule. L'admirable pyramide de pierres fondue dans le décor des gradins ne renvoie pas aux dieux contraires, mais à la machine du pouvoir.

***

Peut-être n'y a-t-il plus guère qu'à Vérone qu'on puisse encore représenter avec un tel succès la *Cavalleria rusticana* de Mascagni et les *Pagliacci* de Leoncavallo, opéras peut-être injustement moqués d'un dix-neuvième siècle agonisant, œuvres solides et claires de bons artisans du théâtre, ennemis naturels des longs cris wagnériens. Comme si le siècle, le leur et le nôtre, réagissait *in extremis* contre les inquiétudes de l'intelligence et l'angoisse des révolutions à venir, pour s'abandonner à des mélodies instinctives, faciles, sur des histoires brutales de désir et de mort où passe le rêve d'éternité des foules cherchant avant tout, comme le disait Loti, « *la note qui chante l'amour de la chair avec une puissance michelangelesque* »

Michel-Ange ? Voire... Carpeaux serait plus juste. Force est de reconnaître que les accents de Santuzza, abandonnée, ou de Turiddu, acculé à la mort, continuent de toucher les cœurs. Vingt mille spectateurs en strass ou en jeans hurlent ensemble leur enthousiasme. Comme chez les Romains, l'arène est restée le lieu des mises à mort et des triomphes, comme l'espace d'une tauromachie morale où un public international sacrifie au rituel de l'émotion paroxystique, par laquelle, contre le groupe et la norme, l'individu s'exalte dans l'hystérie singulière qui va pourtant l'anéantir et rendre finalement ses droits à l'ordre social.

Dans *Cavalleria*, où l'action se passe le jour de Pâques, c'est près d'un calvaire hors les murs qu'a lieu la tragédie humaine. Et dans *Pagliacci*, sur une scène de théâtre à trois sous cachée derrière l'église. Mais, partout, le peuple témoin et déifié bénéficie de ce jeu de théâtralité à l'intérieur duquel se libèrent les pulsions violentes du paysan Turiddu et du clown Canio. La scénographie de Vittorio Rossi a délibérément gommé tout pittoresque inutile et voulu ramener le vérisme à la tradition millénaire des Grecs. On est plus soucieux à Vérone d'efficacité dans le rapport au public que de subtilités esthétiques. Compte tenu de l'enjeu, le pari est gagné, n'en déplaise aux délicats.

***

L'autre soir, l'événement du festival s'est trouvé empêché par une pluie d'enfer. La nouvelle création ramenait Vérone à elle-même, avec le *Roméo et Juliette* de Gounod. On ne saurait se figurer la détresse de cet immense public retiré pendant le déluge dans les boyaux de l'amphithéâtre, attendant en vain jusqu'à minuit qu'une éclaircie permette aux amants éternels de se retrouver pour mourir. Il fallait regagner son hôtel, frustré de lyrisme. Sous les éclairs, Vérone offrait tout de même l'opéra superbe de ses fantômes. Au hasard du lacis de ses ruelles sombres, l'ombre peut-être de Dante pleurant le pain amer de l'exil goûté chez les Scaliger, Ciano, emprisonné à Castel-Vecchio devant les sinistres comparses de la République de Salo, et Juliette au balcon, et Juliette au tombeau, et la comtesse folle du *Senso*, de Visconti errant parmi l'insurrection nationale à la recherche de son amant autrichien... Que serait l'amour sans Vérone ?

BERNARD RAFFALLI.

(Jeudi 11 août.)

UNE MYTHOLOGIE POUR JULIETTE

IL suffit de revenir des îles grecques, des rivages siciliens, des côtes anatoliennes ou d'une simple promenade, un beau soir, dans l'ennuyeux et admirable parc de Versailles, pour avoir envie de refaire connaissance avec la mythologie grecque. Cinq colonnes dressées contre un ciel éperdu, les gigantomachies qui s'encadrent dans les frontons et les métopes, les cortèges dansants aux flancs noirs des vases, le soleil qui vient mourir sur les statues de nos bassins, ne cessent de nous poser des colles. L'histoire des dieux et des héros qu'on rencontre partout dans un périple méditerranéen ou dans nos musées, nos châteaux, est une aussi bonne lecture pour l'été que les aventures de la Mafia.

IL n'est pas facile de nos jours de se documenter sans trop de peine sur les fables des Grecs. On a le choix entre les dictionnaires et les savants traités : sociologie, psychanalyse, histoire des religions, se sont approprié ces territoires où naguère les poètes cherchaient leur inspiration. Mais une vue d'ensemble d'un Olympe accessible, où la trouver ?

Jean Duché s'est risqué à ménager des perspectives dans le maquis de cet antique folklore qui devient de plus en plus luxuriant, embrouillé et contradictoire à mesure que notre érudition s'accroît. On le savait audacieux depuis cette *Histoire du monde* qu'il a résumée en quatre tomes. Le tour de force perdait de sa saveur à mesure qu'on s'avançait à travers les âges et que l'imagination devait céder le pas au savoir, mais j'ai gardé de la tendresse pour son bourgeois néolithique qu'il voyait s'établir après tant d'errances.

LE domaine mythologique où l'imaginaire est roi pouvait rendre le conteur au meilleur de lui-même. Pourquoi diable ! s'est-il encombré de Juliette ? Elle raccourcit tout, à force d'humaniser, d'actualiser, et dans cette forme dialoguée, la magie des fables se perd.

Artémis est par elle costumée en hippie ; la naissance d'Athéna devient une césarienne ; l'histoire des Amazones, la préfiguration du M.L.F. ; elle traite Apollon de « petit pédé », à moins qu'elle ne le voie en saint Pierre de l'Olympe parce qu'il possède les clés du Paradis perdu, et je ne sais plus en quel roi, en quel héros, elle croit retrouver saint Joseph. Car

par Jacqueline Piatier

elle a une curieuse propension à ramener l'inconnu au connu, l'étrange au familier, le sacré au banal. Croit-elle aider ainsi Jean Duché à vulgariser ? A nous faire mieux comprendre ces dieux incompréhensibles dans leur sauvage cruauté et ces Grecs, plus mystérieux encore, de les avoir inventés ?

A *reparcourir l'Olympe, à grandes enjambées*, que de meurtres odieux, de trahisons, de carnages ! Ce ne sont que fils égorgeant leur père, que mères dépeçant leurs fils et souvent pour mieux les manger. Dès le premier jour de la Genèse, la férocité commence. On se châtre, on s'entre-dévore, le trône n'est dû qu'au massacre. Pas un immortel qui n'ait du sang sur les mains. Pour une peccadille le lumineux Apollon met à mort les six garçons de Niobé, tandis que sa sœur Artémis se charge d'exécuter les six filles. Héraclès, lui-même, qui va pourtant purger la Terre de ses monstres, une façon de faire triompher le Bien du Mal, aura ses crises de folie et d'ivrognerie sanguinaires. Athéna, la moins violente, fera périr, en les trompant sans vergogne, les plus estimables adversaires de ceux qu'elle protège : Hector lui doit sa mort. Quant à Dionysos au sublime chant d'amour, il faut voir le supplice qu'il réserve à Penthée, ce roi de Thèbes qui ne voulait pas le reconnaître : celui-ci sera mis en pièces par sa mère, aveuglée par sa passion de Bacchante.

La même atrocité commande au destin des héros et des rois : Œdipe, Thésée, Agamemnon, Achille, qui, devant Troie, envoie son ami Patrocle à la mort et les siens à l'hécatombe pour une blessure d'amour-propre. Au milieu de toutes ces tueries, une seule histoire qui finit bien, celle d'Ulysse. L'*Odyssée* ouvre enfin une voie pour le bonheur de l'homme. Sans égard pour la chronologie, Jean Duché l'a gardée pour la fin. C'est qu'il explique encore la mythologie par la dure victoire de Zeus sur le Chaos, d'Apollon sur Dionysos, de l'ordre et de l'esprit sur les forces de l'instinct. Explications marquées au coin d'une pensée toute occidentale dont les recherches modernes ont appris à se méfier.

CE roman mis à part, quelles noires visions hantaient l'Antiquité ! On n'en est que plus gêné par le ton désinvolte, les variations facétieuses, les modernisations intempestives que tentent le narrateur et son élève. D'autant plus qu'ils interrompent, Dieu merci, leur dialogue, pour laisser parler Homère, Hésode, Euridipe, nous renvoyant ainsi aux textes originaux. Dans quel autre univers on est alors transporté !

Ce n'est pas d'hier qu'on a mis les dieux de l'Olympe en complet veston et en robe de chambre. Qu'ils se présentent cette fois en « jeans » ne change rien à l'affaire : ce n'est plus d'aujourd'hui. Jean Duché n'ignore pas les interprétations récentes. Elles affleurent parfois, mais bien vite il retombe, Juliette aidant, dans une psychologie à ras de terre, à ras de nos problèmes. Décidément, dans cette mythologie « racontée », qui nous est précieuse par les souvenirs qu'elle ravive et enrichit, Juliette est de trop.

(Vendredi 12 août.)

★ **LA MYTHOLOGIE RACONTEE A JULIETTE**, de Jean Duché. Robert Laffont, 288 pages, 45 F.

Des demeures pour le peuple

● ***Michel Ragon rêve d'une architecture populaire.***

MICHEL RAGON présente la singularité d'être docteur ès lettres et de n'avoir jamais passé le bachot. Cette anomalie s'explique. Comme sa famille est très pauvre, il doit quitter l'école à l'âge de quatorze ans et faire mille métiers. Il se débrouille pourtant pour écrire des livres, et ces livres, bien plus tard, lui permettront de soutenir une thèse sur travaux. De sorte qu'il peut enfin retourner à l'école, mais en qualité, cette fois, de professeur d'université.

« *Je suis un autodidacte défroqué*, dit-il avec un peu d'amusement, un peu de vanité. *Quand l'école a été finie pour moi, j'ai fait un peu de tout. J'ai été garçon de courses, ouvrier agricole en Angleterre, débardeur à Nantes, ouvrier fondeur, ouvrier d'usine à Paris jusqu'à l'âge de trente ans. Mais j'aimais bien les études et je m'instruisais. J'avais la même méthode que l'autodidacte de* la Nausée *: je lisais les petits livres classiques et, comme il fallait suivre un ordre, j'avais choisi celui de l'alphabet.* »

Le long de cet alphabet, il fait plusieurs haltes La première à la lettre P où l'on trouve les mots « peuple » et « prolétarien ». Ragon se sent fraternel pour ces ouvriers, ces paysans, qui racontent leurs vies, leurs détresses, leurs travaux — ce qui nous vaut une série d'études sur la littérature prolétarienne : « *Oui, j'ai commencé par me passionner pour des hommes comme Henry Poulaille. J'aurais pu devenir, si l'on veut, le fils spirituel de Poulaille. Du reste, j'ai écrit un certain nombre de romans et je crois que j'en écrirai encore.* »

Mais d'autres intérêts le sollicitent. Dès vingt-trois ans, la peinture le fascine et il donne des critiques sur les peintres de l'abstraction lyrique, Hartung, Soulages, Atlan. Après quoi, de la peinture, Ragon glisse vers l'architecture. C'est l'époque où l'autodidacte Ragon, impatient de « défroquer », fréquente avec énergie les bibliothèques publiques. Il y grignote des tonnes de livres, et il observe qu'on ne possède aucune histoire de l'architecture en français. Qu'à cela ne tienne. Soucieux des autodidactes de l'avenir, Ragon va l'écrire, cette histoire — deux gros volumes qui font autorité.

Ce parcours à la va vite dans le destin de Michel Ragon n'est pas gratuit. Il voudrait éclairer le travail que Ragon vient de conclure : *l'Architecte, le Prince et la Démocratie*. Seul un homme qui a longtemps subi la condition ouvrière et partagé les demeures des pauvres pouvait tenter cette espèce de coup de force : renverser le système des rapports qui existent entre le prince, l'architecte et le peuple. Jusqu'ici, et dans la plupart des sociétés, l'architecte fut chargé de donner forme aux rêves, aux désirs ou aux besoins du prince. Ragon s'interroge si le temps n'est pas venu de casser net le lien qui asservit l'architect au prince. Et de mettre le bâtisseur à l'écoute de ceux qui habiteront les maisons.

« *Dans les débuts, j'ai été très influencé par Le Corbusier. J'aimai, son côté rousseauiste. Il me semblait qu'il plaçait la science au service du bonheur des hommes. Je voyais son œuvre comme un grand rêve progressiste. Et puis, au fil des années, je me suis rendu compte qu'un hiatus de plus en plus grand se creusait entre les hommes qui conçoivent les maisons et les usagers de ces maisons. Je voyais là un problème politique et même philosophique. Politique, puisque la maison est au cœur de la cité, elle est conditionnée par les goûts du prince et par les circuits de l'argent. Philosophique, car, à partir du moment où l'homme est traité comme machine, pourquoi les maisons seraient-elles autre chose que des machines à habiter ? C'est alors que je me suis questionné. Un retour aux sources s'imposait et une interrogation de la culture architecturale du pauvre. Malheureusement, cette architecture du pauvre, on n'en trouve pas trace dans l'histoire.* »

Bien sûr, il y a les maisons paysannes, et chacun rêve sur elles, mais ces belles maisons sont celles des maîtres, des seigneurs. Pour le reste, les paysans ont toujours vécu dans des baraques minables, malsaines, noires et tristes. Et le logement des ouvriers à la ville, dans les caves ou les greniers, est pire encore. « *Le logement de l'homme ordinaire*, dit Michel Ragon, *est exclu de l'histoire de l'architecture.* »

Et il n'est pas fortuit que la colère des pauvres vise si souvent les maisons dans lesquelles se pavanent les princes (depuis l'incendie des beaux hôtels particuliers au quatorzième siècle jusqu'au saccage de l'Hôtel de Ville de Paris au dix-neuvième). Et le jour où le prince se décide enfin à loger les pauvres, il ne songe jamais à leurs désirs. Dans le meilleur des cas, la maison du pauvre sera une copie ratatinée, crépusculaire et flapie de la maison bourgeoise, c'est l'utopie pavillonnaire.

« *C'est dans la mesure où l'architecture est le creuset de tout qu'elle entre dans une crise gigantesque. Elle commence à douter d'elle-même. Hier encore, l'architecte était un homme sûr de son savoir. Il connaissait les désirs, les besoins les plus intimes de ceux qu'il logeait. Il construisait des maisons parfaites dans lesquelles il entassait les gens, des gens à qui l'architecte apprenait à habiter. Cela, c'est fini. Vous voyez apparaître des phénomènes étranges. Des architectes qui ont honte d'être des hommes de pouvoir. Des architectes qui consultent les gens. Des architectes qui ne construisent plus. Et aussi toute une série d'architectures marginales, sauvages, inspirées des principes de l'écologie, etc.* »

De ces architectures sauvages, Ragon dresse un inventaire. Voyage fascinant — depuis ces vieux autocars dans lesquels des Américains organisent des lieux de vie, jusqu'à ces usines désaffectées que certains groupes achètent et métamorphosent en domiciles un peu fous et très libres. Michel Ragon cependant se garde des excès, des facilités du lyrisme : aux théoriciens de l'architecture sauvage qui vantent la beauté des « favelas » du Brésil, il répond avec justesse que c'est là plaisir d'esthète et que, habiter les « favelas », c'est habiter l'enfer, la mort. De même récuse-t-il la notion d'architecture sans architecte. Son propos est autre : couper le lien de l'architecte avec le prince.

Il s'agit pour l'architecte de perdre sa position de maître, de n'être plus le bras du prince, mais de devenir le conseiller de l'habitant. A Bruxelles, des comités de quartier se forment. A Bologne, quand on décide de rénover la ville, la municipalité confie les responsabilités aux habitants eux-mêmes; aujourd'hui, le cœur historique de Bologne est sauvé.

Que la France ne soit pas en avance dans de telles pratiques ne surprendra guère — elle ploie sous la tradition jacobine. Elle ne sait que construire des cités pour les habitants blêmes et semblables d'un univers utopique.

Il reste que le travail de Ragon (qui n'est pas solitaire, Dieu merci ! s'inscrit étrangement dans un ensemble de manifestations parallèles et toutes dirigées contre maîtrise et pouvoir. Formé d'abord aux traditions libertaires, Michel Ragon était désigné pour amorcer, dans le champ de l'urbanisme, cette critique radicale du pouvoir, du prince, qu'un Attali esquisse dans l'ordre des bruits, de la musique, que les nouveaux philosophes poussent à l'extrême dans le champ de la politique et de l'histoire.

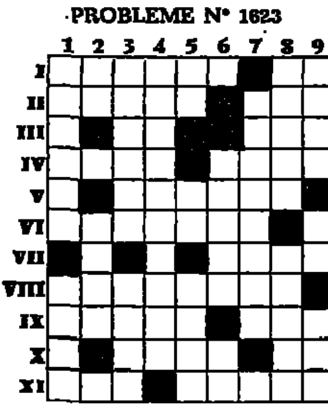
GILLES LAPOUGE.

(Vendredi 12 août.)

★ **L'ARCHITECTE, LE PRINCE ET LA DEMOCRATIE**, de Michel Ragon, Albin-Michel, 256 p., 39 F.

LES MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1623



HORIZONTALEMENT

I. Ne vole pas de ses propres ailes : Démontre. — II. Est surtout garni après les repas : Pronom. — III. Quelque chose d'effrayant : Ont un lit sinueux. — IV. Etait dans la note : A basses fréquences. — V. Vécurent il y a bien longtemps. — VI. L'habit n'y était pas de rigueur. — VII. Affectif, quand il s'agit du sang. — VIII. Tolérées. — IX. Frontières imprécises ; Abréviation. — X. Lointaine victime d'une fringale : Figure de premier plan. — XI. Vieux feu : Opération de débit.

VERTICALEMENT

1. Certains l'ont dans la peau : On peut se reposer sur lui les yeux fermés. — 2. Abréviation ; Passé défini. — 3. Frappée ; Ce dont il faut tenir compte. — 4. On y descend avant l'arrêt complet *(pluriel)*. — 5. Abréviation ; Mis en mouvement (inversé) ; Cours étranger. — 6. Bien de ce monde ; Fin de participe. — 7. Intimidées. — 8. Hantise de boursiers : Intentai une action. — 9. Dont on devrait facilement venir à bout ; Sa fin donne du travail supplémentaire aux facteurs ; D'un auxiliaire.

Solution du problème n° 1622

Horizontalement

I. Platière (ruisseau). — II. Oural ; Ota. — III. PS ; Curé. — IV. Trésorier. — V. Gère ; Si. — VI. Vierges. — VII. Essais : An. — VIII. NL ; Ie ; Vin. — IX. Tête ; René. — X. Entures. — XI. Justesse.

Verticalement

1. Porte-vent. — 2. Lu ; Isle. — 3. Arpèges ; Tés. — 4. Tasseraient. — 5. Il ; Orgie ; Te. — 6. Créés ; Rus. — 7. Roui ; Vers. — 8. Etres ; Aînée. — 9. Aériennes.

GUY BROUTY.

Pirandello dans la Pléiade

● ***Cette édition du « Théâtre » dans de nouvelles traductions n'a pas son équivalent en Italie.***

AVEC Dante, Machiavel et Goldoni, Pirandello est l'un des très rares auteurs italiens qui aient franchi le seuil de « la Pléiade ». Encore ne s'agit-il que de son théâtre, ou plus précisément du premier volume de ce théâtre, regroupant une vingtaine de pièces. Un autre volume suivra, complétant cet ensemble majeur auquel Pirandello doit généralement le plus clair de sa célébrité.

On méconnaît habituellement le fait que Pirandello est, aussi, l'auteur de sept romans, de quelque trois cents nouvelles, sans parler d'un volume d'essais critiques et de plusieurs recueils de poésies, et que l'importance de ces autres ouvrages est également considérable. Mais on ignore souvent aussi en France *qui était* vraiment Pirandello, pour ne retenir de lui que l'image de l'auteur à succès qu'il était devenu sur le tard, après la fin de la première guerre mondiale.

Ce petit homme à la barbiche en pointe, au regard un peu inquiétant, n'est pas seulement l'inventeur ingénieux de machineries théâtrales passablement cérébrales et de personnages lancés à la recherche de leur identité. Cette image, qui correspond tant bien que mal au Pirandello des dernières années, couronné en 1934 par le prix Nobel, ne doit pas faire oublier tout ce qui, dans son histoire, celle de sa vie, celle de son œuvre, s'était joué jusque-là. A commencer par son enracinement sicilien.

A cet égard, cette édition nouvelle devrait contribuer à mettre les choses à leur vraie place. La très longue et importante préface de Paul Renucci — mais c'est plutôt d'un véritable essai qu'il conviendrait de parler — rappelle en effet un certain nombre *d'éléments marquants de l'enfance* et de l'adolescence de Pirandello, éclairant son milieu familial, sa formation, ses prises de position politiques, aussi bien que l'expérience qu'il fit du monde de la maladie mentale, au contact de sa femme Antonietta.

D'autre part, la référence aux essais de Pirandello sur « l'humorisme », dont l'importance est capitale pour comprendre la formation de sa poétique, permet de suivre l'arrière-histoire d'une œuvre commencée très tôt, inlassablement poursuivie, et dont la place fut telle que, devenu célèbre, Pirandello put déclarer à un journaliste : « *Je n'ai pas vécu, je n'ai fait qu'écrire...* »

C'est dans ces essais que l'on voit également apparaître, à travers l'image métaphorique du masque, l'idée d'un relativisme absolu dans la connaissance des êtres.

Celle-ci parcourt à la *fois* ses romans et son théâtre : masques des conventions sociales ou des usages, de l'habitude, de l'inconscient aussi, qui se superposent et rendent toute communication problématique, sinon même totalement illusoire.

Une grande partie des thèmes du théâtre — dont le titre général est, rappelons-le, *Masques nus* — se trouve donc virtuellement esquissée dans ces pages trop peu connues (1). Elles sont plus convaincantes et plus riches, à coup sûr, que les distinctions suggérées après coup par le critique A. Tilgher sur les traces de Georg Simmel, sur l'opposition entre la forme et la vie, entre la spontanéité et la contrainte, et ainsi de suite. Pirandello, qui avait utilisé lui-même des images analogues, peut-être sous une influence de Bergson, qu'il se garda bien de reconnaître, allait s'emparer de cette distinction de Tilgher, qui devint par la suite, et pour des dizaines d'années, un *topos* inévitable et étouffant d'une bonne part de la critique pirandellienne.

Cela dit, les vingt-trois pièces réunies dans ce premier volume, dans l'ordre de leur rédaction (alors que les éditions italiennes ont jusqu'ici maintenu une incohérence chronologique qui était celle de Pirandello lui-même), tirent de leur regroupement un éclairage et un relief accrus, et facilitent un jeu de confrontations tout à fait stimulant. Si, dans l'ensemble, les notes explicatives sont très *peu nombreuses*, les notices, en revanche, qui illustrent chacun de ces textes sont extrêmement développées — il y en a, au total, environ deux cents pages, composées, hélas, dans un corps microscopique — et elles apportent de précieux commentaires sur l'histoire de leur rédaction, les sources éventuelles, et d'importants éléments d'appréciation esthétique. Vaste et utile documentation, qui fait de cette édition un très utile instrument de travail.



(Dessin d'Ortiz.)

Restent les traductions nouvelles, qui ont été assurées par une équipe d'une dizaine d'italianistes, et qui, par rapport à celles du *Théâtre complet*, dues, pour la plupart, à Benjamin Crémieux et Marie-Anne Comnène et jadis publiées par le même éditeur, répondent à un souci louable de rigueur et de modernisation du langage, tout en respectant l'exigence de vivacité et de mouvement de textes écrits avant tout pour être dits et joués. L'expérience dira si, à la représentation, ces traductions sont mieux adaptées que les précédentes aux exigences de la scène.

On croyait tout savoir du théâtre de Pirandello, de ses inventions, de sa virtuosité, de ses ficelles parfois trop visibles, et de la tranquille désinvolture avec laquelle il a contribué à démolir un arsenal de recettes techniques qui faisaient, semble-t-il, partie intégrante de la tradition du théâtre occidental, *imposant* par le fait même une vision du monde profondément angoissée. On a longtemps pensé aussi qu'il était possible de cerner le « pirandellisme » et d'en donner une définition à peu près stable et cohérente. La lecture de ce volume remet en question beaucoup de ces jugements ; elle montre à l'évidence que le théâtre de Pirandello n'a rien perdu de son pouvoir de choc et que, bien loin de n'être qu'un subtil mécanisme, avant tout intellectuel, il est au contraire constamment nourri, vivifié par l'apport sous-jacent d'une humanité passionnée et douloureuse, tragique même : c'est là que l' « humoriste » que se voulait Pirandello a, le plus souvent, laissé apercevoir, derrière le rictus figé du masque, le regard et le sourire nus de sa compréhension et de sa pitié.

MARIO FUSCO.

(Vendredi 12 août.)

★ **Bibliothèque de la Pléiade**. Gallimard, 1 536 pages, 120 F. Sous la direction de Paul Renucci.

(1) Certaines d'entre elles ont été traduites par G. Piroué sous le titre d'« Essais sur le théâtre et la littérature », bibliothèque Médiations, Gonthier-Denoël, 1971.